

هذه اوراق

« L'Economie » : les banques centrales



QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14815 7 F - MARDI 15 SEPTEMBRE 1992 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le « bon exemple » thaïlandais

La victoire des partis démocratiques lors du scrutin du dimanche 13 septembre en Thaïlande ne peut que réjouir tous ceux qui avaient suivi avec espoir, à la mi-mai, les manifestations d'hostilité aux généraux de Bangkok, et crié d'indignation devant la sanglante répression qui les avait marquées. Les sondages, en effet, donnaient plutôt pour vainqueur l'ex-général Chuan Leekpai, ancien premier ministre réputé fort corrompu et « chouchou » de la camarilla militaire.

Pour être peu éblouissant, le succès de ceux que la presse locale avait baptisés non sans méchancisme « les anges » n'en est pas moins incontestable : non seulement les formations favorables à un éloignement des forces armées de la scène politique ont recueilli 51 % des sièges, mais celle qui arrive en tête est l'une d'entre elles, la Parti démocrate. Son chef, M. Chuan Leekpai, devrait donc être désigné comme premier ministre. Ce résultat intéresse bien plus que la Thaïlande, dont la campagne électorale et le scrutin ont été suivis avec passion par tous ses voisins.

Admettons d'un modèle, un exemple vient en effet d'être donné à l'Asie - la zone où subsistent en plus grand nombre des gouvernements peu préoccupés de laisser leurs citoyens juger leurs actes en ultime instance. Près d'une demi-douzaine de pays de l'est du continent pourraient aujourd'hui relever d'un problème « à la thaïlandaise » : un développement économique accéléré y a créé une classe moyenne urbaine qui se satisfait de moins en moins de la domination d'une élite à l'autoritarisme d'autant plus prononcé que les militaires en sont souvent partie prenante.

L'exemple le plus flagrant est en Indonésie, où le général Suharto règne depuis plus d'un quart de siècle avec, de l'autre côté, l'ordonnée d'une élection présidentielle sans surprise. D'être parvenu au pouvoir lors d'une grave commotion nationale (la répression du soulèvement communiste de 1965), et d'avoir su préserver, fût-ce souvent au prix du sang, une unité nationale en permanence compromise par les rivalités géographiques et ethnico-culturelles : voilà qui lui vaut, certes, un prestige inégalable auprès de nombre de ses concitoyens. Mais les succès mêmes qu'il a vus au pays son récent développement économique accéléré laissent augurer de graves tensions politiques et sociales si, comme tout l'indique, M. Suharto ne passe pas rapidement la main.

Plus avancés sur la voie d'une meilleure représentation populaire, d'autres pays de la région ne sont pas à l'abri de troubles dans un avenir plus ou moins proche. C'est le cas, au premier chef, des quatre fameux « dragons d'Asie » : Singapour, Taïwan, la Corée du Sud - et même Hongkong, dont la population a commencé à se débattre contre son prochain retour, sans consultation, dans le giron de Pékin.

Evoker ainsi la Chine n'est pas innocent. Le monolithisme qui semble former ce véritable continent n'est pas, lui non plus, à toute épreuve. La relance de fait depuis le début de l'année - que le Congrès de cet automne officialisera sans doute - d'une politique de marché, avec la promotion, qu'elle entraîne inévitablement, d'une nouvelle bourgeoisie, ne saurait aller à non plus sans conséquences. Leurs conséquences, à terme, pourraient n'être pas toutes négatives pour ce qui est des droits de l'homme et du citoyen chinois.

Lire page 16 l'article de JEAN-CLAUDE POMONTI

M0147 - 0915 0 - 7 00 F



Les décisions monétaires au sein du SME et le référendum en France

La baisse des taux allemands est un encouragement aux partisans de l'Union européenne

Un ajustement au sein du système monétaire européen (SME) est intervenu dimanche 13 septembre avec une dévaluation de 3,5 % de la lire italienne et une réévaluation de 3,5 % des autres monnaies. Lundi 14 septembre, la Bundesbank a abaissé d'un demi-point son taux d'escompte, ramené à 8,25 %, et diminué d'un quart de point son taux Lombard (9,50 %). Les banques centrales de Belgique, des Pays-Bas, d'Autriche et de Suisse ont également abaissé leurs taux directeurs, en général d'un demi-point, sauf la France qui attend l'issue du référendum.

La Bundesbank vote Maastricht

FRANCFORT

de notre correspondant

Le monstre de Francfort est donc moins froid qu'on le disait. L'intransigence Bundesbank cède. Elle accepte d'abaisser ses taux d'intérêt alors que ses responsables estimaient et déclaraient, la semaine passée encore, que l'inflation trop élevée en Allemagne ne le permettait pas. Sa décision, quand bien même est-elle prise sous le contrainte, vient démontrer, à une semaine du référendum français, que la banque fédérale n'est pas si

technocratique et si exagérément rigoriste que le disent ses adversaires.

Pour être sensible à la pression politique, celle des autres capitales européennes mais aussi celle de Bonn, la Bundesbank prouve que l'Europe monétaire n'est pas la dictature du mark. Elle « vote Maastricht ».

ERIC LE BOUCHER

Lire la suite et nos informations page 27. Lire aussi page 42 le dossier de « L'Economie » sur les banques centrales.



Le gouvernement face aux surveillants

Epreuve de force dans les prisons

Le gouvernement a choisi l'épreuve de force face aux surveillants de prison, dont le mouvement, au lendemain de l'évasion sanglante de Clairvaux, paralysait, lundi matin, 130 établissements sur un total de 182. Redoutant d'éventuelles mutineries, le ministre de la justice menace les grévistes de révocation et a déjà décidé une quarantaine de mises à pied de trois mois.

Clairvaux, la morte

CLAIRVAUX

de notre envoyé spécial

C'est un pays de « matous ». Une terre de petites gens voués à surveiller des assassins pour 6 500 francs par mois. Un village de France où la chemise se porte bleu ciel et le pantalon marine. On y est « gardien » de père en fils, sans joie ni honte, comme d'autres sont ouvriers aux forges, plus loin, le long de la térébraire départementale 396, celle qui s'aventure dans les noires forêts de l'Aube. En lisière du bois de la Vigne, la route abandonne sur sa gauche 35 hectares de murs et de grilles : la centrale de Clairvaux, une abbaye cistercienne du douzième siècle reconstruite depuis 1808 en Alcatraz champenoise.

PHILIPPE BROUSSARD

Lire la suite et l'article d'ANNE CHEMIN page 20. Lire aussi le dossier « Polars » page 22.

Jacques Chirac écartelé

par Jean-Marie Colombani

S'il est un homme dont la voix compte, c'est bien Jacques Chirac : il n'est pas exagéré de dire, à quelques jours de la date fatidique du 20 septembre, que le maire de Paris tient la clé du vote tant seront décisifs les suffrages de ceux qui lui font ordinairement confiance et qu'il déplacera ou ne déplacera pas. Voici donc son premier véritable rendez-vous avec l'Histoire. Il lui reste quelques jours pour convaincre une partie de son électoral de le suivre. Mais il aurait tort de croire que ses difficultés s'arrêteront au soir du vote : elles ne feront peut-être que commencer.

- La réunion des ministres des affaires étrangères des Douze par LAURENT ZECCHINI
- M. Pasqua mène la charge contre les états-majors de l'opposition par OLIVIER BIFFAUD
- La fête de l'humanité : la kermesse du « non » triste par ALAIN ROLLAT
- Maastricht vu d'Auvergne par GILLES PARIS

Le référendum, qu'il avait eu l'imprudence d'exiger du président de la République, l'a en effet d'ores et déjà placé dans une situation délicate. Le sens de son vote est en lui-même une première difficulté. Il est en effet inhabituel sous la V^e République, régime qui n'a pas son pareil pour rigidifier les comportements politiques, qu'un opposant réponde « oui » à une question posée par le chef de l'Etat. La coutume est au contraire de dire « non » à chaque occasion, en tout temps et en tout lieu.

Le second facteur d'inconfort est précisément que M. Chirac se trouve en opposition... avec son propre mouvement.

Lire la suite page 5

■ Pour l'égalité de l'information : un point de vue de MICHEL BRULÉ page 5 à 8

ESPACE EUROPEEN

En attendant le 20 septembre : La France locomotive de l'Europe : L'Allemagne s'indigne d'abord à elle-même ; La Grande-Bretagne cultive ses paradoxes pages 9 à 11

Le Pol Pot des Andes

Abimael Guzman, chef historique du Sentier lumineux, capturé dimanche, est responsable de milliers d'assassinats au Pérou

par Marcel Niedergang

Le petit prof de philo de l'université d'Ayacucho, auteur d'une thèse simpliste sur la Théorie kantienne de l'espace, est devenu le prophète illuminé de l'Apocalypse, le prédateur glacial d'un bain de sang purificateur, disposé à sacrifier deux millions de vies pour faire triompher au Pérou la dernière utopie communiste de la planète.

On l'a comparé à Pol Pot et ce que l'on sait de son programme fait frémir, car il va encore au-delà de celui des Khmers rouges. Le bilan de douze ans de lutte armée est sinistre : 24 000 morts, en majorité des paysans misérables de la sierra, et 22 milliards de dollars de dégâts.

Son « projet » politique est fumeux : l'instauration à Lima d'une « nouvelle Etat de la nouvelle démocratie des ouvriers et des paysans ». La modeste classe ouvrière

péruvienne n'a jamais été, et n'est pas, une avant-garde révolutionnaire. Les masses paysannes marginalisées, exploitées, vivent encore en grande majorité comme au Moyen Age. Mais Abimael Guzman, alias « le président Gonzalo », poursuit avec une obstination démentielle son rêve de « grand soir » sanglant, d'un soleil rouge se levant sur des Andes en ruines et des cités fumantes au bord du Pacifique.

Il a communiqué cette foi absolue aux militants fanatiques du Parti communiste du Pérou (PCP), qu'il a fondé en 1970 à Ayacucho, après deux voyages en Chine et un bref séjour en prison à Lima. Le PCP est une scission du Drapeau rouge, une fraction d'une dissidence proche du Parti communiste péruvien prosoviétique.

Lire la suite et l'article de NICOLE BONNET sur l'arrestation du chef du Sentier lumineux page 14

PIERRE BOURDIEU

Pierre Bourdieu
Les règles de l'art
Genèse et structure
du champ littéraire

Le Flaubert de Bourdieu

Editions du Seuil

Les violences en Allemagne

Les attaques contre les foyers d'étrangers prennent un tour de plus en plus dramatique.

Lire page 13 l'article d'HENRI DE BRESSON

Les Douze et la Bosnie

Les Douze souhaitent que l'ONU interdise les vols militaires serbes au-dessus de la Bosnie.

page 13

La Mostra de Venise

La Chine se taille la part du Lion.

Lire page 26 l'article de DANIELE HEYMANN

L'ECONOMIE

Prix : La guerre sans merci

Dans tous les secteurs, la concurrence exacerbée et la faiblesse de la demande débouchent sur une déescalade des tarifs catastrophique pour les producteurs. La déflation risque-t-elle de dégénérer en déflation pure et simple ?

Lire aussi nos rubriques Mode d'emploi, Opinions, Conjoncture, Dossier (les banques centrales) et la chronique de Paul Fabry, pages 35 à 48

Le sommaire complet se trouve page 34

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Australie-Newton, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 F. ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F. ; Portugal, 170 ESC ; Singapour, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (hors NY), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Joël Roman

« L'Europe sera nécessairement postnationale »

« Le concept de nation est un sujet fréquent de controverses en France. Les polémiques récurrentes sur l'immigration et les débats sur le traité de Maastricht en témoignent. »

En 1988, la Commission de réforme du code de la nationalité avait justifié ses conclusions en faveur d'une politique d'intégration plus active par une référence explicite à Renan : « L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours. L'idée de nation jouit-elle aujourd'hui en France de la même faveur qu'à l'époque de la Révolution ou y a-t-il un affaiblissement de ce concept ? »

La nation a en effet souvent été au cœur des controverses en France parce qu'elle était l'enjeu politique majeur : au fond, une bonne part de nos affrontements politiques ont tourné autour de la légitimité ou de l'illégitimité des adversaires politiques (la droite et la gauche) à revendiquer l'héritage de la nation. C'est aussi pourquoi le cri de Valmy, « Vive la nation ! », est le cri de ralliement de tous : mais tous n'y mettent pas la même chose. Le nationalisme a toujours été en France pluriel (1) et en tout cas au moins double : il y a un nationalisme de gauche, républicain, et un nationalisme de droite, traditionaliste et longtemps catholique.

Mais cette fracture politique a en même temps été fondatrice de l'identité française : être français, c'était être de l'un ou l'autre de ces camps. Paradoxalement, ce conflit où chacun ne voyait que de l'autre a nourri une dynamique intégratrice extraordinaire.

Aujourd'hui, cette dynamique s'effondre en effet, pour au moins trois raisons : tout d'abord, les nationalismes originaires, de droite et de gauche, ont été discrédités, celui de droite par la compromission vichyste de la droite traditionnelle avec l'occupant allemand, celui de gauche par son enlèvement dans la guerre d'Algérie et le reniement de son universalisme (voilà pourquoi, au demeurant, ce sont là les deux grands trous de mémoire de notre conscience politique qui n'en finissent pas de revenir). Ensuite, le ralliement de la grande majorité des Français aux institutions de la République et l'intégration de la tradition catholique à la République ont affaibli la confrontation.

Enfin, depuis le début des années 80, la conjonction qui a vu l'alternance et la cohabitation sur fond de déclin des grandes idéologies politiques (communisme, socialisme et libéralisme) a conduit moins à un consensus, comme on le dit souvent, qu'à une multiplication des clivages selon les problèmes posés et, malgré tout, à une certaine pacification des affrontements. Si l'on ajoute à cela l'absence de menace extérieure majeure et immédiate, on comprend le paradoxe de la situation présente : plus réconciliés entre eux que jamais, les Français sont aussi beaucoup moins sensibles à la thématique nationale.

Il ne faut pas oublier que la fameuse définition de Renan est énoncée dans le contexte très singulier de l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne. Elle ne vaut d'ailleurs que pour un tel contexte : celui d'une appartenance nationale contestée. Quand il évoque l'ordinaire de la vie nationale, Renan met en avant l'oubli des querelles passées, c'est-à-dire un fond de traditions communes partagées.

La nation, comme dynamique sociale, donne des signes d'essoufflement. Les raisons de cet assoufflement sont multiples :

Agé de trente-sept ans, corédacteur en chef d'Esprit, Joël Roman est agrégé de philosophie. Après avoir enseigné pendant dix ans, il se consacre aujourd'hui à cette revue fondée en 1932 par Emmanuel Mounier.

Elève de Claude Lefort, lui-même élève de Maurice Merleau-Ponty, ses recherches l'ont d'abord orienté vers la phénoménologie. Curieux de l'œuvre d'Hannah Arendt ou de celle de John Rawls, il appartient à cette nouvelle génération d'intellectuels que l'épuisement du débat entre marxistes et libéraux incite à penser autrement la politique.

Cosauteur d'un ouvrage sur la fin des utopies scolaires, le Barbare et l'écolier (Calmann-Lévy, 1990), Joël Roman a assuré récemment la rédaction d'un texte fameux d'Ernest Renan, Qu'est-ce qu'une nation ? (Presses Pocket), un texte qu'il met en parallèle, plus qu'en opposition, avec les réflexions de Fichte dans ses Discours à la nation allemande. Le débat sur la construction européenne, où certains redoutent que se dilue la nation française, rend ces questionnements plus actuels que jamais.



mondialisation de l'économie, montée des individualismes, retour du religieux et du tribalisme... Quelle analyse faites-vous de ces phénomènes ?

En France, la dynamique sociale a toujours été à la remorque de la dynamique politique : d'où la faiblesse traditionnelle des mouvements sociaux, à commencer par le syndicalisme. Dès que la dynamique politique marque le pas, on a en effet l'impression que triomphent dans la société des mouvements centrifuges : montée des corporatismes, de l'individualisme, etc.

« Le reflux de la souveraineté ouvre la voie à une vie démocratique plus riche. »

Mais une bonne part de ces mouvements sont ambivalets : d'un côté, ils tendent à déstructurer la société, mais d'un autre ils permettent aux individus de se reconstruire des identités partielles, en rétablissant parfois des médiations (locales, professionnelles et, *horresco referens*, religieuses) que le jacobinisme français avait détruites. Quand le Paris-Saint-Germain fait l'éloge de l'esprit de clocher, c'est que quelque chose a bougé dans notre imaginaire national. Car avant d'être le produit de la décomposition sociale ou de la modernité, l'individualisme a d'abord été le produit de la centralisation étatique et du face-à-face de l'individu et de l'Etat dans la tradition française.

Dès l'origine, la France a voulu exporter, par l'exemple mais aussi par la force, le

concept de souveraineté nationale forgé à l'époque de la Révolution par Sieyès. L'affaiblissement, aujourd'hui, de ce concept a-t-il pour effet de préserver les Français des pathologies du nationalisme. Mais cet affaiblissement les laisse aussi sans imagination ?

Dès l'instant où l'on substitue à une légitimité qui vient d'en haut, la légitimité dynastique, une légitimité qui vient d'en bas, une légitimité démocratique, alors se pose le problème de ce qui constitue l'unité de référence : le peuple, la nation... C'est déjà la question que pose Rousseau quand il dit qu'avant de se demander par quel acte un peuple se donne un roi, il convient de se demander par quel acte un peuple est un peuple. La réponse française, avancée par Sieyès à la suite de Rousseau, a été de transférer la notion de souveraineté du monarque à la nation, avec d'emblée cette dimension collective que je signale, puisque la nation est identifiée au tiers état, sans les autres ordres.

De là viennent tous nos problèmes : d'un côté, la grandeur de notre tradition politique, mais de l'autre ce surinvestissement de l'Etat, dépositaire de la souveraineté, qui suscite aussitôt tout individualisme ou tout groupe d'être fascieux, de vouloir attacher à la volonté générale en faisant valoir des revendications particulières.

En regard, l'autre grand modèle de la démocratie moderne, le modèle américain, a choisi au contraire de privilégier la séparation des pouvoirs, une souveraineté éternelle, si l'on veut : le pouvoir y est donc beaucoup plus arbitre. Le conflit d'intérêts légitime : cette tradition n'est d'ailleurs pas spécifiquement anglo-saxonne puisqu'elle se réfère explicitement à Montesquieu.

Dans notre imaginaire politique, l'unité nationale est insécable. Le moindre conflit prend dès lors une dimension fondamentale, qui engage la totalité de l'existence politique, des valeurs politiques de référence. Très vite, l'adversaire est un mau-

vais Français. C'est aussi pourquoi nous n'aimons pas nos partis politiques : ils figurent une division que nous n'avons de cesse de dénier par ailleurs.

Il est vrai que la force de cette tradition a été quelque peu atténuée, moins d'ailleurs comme on le croit en raison de l'intégration européenne qu'en raison de modifications intrinsèques à la politique française : l'élection du président de la République au suffrage universel, qui introduit une dualité dans la souveraineté, et l'émergence progressive d'un contrôle de constitutionnalité de la loi. Ce refus de la souveraineté (encore très large) ouvre la voie à une vie démocratique plus riche, à une intervention plus active des acteurs sociaux : sauront-ils s'en emparer ?

La nostalgie d'une confidentialité d'un imaginaire politique fort qui se manifeste ici ou là, et notamment sous la forme d'un appel au modèle républicain, ne paraît négliger les potentialités d'intervention démocratiques qui sont ainsi offertes. C'est certes moins exaltant que d'attendre de la politique qu'elle change la vie, mais ce peut être aussi, plus dynamiquement, le fait de renoncer à la diabolisation de l'adversaire, accéder à un débat démocratique plus pluraliste et maintenir dans toute son intégrité la représentation d'une nation tout entière politique, vouée à la souveraineté.

En outre, les limitations objectives de la souveraineté, qui viennent de l'interdépendance économique et stratégique mondiale, sont venues rendre en partie fictifs les attributs traditionnels de la souveraineté : la monnaie, la défense. La perspective d'une monnaie européenne unique, d'une défense intégrée sont peut-être moins des limitations de souveraineté que des manières de retrouver les moyens d'une souveraineté partagée, à échelle capable d'imposer de la République à l'Europe.

En revanche, il conviendrait sans doute de mieux cerner les lieux où se jouent aujourd'hui les identités collectives : la culture, ou les formes de solidarité collective, et de les soustraire plus énergiquement au marché. On songe à l'audiovisuel ou aux systèmes de retraites et de protection sociale.

La France moderne, celle d'après 1789, s'est construite autour d'un Etat-nation fort, beaucoup plus structuré que ne l'est l'Etat en Allemagne, en Italie et a fortiori aux Etats-Unis. Est-ce pour cette raison que le débat sur le traité de Maastricht a pris, en France, un tour aussi passionnel ?

Bien entendu, l'Allemagne, par exemple, a appris (à son corps défendant, certes) à dissocier unité politique et unité culturelle. Elle a ainsi fait l'expérience d'un « patriotisme constitutionnel », pour reprendre une expression désormais fameuse, qui lui permet sans trop de problèmes d'envisager une intégration politique européenne forte : l'identité allemande ne s'en trouve pas affectée. Au contraire, l'intégration européenne menace directement l'identité française, qui est avant tout politique. D'où la vigueur des argumentations en faveur du « non », et la faible conviction des partisans du « oui », qui se réfugient souvent derrière des arguments empruntant par conséquent à la

modernisation ou à la nécessité historique.

Mais il me semble que les causes profondes du malaise français sont intérieures, dues au réajustement d'une expérience historique en train de se clore. L'Europe politique peut donc soit être un bon sens, soit au contraire fournir l'occasion d'un tel réajustement de nos institutions, et d'abord par l'apprentissage des logiques du contrat de la négociation, là où nous avions plus traditionnellement recouru à des logiques autoritaires de l'Etat, qu'elles prennent l'allure du fait du Prince ou de décisions technocratiques.

Corriger le modèle républicain, c'est renoncer à imposer, sous couvert d'intérêt général, des décisions arbitraires, pour faire émerger un intérêt général effectif au plus près des conflits d'intérêts locaux. L'intégration européenne ne fera pas l'économie d'un tel réajustement. Le cadre républicain traditionnel n'est en effet pas parvenu à surmonter la tendance à la dualisation de la société, à l'exclusion de groupes sociaux toujours plus importants. Le principal défi de l'Europe sera l'Europe sociale, sa capacité à construire un modèle nouveau de solidarité sociale. Ce n'est pas gagné.

Croyez-vous à l'émergence future d'une nation européenne, et si oui, selon quel cheminement ? Selon la voie allemande, conceptualisée par Fichte, qui fonde la nation sur l'appartenance ethnique, ou selon la voie française, théorisée par Renan, lequel voit dans « le désir de vivre ensemble » le gage de la cohésion d'une nation ?

Non, l'Europe ne sera jamais une nation, du moins à vue humaine, tout simplement parce qu'elle est composée de nations, quel que soit le modèle national auquel on pense. Au demeurant, on a beaucoup exagéré l'opposition entre Fichte et Renan ou entre nation à la française et nation à l'allemande. Il y a là, certes, deux traditions mais qui toutes deux introduisent une tension entre l'héritage historique et culturel et la volonté politique. L'Europe sera donc nécessairement postnationale, au sens où il lui faudra inventer une forme d'unité politique encore inédite historiquement : ni l'empire, ni la cité, ni la nation.

L'Europe deviendrait une nation de nations ?

Pourquoi pas ? Mais je doute que cette expression ait un sens autre que métaphorique. La nation désigne une certaine congruence entre des frontières territoriales, une forme politique, et des traditions culturelles. L'avenir de l'Europe, c'est sans doute la dissociation de ces trois termes. C'est pourquoi les formulations les plus cohérentes de l'Europe comme forme politique la définissent comme unité politique postnationale. Je pense en particulier à l'expression rigoureuse qu'en a donné Jean-Marie Ferry (2). Le seul problème c'est l'appropriation de ce niveau post national par les différentes traditions nationales. Il est plus facilement intégrable par l'Allemagne que par la France. La difficulté pour l'Europe sera de se trouver une signification politique au sein des différentes traditions nationales qui la composent : or celle-ci

ne sera pas la même selon ces traditions.

En Allemagne, l'Europe peut être un niveau juridico-constitutionnel supérieur. En Italie, ce peut être une instance d'arbitrage et d'appel. Pour la France, il faudra que l'Europe devienne à la fois un lieu idéologique et un lieu politico-juridique. Il faudra que l'Europe symbolise la fin des guerres intra-européennes et la mémoire d'un passé meurtri par ces guerres, et en même temps quelque chose comme un modèle politique : peut-être celui du capitalisme rhénan dont parle Michel Albert, plus la protection des droits individuels symbolisée par la Cour européenne des droits de l'homme. Ce n'est qu'à ce prix que l'Europe sera pour nous symbolisable, c'est-à-dire effective.

Comment expliquez-vous la résurgence des nationalismes dans ce qui fut l'URSS et la Yougoslavie ? S'agit-il d'un retour des vieux travers, refoulés pendant trop longtemps, ou de quelque chose de plus neuf, visant à combler le vide idéologique de l'après-communisme ?

Je ne crois pas qu'il s'agisse d'abord d'un phénomène idéologique. La nation, sous quelque forme que ce soit, a partie liée avec l'expérience démocratique : elle est le cadre dans lequel l'expérience démocratique s'est instituée. Dès lors il était inévitable que les sorties du communisme retrouvent la référence nationale comme référence identitaire liée à la transition démocratique.

Maintenant, cette renaissance de la nation prend des formes très différentes dans des milieux qui existaient déjà sur une base nationale, comme la Pologne, et dans d'autres qui, soit n'avaient jamais connu d'autre expérience que l'expérience impériale (russe, ottomane ou austro-hongroise), soit avaient connu des tentatives nationales auto-déterminées trop brèves pour fonder une tradition durable. Il me semble que les nationalismes sont le prix à payer de la désagrégation des empires, notamment en ex-Union soviétique.

Nous allons vers un monde où il nous faudra conjuguer une multiplicité d'appartenances.

Ailleurs, ils m'ont tenté des tentatives démocratiques, volent d'homogénéité ethnique et besoin de se trouver des identités politiques fortes. En un sens, il faudra leur faire nécessairement une place. D'un autre côté, les nationalismes s'affaiblissent quand ils sont confrontés à de véritables alternatives de politique intérieure, c'est-à-dire quand émergent des clivages économiques, sociaux et idéologiques intranationaux. Il n'y a pas de fatalité du nationalisme.

Le concept de nation doit-il être révisé, et si oui, comment ?

Il me semble que le concept de nation doit plutôt être relativisé. Nous allons vers un monde où il nous faudra conjuguer une multiplicité d'appartenances, toutes liées à des identités partielles et à certaines lignes de conflit : identités professionnelles, locales, mais aussi identités culturelles ou religieuses, identités générationnelles, identités sexuelles... L'identité nationale n'est pas appelée à disparaître, mais sans doute à devenir une identité parmi d'autres : constitutive sur certains questions (comment nous partageons entre nous nos richesses ? Quelles sont nos références communes pour en débattre ?), mais secondaire sur d'autres (quelle musique nous émeut ? Quelle morale privée est la nôtre ?).

De même l'identité européenne sera elle aussi une parmi d'autres, peut-être de nature plus juridique et institutionnelle que proprement culturelle. Apprendre à conjuguer ainsi une pluralité d'identités est sans doute très difficile pour nous Français, qui rêvons toujours d'un modèle unitaire : je crois néanmoins que nous l'apprenons lentement.

Propos recueillis par BERTRAND LE GENDRE

(1) Comme l'a définitivement montré Renan Girard dans les *Nationalismes français*. Ed. du Seuil, collection « Points ».

(2) Notamment dans l'ouvrage dirigé par Jacques Leuclaire et Nicole Demerouti, *L'Europe au soir du siècle*. Editions Esprit, 1992.

Max Jean Zins

HISTOIRE POLITIQUE DE L'INDE INDÉPENDANTE

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

En quelques années, l'Inde est entrée dans une nouvelle phase de son histoire. Sur tous les fronts, des zones de turbulences apparaissent, qui contrastent avec la longue stabilité de « la plus grande démocratie du monde ». Le système congressiste qui vole en éclats, l'endettement, la société à trois vitesses, bouleversent toutes les prévisions que l'on pouvait faire sur l'avenir de la République indienne. Il y a encore seulement 10 ans, ce livre permet de comprendre le devenir de près d'un milliard d'hommes.

Collection « Politique d'aujourd'hui » 376 pages - 158 F.



LA CAM

A Maastricht se déclare

La convale

M. Roman



Jacques Mitterrand

Le Monde • Mardi 15 septembre 1992 • 3

Le Monde • Mardi 15 septembre 1992 • 3

Le Monde • Mardi 15 septembre 1992 • 3

Le Monde • Mardi 15 septembre 1992 • 3

Le Monde • Mardi 15 septembre 1992 • 3

Le Monde • Mardi 15 septembre 1992 • 3

Le Monde • Mardi 15 septembre 1992 • 3

Le Monde • Mardi 15 septembre 1992 • 3

Le Monde • Mardi 15 septembre 1992 • 3

Le Monde • Mardi 15 septembre 1992 • 3

Le Monde • Mardi 15 septembre 1992 • 3

Le Monde • Mardi 15 septembre 1992 • 3

LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

Au moment où la campagne pour le référendum entre dans sa dernière semaine, les champions du «oui» sont inquiets, tandis que ceux du «non», stimulés par le succès de la grande réunion du Zénith, samedi, se sentent portés par un puissant courant. Mais à mesure qu'approche l'échéance, malgré les efforts de M. Chevènement, du PCF et de quelques autres pour faire valoir un «non» de gauche, malgré ceux des dirigeants du RPR et de l'UDF pour promouvoir un «oui» de droite, le clivage qui s'accroît entre les partisans et les adversaires de Maastricht recoupe de plus en plus l'opposition entre la gauche et la droite.

La dynamique du «non» se situe en effet aujourd'hui du côté de MM. Pasqua et de Villiers, qui développent des thèmes que ne désavouerait pas M. Le Pen, mettant mal à l'aise M. Séguin, qui ne s'y reconnaît pas nécessairement. Celle du «oui», si elle doit se manifester enfin, dépend pour une part de la mobilisation du Parti socialiste, que M. Laurent Fabius, s'appuyant sur l'intervention télévisée de M. Mitterrand, tente de susciter. Le PS met donc désormais en avant l'Europe sociale, d'accroître le chômage, peut aider à le résorber. M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, n'a pas dit autre chose en annonçant, à Hérault-Saint-Clair, que l'Europe allait

Le progrès social d'un côté, l'insécurité de l'autre, nous voici revenus à un affrontement classique, dont on peut penser qu'il préfigure aussi la future campagne législative. Ceux qui souhaitent dissocier le débat européen des polémiques de politique intérieure constatent qu'il est bien difficile de séparer les deux questions. Même M. Philippe Séguin, au Zénith, puis au Forum RMC-Express, si soucieux jusqu'à présent de ne pas succomber à cette tentation, a indiqué que son refus du traité et son rejet du gouvernement socialiste «procèdent des mêmes principes» et qu'«il n'y a pas de frontière étanche entre les deux oppositions».

Il est allé jusqu'à affirmer qu'en cas de victoire du «oui» le 20 septembre c'est la signification même d'une vic-

M. Jack Lang, tout en rappelant sa volonté de ne pas mêler les genres, s'y est - brièvement - risqué en convenant qu'il redoutait, en cas de victoire du «non», «le réveil des extrémistes, en France et hors de France, et des léninistes de tout poil». Quant à M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, il a tout montré, comme à son habitude, d'un noir pessimisme. «Toutes les tensions que l'on a connues dans les années 30 sont réunies», a-t-il déclaré dimanche sur Radio J, avant d'inviter les hommes politiques à ne pas jouer avec le feu. «Dernier, si l'on n'y prend garde, a-t-il dit, on verra que les passions malfaisantes que l'on croyait disparues peuvent se réveiller». M. Millon n'a pas le moral, et il n'est pas le seul.

THOMAS FERENCZI

Moral

«Ouvrir un espace de militantisme pour les démocrates de l'Europe»

Du côté du «non», c'est M. de Villiers qui a donné le ton, dimanche soir, sur TF1, face à MM. Alain Juppé et Jack Lang, invités avec lui de l'émission Sept sur Sept, en exploitant la crise des prisons pour évoquer ce qu'il a appelé «l'espace unique du crime», qui, selon lui, de l'abolition des frontières intérieures.

«Il y a huit prisonniers en cavale en ce moment, il y a des gardiens de prison qui se font tuer», a-t-il dit, avant de souligner que le ministre de l'inté-

Dans un entretien avec trois journaux étrangers M. Mitterrand se déclare «personnellement blessé» par «l'argument de la défiance à l'égard des Allemands»

Dans un entretien accordé à trois quotidiens étrangers, la Repubblica, El País et The Independent, avant son hospitalisation et paru dimanche 13 septembre, M. François Mitterrand revient sur les raisons qui l'ont conduit à organiser un référendum en disant notamment : «Je n'ai jamais pensé que ce serait une formalité. Si j'ai annoncé, le 3 juin, que les Français seraient consultés par référendum, ce n'est pas parce que les sondages donnaient l'avantage au «oui». C'est parce qu'il me semblait nécessaire de transformer un assentiment spontané mais vague à l'Europe, en une adhésion réfléchie et durable. Je savais qu'il faudrait beaucoup expliquer pour combler le manque d'information chez les uns, le manque d'intérêt chez les autres. Je m'attendais donc à un débat très rude, très intense, serré. Là, il le fut. Il permit aux Français de prendre conscience des enjeux de la réalité européenne - mieux - qu'elle ne l'avait fait au cours des quarante années précédentes - et, aussi, de mesurer ce que ces années de construction européenne ont apporté à notre pays en termes de paix et de prospérité.

Le chef de l'Etat ajoute : «On ne peut à la fois affirmer que la construction européenne est un manque de démocratie et me reprocher de chercher à l'asseoir, pour la première fois, sur une base démocratique incontestable. Sur une question aussi importante, qui engage le destin international du pays, je me devais d'inviter les Français à se prononcer par la voie d'un référendum (...). Certes, il y a eu, à l'occasion, des erreurs, mais ce qu'il aurait été, pour la suite des choses, le risque inverse, celui d'une ratification sans véritable consentement populaire? Il fallait cette épreuve de vérité.

«Mon sort personnel compte peu»

Interrogé sur les inquiétudes que le traité de Maastricht inspire aux partisans du «non», le président de la République répond : «L'Europe cristallise, à tort, beaucoup de peurs : peur du changement, de la modernisation, de l'ouverture au monde et aux autres. C'est un paradoxe. On projette sur l'Europe des menaces imaginaires alors qu'elle nous protège de risques bien réels (...). L'expression de ces inquiétudes me paraît salutaire, même si la plupart d'entre elles sont infondues, infondées ou n'ont rien à voir avec l'Europe. C'est pourquoi il faut inlassablement expliquer en quoi consiste la construction européenne et la chance qu'elle représente pour la France. A l'inverse, il serait grave pour la démocratie d'exploiter ces peurs comme le font trop de partisans du «non» (...). Le traité de Maastricht, qui n'a pas réponse à tout, est perfectible, évolutif, et il comporte des clauses et des délais qui permettront, le moment venu,

La convalescence du chef de l'Etat «suit son cours le plus normal»

Le médecin personnel du président de la République, le docteur Claude Gubler, a indiqué, dimanche soir 13 septembre, que la convalescence de M. François Mitterrand, opéré vendredi de la prostate, «suit son cours le plus normal, classique». Il a ajouté, en réponse à une question de l'AFP, qu'il était «évident» qu'un patient souffrait après une telle opération.

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, qui a rendu visite au chef de l'Etat samedi en fin d'après-midi, a déclaré, pour sa part, au terme de son entretien :

Soulignant «l'espoir» exprimé par les ministres des affaires étrangères de la CEE M. Roland Dumas estime qu'un «non» porterait un «coup d'arrêt» peut-être fatal à la construction européenne

HATFIELD

de notre envoyé spécial

Les ministres des affaires étrangères de la CEE réunis samedi 12 et dimanche 13 septembre, près de Hatfield, au nord de Londres, ont adressé leurs «meilleurs vœux et leur soutien» aux dirigeants français une semaine du référendum sur le traité de Maastricht car, a indiqué le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, un «oui» est «important pour toute l'Europe».

Les Douze ont «exprimé l'espoir que le «oui» l'emporte», a déclaré M. Roland Dumas, car nos partenaires ont le sentiment qu'une éventuelle réponse négative, «même s'ils n'y croient pas», constituerait «une sorte d'entreprise de démolition de la construction européenne» et lui porterait «un coup d'arrêt, peut-être fatal». M. Dumas a ajouté que chacun a pris la pleine mesure de la «responsabilité immense du peuple

français», sans pour autant que quiconque parmi nos partenaires «ait eu l'idée de se mêler du débat intérieur en France», qui est «un des aspects de la consultation». Le ministre des affaires étrangères a trouvé «particulièrement indécent» que le nom de M. Mitterrand ait été lu dans un débat «qui concerne la vie internationale», samedi, lors du rassemblement organisé à Paris par MM. Pasqua, Séguin et de Villiers.

Concertation le 21 septembre

Évoquant comme une «hypothèse d'école», une défaite du «oui», le ministre des affaires étrangères imagine que ce «bouleversement», cette «catastrophe», ce «tremblement de terre», serait tel que tout, au sein de l'Europe, «serait remis en question». Les Britanniques, c'est clair, ne le croient pas, même s'ils appellent de leurs vœux une ratification du traité :

«Après un tremblement de terre, la vie continue», a noté M. Douglas Hurd. Le secrétaire au Foreign Office n'a pas hésité à expliquer comment la présidence britannique de la Communauté agirait en cas de victoire du «non», mais elle doit, en effet, «être prête pour toutes les possibilités», et à jouer un rôle «actif, pour organiser l'avenir de l'Europe». M. José de Pinho, le ministre portugais, a estimé que, dans ce cas, il faudrait une «réécriture» rapide du traité.

Quel que soit le résultat, une «coordination très étroite» sera nécessaire entre les Douze, a souligné M. Hurd, qui a rappelé que les ministres des finances et des affaires étrangères des Douze se retrouveront le 21 septembre, les premiers à Washington, pour une réunion du FMI (Fonds monétaire international), les seconds à New-York, pour l'Assemblée générale des Nations unies. Il ne sera alors «pas une anomalie», selon le mot de M. Dumas, qu'ils se réunissent pour envisager l'avenir.

M. Jacques Delors a indiqué pour sa part qu'il se tient prêt à «remplir [son] devoir jusqu'à la fin décembre» et qu'en annonçant il y a quelques temps sa décision de ne pas assumer après cette date un nouveau mandat à la tête de la Commission en cas de victoire du «non», il avait voulu «montrer aux Français l'importance du choix qu'ils devaient accomplir». «A l'époque, a-t-il expliqué, je n'ai pas trouvé de meilleur argument que celui que j'ai employé. Ce n'était pas une menace».

Quel que soit le résultat du 21 septembre, a conclu M. Hurd, la Communauté «va être dirigée selon un style très différent et avec une série de priorités différentes». M. Delors, qui présidait avec lui la conférence de presse marquant la fin de cette rencontre ministérielle, n'a pas répliqué.

LAURENT ZECCHINI

Réunis à Bethune par le PS Des représentants de la gauche européenne soulignent les avancées sociales du traité

Le PS a organisé, samedi 12 septembre à Bethune, dans le Pas-de-Calais, une réunion à laquelle ont participé une quinzaine de dirigeants ou de représentants des syndicats et des partis de gauche européens venus souligner, à une semaine du référendum sur le traité de Maastricht, les avancées sociales et démocratiques qui le rendent, à leurs yeux, positif.

BÉTHUNE

de notre envoyé spécial

Les socialistes français ont une semaine pour essayer de rallier au traité d'Union européenne le maximum de voix venant de la gauche. Une partie de celles-ci sont détachées de Maastricht par les communistes, qui font campagne pour le «non» avec l'entraide que leur donne le boucheur, devenu rare pour eux, d'être d'accord avec eux et de participer à un courant d'opinion beaucoup plus large que les limites de leur influence propre. M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis, une partie des Verts et l'extrême gauche entraînent eux aussi vers le «non», ou vers l'abstention, des électeurs qui, s'il s'agissait du second tour d'une élection au scrutin majoritaire, opteraient pour le candidat de la gauche.

Pour tenter de convaincre tous ceux-là qu'ils font fausse route, le PS a réuni samedi, à Bethune, des représentants de la gauche européenne, syndicale et politique. «Parlons», a souligné M. Laurent Fabius, le monde du travail appelle à la ratification du traité d'union européenne. Des syndicalistes comme M. Bruno Trentin, secrétaire général de la CGIL, première confédération italienne, ou M. Jack Dromey, représentant les Trade Unions britanniques, ainsi que M. Jean Lapoyre, secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats (CES), ont affirmé, au cours d'une table ronde suivie par deux cents personnes que le volet social de Maastricht, pour insuffisant qu'il soit, représente néanmoins une avancée considérable et un

point d'appui pour les combats à venir.

«Je ne comprendrais pas un syndicaliste qui envisagerait de rejeter quelque chose, non pas au profit d'autre chose, mais au profit de rien», a expliqué simplement M. Dromey. M. Trentin a exprimé la crainte qu'un échec du traité de Maastricht n'ait pour conséquence «une guerre économique et financière», dans des salarés faibles les frais. Il ne croit pas possible «une renégociation qui puisse améliorer le résultat auquel les Douze sont parvenus à Maastricht». Pour M. Jacques Fostier, secrétaire général de l'inter-régionale wallonne de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), «à première vue, les salaires ne vont pas mal en Europe», mais, en même temps, ils placent dans la «dimension économique» de l'Union européenne une «espoir» d'un retour de la croissance.

M. Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a assisté au débat avant d'intervenir pour exprimer son indignation devant les «convergences» qu'elle entend, chez les partisans du «non», à propos de l'Europe sociale. S'en prenant conjointement à M. Philippe Séguin et au Parti communiste, elle a fait un parallèle entre les arguments qu'avancent le PCF pour s'opposer, en 1957, au Marché commun et ceux qu'il utilise aujourd'hui et auxquels le député des Vosges, pourtant ancien ministre des affaires sociales, ne désigne pas de recourir. «Je ne comprends pas que M. Séguin ait le courage de nous servir une telle mixture dans le domaine social, qu'il connaît très bien», a-t-elle lancé.

Pour M. Aubry, l'Europe sociale, qui est un volet du traité de Maastricht, c'est plus d'emploi, plus de protection sociale et moins d'exclusion. L'Europe sociale, a-t-elle rappelé, «le plus haut niveau de protection sociale au monde» et elle a «la réglementation la plus exigeante en matière d'hygiène et de sécurité du travail». Non seulement Maastricht ne ramène rien de tout cela en question, mais le traité rend possibles de «nouveaux développements», a assuré le ministre, pour les droits individuels, l'égalité entre hommes et femmes, la lutte contre l'exclu-

tion, tandis que les acquis français en matière de sécurité sociale et de retraite «ne peuvent être touchés».

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, a ajouté, quant à lui, que le traité comporte l'ébauche d'une politique industrielle communautaire, gage de progrès sociaux futurs. Entre ceux qui préconisent «l'abandonner les acquis sociaux pour être plus compétitifs» et ceux qui veulent «conserver un haut niveau de protection sociale et de formation, appuyé sur une économie forte», le traité de Maastricht, selon M. Strauss-Kahn, donne raison aux seconds.

«Logique européenne» ou «logique balkanique»

Les participants à la table ronde politique ont abondé dans le même sens, notamment le secrétaire national de l'ex Parti communiste italien, devenu le Parti démocratique de la gauche (PDG), M. Achille Occhetto. «Malgré les insuffisances et les limites considérables du traité, nous pensons qu'il est indispensable de l'approuver, en même temps que de se battre pour l'améliorer lors de son application», a-t-il dit, en ajoutant : «Sans l'Union européenne, tout serait plus difficile (...). Nous devons voir l'Union européenne comme une possibilité et une potentialité pour mieux faire face aux problèmes qui nous sont communs». Le secrétaire général du PS portugais, M. Antonio Otures, a conjuré les électeurs français de «voter en répondant à la question posée», et non en réagissant à «une conjoncture économique qui est nouvelle partout». Il pour «régler des problèmes politiques intérieurs qui ne regardent qu'eux».

«Pouvons-nous, voulons-nous revenir au «chacun pour soi»?», a demandé M. Klaus Hansch, vice-président allemand du groupe socialiste du Parlement européen, tandis que M. Philippe Busquin, président du PS belge francophone, a affirmé qu'un «non» français «serait catastrophique pour l'Europe et pour la gauche». M. Adam Michnik, directeur du quotidien varsovien créé à partir de Solidarité, Gazeta, a expliqué qu'en Pologne, «il n'y a pas de gauche et de droite», mais que l'on connaît très bien l'opposition entre «les forces qui veulent organiser la vie collective autour des valeurs de la modernité, des droits de l'homme, du progrès» et celles qui privilégient «le charvinisme et le populisme». Il a émis le souhait que l'approbation du traité de Maastricht vienne renforcer la «logique européenne» qui, sur le continent, doit faire face à la «logique balkanique».

Comment peut-on se réclamer de la gauche, a demandé M. Gérard Fuchs, responsable des relations internationales du PS, et refuser la politique industrielle, la politique d'aménagement du territoire et la politique de l'emploi rendues possibles par le traité de Maastricht, de même que «la politique étrangère et de sécurité commune, qui est le seul moyen de créer un contrepois à l'influence des Etats-Unis»? M. Fabius a expliqué que si tous ces arguments de bon sens «ne l'ont pas encore emporté», c'est que «ce qui a dominé du côté du «non», c'est une campagne sur la peur : peur de la technocratie sans contrôle, de l'Allemagne, d'un surcroît de chômage, d'une plus grande ingérence dans la vie quotidienne, du recul social, des dangers du monde». Or, «le seul risque qui existe, a-t-il dit, celui-là bien réel, c'est de défaire, en votant «non», ce que les Européens ont fait ensemble depuis trente ans».

PATRICK JARREAU

VOS YEUX SONT GELES, VOTRE PEAU A VIRE AU NOIR, VOUS ETES CLINIQUEMENT MORT. PARLONS CHAUSSURES.

La rétine commence à geler à -2,2°C.
La peau humaine a son point de congélation à -0,53°C. Elle devient rouge puis se fêlure dès qu'elle est exposée un instant à -1,9°C.

Même les parties protégées comme les mains gantées sont susceptibles de virer au noir sous l'effet du gel en quelques minutes.

Et, selon d'éminents médecins, quelqu'un en profonde hypothermie a tout de quelqu'un qui serait mort.

Chez Timberland, nous fabriquons des chaussures destinées aux gens qui ne demandent pas mieux que d'être exposés aux mêmes conditions climatiques. Des gens qui sont prêts à pousser leur corps jusqu'aux limites de la résistance humaine. Ceux qui se retrouvent souvent dans des situations où la seule chose qui les sépare de la mort est le vêtement qu'ils portent.

Naturellement la plus lourde responsabilité incombe à leur équipement et à leurs boots.

Mais cela, nous en avons l'habitude. Après tout, c'est Timberland qui sponsorise l'Iditarod, une fameuse course de chiens de traîneaux en plein Alaska sauvage.

Un petit exercice qui sert aussi de terrain d'essai pour des boots comme nos Super Guide Boots que vous pouvez voir à droite de cette page.

Des boots qui protègent vos pieds jusqu'à -20°C. Justement, vous devez vous demander ce que nous pouvons bien faire à nos boots pour nous permettre d'en parler ainsi.

Nous faisons simplement ce que les autres ne font pas.

Nos peaux ne viennent pas du grossiste du coin. Pas du tout. Nous parcourons les Etats-Unis de long en large à la recherche de tanneries qui ne voient aucun inconvénient à nous fournir des peaux de pleine fleur, aussi solides que souples, aussi épaisses que douces.

Lorsque nous ramenons ces peaux dans nos ateliers de Hampton, dans le New Hampshire, nous les imprégnons de silicone pour les rendre étanches à l'eau et à la neige. Et pour être certains que vos pieds seront à l'aise dès le moment où vous chaussez nos boots, nous suivons notre fameuse technique de montage de mocassins indiens.

Pour ce faire, une unique pièce de peau, pré-étirée sur une forme spécialement étudiée, est cousue à la main dans une sorte de moule.

Pour employer ces techniques, cela prend du temps et coûte beaucoup d'argent. Mais le Cercle Polaire n'est pas vraiment le meilleur endroit du monde pour découvrir que vos boots ne vous vont pas.

Et à ces températures glaciales, l'humidité à l'intérieur des boots est aussi dangereuse que l'eau à



l'extérieur. Les Super Guide Boots résolvent ce problème en utilisant une doublure en Gore-Tex. Remarquable tissu qui possède des milliards de trous au centimètre carré, chacun étant 20000 fois plus petit qu'une goutte de pluie et 700 fois plus gros qu'une molécule de transpiration.

Résultat, vous avez la garantie que vos pieds resteront au sec tout en respirant normalement.

Bien sûr, garder vos pieds au chaud ne se fait pas simplement en empêchant le froid de pénétrer.

Donc les Super Guide Boots augmentent la température naturelle du corps en se servant de l'Ensolite au niveau des doigts de pieds et du Thinsulate partout ailleurs. Pour qu'il n'y ait aucune déperdition de chaleur, des pièces moulées suivent le contour de vos chevilles en formant une sorte de joint souple.

Après avoir assemblé des montants qui supporteraient les pires conditions, nous les fixons à la semelle la plus légère, la plus antidérapante qui existe chez Timberland.

Cette semelle qui est faite dans un polyuréthane triple-densité exclusif, est moulée par injection et définitivement fixée aux montants par une technique brevetée Timberland comme tant d'autres.

Non contente d'être plus souple que la semelle de caoutchouc traditionnelle, elle procure une bien meilleure isolation.

Le dessin de la languette lui permet de s'auto-nettoyer pour empêcher que la glace ne s'y accumule et risque de propager du froid jusqu'à vos doigts de pieds.

A ces températures en dessous de zéro, vous ne pouvez pas vous permettre d'être sous-équipé. Même

en ce qui concerne des choses qui pourraient paraître anodines. Prenez les coutures. Les autres fabricants de chaussures qui cousent leurs boots avec une ou peut-être deux épaisseurs de fil.

Pas Timberland.

Nous préférons nettement utiliser quatre épaisseurs de fil de nylon ultra-résistant pour toutes les coutures essentielles. Coutures qui sont ensuite hermétiquement scellées au latex pour être sûr que l'eau ne s'infiltrera pas.

Le lacage ne doit pas vous donner l'impression que votre vie peut en dépendre. Nous ne voulons pas en prendre le risque de toute façon.

Voilà pourquoi notre système de lacage ultra rapide vous permet de mettre et d'enlever vos chaussures en un temps record, même si les lacets arrivent jusqu'en bas de la cheville.

Les œillets en forme de "D" sont en acier inoxydable renforcé pour la simple raison qu'ainsi, ils ne rouilleront ni ne pourrissent avec le temps.

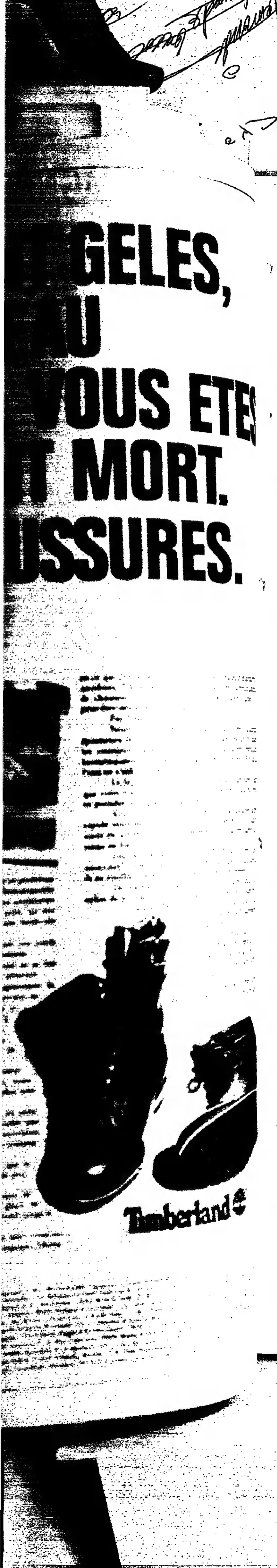
De même que les lacets sont faits dans un nylon de première qualité pour être le plus solide possible. Peut-être trouvez-vous que nous vous avons parlé suffisamment de chaussures ?

C'est vrai que vos yeux sont toujours gelés, que votre peau est toujours noire, que vous êtes toujours cliniquement mort.

On pourrait peut-être simplement vous en vendre une paire ?



Magasins Timberland : 52, Rue Croix-des-Petits-Champs 75001 Paris et 5, Rue Châteaubert 69002 Lyon • Points de vente : Alan's - 5, rue Le Châtelier 33000 Bordeaux • Alex Boutique - 67, Av. Meinthal Principauté d'Andorre, Andorre-la-Vieille • Brunswick Sport - 12, Rue de l'Apprenti au pin 69300 Senlis • Brunswick - 5A Line 125, Bd Jean Jaurès 92100 Boulogne-Billancourt • Cartoche - 5A Influence 31000 Toulouse • Christian Orel Sports - C.C. Les Berges 38750 Alpe-d'Huez • Galeries Lafayette - 4, Rue La Bruyère 75009 Paris • Gerard Olivier - 5A, Chappaz 74000 Annecy • Gourschel Christine - Val-Thorens 73440 St-Martin-de-Belleville • Greenstreet - SARL de la Grande 50, Rue de la Grande-Chaumette 59000 Lille • Kland SARL - 59, Rue des Oranges 25000 Besançon • Kelly Sports - 73150 Val-d'Isère • La Botte Chausson - 22-24, Rue Grande-Chaumette 59000 Lille • La Botte - 14, Bd des Moulins 98000 Monaco • La Glisse - 23, Cours Jean Jaurès 38000 Grenoble • Manfield - 9, Rue de Tiféran 75008 Paris • Michael Andler - 4, Cours Montagne 24000 Périgueux • Monod Michèle et Bernard - Gay Fenilais Shop 74220 La Clusaz • Nauric Balagne - Bd Wilson 30260 Calvi • Rende Jean - 2, Rue Papassutti 13100 Aix-en-Provence • Saugard Sports SA - 31, Av. Michel Cruz 74400 Chamonix • Sapas Printemps Brumet - 103, Rue de Provence 75009 Paris • Shemendakh - Av. Pierre Mendès France 13008 Marseille • Sports Boutique - 73550 Mâconnais • Stanley Burton - 22, Place St-André-des-Arts 75006 Paris • Tobols - 11, Rue Gambetta 54000 Nancy • YS Botier - 10, Place Lucet 93700 Saint-Raphaël • YS Botier - 25, Place des Armes 93710 Gagny • YS Botier - 73210 Belle Plagne • YS Botier - 74260 Les Gets • YS Botier - Arcades du Mont Blanc 74120 Megève • YS Botier - 37, Rue Courvalon 18000 Bourges • Boutique Franck Berthier - Place Jean Macé 21000 Dijon • Cat Way - 25, Rue Lévassier 35801 Dinard • Crémieux II - 6, Rue Crémieux 30000 Nîmes • Genesis - 24, Rue du 29 Septembre 20211 Propriano • Gérard Sports - La Charmille 13380 Plan de Cuques • Hüniger - 1, Rue Albert André 30220 Bagnols-sur-Cèze • La Hutte - 5A, Sports Argent 240, Bd de la Plage 33000 Arcachon • La Mouette - 18, Cours des Quais 56470 La-Trinité-sur-Mer • Lang Et - 18, Rue Léopold Bourg 98000 Papeete • Magasin Talob - 12, Place Saint-Sulpice 57000 Metz • Mod'Les - Place De Brühl 92350 Sceaux • New Jimmy's Sellerie - 26, Rue Semard 83000 Toulon • Pacôme Maru - 7-8, Quai Napoléon 06220 Golfe-Juan • Pierre Antoine - 7, Rue de la Barre 71000 Maçon • Point Homme - Immeuble Ottavi 20240 Giverny • Rives Sud - SARL SEAC Durtaine de la Chénas 20160 Puntisco • Ronchall Sports - Les Contamines-Montjoie 74170 St-Gervais-Les-Bains • SA Bernard Orel - Courchevel 1850 73120 Courchevel.



مركز من الامم المتحدة

LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

En compagnie de MM. Séguin et de Villiers

M. Pasqua mène la charge contre les états-majors de l'opposition

MM. Philippe de Villiers, Philippe Séguin et Charles Pasqua, chefs de file du « non » à Maastricht dans l'opposition, ont réuni six mille militants et sympathisants, samedi 12 septembre, à Paris. Le président du groupe RPR du Sénat s'en est pris notamment, sans les nommer, à MM. Balladur, Chirac et Giscard d'Estaing.

Il y avait des canotiers, des crécelles, des confettis et des sifflets à roulette. Au plafond, des centaines de ballons bleus, blancs et rouges attendaient d'être libérés. Partout, des pancartes rejetaient dans les mêmes ténèbres le traité de Maastricht et M. François Mitterrand. Tout là-

haut, dans les tribunes, un orchestre d'instruments à vent venait ponctuer les envolées des orateurs. Sur la scène avaient pris place des parlementaires de l'opposition, au premier rang desquels se trouvait M. Philippe de Villiers, fils du général.

Devant eux, six mille personnes ont consacré le président de la République - « Mitterrand, sous le canon de la mort » - et chanté la certitude de leur victoire. Le rôle de Monsieur Loyal était tenu par M. Franck Borotra, député (RPR) des Yvelines. C'est dans cette ambiance de convention américaine que MM. Philippe de Villiers, Philippe Séguin et Charles Pasqua ont tenu, samedi 12 septembre, dans la salle du Zenith à Paris, l'unique réunion publique commune de leur campagne pour le « non » au référendum de ratification du traité sur l'Union européenne.

Avec le président (UDF) du

conseil général de Vendée, chargé de chauffer la salle en intervenant le premier, la réunion a pris l'accent d'une messe nationaliste, ce qui n'a pas empêché M. de Villiers d'affirmer que « la nationalisme est un cancer ». Avec le maire (RPR) d'Espinal, l'auditoire est revenu sur les rails du traité de Maastricht. M. Séguin ne s'étendait pas trop longuement sur la « vision » de M. Mitterrand qui représentait la ratification. Avec le président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine, le meeting référendaire s'est transformé en réunion préélectorale située à mi-chemin entre une consultation législative et un scrutin présidentiel. « Pasqua, président ! », ont scandé à plusieurs reprises les étudiants de l'UNI (Union nationale interuniversitaire) et les militants du MIL (Mouvement initiative et liberté), deux organisations où la parole est musclée. Trois

hommes, trois discours et trois destins. Unis dans le rejet de Maastricht, MM. de Villiers, Séguin et Pasqua ont montré, si cela était encore nécessaire, que l'après-Maastricht ne sera pas une partie de plaisir au sein de l'opposition parlementaire.

« Si le « oui » l'emportait, un jour le peuple français se réveillerait avec la queue de botte », a lancé M. de Villiers, qui a assigné à son public la « mission » de rendre « à l'Europe son âme, et à la France sa vocation », car, a-t-il dit le député de Vendée, « ça nous fait mal quand on entend des gens dire que la France a fait son temps ». Apparemment, il souffre aussi - « j'en ai marre », a-t-il dit - de voir M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, se comporter comme un chef d'Etat, alors que c'est un haut fonctionnaire ne disposant d'aucun mandat électif. Iron-

nisant sur l'attitude des dirigeants de l'opposition qui prônent le « oui », le président de Combar pour les valeurs a indiqué : « Nous pensons que la défaite de Mitterrand contribue plutôt à la victoire de l'opposition. L'opposition, c'est nous ».

Et cette opposition-là, « le grand fleuve du « non » est en position de déferler au nom de tous les autres », a précisé M. Séguin en prenant la parole derrière l'autre Philippe. Mettant un discret bémol à l'affirmation de M. Pasqua selon laquelle les élections auront à choisir entre la France et l'Europe (le Monde du 11 septembre), le député des Vosges a affirmé que les Français « ont compris qu'ils n'ont pas à dire « oui » ou « non » à l'Europe, mais « oui » ou « non » au traité de Maastricht ». Un traité dont il a rappelé la sociologie qu'il y a derrière, tant pour la France que pour ses amis politiques. « On ne se méprenne point », a lancé l'ancien ministre, après Maastricht, même si elle gagnait les élections l'économie majoritaire que le lui souhaite, et en dépit de la valeur des hommes, de leur détermination et de leur courage, l'opposition ne pourra pas, ne pourra plus mener la politique qu'elle voudra ».

Cela fait quarante ans et plus que nous nous retrouvons. La dernière fois, c'était en 1964, jour de nos élections, nous avons sauvé l'école libre !

M. Pasqua n'a pas réservé son ton guerrier aux seuls socialistes. MM. Valéry Giscard d'Estaing et Edouard Balladur en ont pris pour leur grade. « Uniel, qui réclamait naguère le droit du sang, se satisfait aujourd'hui d'une quittance de loyer pour accorder le droit de vote », a-t-il dit à destination de l'ancien président de la République. « Economisez ceux-là, qui n'avaient pas de mots assez durs contre la monnaie unique, qualifiée de « solution autoritaire et technocratique qui signifierait la fin de notre indépendance », lui trouver aujourd'hui toutes les vertus », a-t-il réservé à son ancien collègue du ministère de l'économie. Accablant sa charge, M. Pasqua a invité son auditoire ravi, à relire la position du RPR « adoptée à l'unanimité » et celle de la plate-forme commune RPR-UDF sur la monnaie, pour découvrir de quel côté se situe la fidélité « à l'opposition et à ses idées ». Dans la salle, quelques « Chirac, démission ! » ont fusé, va et là.

Pour faire pièce aux arguments de ses « compagnons » qui sont du côté du « oui », M. Pasqua a eu cette phrase définitive : « Quant à penser que le traité deviendrait excellent en mars prochain parce que nous serions au gouvernement, c'est faire croire aux gens que le traité ne serait valable que pour deux, cinq ou sept ans, alors qu'il engage la France définitivement ». Et pour se faire parfaitement comprendre des candidats potentiels de l'opposition à l'élection présidentielle, l'ancien ministre a assenti : « D'ailleurs, qui peut aujourd'hui prévoir qui serait chargé de l'appliquer en 1997 ou en 1999 ? Qui peut avoir sérieusement cette prétention ? »

OLIVIER BIFFAUD

Jacques Chirac écartelé

Suite de la première page.

Comme il le dit lui-même en riant, « 2 % des RPR » le suivent « par adhésion » et 6 % « par affection ». Tous les autres le désapprouvent. De fait, un certain nombre de parlementaires et l'essentiel des cadres du mouvement chiracien font campagne sur le terrain derrière MM. Pasqua et Séguin.

Ceux-là représentent bien désormais un obstacle de taille sur sa route. Le doute n'est plus permis. La fracture qu'avaient représentée, en février 1990, les assises du RPR, opposant MM. Pasqua et Séguin à M. Juppé (lequel n'était bien sûr qu'un prétexte) s'est confirmée à l'occasion de la campagne référendaire et amplifiée. Le spectacle offert par la manifestation organisée au Zenith à Paris a amplement montré que ces deux hommes-là ont bel et bien lié leur destin pour une opération de longue haleine.

Enfin, comme si cela n'était pas suffisant, Jacques Chirac doit aussi compter avec Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien président n'est pas, contrairement aux espoirs du maire de Paris, sorti du jeu. Au contraire, il y est même resté en force, car lui aussi joue un rôle important dans cette campagne et lui aussi compte bien prendre une part décisive à l'organisation du théâtre français dans l'après-Maastricht.

Une vision d'avenir

Le malheur pour Jacques Chirac est que toutes ces difficultés ne s'effaceront pas au soir du 20 septembre. Paradoxalement, celles-ci peuvent être moins aisément surmontées s'il parvient à ses fins et si le « oui » l'emporte. A première vue, pourtant, une victoire du « non » serait une sanction pour Jacques Chirac, au même titre que pour les autres partisans du traité, mêlés alors dans un même rejet contre ceux qui dirigent les partis de gouvernement. Son leadership, de fait, serait contesté au sein du RPR, serait cette fois ébranlé. Mais pas pour longtemps.

Car, de tous les dirigeants, le plus atteint serait naturellement le premier d'entre eux. Un « non » à Maastricht serait, à vrai dire, un tel séisme politique qu'il aurait de fortes chances d'empêcher M. Mitterrand. Si tel était le cas, il faudrait élire un nouveau président. Or, ni M. Pasqua, malgré ses envolées lyriques (« Oui, vous êtes bien le peuple de France, celui qui se rassemble quand il y a danger ! », ni M. Séguin, malgré sa prestation idéologique d'apprenti inséparable face au chef de l'Etat, ni l'un ni l'autre malgré leur ambition évidente ne sont prêts. Le candidat « naturel » des socialistes, Michel Rocard, ne le serait pas davantage, handicapé qu'il serait par son équilibre dans un moment où le sujet du PS serait à son maximum. Le candidat d'extrême droite enfin est toujours anesthésié par son échec relatif des élections régionales.

On le voit, dans une telle hypothèse - qui serait par ailleurs catastrophique pour le pays lui-même - celui qui a une chance de survivre, mieux même, de s'imposer, est bien Jacques Chirac, dont le « oui » aura servi à lui faire gagner son brevet d'homme d'Etat : il aura su aller à contre-courant de ses troupes et s'extraire d'un piège pour mener à bien la cause du pays ; il aura développé à cette occasion une vision d'avenir délibérément tournée vers l'Europe.

Que le « non » puisse être une chance pour Jacques Chirac ne signifie pas que le « oui » lui serait automatiquement défavorable, ne serait-ce que parce qu'un vote conforme à sa propre attitude lui donnerait raison contre ses détracteurs. Mais là encore Jacques Chirac doit faire face à un paradoxe : le « oui » lui imposerait une gestion

politique particulièrement complexe. A vrai dire, les partisans du « non » ont déjà entamé le procès qu'ils instruiront dans les heures suivant un résultat favorable au traité de Maastricht.

Procès contre Jacques Chirac, personnellement dévoué comme fautrice du « oui ». « Demandez-vous qui est fidèle à l'opposition et qui ne l'est pas », a lancé Charles Pasqua à une foule électrisée. De là à faire l'inventaire des circonstances dans lesquelles le maire de Paris a joué contre son camp, il n'y a qu'un pas qui serait vite franchi si le « oui » était confirmé : 1974 et le groupe des quarante-trois députés contre la candidature de Jacques Chaban-Delmas à la présidence ; 1981 et la candidature qui fit chuter Valéry Giscard d'Estaing ; 1986 et l'expérience de la cohabitation qui tourna à l'avantage de François Mitterrand ; 1992, enfin, et la victoire du « oui » offerte à un François Mitterrand politiquement mal en point. Mais l'obstacle majeur viendrait moins de ce procès-là que de la situation politique elle-même, qui serait alors tournée vers la préparation des élections législatives.

Car l'hypothèse la plus probable, en cas de victoire du « oui », est que M. Mitterrand s'en trouve rééligé, comme c'est la tradition après un référendum sous la Ve République et que, ainsi conforté, il prépare une nouvelle phase de cohabitation. Toutefois, on ne peut exclure que M. Mitterrand soit tenté - cette hypothèse est en effet en débat dans son entourage - de quitter son poste, considérant que le « oui » parachèverait cinq années d'un second mandat et surtout le gros œuvre de l'édifice auquel il avait décidé de s'atteler en présentant sa candidature au printemps 1988.

Si tel était le cas, M. Mitterrand ne partirait pas au lendemain du référendum gagné, mais plus probablement au début de l'année nouvelle, celle qui marquerait l'aboutissement de son œuvre en même temps que le démarrage de la nouvelle Europe (le 1^{er} janvier 1993 est en effet la date d'entrée en vigueur du marché unique et peut devenir le début de l'application du nouveau traité). Ce scénario ne change toutefois pas la perspective des semaines qui viennent, à savoir la préparation du scrutin législatif. Et c'est là que Jacques Chirac retrouve ses anciens complices, Charles Pasqua et Philippe Séguin. Car c'est de cette lutte pour le leadership au sein de la droite qu'il s'agit désormais. C'est une véritable OPA sur l'opposition qui a été lancée samedi soir 12 septembre.

Redoubler d'ardeur et d'efforts

Et, au soir d'une victoire du « oui », Charles Pasqua et Philippe Séguin auront tôt fait de transformer leur « Rassemblement pour le non » en RSC, « Rassemblement contre la cohabitation ». Le président du conseil général des Hauts-de-Seine l'a d'ailleurs laissé entendre, dès la semaine dernière dans un entretien au *Figaro*. Cette attitude anti-cohabitationniste qu'il a laissé entrevoir vise naturellement Jacques Chirac, Edouard Balladur et Valéry Giscard d'Estaing.

Pour M. Chirac, il n'y a guère le choix. De même qu'il était pratiquement obligé de se prononcer pour le « oui » s'il voulait préserver sa chance d'être le candidat de toute la droite à la prochaine élection présidentielle, de même il lui faut, dans la perspective des législatives, coller à l'UDF. Mais, ce faisant, il laisse un boulevard sous les pieds de ses opposants, car l'électorat de la droite craint par-dessus tout le piège d'une nouvelle cohabitation.

Cet électorat-là aspire massivement à se débarrasser de François Mitterrand en cas de victoire de la droite aux

élections législatives. Si Jacques Chirac était tenté de suivre ses adversaires, MM. Pasqua et Séguin, dans la voie du refus de la cohabitation, il perdrait ce lien qui lui est si nécessaire avec l'UDF et ouvrirait la porte à un accord tacite entre François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing, ce dernier retrouvant alors toutes ses chances non seulement pour Matignon, mais aussi dans une perspective présidentielle. Jacques Chirac ne peut donc pas se séparer de l'UDF, au risque de voir ses amis-adversaires redoubler d'ardeur et d'efforts dès le 20 septembre au soir, avec pour cible désignée Edouard Balladur, théoricien et praticien de la cohabitation.

Pour obliger M. Chirac à se cou-

per de M. Balladur et de M. Giscard d'Estaing, MM. Pasqua et Séguin mèneront non pas une campagne législative en dehors du RPR, mais une campagne autonome, car leur objectif est bel et bien de vider le RPR de sa substance chiracienne, pour en prendre eux-mêmes le contrôle. Quitte à garder Jacques Chirac comme chef, mais à la condition qu'il les suive, qu'il devienne, ou redevienne, un instrument entre leurs mains.

Voilà pourquoi Jacques Chirac, partisan du « oui », doit parfois se prendre à songer à la victoire du « non », tant il est vrai que la route peut lui paraître longue sur le chemin de l'élise.

JEAN-MARIE COLOMBANI

du 14 au 20 Septembre 1992

CONSULTATION DES TERRES DE FRANCE

votez avec les jeunes agriculteurs, pour une politique de l'espace

la friche n'est pas un avenir pour ce paysage

Pierre Colombert

L'agriculture française et notre espace rural sont menacés d'abandon par l'accroissement des friches. Or,

- L'incorporation obligatoire des carburants d'origine végétale dans les carburants vendus à la pompe permettrait de s'opposer à une telle évolution ;
- La mise en place de dispositifs de soutien adaptés aux éleveurs qui utilisent davantage d'herbe permettrait de mieux occuper l'espace.

exprimez-vous et faites voter

par minitel, en tapant
36 16 code NB*CNJA

14 rue La Boétie
75008 Paris
tel: 42 65 17 61

LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

La Fête de l'Humanité

La kermesse du « non » triste

Placée sous le signe du « non » au traité de Maastricht, la Fête de l'Humanité a accueilli, du vendredi 11 au dimanche 13 septembre, au parc paysager de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), plusieurs dizaines de milliers de personnes, un peu moins, semble-t-il, sur trois jours, que les deux années précédentes. Le directeur adjoint du quotidien du PCF, M. Pierre Zarka, qui a prononcé le traditionnel discours politique, a affirmé que « le « non » de la France ouvrirait la voie à une autre construction de l'Europe » et qu'il ne serait pas « un vote d'isolement mais de solidarité envers tous les peuples privés de référendum ».

Une tente normalisée, alignée sur les autres, exiguë, presque anonyme. Trois bouteilles de vodka sur une étagère. Une demi-douzaine d'assiettes en carton chichement « garnies » de saumon et de harengs. Un modeste lot de pou-pées gigognes. Une poignée d'épigrammes représentant Lénine à 10 F pièce. Quelques coupures de presse accusant Boris Eltsine de vouloir brader les îles Kouriles au Japon. Dérisoire inventaire, symbolique d'une déchéance...

Coincé entre celui du Salvador et celui du Rwanda, deux fois plus

petit que celui du Parti communiste martiniquais, le stand de la Pravda faisait peine à voir, ce week-end des 12 et 13 septembre à la Fête de l'Humanité. Mais même chez les restapés du communisme, le malheur des uns fait la promotion des autres. Là où trônait naguère le sautichevnikov ce sont les « frères » chinois qui ont tenu la vedette, sous un vaste chapiteau, en offrant quelques beaux numéros de cirque aux visiteurs. Seuls les Cubains, grâce aux appâts gastronomiques de leurs superbes langoustes à 80 F pièce, furent en mesure de leur faire une certaine concurrence. C'est d'ailleurs à ces derniers que M. Georges Marchais a réservé sa première halte, samedi après-midi, au cours de sa visite de la kermesse.

Mais le secrétaire général du PCF, à peine remarqué dans la foule, faisait lui aussi triste mine. Les manèges retenaient des rires des enfants et des adolescents. Mouloudji l'éternel n'avait pas laissé tomber ses copains du neuvième arrondissement de Paris, les vendeurs de moules gardaient la frite mais les ardoises sur lesquelles chaque section affichait naguère les adhésions enregistrées étaient devenues très rares, et cela suffisait à confirmer que la joie d'antan n'était plus au rendez-vous militant. Dans les allées réservées aux stands régionaux, toutes les banderoles conjuguèrent le « non » au traité de Maastricht sous toutes les formes, mais, cette année, confusé-

ment, de façon indéfinissable, peut-être parce que les lieux de débats semblaient beaucoup moins fréquentés que les années précédentes, les « camarades », malgré la foule des fidèles, semblaient avoir le « non » triste.

Il y a même eu, publiquement, une fausse note, puisque l'acteur Richard Bohringer, partisan du « oui », qui devait chanter dimanche après-midi, avait fait savoir, samedi, sur Europe 1, qu'il n'appréciait pas du tout que son nom ait été « récupéré » sur les affiches de cette fête du « non ».

« Un projet terrible »

Ces impressions de fané n'ont en aucun effet, en revanche, sur le moral de M. Pierre Zarka, promu en décembre dernier directeur adjoint de l'Humanité, chargé de prononcer, cette année, le rituel discours de conclusion. Ce fut naturellement un feu d'artifice(s) anti-Maastricht : « Maastricht, c'est comme le Canada dry, ça ressemble à l'Europe, ça se fait passer pour l'Europe, mais ce n'est pas l'Europe. Ce sont les puissances qui s'entendent pour mentir les peuples en concurrence. Ce sera à celui qui se vendra le moins cher, se montrera le plus docile, acceptera de sacrifier sa liberté, son bien-être et l'avenir de ses enfants (...). Maastricht, ce n'est pas la promesse de développement, d'élan généreux, convergent des peuples, mais c'est le calcul sordide, le pouvoir inaccessibles de l'argent qui pressure les hommes comme des citrons, qui divise pour mieux régner (...). Comment ne pas voir que les dirigeants allemands cherchent à profiter de leur puissance pour dominer l'économie et la politique des autres pays européens ? (...) En vérité, des affairistes, des hommes politiques ont fait le choix d'utiliser les mots les plus beaux, les idées les plus généreuses pour tenter de faire accepter un projet terrible... »

On entendit même M. Zarka pousser les délices dialectiques jusqu'à affirmer qu'« une victoire du « non » serait en vérité un coup porté à Le Pen »... lequel appela lui aussi à voter « non ».

La présence sur l'estrade des principaux dirigeants contestataires, MM. Charles Fiterman, Jack Ralite, Guy Herminier, qui s'étaient abstenus de paraître, l'an passé, en faisant savoir, par la voix du premier nommé, qu'ils ne voulaient plus contribuer à donner de leur parti « une image anachronique », a même permis à l'orateur de la direction du PCF d'afficher un unanimisme de façade. C'est toutefois le vieil « anarcho » Léo Ferré, venu accompagner sur scène Bernard Lavilliers, qui a été le plus plébiscité, après avoir lancé à la foule : « Ne vous laissez faire par personne, bordel de Dieu ! »

ALAIN ROLLAT

Maastricht, vu d'Auvergne

I. - A Thiers, les citoyens ont quartier libre

THIERS (Puy-de-Dôme)

de notre envoyé spécial

De Thiers, on ne peut pas voir Maastricht. La vieille ville coute-lière, agrippée au Forez, a beau se hausser autant qu'elle le peut, au risque de voir les toitures du cimetière Saint-Jean dégringoler dans le lit de la Dorelle qui roule à ses pieds : par beau temps on aperçoit, au mieux, le Puy-de-Dôme, « géant » d'Auvergne, comme l'assurent sans rire les cartes postales. Voir Maastricht, ce n'est pas possible. C'est trop loin et, de toute façon, ce n'est pas dans la direction. Les vitrines des librairies de cette petite ville de quinze mille habitants ne compensent pas ce handicap géographique majeur. Aux Neuf Fontaines, on trouve des dictionnaires parce que c'est pratique, les Pensées de Pascal parce que c'est quasiment d'ici et les Cent-Vingt journées de Sodome parce que ça fait exotique. De Maastricht, point. A la Maison de la presse, au contraire, il y a les Séguin, les Bianco et les Garaud, mais cela ne sert pas à grand-chose, puisque la dame du magasin affirme, avec son plus beau sourire, que « ça ne se vend absolument pas ».

Sur les murs de la ville, il y a bien quelques affiches, ça et là, mais c'est comme les coins à champignons : si on ne les voit pas, on passe à côté sans s'en apercevoir. Évidemment, les employés municipaux ont dressé des panneaux de tôle galvanisée pour la campagne officielle, mais le premier arrivé, M. Jean-Marie Le Pen, aide comme un passe-lacet devant un drapeau tricolore, s'est embêté une bonne moitié de la semaine avant que les socialistes ne se décident enfin, le jour de la rentrée scolaire, à coller leur « Oui à l'Europe - Pour la France », à côté de son « Non à Maastricht - Pour l'Europe des patriotes ».

La véritable campagne est ailleurs, dans les titres des Thiersois, qu'on appelle les « Bitards », mais on ne sait pas pourquoi. Sinon, comment expliquer la bonne tenue de l'austère littérature officielle et des exemplaires érotiques du traité, imprimés sur un papier recyclé du meilleur effet ? Le lendemain de la prestation télévisée du président de la République, plus de cinquante traités ont trouvé preneur à la sous-préfecture, « parce que les gens voulaient savoir si on leur avait raconté des vérités », diagnostique la jeune responsable de l'accueil.

« Mon idée est déjà faite »

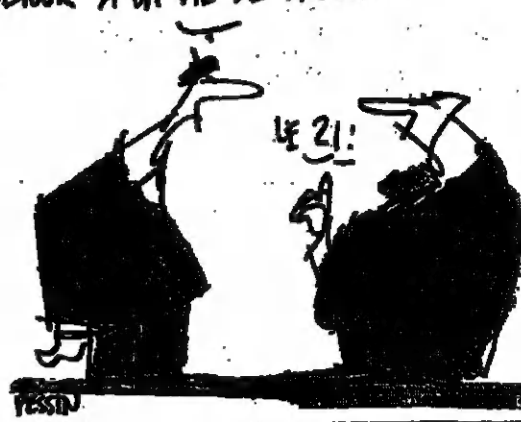
Comment expliquer, surtout, le brusque engouement pour la chose électorale des jeunes Thiersois, qui ont été plus de soixante, parmi ceux qui seront majeurs avant le 20 septembre, à s'inscrire exceptionnellement sur les listes électorales en dehors de la période habituelle, « en vertu de l'article 20-B du code électoral », comme le rappelle le fonctionnaire de la mairie ? Du jamais vu, qu'il explique, avec le recul que donne l'expérience, par une volonté de dire « oui » à l'Europe, une volonté qui leur aurait fait braver la lourdeur de la procédure, la paperasserie et le tribunal d'instance. Est-ce bien sûr ? Dans Thiers la frondeuse, où M^{me} Arlette Lagulier obtenait plus de 8 % des suffrages aux élections législatives de 1978 avant que l'extrême droite, six ans plus tard, n'en recueille le double en montrant du doigt la communauté maghrébine et turque qui s'y est installée, le référendum du 20 septembre s'annonce comme un rendez-vous politique pas comme les autres.

Vieille cité radicale-socialiste,

ancien fief de Fernand Sauzedde avant de devenir celui de MM. Arsène Boulay et Joseph Planteix, les « mousquetaires » socialistes du Puy-de-Dôme et les parains politiques de M. Michel Charasse, Thiers hésite. Défait aux dernières élections cantonales, le maire actuel, rocardien, M. Maurice Adevah-Peuf, par ailleurs aux

c'est compliqué, plus on va vers l'irrational, gémit le second. Qu'importe les discours officiels ! Pour une minorité, semble-t-il, l'aridité du sujet entraîne une prudente abstention, comme pour ce jeune médecin qui « n'y comprend pas grand-chose », en dépit des explications de ses copains juristes. Pour les autres, rien n'y fera, la cam-

MA GROSSE PEUR, C'EST L'INÉVITABLE
RETOUR À LA VIE DE PROVINCE !



prises avec les hebdomadaires nationaux sur fond de fausses factures, n'apparaît pas comme le mieux placé, de toute façon, pour indiquer une direction à suivre. « Celui-là, il ne faut pas qu'il bouge une oreille », assure un de ses administrés, convaincu qu'un engagement public du maire en faveur du « oui » entraînerait immédiatement une réaction inverse dans l'opinion.

« Une erreur tactique »

A l'issue du maire répond le peu d'empressement de son adversaire, M. Jean-Marc Charroire, adhérent direct de l'UDF et européen pourtant convaincu. M. Charroire ne se voit pas « faire de la retape » pour une Europe qui le place en porte-à-faux vis-à-vis d'une partie de son électorat. Rien d'étonnant, en fait, quand on sait que, dans le Puy-de-Dôme de M. Valéry Giscard d'Estaing, l'engagement européen est proscrit des discours des candidats UDF aux élections sénatoriales, qui doivent affronter, sur le terrain, l'ère des ruraux, majoritairement rattachés à la construction européenne depuis les déboires de la politique agricole commune. Ni l'ancien professeur, le socialiste, ni le cardiologue, le libéral, ne « tentent » ce référendum. Ils n'en parlent pas spontanément. « C'est moi qui suis toujours obligé d'en parler la discussion sur l'Europe. Quand ils ne parlent pas d'un sujet dont il est évident qu'ils y pensent, c'est mauvais signe », assure le premier. « Les gens sont inquiets. Ils ne voient pas ce qu'on leur demande : la monnaie unique, ils ne mordent pas, ce n'est pas cela qu'il faut utiliser pour les convaincre... Mais plus

page est ailleurs. « Ils peuvent bien tous raconter ce qu'ils veulent, mon idée est déjà faite », clame avec un ardeur presque belléusienne une employée de la Maison de la presse. Qu'importe les discours officiels et les explications ! Les exégèses de la pensée maastrichtienne ne font pas recette. « On ne va pas voter pour tel ou tel point précis du traité », assurent, chacun de son côté, un retraité, un artisan coutelier et un industriel.

Cette idée générale, cette idée de l'Europe, est, cependant, à géométrie variable. Chez les partisans du « oui », le recours au référendum devient tout à coup l'exemple même de la fausse bonne idée. « Le Parlement est légitime. On aurait dû faire travailler les députés. Ce référendum, qui n'était pas indispensable, est une erreur tactique, une erreur de management », opine, lisse comme une manille, brillant comme un mousquetaire, le patron d'une usine d'accastillage. Et, pourtant, le plus surprenant de cette campagne référendaire est que, pour une fois, on ne fait pas mystère de ses sentiments, de ses exaspérations ou de ses convictions. « Comme la droite et la gauche sont complètement divisées entre les « pour » et les « contre », tout le monde peut s'exprimer sans être catalogué. Et les gens en profitent drôlement ! », résume le jeune responsable d'une fromagerie. Passés les bougonnements d'usage, parler de Maastricht, c'est se mêler de politique quand, comme tout un chacun, « on ne fait pas de politique ». Quartier libre. Le rêve !

GILLES PARIS

Prochain article :
II. - LES PETITS
CONTRE LES GROS ?

« Le traité de Maastricht est un coup d'État », affirme M. Le Pen

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, participait, dimanche 13 septembre à Paris, à un colloque organisé par les Comités d'action républicains (CAR) sur le thème : « Maastricht : la souveraineté ne se partage pas ». Courtois de transmission fantomatique du parti d'extrême droite, les CAR, que préside M. Jean-Claude Bardet, membre du comité central du Front national, conseiller régional de Lorraine et ancien du GRECE, avaient invité également, pour la pluralité du débat, deux gaullistes, MM. Pierre Clément, ancien député, et Joseph Comiti, ancien ministre, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Président du Club de l'Hortologie, M. Henry de Lesquen était au nombre des participants, en compagnie du président du Front national, de son délégué général, M. Bruno Mégret, et de M. Yvan Blot, député européen du même parti.

Devant une assistance confinée à la confidentialité, M. Comiti s'est élevé contre le fait que « Maastricht » vote dans son village corse contrairement à lui-même, qui, même si sa carrière s'est déroulée

sur le continent, y possède « une maison en indivision ». Dénouant la filiation européenne unissant MM. Jean Lecanuet et Raymond Barre, il a ajouté : « C'est toujours le même manège où, à défaut de vérité, c'est le sida qu'on se refait ».

M. Le Pen est resté dans cette tonalité nuancée en déclarant que « le traité de Maastricht est un coup d'État qui présente la circonstance aggravante d'être exécuté au profit de l'étranger ». Considérant que ce traité contient « quelques mécanismes de désintégration des nations » et qu'il se présente sous la forme d'une « cathédrale dont le clocher est une banque apatride », le président du Front national a déclaré que « cette violation est d'autant plus grave qu'elle est préconisée par le président de la République, garanti de la Constitution ». En tout état de cause, le chef de file de l'extrême droite a donné à entendre qu'il ne tiendra pas compte du résultat du 20 septembre, si le « oui » l'emporte s'entend, le référendum étant frappé, selon lui, d'invalidité car « la souveraineté échappe au suffrage universel ».

O. B.

CHINE

Pékin, ville pourpre et grise dont la beauté éclipse dans la Cité interdite ou se camoufle dans les ruelles de ses vieux quartiers... C'est un séjour dans cette

Et pour vos premiers pas dans le monde chinois nous vous proposons, d'une part, une découverte des villes et sites historiques les plus importants, et d'autre

part, un itinéraire très complet alliant le charme des villes majeures à celui des jardins et paysages les plus célèbres.

LA MAISON DE LA CHINE
36, RUE DES BOURDONNAIS
75001 PARIS M^o CHATELET
Tél. 40 26 21 95 LIC 175 541

8 JOURS A PEKIN
6700 F
AIR CHINA / HOTEL DE PEKIN

9 JOURS A PEKIN
6950 F
AIR FRANCE / HOTEL DE PEKIN

LES TROIS JOYAUX
10 JOURS 9200 F
PARIS PEKIN/SHANGHAI/SHANGHAI/PEKIN

LA ROUTE DES MANDARINS
18 JOURS 14750 F
PARIS HONG KONG/CANTON/SHANGHAI/SUZHOU/LOUYAN/BEIJING/PEKIN/PARIS

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____

JE DESIRE RECEVOIR
GRATUITEMENT
LE CATALOGUE VOYAGES
AUTOMNE/HIVER 92/93

PROVINCES DE FRANCE

Catalogues par Provinces
Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

ADMISSIONS 3^e CYCLE POUR DIPLOMÉS
BAC + 4

MARKET'SUP **SUP de PUB**
GESTION MARKETING A ORIENTATION EUROPÉENNE
PUBLICITÉ ET COMMUNICATION D'ENTREPRISE
SESSIONS : 25 SEPT. & 3 OCT. 1992
42.02.26.86
SUP de PUB CAMPUS : Programmes de Communication et Marketing 2^e et 3^e cycles.
Établissement d'Enseignement Technique Privé : 3, rue Hesse, 75019 Paris

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...
Emplois d'avenir : LANGUES ÉTRANGÈRES
Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.
Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance.
Programmes langue générale, langue des Affaires.
INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE
Documentation et Tests gratuits :
LANGUES & AFFAIRES - Soc 5319, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42 70 81 88 +

مذكرات من السيد

vergne

de la

Le Monde

Le Monde



Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde



LE PEA EST UN BON PRODUIT LE CCF SAIT L'ADAPTER A VOS BESOINS

par Michel Pébereau, *Président du Crédit Commercial de France*

Chère Madame, Cher Monsieur,

Les actions sont, à moyen et long terme, l'un des placements financiers les plus performants.

Le Plan d'Épargne en Actions (PEA) permet de réaliser dans les meilleures conditions un placement en actions françaises. C'est en effet un produit simple, souple, et qui comporte des avantages fiscaux importants.

Il est simple. Chacun peut souscrire un PEA et y placer son épargne, à son rythme, pour des sommes importantes : jusqu'à 600 000 francs (1 200 000 francs pour un couple), et il est possible, dans certaines conditions, de transférer sur son PEA des titres que l'on posséderait déjà.

Il est souple. Chacun est libre du choix de son placement. Vous pourrez gérer vous-même un portefeuille d'actions françaises, cotées ou non, ou acheter des parts de SICAV ou FCP. Vous pourrez faire évoluer à tout instant la composition de votre PEA, sans impôt.

Et il comporte des avantages fiscaux importants. Les revenus et plus-values de l'épargne capitalisés sont totalement exonérés d'impôt, avoirs fiscaux et crédits d'impôts sont restitués, à la condition de conserver son PEA pendant 5 ans.

Le PEA est donc un bon produit. Il répond aux besoins de l'économie, mais aussi à votre intérêt. Et il vient au bon moment.

C'est en effet dans les périodes de ralentissement conjoncturel que peuvent se présenter les meilleures opportunités de placement, dans une optique de moyen terme.

Au Crédit Commercial de France, nous voulons en tirer le meilleur parti pour vous. Nous vous proposons une gamme de PEA personnalisés : les PEA Elysées. Vous pourrez y choisir le produit qui vous convient, en fonction du montant de votre épargne et de la composition que vous souhaitez adopter pour votre plan.

En particulier, le CCF met à votre disposition des plans dans lesquels votre capital est garanti. Ils vous permettront de profiter des performances du marché boursier en toute sécurité. L'un de ces produits est nouveau en France : c'est le premier produit garanti ouvert, qui vous permet d'acheter ou vendre des parts à tout moment.

Le CCF allie tradition et innovation. La qualité de sa gestion dans le domaine des actions est reconnue. Il a mobilisé la compétence de ses spécialistes financiers afin de mettre le PEA à votre service. Présentez-nous vos objectifs, nos équipes trouveront avec vous le PEA Elysées le mieux adapté pour les atteindre.

Veuillez croire, Chère Madame, Cher Monsieur, en l'assurance de ma sincère considération.



M. Pébereau
Michel PEBEREAU

LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

Le Parti radical vote à plus de 88 % en faveur de l'Union européenne

Au cours de leur 93^e congrès, qui s'est tenu, samedi 12 et dimanche 13 septembre à Paris, plus de 88 % des députés radicaux valaisiens ont dit « oui » à l'Europe de Maastricht. M. Yves Galland a été réélu pour un an à la présidence du parti.

Pour sympathique que soit la démarche, M. Yves Galland n'avait guère pris de risques en annonçant qu'il ne se représenterait pas à la présidence de son parti si une majorité de ses députés décidait de dire « non » à Maastricht. Européens, les radicaux l'ont toujours été et le demeurent. Personne n'avait sérieusement imaginé qu'il en serait autrement. Avec un score qui ferait rêver M. Mitterrand ou M. Giscard d'Estaing, 88,03 % des députés du Parti radical valaisien se sont prononcés, dimanche 13 septembre, en faveur de la ratification du traité. Du même coup, M. Galland pourra rester en place pour une cinquième année de présidence (1), qui lui permettra d'organiser la « vieille maison » en vue des prochaines élections législatives et de conforter au Parlement européen de Strasbourg son fauteuil de président du groupe libéral.

Ce congrès aura toutefois l'avantage de susciter un intéressant débat à une semaine de l'échéance nationale et d'attester que, dans ce parti au moins, la démocratie interne n'est pas un concept creux. De Clemenceau à Edgar Faure, les grands maîtres ont naturellement été appelés à la rescousse pour affirmer haut et fort le « patriotisme européen » des radicaux. Spécialiste incontesté de la grande et petite histoire radicale, M. Jean-Thomas Nordmann, vice-président du parti, a souligné avec force que « l'idée européenne est consubstantielle au radicalisme » et que « les radicaux retrouvent dans l'Europe de Maastricht l'essentiel des valeurs républicaines et radi-

cales ». En plaçant pour un triple « oui », « un oui d'européen, de radical et d'opposant », M. Nordmann a résumé le mieux le sentiment de la grande majorité du congrès.

Il y eut bien sûr des nuances. M. Didier Bariani, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du gouvernement de cohabitation de M. Chirac, a expliqué que « l'ayant jamais été un combattant acharné de l'Europe », il devait « beaucoup prendre sur lui » pour voter « oui ». Maire du vingtième arrondissement de Paris, M. Bariani sait surtout que ce n'est guère le moment de contrarier M. Chirac... Quant aux partisans du « non », regroupés derrière MM. Etienne Dailly, sénateur de Seine-et-Marne, et André Rossi, député de l'Aisne, ils ont préféré garder le silence.

Cette profession de foi radicale en faveur de l'Europe une fois émise, certains ont tenu à confirmer quelques craintes pour cette dernière semaine de campagne et les lendemains de l'opposition. « Je me révolte », a lancé M. Galland, lorsque la passion déborde et que, de plus en plus, des contre-vérités, voire des mensonges, sont mis en avant. Son prédécesseur, M. André Rossinot, s'est inquiété de la résurgence d'une forme de droite populiste qui n'a jamais accepté l'idée de la progression européenne. M. Nordmann n'a pas exclu en cas de victoire du « non », « l'atomisation de l'opposition ».

Ce constat ne pouvait que faire naître les questions existentielles que se posent les radicaux à chacun de leurs congrès. Les petits serpents de mer ont refait surface. Le rapprochement avec le PSD. La main tendue aux frères séparés du MRG. « Au moment où les centristes reprennent M. Lalonde, où tout le monde voit tout le monde », a suggéré M. Rossinot, sachons tirer un trait sur une période difficile et

Face à M. Philippe Malaud

M. Jean-Antoine Giansily est élu président du CNI

M. Jean-Antoine Giansily a été élu président du CNI, samedi 12 septembre à Paris, au terme d'une réunion exceptionnelle du comité directeur qui avait été requise par Yves Briant en 1989 et confirmée à ce poste en avril 1992. Conseiller du quinzième arrondissement de Paris depuis 1983, il est élu au CNI par les députés du parti. M. Giansily, conseiller de Paris, a obtenu soixante-dix-neuf voix contre vingt-six à M. Philippe Malaud, ancien ministre. Il y a eu quatre bulletins blancs. Le nouveau président du CNI est pour le « oui » au référendum de ratification de Maastricht alors que M. Malaud y est opposé.

Troisième candidat en lice, M. Bernard Barbier, sénateur (républicain et indépendant, UREI) de la Côte-d'Or et maire de Nuits-Saint-Georges, s'était retiré de la compétition au cours d'une suspension de séance réclamée par M. Jean Recapet, vice-président du conseil régional d'Aquitaine et vice-président (app. RPR) du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, pour tenter d'obtenir une candidature unique. On prête l'intention à M. Barbier, qui a retrouvé le poste de vice-président qu'il avait perdu en avril (le Monde du 28 avril), de se consacrer à la constitution d'une association d'élus locaux.

Outre M. Barbier, le CNI a un nouveau vice-président, M. Jean Dumont, sénateur (UREI) des Deux-Sèvres, qui siège aux côtés de trois autres vice-présidents sortants : MM. Désiré Debavelacq, sénateur (app. RPR) du Pas-de-Calais, Claude Prouvovier, sénateur (app. RPR) du Nord, et Recapet. M. Gilbert Melac devient secrétaire général, M. Bernard Lepidi secrétaire général adjoint et M. Daniel Philippot trésorier.

[Né le 8 février 1947 à Ajaccio (Corse), M. Giansily a une maîtrise de philosophie, une licence de lettres et un diplôme d'économie politique et sociale. Admis à l'ENA en 1974, il a été directeur du budget en 1975. Il est

aujourd'hui contrôleur financier à la région Ile-de-France. Adhérent du CNI depuis 1974, il était au comité directeur en 1989. M. Giansily est nommé secrétaire général par Yves Briant en 1989 et confirmé à ce poste en avril 1992. Conseiller du quinzième arrondissement de Paris depuis 1983, il est élu au CNI par les députés du parti. M. Giansily, conseiller de Paris, a obtenu soixante-dix-neuf voix contre vingt-six à M. Philippe Malaud, ancien ministre. Il y a eu quatre bulletins blancs. Le nouveau président du CNI est pour le « oui » au référendum de ratification de Maastricht alors que M. Malaud y est opposé.]

La préparation des élections sénatoriales

Manche : des divisions sans risque pour la droite

CHERBOURG

de notre correspondant

A moins d'une semaine de la clôture du dépôt des candidatures, fixée au 18 septembre, la préfecture n'a enregistré que huit noms pour les trois postes à pourvoir. Mais ils sont une quinzaine à envisager de briguer les suffrages des grands électeurs de la Manche.

Deux des trois sortants sont candidats à leur propre succession : M. Jean-Pierre Tizon (UDF), entré au Sénat après la nomination au Conseil constitutionnel, en février 1983, de M. Léon Jozan-Margnol, et M. Jean-François Legrand (RPR), devenu sénateur à l'occasion d'une partielle en avril 1982 et qui ne cache pas son ambition de devenir l'homme fort du département. En revanche, M. René Trévor (UDF) a décidé de céder le fauteuil qu'il occupe au Sénat depuis vingt-quatre ans.

M. Pierre Aguiton (UDF-PR), président du conseil général de la Manche, paraissant le mieux placé pour briguer la succession. « Il serait tout à fait normal que le président Aguiton soit notre candidat naturel », avait fait savoir M. Georges de la Loyère, trésorier national et président départemental de l'UDF. Mais M. Aguiton a décidé de soutenir la candidature de M. Jean d'Aigneux (CNI), conseiller général de Sainte-Mère-Eglise et proche de M. Legrand.

douloureuse. Une fois de plus, M. Galland a morigéné les dirigeants d'une opposition « cadencée, dominée, orientée, abimée par les calculs parisiens, les ambitions personnelles et présidentielles ». Son ambition est d'avoir demain dix députés. Etre et avoir été. Les radicaux peinent plus que jamais sur la conjugaison.

DANIEL CARTON

(1) Conformément aux statuts du parti, qui limitent à deux mandats la durée de la présidence, mais permettent la prolongation du deuxième mandat à l'approche d'une élection présidentielle ou d'élections législatives, M. Yves Galland a été réélu pour un an avec 529 voix (529 suffrages exprimés pour 567 votants).

A Toulouse

Pour M. Giscard d'Estaing, il ne faudra pas « voter en septembre avec le bulletin de mars »

TOULOUSE

de notre correspondant

A une semaine du référendum, M. Dominique Baudis, partisan déclaré de ce mode de consultation sur la question européenne, a organisé, samedi 12 septembre, « six heures pour Maastricht ». Jusque-là assez discret dans la campagne, tout au moins au plan régional, le député de la Haute-Garonne, maire de Toulouse, a réuni le bon et l'arrière-ban d'une équipe de parti européen, dont les tenants d'un jour n'avaient en commun qu'une égale foi dans le système communautaire.

C'est au nom de cet écumenisme que se sont retrouvés à la même tribune MM. Claude Lelièvre, ancien député communiste, et Roger de Port, ancien député UDF, et M. Louis Chazany, ancien secrétaire régional de la CDT et tout nouveau président du comité économique et social de Midi-Pyrénées ; M. Marc Cenal, président du conseil régional ; un banquier, des universitaires, une brochette de politiciens, UDF pour la plupart. M. Jean Fajol, président de la Généralité de Catalogne, est venu dire aux Français de Toulouse qu'il ne faut pas se montrer féroce, ni avoir peur de l'Europe, sentiment selon lui induit d'un pays vers lequel on se tourne et sans lequel rien ne pourrait se faire au sein de cette Europe du Sud si chère à son cœur catalan.

Le temps fort de cette journée a été, cependant, la venue de M. Valéry Giscard d'Estaing, l'hôte de celui qui avait voulu le mettre sur la touche politique en 1989, quand les « quadras » de l'opposition, rêvant de rénovation, croyaient leur heure venue. Oubliés les mots

qui a reçu aussi l'appui de M. René Garrec (UDF-PR), président du conseil régional et député du Calvados.

Ce choix ne fait pas l'unanimité à droite, où M. Bernard Tréhet (div. d.), maire de Brétigny, s'est mis sur les rangs, imité par le président départemental du CDS, M. Michel Thoury, conseiller général et maire de Saint-James, qui n'a guère apprécié d'être tenu à l'écart des négociations, et par M. Anne Heis (div. d.), maire de Valognes, qui aura l'ambition de devenir la première femme parlementaire du département.

Le Front national aura pour candidat, comme lors de la partielle de 1982 et comme au précédent renouvellement de 1983, M. Fernand Le Rachinec (FN), conseiller général de Canisy et conseiller régional, qui se présente « en tant que chef d'entreprise ». Les socialistes ont désigné trois de leurs élus : MM. Daniel Dufour, maire de Querqueville, Michel Levilly, conseiller général et président du district de Saint-Lô, et M. Michel Lecoq, maire de Donville-Bains. Les communistes seront également présents dans la bataille, comme Génération Ecologie, dont les couleurs seront défendues par MM. Olivier Bidou, conseiller régional depuis mars dernier, et Marc Michèle.

RENÉ MOIRAND

Satisfait des décisions monétaires du week-end

M. Bérégovoy affirme sa confiance dans « la victoire de la France sur elle-même »

Invité de France-Inter, lundi 14 septembre, M. Pierre Bérégovoy s'est félicité des décisions monétaires prises durant le week-end. « L'esprit de Maastricht l'a emporté sur des considérations purement nationales », a-t-il souligné, ajoutant que « le système monétaire européen va bien » et que « c'est un grand succès pour l'Europe ». Le premier ministre a tout particulièrement souligné le comportement des Allemands, qui « se sont montrés compréhensifs en faisant passer l'intérêt de l'Europe avant leur propre intérêt à court terme ».

Le premier ministre a indiqué que M. François Mitterrand avait été en contact à ce sujet avec M. Helmut Kohl, et qu'il avait lui-même écrit au chef du gouvernement allemand. Il a ajouté que la baisse des taux d'intérêt allemands va « permettre d'accélérer

la reprise de l'économie internationale ». Dans une interview publiée lundi par les Echos, M. Bérégovoy affirme aussi : « Je m'attends [que] la barre des 3 millions de chômeurs ne sera pas franchie en 1992, car l'action que mène M^{me} Martine Aubry commence à porter ses fruits ».

Tirant les conséquences de ces décisions monétaires dans la campagne du référendum, le premier ministre a déclaré sur France-Inter : « Si les partisans du « non » étaient logiques, ils devraient demander que la France quitte la S.M.E. » Il s'est déclaré surpris d'entendre « des anciens ministres souhaiter un retour aux errements des dévaluations de facilité », et il a assuré qu'ils sont partisans « d'un franc faible pour une France faible ». Pour M. Bérégovoy, est le « non » l'important, il y aurait

une secousse monétaire et une secousse boursière. « Le choix est simple : il y a, d'un côté, les partisans de l'Europe, de l'autre, les adversaires de l'Europe », a affirmé le premier ministre en s'étonnant de voir des « hommes de gauche » mêler non seulement leurs voix, mais leurs arguments avec ceux de M. Le Pen. Questionné sur ce qui se passerait en cas de victoire du « non », le chef du gouvernement a répondu : « Je ne parais pas du tout pour le moment. Quant au président de la République, il assumera ses fonctions jusqu'en 1995. Il s'est surtout refusé à s'inscrire dans « cette logique ». « Je crois, a-t-il dit, que le « oui » l'emportera, parce que le bon sens l'emportera. (...) Ce sera la victoire de la France sur elle-même ».

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. François-Poncet : « C'est l'Allemagne qui tend la main à la France »

MM. Jean François-Poncet, sénateur (UDF) du Lot-et-Garonne, et Jean-Pierre Chevènement, député (PS) du Territoire-de-Belfort, ont affirmé, dimanche 13 septembre, au « Grand Jury RTL-le Monde », que le résultat du référendum du 20 septembre ne devrait pas avoir d'impact sur le calendrier politique. « Si le « non » l'emportait, ce serait une défaite des « importants », des importants de droite, mais, aussi, des importants de gauche », a affirmé M. Chevènement. « Il ne se passerait rien de plus ». « Je ne crois pas (...) que le référendum ait un impact rapproché sur la vie politique française », a indiqué, pour sa part, M. François-Poncet, estimant qu'il serait très malavisé que le référendum interfère avec des problèmes de politique intérieure.

Pour le reste, les deux hommes se sont opposés dans leur analyse du traité de Maastricht. Jugant ce projet « inutile, néfaste et dangereux », M. Chevènement a assuré qu'il en résulterait « une extension du chômage, l'enrichissement des plus riches et l'appauvrissement des plus pauvres, avec tout ce que cela implique en termes de fractures sociales et de montée de l'extrême

droite ». « Nous devons impérativement stabiliser les pays du centre et de l'est de l'Europe si nous voulons éviter une anarchie dont nous voyons bien qu'elle nourrit les risques de guerres futures », a-t-il ajouté. L'Europe du traité de Maastricht, selon lui, « c'est l'Europe des oligarches », c'est la fin de la démocratie citoyenne depuis 1789.

M. François-Poncet a expliqué que le traité de Maastricht n'implique pas un « abandon de souveraineté », mais un « partage de souveraineté ». « Il s'agit, entre pays européens qui ont perdu progressivement l'exercice concret de leur souveraineté, de reconquérir celle-ci en s'associant et en partageant », a-t-il souligné, qualifiant de « véritable imposture » l'« on dit » jadis dire : « Je vote « non » à Maastricht et ça va à l'Europe ». Le traité de Maastricht, selon l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing, « c'est l'Allemagne qui tend la main à la France ». « Le « non » de la France, a-t-il prédit, ce serait la castration donnée par la France à la renaissance du nationalisme allemand ».

POINT DE VUE

Pour l'égalité de l'information

par Michel Brulé

NOUS voici donc dans la période de censure des sondages. Ceux qui agacent la prolifération des pourcentages s'en réjouissent, et c'est bien leur droit, même si personne ne les oblige à s'y intéresser.

Mais ceux qui auraient aimé suivre jusqu'au bout l'évolution des intentions des électeurs pourrissent légitimement se sentir frustrés. Car c'est seulement au citoyen « ordinaire » que s'applique ce déni d'information.

Les instituts de sondages continuent à travailler : ils n'ont même jamais eu tant de commandes que pendant la semaine de censure : les états-majors politiques, les états-majors des grandes entreprises, les journalistes, les institutions financières françaises et étrangères continuent de suivre jour par jour, le rapport de forces entre le « oui » et le « non ».

En d'autres termes, ce que la loi du 19 juillet 1977 établit de facto, c'est une coupure — une de plus — entre l'établissement et la France profonde. Aux uns l'information non-stop ; aux autres l'ignorance à l'approche de l'échéance. Ceux-là mêmes qui ont voté la loi s'arrangent pour qu'elle ne s'applique pas à eux. Comme si les réactions populaires à la loi d'immunité n'avaient pas suffi à condamner ce genre de discrimination entre des dirigeants au-dessus des lois et des dirigés qui y sont assujettis.

Quant à l'épargne, il risque de se voir flouer par ceux qui ont les moyens financiers de s'informer jusqu'au bout, lui à qui on refuse de se tenir au courant pour une semaine, le prix de son journal. Et modique, le prix de son journal. Et modique, le prix de son journal. Et modique, le prix de son journal.

milliards de francs, au détriment de l'épargne ordinaire, privé d'information. En votant la loi du 19 juillet 1977, le législateur désirait « protéger le citoyen contre les abus et manipulations ». Elle les expose en fait à se faire abuser.

Pourquoi ce retournement ? C'est que la loi de 1977 repose sur deux présupposés, tous deux erronés : — Le premier, c'est que l'on peut manipuler l'électeur au travers d'habiles publications de sondages. Mais personne ne sait répondre à la question : Quelle série de sondages aurait-il fallu publier pour évaluer le « oui » ou le « non » ? Encore aurait-il fallu s'assurer la complicité de six instituts concurrents et d'une douzaine de médias qui jouent leur crédibilité !

— Le second, c'est que l'obscurité est moins propice à la manipulation que la lumière. On aurait dû découvrir l'inverse : l'obscurité est la meilleure alliée de la manipulation. L'histoire nous en a donné l'exemple : c'est la pratique des sondages d'opinion : « Que les législateurs y prennent, ce n'est jamais la vérité qui empêche ».

Paternalisme condescendant

On peut imaginer ce que serait demain la réaction de ceux qui mesurent la vigueur d'une démocratie à l'épaisseur de sa production d'interdits en tout genre, s'il devait s'avérer que la censure a trompé les Français à la veille du référendum : que l'on étende donc l'immunité de la publication à la réalisation des sondages pendant la période de censure, l'interdiction d'envisager une telle interdiction. Elle a dû y renoncer. Car qu'est-ce qu'un sondage préélectoral ? C'est l'addition de réponses obtenues lors d'entretiens entre un citoyen enquêteur et un citoyen enquêté. Qu'interdirait-on

pendant la période de censure : les entretiens entre citoyens ou l'usage de l'addition ? Difficile à imaginer dans un pays dont la Constitution garantit aux citoyens la libre diffusion des opinions.

La loi du 19 juillet 1977 aboutit manifestement à des effets contraires à ceux que recherchait le législateur : hypocrisie des commentateurs de la part du journaliste qui doit faire mine d'ignorer ce qu'en fait le candidat ; inégalité de l'information entre dix mille personnes qui ont les moyens de savoir jusqu'au bout et trente-huit millions d'électeurs jugés trop naïfs pour avoir droit à ces chiffres dont se gavent ceux qui les leur refusent.

Cette loi procède d'un paternalisme condescendant que les faits condamnent : il faut abroger l'article 11 de la loi du 19 juillet 1977.

(1) Cf. L'Empire des sondages, éditions Robert Laffont.

► Michel Brulé est directeur associé de BVA.

Les deux derniers sondages publiés la « oui » est majoritaire. — Interdiction faite de publier des sondages dans la semaine précédant une consultation électorale, les deux derniers sondages préélectoraux ont été rendus publics, samedi 12 septembre. Selon une enquête réalisée la veille auprès de 1 000 personnes par le TNS pour TFI, le « oui » recueille 52 %, soit un point de moins par rapport à la précédente enquête du même institut, effectuée entre les 4 et 7 septembre. Le sondage réalisé les 11 et 12 septembre auprès de 1 004 personnes par l'IFOP pour le Journal du dimanche et Europe 1, accorde 53 % au « oui », soit 2,5 points de plus que lors de la précédente enquête du même institut, effectuée le 7 septembre.

Le Monde
PUBLICITE LITTERAIRE
46-62-74-43

SPECIAL
avec Ph
France II

REFÉRENDUM

Mitrovic affirme sa confiance
en victoire de la France sur elle-même

Le ministre des Affaires étrangères, M. Mitrovic, a affirmé sa confiance en la victoire de la France sur elle-même, lors d'un référendum sur le traité de Maastricht.

M. François Mitterrand : C'est l'Allemagne
qui nous a fait la France

M. François Mitterrand a déclaré que c'est l'Allemagne qui nous a fait la France, lors d'un discours à l'Assemblée nationale.

l'égalité de l'informatique

Le ministre de l'Éducation nationale a annoncé des mesures pour garantir l'égalité de l'informatique dans les écoles.

Le ministre de l'Éducation nationale a annoncé des mesures pour garantir l'égalité de l'informatique dans les écoles.

مذكرات

Le Monde
ESPACE EUROPEEN

LE RÉFÉRENDUM SUR LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

En attendant le 20 septembre

Tous les pays de la Communauté (et bien d'autres, d'ailleurs) ont les yeux rivés sur la France. Du prochain référendum dépend en premier lieu le sort du traité sur l'Union européenne qui, en cas de victoire du « non », aurait cessé d'exister le 20 septembre au soir, car la méthode Coué adoptée après le référendum danois - on continue comme si de rien n'était - ne pourrait être appliquée après la défection française.

Mais un tel résultat aurait aussi, à n'en pas douter, d'importantes répercussions sur les affaires politiques intérieures de plusieurs Etats membres, à commencer par la République fédérale d'Allemagne, qui verrait un des principaux piliers de sa politique extérieure depuis sa création en 1949 ébranlé par la réaction de rejet des électeurs français. Une issue négative aurait aussi des répercussions sur la vie, et l'avenir, de la Communauté.

Celle-ci a déjà passablement de problèmes à régler, parmi lesquels celui du Danemark, et un « oui » le 20 septembre ne les ferait certes pas disparaître comme par enchantement. Au moins la vie continuerait-elle.

Un scénario de crise a-t-il été prévu pour l'hypothèse d'un rejet du traité par les Français ? A Bruxelles, on affirme que non. Devant un revers d'une telle ampleur, il n'appartiendrait pas en effet à la Commission, mais aux Etats eux-mêmes de se prononcer sur l'attitude à adopter et de prendre éventuellement une initiative pour éviter que la secousse tellurique ne se transforme en catastrophe. Les ministres européens des affaires étrangères se trouveront le 21 septembre à New-York à l'Assemblée générale des Nations unies, et il est probable que dans l'hypothèse du « non » une réunion d'urgence serait organisée là-bas sur-le-champ. Certains chefs de gouvernement auraient même déjà songé à la convocation d'un sommet extraordinaire.

Dans les milieux communautaires de Bruxelles, on indique que la Commission « n'a pas de stratégie alternative à un échec aussi monumental ». Elle n'est pas intervenue en tant que telle dans la campagne référendaire, même si ses deux membres français, M. Scrivener et M. Jacques Delors, y ont pris leur part à titre personnel. Le président de la Commission s'est efforcé dans ses interventions de délivrer une pédagogie de l'Europe plutôt que de se mêler au débat politique spécifiquement français. Il a insisté sur la perte d'influence qui résulterait pour la France d'un refus de ratifier Maastricht et il a fait savoir, pour ce qui le concerne, que dans une telle hypothèse il ne voyait pas comment il pourrait diriger la prochaine Commission (ce que les Douze lui ont demandé au mois de juin) et que donc il n'aurait pas au-delà du terme de son actuel mandat, fin décembre.

C. T.

La France, locomotive de l'Europe

En liaison étroite avec Bonn, Paris a joué un rôle essentiel dans l'intégration européenne. Malgré quelques sautes d'humeur.

TOUTS les partenaires européens de la France ne cessent de le répéter : un rejet français du traité de Maastricht non seulement bloquerait le processus de ratification du traité sur l'Union politique et économique, mais donnerait également un sérieux coup d'arrêt à la construction européenne. Si le rejet danois du 2 juin dernier a pu être politiquement surmonté par le front commun des onze autres pays membres et par le bon résultat du référendum irlandais obtenu quelques semaines plus tard (67 % pour le « oui »), un « non » français constituerait un obstacle d'une tout autre ampleur. On n'est pas impunément, depuis des décennies, la locomotive de l'Europe sans provoquer un retard général du convoi européen si l'on décide soudain de renverser la vapeur.

C'est ce que dit en substance le ministre des affaires étrangères du Danemark, européen convaincu, M. Ellemann-Jensen, quand il explique que l'Europe peut survivre au refus d'un petit pays, le sien en l'occurrence, mais pas à celui d'un des grands et vieux pays de la Communauté. « Je pense qu'un débat se développera alors pour dire que nous sommes peut-être sur un mauvais chemin » si le « non » l'emportait, ajoute-t-il avec un sens certain de la fièvre.

La peur du « non » a même gagné les Etats-Unis, où le candidat démocrate, Bill Clinton, a expliqué dans les colonnes du journal espagnol *El Mundo* que la victoire du « non » serait « une catastrophe pour l'Europe et le monde entier ». A l'inverse, un « oui » aurait un impact politique et psychologique considérable. « La ratification du traité par la France sera un signal pour toute l'Europe. Car ce pays est toujours, Dieu merci, l'un des éléments qui poussent le plus à la politique d'union », affirme M. Egon Klepsch, président du Parlement européen.

L'entreprise de Charlemagne

La France a été effectivement présente à toutes les grandes étapes de la construction européenne, même si elle a joué à plusieurs reprises les tribulations, à la manière des Britanniques depuis leur entrée dans la CEE. Cinq ans après la fin de la seconde guerre mondiale, Robert Schuman traçait ainsi la voie : « L'Europe ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble : elle se fera dans des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. » En 1951, la



Robert Schuman et Jean Monnet signent le 19 mars 1951 au Quai d'Orsay, le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) voit le jour sous la double impulsion de Robert Schuman et de Konrad Adenauer, jetant les premières bases de cette « solidarité » européenne.

Le général de Gaulle, alors dans l'opposition à la IV^e République, approuve néanmoins le principe de cette coopération européenne fondée sur le couple franco-allemand : « Si l'on ne se contraignait pas à voir les choses froidement, on serait presque ébloui par la perspective de ce que pourraient donner ensemble la valeur allemande et la valeur française (...). En somme, ce serait reprendre sur des bases modernes économiques, sociales, stratégiques, culturelles l'entreprise de Charlemagne », déclarait-il lors de sa conférence de presse du 16 mars 1950.

Méfiant et sceptique quant aux conséquences du traité de Rome, qui crée le Marché commun en 1957, le général de Gaulle poursuivra et amplifiera l'œuvre déjà amorcée. Dès la fin de 1958, la France joue le jeu européen sans détour (diminution des droits de douane, libération des échanges, etc.). Elle s'engage ensuite avec ses partenaires dans la politique agricole commune, qui comporte un

transfert substantiel de souveraineté vers Bruxelles (1961). L'année suivante, c'est le plan Fouchet, avec la proposition ambitieuse de la France à ses cinq partenaires de lancer une union politique des Etats sur une base confédérale. Encore une fois, la France est en pointe, mais elle ne parvient pas à convaincre les Cinq. La tentative échoue, le caractère trop intergouvernemental du projet et la distance prise par rapport à l'Alliance atlantique inquiètent les autres pays européens. Fouchet reprend son plan et la France entre dans une période de fronde.

En 1979, elle joue à nouveau un rôle déterminant dans la mise en œuvre d'une disposition encore inappliquée du traité de Rome : l'élection du Parlement européen au suffrage universel. C'est également la date de mise en place du système monétaire européen (SME), lancé par le président Valéry Giscard d'Estaing et par le chancelier Helmut Schmidt (la France le quittera en 1976 puis le réintégrera). C'est également le successeur de Georges Pompidou qui crée, en 1974, la pratique des Conseils européens, qui sera officialisée dans l'Acte unique et renforcée dans le traité de Maastricht. En 1986,

la France ratifie par la voie parlementaire l'Acte unique dont le père est un Français : Jacques Delors.

Le président de la Commission, en fixant une date-butoir (instauration du marché unique au 1^{er} janvier 1993), relance ainsi une construction devenue somnolente. Quatre ans plus tard, toujours avec les Allemands, les Français proposent les deux conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique, qui donneront naissance au traité de Maastricht. Dans cette petite ville hollandaise, en décembre 1991, c'est tout naturellement que les deux pays se retrouvent au coude à coude face à la rétive Grande-Bretagne. Enfin, le même incontournable duo pousse les feux d'une défense commune (Eurocorps), au grand dam des Britanniques qui conservent les yeux fixés sur l'OTAN.

D'un président à l'autre, la solidarité franco-allemande n'a donc cessé de se renforcer, transcendant les sensibilités politiques des hommes qui l'ont animée. En 1966, le général de Gaulle n'avait-il pas affirmé hautement que « l'Europe est une affaire combinée des Français et des Allemands ensemble » ? En 1984, MM. François Mitterrand et Helmut

Kohl se retrouvent, main dans la main, à Verdun. Une image forte et symbolique de plus dans l'album européen de la coopération franco-allemande déjà riche en photographies de Charles de Gaulle et Konrad Adenauer, de Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt. « Il y a une complicité obligée entre les deux acteurs principaux de la construction européenne. Leurs partenaires, qui en éprouvent parfois l'agacement, n'en souhaitent pas moins qu'ils continuent de s'entendre », souligne aujourd'hui M. Raymond Barre (1).

Le compromis de Luxembourg

La France n'a pourtant pas été toujours un partenaire de tout repos. Et pour les exécutés de la construction européenne, l'épisode actuel du référendum français s'inscrit dans une histoire d'ancres tumultueuses entre la France et l'Europe. Certes, le projet de création de la CECA avait été ratifié par la France le 13 décembre 1951, mais 233 députés (contre 377) avaient voté contre. En 1954, au terme de quatre années de débats et de polémiques d'une grande intensité, la France torpillait le projet de créa-

tion de la Communauté européenne de défense (CED), destinée à créer une armée européenne sous contrôle d'instances politiques européennes. Paradoxe, c'est elle, qui avait conçu, préparé et lancé ce projet que ses partenaires avaient déjà ratifié... pour éviter la reconstitution d'une armée allemande autonome. Une conjonction de voix venues massivement des gaullistes et des communistes, auxquelles s'étaient jointes celles de députés de tous les groupes (seul le MRP avait voté en bloc pour la CED), avait alors mis un terme à une initiative politique ambitieuse.

L'Europe politique était tombée en panne. Il faudra attendre Maastricht pour voir réapparaître l'annonce de création d'une identité de défense avec la revitalisation de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Le chancelier Helmut Kohl ne manque d'ailleurs jamais de rappeler qu'il a fallu plusieurs décennies pour que l'Europe politique remette sur le métier le projet d'Europe politique naguère enterrée avec la CED.

Après l'échec du plan Fouchet, le général de Gaulle avait, quant à lui, durci le ton. Il dénonçait, le 15 mai 1962, les partisans du « volapük intégral », symbole d'une supranationalité qu'il condamnait. Les ministres centristes pro-européens de son gouvernement donnaient leur démission en signe de protestation. L'année suivante, malgré le vote favorable de ses partenaires, le général de Gaulle refusait l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE, prouvant au passage que les clés de l'Europe étaient bien à Paris. Par un traité bilatéral, il renforçait, en même temps, les relations avec les Allemands dans le domaine de la diplomatie et de la sécurité (29 janvier 1963). En 1965, la politique de la chaise vide parvenait à la France d'obtenir l'année suivante le fameux « compromis de Luxembourg ». Un pays pouvait désormais invoquer la défense de ses intérêts majeurs pour échapper au coup d'un vote à la majorité qualifiée. Maurice Faure, qui fut l'un des négociateurs français du traité de Rome, estime aujourd'hui, avec le recul du temps, que c'est ce compromis qui a bloqué la dynamique fédérale du traité de Rome voulu par les pères fondateurs. Un signe de la capacité de freinage de la France qui semble n'avoir d'égal que sa capacité d'entraînement. L'une et l'autre sont aussi en balance le 20 septembre.

PIERRE SERVANT

(1) Libération du 1^{er} septembre.

SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

avec Philippe SEGUIN

France inter ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

MARDI 15 SEPT. 7h30/9h

ESPACE EUROPÉEN

REVUE
DE PRESSELes ragots
de l'Histoire

La rentrée, pour les journaux comme pour les écoliers, c'est le moment des bonnes résolutions, de la remise en ordre du laisser-aller estival. Ceux qui s'étaient un peu trop complus à privilégier les malheurs de Lady Di ou les frasques de Woody Allen remettent de l'ordre dans leur tenue et consacrent désormais leur « une » à des sujets beaucoup moins frivoles : la Yougoslavie, Maastricht, le duel Bush-Clinton.

Faut-il pour autant battre sa coulpe d'avoir été à la chasse aux ragots l'espace d'un été ? Ce n'est pas l'avis d'Umberto Eco. L'auteur du *Nom de la rose* prend, dans la *Repubblica*, la défense vigoureuse des premières pages « teintées de rose ». Ragots et secrets d'alcôve sont pour l'écrivain à succès « une profonde exigence sociale » et constituent des éléments indispensables pour comprendre l'Histoire. Il appelle pour cela à la rescousse les poètes latins Horace et Catulle, et Cuvier, « qui se tenait régulièrement au courant des relations entre Napoléon III et la duchesse de Castiglione ». Umberto Eco invite donc les journalistes à faire preuve de responsabilité, non pas en s'abstenant de collecter et reproduire les ragots, mais en sachant « distinguer en temps utile quels ragots sont susceptibles d'entrer dans l'Histoire ».

Le quotidien madrilène *El País* répond à sa manière aux multiples allusions de la presse concernant les entorses du roi Juan Carlos à la fidélité conjugale : en donnant longuement la parole à la reine Sophie. *El País* n'hésite pas une seconde entre la concubine et l'épouse qui affirme sans hésiter qu'elle souhaite « entrer dans l'Histoire comme une femme qui a aidé son mari à contribuer au bien-être de son pays ». Admirable, il faut cependant lire entre les lignes de cet entretien pour déceler le drame vécu par la reine d'Espagne : elle se déclare fort préoccupée par les « discordes ». Entre les nations européennes, s'entend, et non pas dans une sphère plus privée. Sophie fait part de ses goûts cinématographiques en mettant tout au sommet de son box-office *Kramer contre Kramer*. Révélateur.

L'Allemagne, en dépit des problèmes qui l'assaillent — la montée de la xénophobie, le coût de la réunification, — n'est pas épargnée par les débordements de la frivole. L'hébdomadaire hambourgeois *Die Zeit* rapporte un propos étonnant du chancelier Kohl. Poussé par ses conseillers à acheter quarante-cinq minutes hebdomadaires sur les télévisions privées pour défendre sa politique, déformée, selon lui, par des chaînes publiques truffées d'opposants gauchistes, il a répondu : « Je n'ai rien contre. Reste à trancher la question de savoir entre quels films érotiques je dois apparaître. Sans compter que nombre de ces films sont bien plus agréables à regarder que les talk-shows. » Il ne fallait naturellement pas compter sur *Die Zeit*, organe central du puritanisme protestant d'Allemagne du Nord pour saluer les gaillardises du chancelier rhénan. Celui-ci a, en revanche droit à une leçon de morale mada in Hambourg : « L'univers de l'Audimat, qui ne permet au chancelier d'intervenir qu'entre deux films érotiques, a été mis en place par les hommes politiques. Helmut Kohl, allez, en scène ! » Mesquin.

L. R.

L'Allemagne s'intéresse d'abord à elle-même

Les difficultés intérieures dominent la rentrée politique.
Mais un « non » français relancerait le débat sur le rôle international de la RFA.

BONN

de notre correspondant

EST-CE parce que, en cette rentrée politique, l'Allemagne a déjà assez à faire avec elle-même ? Ou parce qu'elle préfère conjurer le mauvais sort ? Ou plus simplement parce que les Allemands refusent de se laisser entraîner dans une polémique sur une amitié avec ses voisins dont on pourrait se demander, à entendre les échos de la campagne électorale en France, si elle n'a jamais été autre chose qu'un leurre ? Il y a sans doute un peu de tout cela dans la discrétion avec laquelle aussi bien les médias que les milieux politiques allemands suivent l'évolution des sondages sur le référendum.

Il aura suffi que le « oui » repasse la barre des 50 %, après l'intervention de François Mitterrand à la télévision, pour qu'un voile pudique retombe sur ce qui se passe à l'ouest du Rhin et que les commentateurs, un instant interloqués par la montée du « non », retournent à leurs préoccupations de politique intérieure et aux spéculations sans fin sur la capacité de l'Allemagne à digérer sa réunification.

Au printemps, le « non » danois aux accords de Maastricht avait provoqué des sueurs froides dans les milieux gouvernementaux, mais libéré l'expression des frustrations de tous ceux qui, en Allemagne aussi, ont des critiques à adresser au traité. Car Maastricht n'est pas très populaire outre-Rhin. Malgré les assurances données par leur gouvernement, nombre d'Allemands se sentent déjà orphelins à l'idée de perdre le deutchmark, symbole de leur résurrection, de leur sécurité et de leur prospérité retrouvées. La cohorte des opposants se gonfle aussi de tous ceux qui reprochent au chancelier Kohl d'avoir cédé sur la démocratisation de l'Europe, d'avoir livré l'Allemagne pieds et poings liés à l'arbitraire d'un pouvoir européen taillé sur le modèle centralisateur de la France jacobine et contraire à toutes les traditions de la jeune République fédérale. On trouve l'Europe de Maastricht loin du peuple, entité sans visage et conçue, selon l'expression du député social-démocrate Günter Verbeugen, « dans le secret des cabinets ».

Des voix discordantes

La grogne anti-Maastricht est d'autant plus facile que la Constitution allemande ne prévoit pas la possibilité d'un référendum et que les grands partis, qui disposent d'une majorité écrasante au Parlement, ont tous fait savoir qu'ils ratifieraient le traité qui qu'il arrive. A peine quelques voix discordantes s'élevaient-elles fait entendre au début de l'année pour dénoncer le bradage des intérêts allemands que les directions des partis avaient immédiatement réagi pour étouffer dans l'œuf toute discussion, de peur de voir mise en doute la volonté européenne de l'Allemagne.

Depuis la chute du mur de Berlin et la réunification, le chancelier Kohl a réaffirmé son credo européen comme fondement de sa politique.



(F. ECKHART)

étrangère. Unification allemande et unification européenne, ne cessent-ils de répéter, doivent aller de pair — ce sont « les deux côtés d'une même médaille » — pour se prémunir contre « le retour à la barbarie ». Une conviction que peu d'Allemands remettraient véritablement en question s'ils avaient le sentiment d'être invités à participer à l'entreprise. On reproche au chancelier non la justesse de ses objectifs, mais sa volonté, comme au moment de la réunification, d'imposer ses choix au forceps, sans chercher à donner des explications ni à préparer ses concitoyens aux changements.

Une victoire du « non » au référendum français serait un coup dur pour Helmut Kohl, qui a trop parlé sur l'axe franco-allemand et son rôle moteur dans la construction de l'Europe pour ne pas lui-même en subir les conséquences. On évite, dans son entourage, de trop parler des scénarios préparés au cas où « le pire » arriverait, de peur de donner des idées aux hésitants.

Tout d'abord, un tel échec, dont tout le monde sait qu'il sémait la confusion sur les marchés financiers, compliquerait singulièrement les efforts du gouvernement fédéral pour mener à bien l'intégration éco-

nomique des deux parties de l'Allemagne. Bonn a besoin plus que jamais de la confiance des populations et des agents économiques. Un « non » français ne remettrait peut-être pas fondamentalement en question la construction européenne, mais donnerait au mauvais moment un signal de repli sur soi qui ne pourrait qu'accroître l'attentisme des investisseurs dont l'Est a si cruellement besoin. Ce serait dans tous les cas, souligne Günter Verbeugen, « un coup d'arrêt » à l'élan européen.

La confiance trahie

La défection française serait surtout une sorte de trahison de la confiance placée en la France par une grande partie de l'Allemagne pour l'aider à réussir la réunification. Les risques pris par François Mitterrand en appelant les Français à se prononcer par référendum alors que la ratification des accords de Maastricht était assurée au Parlement ont suscité en privé des commentaires peu amènes de beaucoup de responsables allemands, qui reprochent au chef de l'Etat d'avoir en quelque sorte mis en cause le sort

de 380 millions d'Européens pour son prestige personnel. Les plus aimables estiment qu'il a surestimé sa marge de manœuvre politique.

Son image de marque en a beaucoup souffert, surtout dans la gauche allemande, qui lui en a souvent voulu déjà d'avoir « trahi » le socialisme — notamment en apportant son soutien au chancelier Kohl, en 1983, pour le déploiement des Pershing II américains en Allemagne — et qui se gausse plus que jamais de « l'absolutisme du pouvoir élyséen ».

Plus la déception à l'égard du gouvernement socialiste en France est grande, plus la critique de la politique française est sévère. Notamment de la part de ceux qui, comme l'ancien chancelier social-démocrate Helmut Schmidt, sur ses vieux jours — devenu un francophile convaincu — auraient souhaité que Paris assume un rôle dirigeant dont il s'est finalement montré incapable. Malgré la rétinie générale devant la polémique à laquelle a donné lieu en France la campagne du référendum, notamment à propos de l'Allemagne, certains de ceux qui ont le plus misé sur l'amitié franco-allemande, tel le député Karsten Voigt, spécialiste des affaires de sécurité au groupe parlementaire social-démocrate, ont été blessés par la tonalité anti-allemande des débats et ramassent aujourd'hui ouvertement leur amertume.

En Allemagne, l'image de la France ne ressort pas grandie du débat sur Maastricht. Elle apparaît moins comme le porteur de grandes idées universelles et un peu plus comme ce que les Allemands l'ont finalement toujours un peu suspecté d'être, un pays comme un autre, mal remis encore de sa défaite au début de la dernière guerre, puis de la perte de son empire, et dont une grande partie de l'opinion n'aspire qu'à défendre des intérêts purement nationaux face à ce qui continue d'être perçu comme le danger allemand.

Est-ce pour cette raison que l'Allemagne a restée pudique ? Les échos du débat français sont parvenus outre-Rhin très assourdis, trop assourdis pour que l'opinion, préoccupée par une rentrée économique et sociale incertaine, n'en prenne vraiment connaissance. La flamme de violences racistes que connaît l'Allemagne réveille au sein de la société tant de doutes, tant d'inter-

rogations sur elle-même, que beaucoup hésitent à condamner le manque de confiance des autres. La construction européenne a été lancée pour contrôler l'Allemagne, souligne Karl Lamers, responsable du groupe parlementaire chrétien-démocrate pour les affaires de sécurité, « mais, ajoute-t-il, cela a toujours été donné, donné. Chacun a concédé une partie de souveraineté. Dans cette mesure, ce n'est pas discriminatoire ».

Un débat inéditable

En cas d'échec de Maastricht, l'Allemagne devrait à son tour mener son propre débat sur un avenir avec plus ou moins d'Europe. Il y aurait alors conflit entre deux lignes de pensée, entre ceux qui estiment qu'il faut plus d'Europe et ceux qui, au contraire, feront valoir qu'on est allé trop vite, qu'il faut des Etats-nations plus forts. Ceux-ci auraient de nouveau le vent en poupe, estime avec préoccupation le chef du groupe des jeunes députés chrétiens-démocrates, Ronald Pofalla.

Face à une France repliée sur elle-même, l'Allemagne aurait à se poser avec brutalité la question de savoir si elle est prête à assumer en Europe des responsabilités auxquelles elle ne pensait pas devoir faire face de sitôt et dont elle ne prend conscience qu'avec lenteur, comme en témoignent les discussions en cours sur le rôle de la Bundesbank, sur la défense européenne, etc.

Dans son livre *« L'Allemagne, et maintenant ? »* l'historien Arnulf Beierlingh décrivait, l'année dernière, la peur des Allemands devant la prise de conscience que « ce que le Reich allemand avait en vain essayé d'atteindre par la violence et à la fin de manière si criminelle — la fin dominante de l'Allemagne sur le continent — tombait aujourd'hui sur la République fédérale sans qu'elle ait rien demandé et de façon complétement inattendue ». Quoi qu'il en soit, l'Allemagne a dépassé pas à pas ce débat, mais une victoire du « oui » en France permettrait de le mener de manière plus sereine.

HENRI DE BRESSON

TRIBUNE EUROPÉENNE

Les attentes ambiguës
des impétrants

par Roger de Wek

FRANZ BLANKART est l'un des hommes forts de la diplomatie helvétique. C'est lui qui, pour la Suisse, a conduit les négociations sur l'espace économique européen (EEE). Or, au début

du mois de septembre, ce patricien courtois et cosmopolite n'a pas mâché ses mots : « Si Maastricht n'aboutit pas, cela ouvrirait la voie à une Communauté plus pragmatique que la CEE, le cas échéant, correspondrait mieux à notre façon de penser. Pour la Suisse, le non-boutissement de Maastricht ne serait pas un inconvénient ».

Cette façon de penser est assez caractéristique de l'attitude qui prévaut dans une bonne partie des milieux d'affaires et dans un large secteur de l'opinion publique. Le renforcement de la Communauté fait peur, tant aux adversaires qu'à de nombreux partisans de l'adhésion de la Suisse. Les premiers, dès 1957, ont toujours misé sur l'échec de l'intégration européenne. Les autres estiment qu'il serait plus aisé d'entrer dans une Communauté très souple, dépourvue de grandes ambitions : ils savent à quel point les citoyens helvétiques, qui voteront le 6 décembre prochain sur la participation de leur pays à l'EEE, sont jaloux de leur indépendance.

Par nécessité plus que par conviction

Le secrétaire d'Etat Franz Blankart a dit tout haut ce que pensent nombre de responsables à Berne, mais aussi à Stockholm, à Oslo, à Helsinki et, dans une certaine mesure, à Vienne. La majorité des pays de l'AELE ont fait acte de candidature. Mais, en règle générale, ils sont « européens » par nécessité bien plus que par conviction. Ils savent qu'il leur serait extrêmement coûteux, pour ne pas dire impossible, de rester à l'écart du processus d'intégration européenne. Et ils mesurent d'ores et déjà l'influence de la Communauté dans la vie politique des petits pays, notamment en matière économique. Nul doute

qu'il ne faut pas tarder à se rallier, estimant la plupart des dirigeants. Mais ils ont parfois plus de craintes que d'espoir.

Dans les capitales de l'AELE, on s'est réjoui en sourdine du « non » des Danois au traité de Maastricht. Les editorialistes, pour leur part, ont salué ce coup de semonce à l'endroit des eurocrates peu soucieux du principe de subsidiarité. Cependant, la volonté des autres pays membres de la Communauté de passer outre et d'ignorer le veto danois a suscité bien des inquiétudes. Les petits pays n'auraient-ils donc pas voix au chapitre ? Ne sont-ils, sur l'échiquier européen, que des pions qu'on sacrifie aisément à la raison communautaire ? Telles sont les interrogations qui ont ressurgi d'autant que les petites nations encore en marge de la Communauté se méfient tout particulièrement du « directoire franco-allemand ».

Une satisfaction discrète

Après le vote du Danemark, ce fut le référendum en Irlande. Le « non » de deux petits pays aurait-il suffi à faire échouer Maastricht ? Vu le « oui » franc et massif des Irlandais, la question reste sans réponse. Maintenant, tout dépend de la France. Or cette situation renforce l'impression que, dans les moments décisifs, les petits Etats ne sont guère que des figurants. Il n'est pas nécessaire de rappeler que c'est au Palais Bourbon, il y a près de quarante ans, qu'a été voté le projet de Communauté européenne de défense (CED). Il y va aujourd'hui de la crédibilité de la France. Saper ce qu'elle a tenté de promouvoir de toutes ses forces lui coûterait cher. Les Français feraient figure de partenaire peu fiables, à l'image des

vieux clichés francophobes.

A l'approche du référendum, le retournement d'une partie de l'opinion française a surpris et dérouter les partisans de l'adhésion de la Suisse, de l'Autriche et des pays scandinaves à la Communauté. Bien que toute l'architecture européenne soit en danger, ce sont les considérations tactiques qui l'emportent. Les uns se demandent comment ils parviendraient à convaincre les électeurs d'approuver l'entrée dans un club qui se déchire, les autres se disent que l'affaiblissement de la Communauté serait de nature à atténuer les préventions à son endroit. Ainsi, de l'avis de Franz Blankart, le rejet de Maastricht par la France ne serait « certainement pas » une catastrophe pour la Suisse.

Si l'union politique devait échouer, les pays neutres s'inscriraient plus facilement dans la Communauté. Si l'union monétaire était repoussée sine die, la Suisse pourrait adhérer tout en conservant sa monnaie refuge, dont elle tire tant d'avantages. Dans les pays de l'AELE, d'aucuns caressent l'espoir que Maastricht soit remis en chantier et que, dès lors, on s'achemine vers une Europe plus démocratique, fédéraliste, moins calquée sur le modèle « centraliste, dirigiste et bureaucratique » de la France.

Mais on oublie que le mieux est l'ennemi du bien. Les considérations souvent très terre à terre des petits pays laissent de côté le fait que la stabilité et la prospérité de l'ensemble du continent dépendent très largement de l'essor d'une Communauté à laquelle, pendant si longtemps, ils n'ont pas voulu appartenir.

► Ancien correspondant de *Die Zeit* à Paris, Roger de Wek est directeur du quotidien zurichois *Tages-Anzeiger*.

Le Monde de l'éducation

● SPÉCIAL RENTRÉE SCOLAIRE
Les nouveautés de la maternelle au lycée.● DOSSIER FRANÇAIS-PHILO :
TOUS LES SUJETS DU BAC
L'inventaire détaillé des sujets du BAC 92, avec des commentaires d'enseignants et des conseils pour aider les lycéens dès le début de l'année.● ENQUÊTE : LES JEUNES AIMENT-ILS
ENCORE ÉCRIRE ?
L'enseignement du français encourage-t-il les élèves à se servir de leur plume ? Réponse à travers un sondage inédit et des enquêtes de terrain. Et aussi, l'opinion de l'écrivain et professeur Daniel PENNAC.● REPORTAGE : POUR OU CONTRE
L'ÉCOLE LE SAMEDI ?
Dans un département sur cinq, les écoliers font leur rentrée sur un nouveau rythme scolaire : les réactions des parents, des instituteurs et des enfants.

NUMÉRO DE SEPTEMBRE 1992 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La Gra

saint-simon

ALBUM 92

Le Monde

PLANTU

CHEZ VOTRE MARCHAND DE

Les Anglais sont critiques pour l'Europe, mais apprécient Maastricht pour les concessions qu'ils y ont obtenues.

de notre correspondant

« **N**OUS attendons les Français comme les Anglais attendent les Américains », attente Godeli : la remarque que associe à John Prescott, l'un des principaux « euroscéptiques » britanniques, traduit un sentiment largement répandu, tant en France que de l'opposition que nous font milieux de la droite et de la gauche. Le taux de Westminster s'est récemment élevé à 55 %, mais le débat n'est pas plus équilibré : Maastricht, qui a été accueilli avec une telle acclimation par les Français, a été considéré comme un mystère inventé par la francophilie dramaturge britannique. Le débat normal après quoi la « politique » est devenue le sujet de la « politique ».

Le débat sur l'élection française, comme l'écrit le Times? Et un « vote » est une « honte ».

William Cash, « euroscéptique », a combattu du Parti conservateur, que ce soit en France, en Angleterre ou en Allemagne? Comme en France, en Angleterre ou en Allemagne?

Tout de même, les critiques restent pour arriver à : « Le spectacle de François Mitterrand donner leur avis, alors que les Français réduits au silence, chaque jour le plus ou plus intolérable, affirme le Daily Telegraph. [...] quelque démocratie du pays de Robespierre et de Bonaparte, c'est pourtant le cas actuellement », le triste- journal.

Une part frustration

Il sont les conversations, à Londres, qui ne finissent la part belle à l'obsédante échéance du 20 septembre. Les économistes et europhiles impénitents rivalisent de prédictions pour envisager le meilleur ou le pire, en fonction du choix qu'exprime-

« **amir** », sous l'expression de **The Economist**. En cas de victoire du socialisme, l'hebdomadaire, « **europhile** » n'aurait pas été trahi par des **collaborateurs** hostiles au **socialisme** : le **libéralisme** est venu de ceux qui prétendent les **libéraux**.

Dans l'appréhension portée par les Britanniques sur ce grand débâlage démocratique-médiatique de la France, il y a une part de vérité. John Major a beau affirmer que le peuple britannique n'est pas prêt à voter précipitamment. Mais le ministre des Affaires étrangères ne se convainc guère. Un sondage Gallup, publié le 11 septembre par le *Daily Telegraph*, montre que 65 % de ses concitoyens estiment que le gouvernement devrait les consulter directement sur la question de l'adhésion à l'enquête indiquant que le « oui » l'emporterait d'une « courte tête » (37 % contre 30 %, avec 28 % d'indécis), la prudence de John Major peut se concevoir. Mais elle ne peut pas être bien sûr le vent en poupe depuis que la France, que l'on a toujours considérée ici comme le chantier de l'intégration européenne, vient avoir fait un faux pas vu de Londres. Les temps par les Britanniques, traditionnels « européens » de la classe moyenne.

place à des interrogations plus profondes. Le fait que la Grande-Bretagne, la présidence tournante, oblige le premier ministre à voter « l'esprit de Maastricht ». Un par conviction personnelle, beaucoup par l'option (« optionnel ») s'agissant des dispositions du traité monnaie unique rendent celui-ci bien plus acceptable. John Major sait en outre qu'en cas de renégociation il ne peu

probable que Londres obtienne de nouveau un compromis qui ménage à ce point les intérêts britanniques. Enfin, il a engagé une partie de sa crédibilité politique dans ce combat, quitte à porter le fer dans son propre parti, à l'encontre de ces « euro-sceptiques » dont Margaret Thatcher continue d'être le porte-drapeau.

Les « monstres froids » de la Bundesbank

Le premier ministre apparaît donc comme le champion du compromis de Mitterrand. Si la « gauche » l'exporte en France, sa stratégie, à la fois politique et économique, est largement remise en cause, l'obligeant à un *aggiornamento* peut-être douloureux, même si, à plus long terme, il serait ainsi débarrassé de bien des problèmes posés par une opposition interne au Parti conservateur.

D'abord par prudence politique et pragmatisme, ensuite parce que, quel que soit le résultat du référendum, la présidence britannique devra faire des propositions le 21 septembre, enfin parce que l'évolution des sondages a accru l'incertitude, John Major s'oblige à défendre le traité, tout en affirmant que l'on peut sans passer...

Une volte-face française sur l'Europe risque d'être accueillie comme une victoire des « eurosceptiques ».

ses éternels partisans du grand large». D'autant que les cartes du débat européen se sont peu à peu brouillées : les défenseurs intransigeants de la parité monétaire et les pourlouchiers du «euro» ont fait passer l'argument principal à une sortie de la livre sterling du mécanisme de change du «monnaie unique» européen (SME) pour des taux d'intérêt. L'appartenance au SME oblige en effet la livre à lire son cours à celui du deutschemark, ce qui a entraîné des tensions à s'accrocher sur les marchés allemands. Si le gouvernement peut se flatter de résultats obtenus sous le front de l'inflation, il ne peut mais que cette victoire se paie par un chômage galopant, des faillites nombreuses et le manque persistant d'argent de la part des agents économiques.

Or, disent les «euroseptiques», les «monstres froids» de la Bundesbank, qui obligent les monnaies européennes à supporter ce cours monétaire, sont de la même veine que ceux qui dirigeront la future banque centrale européenne! Le traité de Maastricht devient ainsi le bœuf émissaire du mécontentement créé par une conjoncture économique obstinément morose. Les adversaires de la ratification ont dès lors beau jeu de s'affirmer comme les défenseurs d'une relance de l'écono-

mie. Ils [] au [] du Parti
vailliste, mais [] parmi les ins-
dirigentes [] la CBI (Confé-
of British Industry, le
patronat) et du TUC (Trade
Congress, la confédération syndi-
cale). Ils puisent [] et
exemples [] le [] dévelop-
pée, en France, par [] partisans du

Une victoire du «oui» ne clarifie pas autant l'avenir politique de John Major. Les Britanniques ont voté en faveur de l'esprit de Maastricht «à l'échelle du pays» pour le référendum français, et que les Britanniques gardent-ils comme ceux que les Danois ont voté pour revenir sur leurs pas. Dans la perspective pour eux détestable - de ces «États-Unis d'Europe» s'éloigne. L'Union place à l'Europe les patries», dit un général

Les grands parties

Le libéralisme sur l'éducation a profondément marqué la Grande-Bretagne, suscitant de nombreuses réactions de rejet à l'égard des structures bureaucratiques et centralisées.

trices ■ institutions communautaires. Le résultat, estime-t-on ■ Londres, est qu'il faudra, d'une façon ou d'une ■ tra donner ■ ■ de ■ au principe de «subsidiarité».

Reste que le Parlement Westminster devra, à tout tour, prononcer définitivement. La

Major s'y attend, sans ruelle. La

référendaire organisée en France a contribué à ouvrir une

boîte à Pandore, dans laquelle chaque grand parti politique britannique. Manifestement, John Smith, le chef

du Labour, ne sait pas encore quelle attitude adopter : les

monitaristes, ses propres partisans, veulent que le référendum

soit organisé par le parti

conservateur. D'un autre côté, les

peut-être populaire, du Labour, les

« démocrates » ? Approuver la

ratification du traité en

européen convaincu, en perdre

aussi, en tant qu'opposant, une occasion ?

peut-être incertaine ? Le

gouvernement a-t-il donc ? Après

la France, il n'y a pas de doute que

la ratification, l'assise

apparaisse, le

Grande-Bretagne, la

« nouvelle donne » européenne

« eurocentrisme »...

LAURENT ZECCHINI

Aujourd'hui, UPS fait descendre sur terre la technologie du service aérien. Chez UPS, une gamme de nouveaux services colis et fret relie votre entreprise à celles de 13 pays d'Europe.



UPS lance le premier réseau routier européen aussi sophistiqué qu'un service aérien.

Une facturation adaptée à vos conditions de vente, une maîtrise de la technologie dont UPS a toujours fait preuve dans le transport aérien. Vos envois sont pris en charge par nos experts et suivis électroniquement tout au long de leurs parcours (spécialement lors des passages en douane). De l'enlèvement à la livraison, nous en sommes entièrement responsables.

Par air, à **100%** le monde, ou par route, à travers l'Europe, le résultat est absolument sûr. Avoir la certitude que vos envois arriveront, parce que nous nous y **100%** engagés. C'est cela, la fiabilité UPS.



United Parcel Service

Aussi sûr que si vous
vous ■■ chargiez vous-même.

Pour tout renseignement, appelez le **Numéro Vert 05 012 013**

saint-simon

SÉMINAIRES 1992-1993

- **Ordre ■ mouvement : un monde en recomposition**
Animateur général : Marisol Touraine
- **Sciences cognitives ■ sciences sociales**
Animateur général : Jean-Pierre Dupuy
- **Les nouveaux enjeux de l'État-providence**
Animateur général : Pierre Rosanvallon
- **L'immigration, nouveau défi pour l'Europe**
Animateur général : Patrick Weil
- **L'identité française**
Animateur général : Pierre-André Taguieff
- **Où va l'Europe centrale ?**
Animateurs généraux : Jacques Rupnik & Aleksander Smolar

Ces séminaires s'adressent à ■ public motivé par ■ réflexion pluridisciplinaire ■ haut niveau consacrée aux problèmes du monde contemporain. Ils se déroulent, soit sur un rythme de séance ■ hebdomadaires de deux heures, soit ■■ forme ■■ journées complètes.

saint-simon
91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
Tél. : (1) 42 22 55 52 et (1) 42 22 29 55
Télécopie : (1) 42 22 45 33

L'ALBUM 92

Le Monde PLANTU

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

McCAHM

ÉTRANGER

La ratification du traité de Maastricht

Belgique : un « non » français aiguiserait les antagonismes nationaux

BRUXELLES

de notre correspondant

Quand M. Mitterrand a annoncé le référendum sur le traité de Maastricht, les Belges n'y ont vu qu'un coup de politique intérieure, tant ils ont du mal à imaginer une réponse française. Depuis que les sondages ont montré le contraire, au sein français, on demande quelles seront les conséquences du choix de leurs voisins sur leurs propres affaires politiques. Les Belges resurgissent les querelles entre Flamands et Wallons.

La Belgique - où le dernier référendum a eu lieu après la seconde guerre mondiale (sur le maintien de la monarchie) et qui se méfie de ce type de scrutin parce qu'il a révélé des divergences entre ses deux communautés linguistiques - n'a pas pris le risque d'une consultation populaire sur le traité. Ses députés ont voté la ratification le 17 juillet et ses sénateurs vont en faire autant dans quelques jours. Mais, apparemment troublé par les sentiments hostiles d'une partie de la population française - qui n'aurait pas l'empêchement, porte-t-on à Bruxelles, de voter « non » - le premier ministre, M. Jean-Luc Dehaene, a déclaré que son gouvernement lancera prochainement une grande enquête.

Il y a une contradiction entre l'européisme et une autonomie accrue des régions de chaque pays, ce que « la Belgique fédérale » ne comprend pas. Le premier ministre voudrait calmer le jeu en lançant des mesures économiques s'exerçant, en partie du fait du traité. En effet, afin de satisfaire aux critères de convergence économique pour l'union monétaire, le gouvernement a dû annoncer en août un plan d'austérité budgétaire et des impôts nouveaux, visant notamment à combler le déficit public, qu'il faudra ramener de 5,2 % du PNB en 1993 à 3 % en 1996. Alors que les mesures sont jugées insuffisantes par les experts, la grogne monte chez les électeurs des partis socialistes et sociaux-chrétiens au pouvoir.

Généralement plus riches, et donc plus imposés, les Wallons, les

Flamands dénoncent la « désintégration des transferts sociaux » vers le nord et le sud du royaume. La Sécurité sociale, un des derniers symboles de l'unité du pays, est particulièrement menacée. Depuis plusieurs semaines, les journaux de la presse flamande développent une antienne de la « Belgique profiteur ». Le Parti social-chrétien flamand (CVP), parti du premier ministre, a plié habituellement devant les gouvernements, d'ici le ton à l'égard des Wallons. Lors d'un grand rassemblement flamand, le 30 août, des orateurs ont publiquement évoqué la partition du royaume sans que cela suscite de réprobation.

Ces événements ont fait écrire le 5 septembre à l'agence Europe, spécialisée dans les questions de l'actualité dans les Communautés européennes et considérée comme la bible de leurs fonctionnaires : « Alors que tous les regards sont braqués vers

France, la Belgique plonge apparemment dans une crise existentielle aiguë (...). Alors que les Danois s'engagent, calmement, sur la voie d'une union toujours plus étroite, voir qu'un pays comme la Belgique, qui a connu la première heure de l'Europe, se trouve en train de se désintégrer, c'est une véritable catastrophe. D'ici à entendre pour un pays qui s'engageait d'abriter le siège des principales institutions de la Communauté... »

Les « rattachistes » et M. Séguin

« Les Flamands sont très excités par ce qui se passe à l'Est, affirme un responsable wallon. Le partage à l'amiable de la Tchécoslovaquie leur donne des idées. Ils oublient que, si les Tchèques et les Slovaques ont chacun leur capitale (Prague et Bratis-

lava), il n'en va pas de même pour la Flandre et la Wallonie, qui se disputent Bruxelles. »

Dans ce climat, les avis des Wallons sur la réponse qu'il faut donner au référendum du 20 septembre sont divers. La majorité des esprits estiment qu'un « oui » permettra la relance d'une construction pérenne dans laquelle ils voient leur salut. D'autres, parés des « rattachistes » (partisans d'un rattachement à la France sous des formes à inventer), souhaitent qu'un « non » permette le maintien d'une identité française forte. Dans un dernier numéro, *Wallonie française*, petite revue d'un courant minoritaire mais actif, a publié le texte d'un discours pour la France de M. Philippe Séguin.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Le Conseil de l'Europe va s'élargir aux Etats européens de l'ex-URSS

Les représentants des Etats membres du Conseil de l'Europe ont rencontré, les 10 et 11 septembre à Istanbul, les représentants de la Géorgie et des républiques membres de la CEI. Ils ont décidé, conformément à l'idée lancée le 4 mai dernier par M. François Mitterrand, de réunir un premier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe à l'automne 1993 à Vienne.

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Le Conseil de l'Europe a confirmé à Istanbul son intention d'accueillir le plus rapidement possible les Etats européens de l'ex-URSS, pour autant, a précisé M. Hikmet Cetin, ministre turc des affaires étrangères et président en exercice du comité ministériel, que les partis dans ces pays se donnent des orientations claires.

En raison des conflits dans la région, la question reste ouverte pour les trois pays du Caucase, mais les responsables de l'organisation des droits de l'homme ont pris soin de souligner la « vocation européenne » de la Géorgie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, même si M. Rafi Hovhannissian, ministre arménien des affaires étrangères, a profité de l'occasion pour prendre à partie la Turquie à propos du Haut-Karabakh.

Pour le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, M. Catherine Lahumière, ministre général du Conseil de l'Europe, avait déjà indiqué l'issue d'une réunion dans ces pays en juillet qu'il ne saurait être question d'adhésion

mais d'une coopération destinée à aider les institutions démocratiques dans ces pays.

La rédaction du communiqué « vingt-sept » a suscité des discussions autrement plus serrées à propos de l'ex-Yougoslavie. La présidence turque, qui voulait faire référence à une intervention armée, a été l'objet d'une opposition des Etats membres de la CEI. Malgré l'appui des pays de l'Europe centrale et orientale - Bulgarie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie - M. Cetin a dû accepter un compromis demandant au Conseil de sécurité de l'ONU de prendre les « mesures nécessaires » afin que la Serbie cesse son « agression » contre l'Etat souverain de Bosnie-Herzégovine. M. Lahumière a cependant estimé qu'il s'agit d'un « point de départ » pour une coopération internationale, le Conseil de l'Europe a offert sa contribution pour étudier le projet.

MARCEL SCOTTO

ROUMANIE : pour empêcher la réélection de M. Iliescu

M. Roman est prêt à une alliance avec l'opposition

BUCAREST

de notre correspondant

La logique du scrutin présidentiel uninominal à deux tours - identique à celui de la France - commence à produire ses effets polarisateurs sur la vie politique roumaine « italienne ».

A l'approche du premier tour, le 27 septembre, des élections présidentielles et législatives, le Front de salut national de l'ex-ministre M. Roman a pour la première fois, ouvertement reconnu vouloir conclure « si nécessaire » un accord avec la Convention démocratique, la coalition de l'opposition anticomuniste. « C'est un acte de courage », a déclaré M. Roman, « car le Front de salut national passera une alliance de substance, pas de circonstance, avec la Convention démocratique ». Le candidat du FSN à la présidentielle ne parvient pas au second tour du scrutin, a déclaré à Bucarest le porte-parole du FSN, M. Adrian Vilan.

Au-delà du but commun « de circonstance » affiché - empêcher la réélection à la présidence de M. Ion Iliescu, jugé « endocommuniste » par les deux formations - c'est une alliance de fond que le FSN suggère à l'opposition. En échange d'un appel à voter pour le candidat de la Convention démocratique, qui regroupe dix-huit partis et organisations de l'opposition, peut-être après les élections la première majorité de gouvernement à la Convention des députés et au Sénat. Car si la Convention démocratique, qui regroupe dix-huit partis et organisations de l'opposition, peut devenir après les élections la première majorité de gouvernement à la Convention des députés et au Sénat.

Il n'y a pas de doute à passer un accord préélectoral avec le FSN, la Convention n'a jamais exclu une alliance avec le gouvernement avec le parti de M. Roman, son adversaire d'hier. Le candidat de la Convention à la présidentielle, le professeur d'université Emil Constantinescu, admet même que l'opposition aura besoin des jeunes technocrates de l'équipe de M. Răspundăreț pour diriger le pays.

Sentant le peu de chances du candidat FSN de l'empêcher, M. Roman avait renoncé à se présenter à la présidence, déléguant M. Caius Dragomir, inconnu du public et chef du département d'information du gouvernement. La Convention pourra difficilement se

passer des voix du FSN même si l'élection présidentielle s'annonce plus incertaine que prévu pour M. Iliescu.

Avant le scrutin, l'actuel président semble tenter de briser l'image de son isolement international. Sa campagne le présente participant à des sommets internationaux (de l'environnement à Rio, de la francophonie à Paris) où il était peu attendu, sauf de la télévision officielle roumaine. M. Iliescu a été aussi en Espagne et en Italie, où l'ex-leader communiste doit être reçu par le président. Il devait se rendre à Paris en « visite privée » et voir M. Mitterrand. Après une semaine ponctuée de nombreux communiqués contradictoires, la visite a été annulée, pour des questions « techniques ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

TURQUIE

Les mésaventures d'un instituteur français en pays kurde

Alors que se déroulaient à Sîmek les affrontements entre troupes turques et rebelles kurdes, un instituteur français, M. Jean-Michel Joly, un Parisien âgé de trente-deux ans, qui voyageait dans la région, a été détenu pendant une semaine, accusé par les forces de sécurité d'être un membre du PKK. Privé d'accès au téléphone, M. Joly n'a pu prévenir ni sa famille ni l'ambassade de France durant ses sept jours de détention.

ISTANBUL

Grand voyageur, M. Joly avait estimé les risques qu'il encourait dans cette région dangereuse le long de la frontière turco-irakienne, déchaînée par les affrontements armés entre les forces gouvernementales et les combattants du PKK. La présence incongrue de ce voyageur étranger, qui visitait la région pour la seconde année consécutive, avait attiré l'attention des autorités militaires.

Dans ses bagages, les policiers trouvèrent ce qui pour eux constituait des preuves suffisantes de sa culpabilité : deux revolvers que M. Joly avait achetées à Paris à des supporters du mouvement séparatiste pour s'informer de la situation ainsi qu'un « visa » délivré par le PKK pour garantir sa sécurité dans le Sud-Est.

Protestant de son innocence auprès d'un simple soldat - son seul contact avec l'extérieur - M. Joly passa cinq nuits dans une cellule « immonde » avant d'être transféré au poste militaire de Sîmek. A son arrivée dans cette localité, M. Joly découvrit une « ville fantôme » à l'atmosphère surréaliste, vidée de ses vingt mille habitants. « Les bâtiments n'avaient plus de vitres, il y avait des voitures explosées partout et des milliers d'impacts de balles », expliquait-il.

Au poste militaire, M. Joly subit un interrogatoire vigoureux, dans une ambiance tendue. « Ce n'était pas la torture, mais j'ai été giflé et frappé à coups de pied et de poing », explique l'instituteur. Le pire, ce n'était pas la douleur physique, mais l'angoisse, le peur. Je ne savais pas ce qui m'attendait.

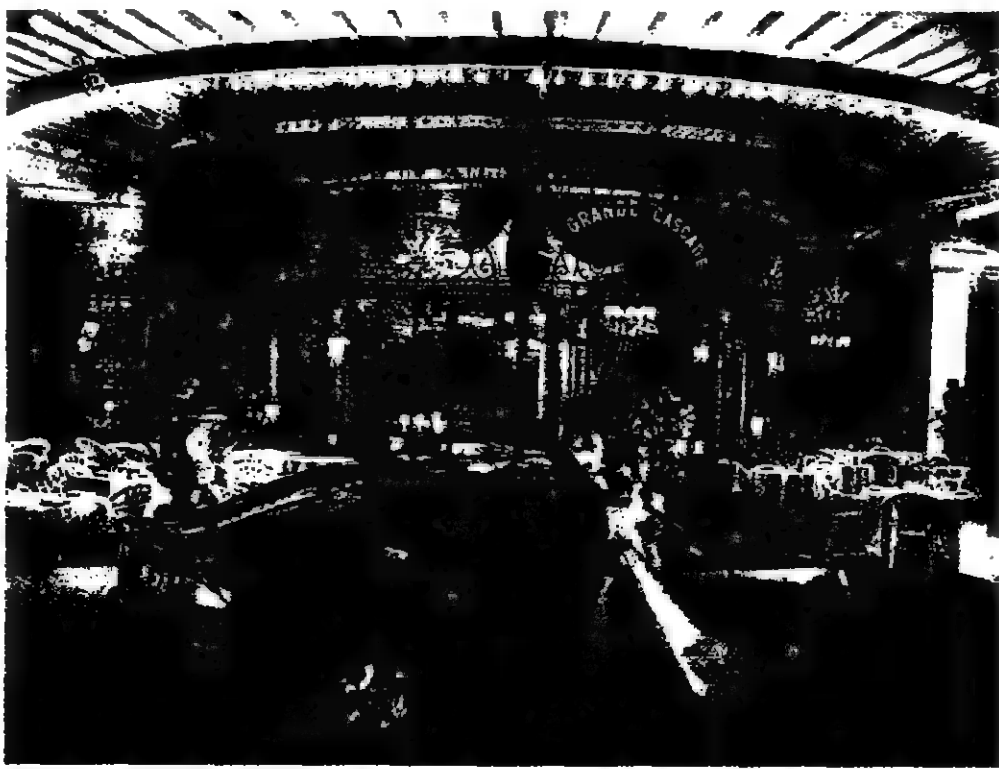
Après avoir transféré M. Joly à Diyarbakir, les policiers développèrent ses nombreuses pellicules. Des photos de l'instituteur, kalachnikov à la main et cartouchière en bandoulière, ne firent qu'ajouter à la confusion. Au cours de son voyage, M. Joly avait passé la nuit dans la famille d'un gardien de village (milicien progouvernemental), dans le village de Boyussebab, et avait imprudemment posé pour une « photo-souvenir ».

Le 28 août, après un dernier interrogatoire à Diyarbakir - sans violence cette fois-ci - M. Joly fut finalement libéré sans explications.

NICOLE POPE

Du 15 au 21 septembre 1992.

L'ÉVÉNEMENT SAFRANE



Renault vous invite à essayer la Safrane dans la version de votre choix à LA GRANDE CASCADE du BOIS DE BOULOGNE.

Si vous souhaitez prendre un rendez-vous d'essai, téléphonez au 05 05 05 54



RENAULT
LES VOITURES
À VIVRE

ÉTRANGER

Les attaques racistes contre les foyers d'étrangers sont de plus en plus violentes

AMÉRIQUES

PÉROU : l'arrestation d'Abimael Guzman

Le chef du Sentier lumineux s'est rendu sans résistance dans une villa cossue de la capitale

L'armée et la police péruvienne ont fermé, dimanche 13 septembre, les principaux accès à Lima et organisé le siège des quartiers populaires de la capitale pour tenter de prévenir toute évasion violente de l'organisation terroriste du Sentier lumineux, après l'arrestation, samedi, du chef, Abimael Guzman, et de ses principaux dirigeants du mouvement. « Il ne faut pas crier victoire », a déclaré le ministre de l'économie, M. Carlos Bolognesi, à l'issue de ce coup de filet mené par la police dans une villa du quartier résidentiel du Surco, district du sud de Lima. « Je crains cependant que nous ayons réalisé un grand pas en avant qu'il faut maintenant consolider », a-t-il ajouté. Le président Alberto Fujimori a interrompu dimanche sa tournée en Amazonie pour rentrer à Lima.

LIMA

de notre correspondant

Abimael Guzman, l'ennemi public numéro 1 du Pérou, fondateur du Sentier lumineux, s'est rendu dans les filets de la police - après avoir vu douze ans dans la clandestinité - dimanche 13 septembre, à Lima. L'incursion bien planifiée d'un commando d'élite anticorruption composé d'une vingtaine d'hommes armés jusqu'aux dents n'a permis aucune résistance de la part de celui

qui se fait appeler le « président Gonzalo », ni de celle des membres du comité central des gardes du corps qui l'accompagnaient, bien que ceux-ci disposaient d'un véritable arsenal.

Une récompense de 1 million de dollars

« Lorsque nous avons crié « Tous au sol ! », il s'est jeté par terre, mais sur la nuque », a commenté un des policiers. Trois femmes, membres de son comité central, se sont rendues au même moment. Il s'agit d'Elena Iparaguire, sa nouvelle compagne et secrétaire, de l'avocate Marta Huay et de Laura Zambrano, responsable des comités métropolitains, libérée suite de preuve l'année dernière. La fusillade qui a précédé l'opération n'a fait aucune victime.

Depuis plus de trois ans, la police était sur les talons du « président Gonzalo ». A deux reprises, il avait échappé à des opérations commandées. Ces dernières permettaient cependant la saisie d'une abondante documentation, dont celle qu'Abimael Guzman avait laissée vivant - or la police assurait qu'il était mort. Une cassette vidéo divulguée l'année dernière exhibait un détestable après la mort d'un homme, Augustina de la Torre.

Depuis une semaine, les « deltas », les commandos antiterroristes de la police, suivaient pas à pas les mouvements de l'état-major du Sentier lumineux, qui préparait son troisième congrès régional et provincial, les victimes de la guerre du Goffe, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne s'efforcent de mettre au point un mécanisme qui permettrait la saisie d'une partie des avoirs irakiens à l'étranger gérés après l'invasion du Koweït, en août 1990.

Washington avait lancé cette idée il y a quelques mois après de ses alliés sans rencontrer d'écho très favorable, mais la mauvaise volonté évidente manifestée plus récemment par M. Saddam Hussein, quant au respect des exigences des Nations unies a permis aux Etats-Unis d'annoncer l'adhésion de la France et de

geste, ainsi que la dissolution du Parlement, le chef de l'Etat avait notamment évoqué la lutte contre le terrorisme du Sentier lumineux et le mouvement révolutionnaire Tupac Katari.

Une récompense de 1 million de dollars avait été offerte à la personne qui pourrait permettre l'arrestation du « président Gonzalo », dont l'arrestation a, en deux jours, provoqué la mort de vingt-six mille personnes et des dégâts matériels estimés à 22 milliards de dollars. Abimael Guzman jugeait que le triomphe de sa « guerre populaire » pourrait coûter plus d'un million de vies humaines.

Allégresse à Lima

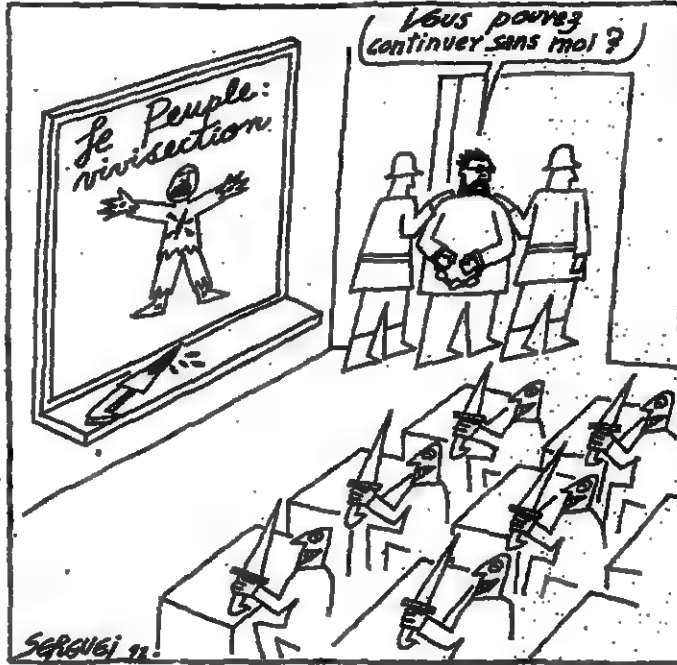
« Abimael est tombé ! Vive le Pérou ! », titraient à l'unisson en « suite » les journaux de dimanche. L'écho de l'arrestation du numéro un du Sentier lumineux a été suivie avec allégresse par la population. Dans plusieurs quartiers de la capitale, les habitants ont même hissé sur leurs toits le drapeau péruvien, et les chaînes de télévision ainsi que les radios ont diffusé à midi l'hymne national.

Le spectaculaire coup de filet de la police péruvienne ne signifie toutefois pas, selon les analystes, l'apogée du terrorisme. Le grand chef a été arrêté, mais ses généraux, ses colonels, ses lieutenants et ses quelque vingt mille miliciens fidèles qui poursuivent la lutte armée, n'en pas doutez. Le Sentier lumineux s'appuie sur une structure par cellules extrêmement verticalisée et pratiquement impénétrable.

Les comités de base du Sentier lumineux viennent d'ailleurs de marquer un point : ils ont pris le

contrôle du bidonville « modeste » de la capitale, Villa El Salvador, où vivent trois cent cinquante personnes. Les membres du Sentier ont été élus début septembre au comité autogestionnaire du bidonville. Chaque jour, un responsable d'une organisation populaire est assésiné dans les quartiers populaires de Lima pour imposer aux habitants. Le bidonville pourra résister demain au régime de la terreur ?

NICOLE BONNET



Sergueï

Le Pol Pot des Andes

Suite de la première page

Une référence pour tous : Car Mariátegui, écrivain fragile et infirme, le Parti socialiste péruvien dans les années 30 qui annonçait des lendemains qui chanteraient sur des sentiers lumineux.

La longue marche du Sentier d'Abimael, depuis 1980, est, en fait, marquée de sang et de destructions, marquée aussi de trahisons, de dissensions et d'exécutions. Un million de militants ? Vingt-cinq mille combattants, de source am-

révolution sénégalaise jusqu'à mort suspecte, en 1988, et seulement admise par le parti en 1991.

Les guerilles latino-américaines, inspirées non par le castrisme, ont souvent péché par excès d'enthousiasme, précipitation et improvisation. Abimael, lui, la lutte armée pendant dix ans ; il lance son défi et son action le 17 mai 1980, le jour des élections générales (marquées par le retour au pouvoir du libéral Belaunde Terry), alors que la gauche légale acceptait, affirmait-il avec ironie, « se livrer au jeu du crétinisme parlementaire ». Hors du pouvoir, tout est illusion, dit Abimael, qui ajoute : « C'est le parti qui commande aux fusils ».

Toujours l'abstraction lyrique, alors que le professeur aux mains blanches lances, dans la sierra puis dans les bidonvilles des cités du littoral, des « colonnes » d'adolescents qui massacrent et mutilent au nom du parti, organisent des tribunaux populaires à la chinoise. Provoquant au fil des années d'effroyables massacres, des représailles aveugles par les forces de l'ordre impuissantes par cet ennemi invisible et insaisissable. Les Chénas de pauvres mais cruelle et dévastatrice.

« Le culte de la personnalité est une position révisionniste », a-t-il dit dans la seule entrevue jamais accordée à la presse, au journal *Diario de Lima* (schématiquement clandestin), porte-parole officieux du Sentier. Et pourtant il en a toléré toutes les extravagances, les amulettes, la pensée-pierre Gonzalo, la quatrième épée du marxisme (aux côtés de Marx, Lénine et Mao), le PCP autoproclamé champion de la « seule révolution communiste mondiale » à l'heure de la chute du communisme à l'Est. « Comme il ne pouvait pas cacher le soleil avec son doigt, il s'est mis à la place du soleil », dit un de ses anciens compagnons de route.

Abimael est un personnage de Dostoïevski, possédé par la raison mathématique et froide, la cervelle imprimée de citations et de stratégies, et qui veut construire le Pérou année zéro. C'est aussi un mythe. Mais un mythe est plus vulnérable vivant et prisonnier que dans la clandestinité romantique.

MARCEL NIEDERGANG

(1) Rapporté par Simon Strong dans *Shining Path*, Harper Collins, Londres, 1992.

(2) Osmar Morote, fils du recteur et numéro deux supposé du Sentier, est locataire à Lima depuis deux ans.

Douze années de lutte armée

Abimael Guzman a fondé le Parti communiste du Pérou en 1970 à Ayacucho, ville des Andes, au sud-est de Lima, où il enseignait la philosophie, dix ans avant de lancer sa lutte armée.

17 mai 1980 : début de la « guerre populaire » du Parti communiste-Sentier lumineux, à l'occasion de la première élection présidentielle organisée après douze années de régime militaire et remportée par M. Fernando Belaunde Terry.

10 juin 1990 : élection du président Alan García.

10 juin 1991 : élection du président Alberto Fujimori, qui décrète l'état d'urgence à Lima en août et impose un plan d'austérité anti-inflation draconien ;

8 février 1991 : état d'urgence sanitaire décrété pour lutter contre l'épidémie de choléra ;

août 1991 : 3 100 personnes tuées dans la « seule guerre » au cours de la première année de mandat de M. Fujimori, contre 1 200 au cours des douze mois précédents ;

5 avril 1992 : « coup d'Etat civil » du recteur Efraín Morote (2) de prendre la chaire de philosophie de l'université d'Ayacucho, capitale du département le plus marginalisé du Pérou. C'est là, dans le « coin des morts » (nom d'Ayacucho en langue quechua) qu'il prépare ses étudiants-disciples, les administratifs, au rôle de militants de la prochaine lutte armée, organise ses réseaux clandestins dans les communautés paysannes, rencontre

Augusta, de noble et riche famille, dont il fera une Pasionaria de la

révolution sénégalaise jusqu'à mort suspecte, en 1988, et seulement admise par le parti en 1991.

13 juin 1992 : arrestation de Victor Follay, fondateur et numéro un du mouvement révolutionnaire Tupac Katari.

16 juillet 1992 : attentat à la voiture piégée à Lima - le plus meurtrier de toute une série - perpétré dans le quartier chic de Miraflores : une trentaine de morts.

PROCHE-ORIENT

Reprise pourparlers bilatéraux à Washington

Israël va demander des « éclaircissements » à la Syrie

Les négociations bilatérales israélo-arabes devaient reprendre lundi 14 septembre, à Washington, après une interruption de deux jours au cours de laquelle les deux délégations ont tenu des consultations.

Après avoir annoncé la semaine dernière qu'il disposait de faire des concessions territoriales sur le Golan, le *Monde* du 12 septembre, le gouvernement israélien va demander à la Syrie « des éclaircissements » sur le projet d'accord qu'elle souhaite conclure, avant d'aborder les questions territoriales, à partir de dimanche, le premier ministre, M. Itzhak Rabin, devant le conseil des ministres. Il y a quelques mois après de ses alliés sans rencontrer d'écho très favorable, mais la mauvaise volonté évidente manifestée plus récemment par M. Saddam Hussein, quant au respect des exigences des Nations unies a permis aux Etats-Unis d'annoncer l'adhésion de la France et de

Le chef de la délégation israélienne aux négociations avec la Syrie, M. Itamar Rabinovich, a indiqué être porteur d'un document écrit, en réponse à l'aide-mémoire présenté par la Syrie il y a deux semaines. A Damas, le quotidien gouvernemental *Technique* s'est borné à réaffirmer la position de la Syrie, selon laquelle Israël « doit » retirer de ses territoires qu'il occupe le règlement du conflit israélo-arabe doit être global.

Avec la délégation palestinienne, dont certains membres se sont rendus à Tunis pour consulter M. Yasser Arafat, les pourparlers porteront sur le concept de « régime d'autonomie » qui doit être mis en place à Cisjordanie et à Gaza pour une période intermédiaire de cinq ans. A la veille de la reprise des pourparlers, M. Arafat a envoyé un message à la direction russe dont le teneur n'a pas été révélée par l'agence palestinienne Wafa, qui intervient à la suite d'une visite à Moscou du chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk Al Chareh. (AFP)

Gelés après l'invasion du Koweït

Une partie des avoirs irakiens à l'étranger pourraient être saisis par l'ONU

NEW-YORK (Nations Unies)

de notre correspondant

L'Irak refusant toujours de renouveler l'accord permettant aux « gardes bleus » de l'ONU de poursuivre leur mission humanitaire et n'ayant toujours pas accepté d'exporter - sous contrôle - une partie de son pétrole (pour payer notamment les frais de la commission spéciale chargée de détruire ses armes non conventionnelles et d'indemniser les victimes de la guerre du Goffe), les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne s'efforcent de mettre au point un mécanisme qui permettrait la saisie d'une partie des avoirs irakiens à l'étranger gérés après l'invasion du Koweït, en août 1990.

Washington avait lancé cette idée il y a quelques mois après de ses alliés sans rencontrer d'écho très favorable, mais la mauvaise volonté évidente manifestée plus récemment par M. Saddam Hussein, quant au respect des exigences des Nations unies a permis aux Etats-Unis d'annoncer l'adhésion de la France et de

la Grande-Bretagne. La Russie, qui a approuvé au mois d'août l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak, devait donner son aval à la Chine, sa neutralité semble acquise, sous réserve que la controverse liée à la récente décision du président Bush de vendre des chasseurs F-16 à Taïwan ne conduise Pékin à durcir sa position.

Washington, Londres et Paris ont commencé à préparer un projet de résolution qui viserait à saisir environ 1 milliard de dollars sur les quelque 3,7 milliards que les autorités irakiennes admettent détenir à l'étranger, conformément à la déclaration qu'elles ont faite en mars 1991 après la cessation des hostilités. Cette somme correspond au montant des fonds se trouvant dans des banques commerciales américaines. Elle permettrait de commencer à indemniser quelques victimes du conflit. On régle une partie des vivres et médicaments fournis à la population irakienne, ainsi, enfin, de rembourser les frais des missions de désarmement.

Il reste que ce projet, qui devrait se traduire par le vote d'une résolution, est loin de recueillir l'assentiment de tous les autres membres du Conseil, qui s'interrogent sur son bien-fondé juridique. Jusqu'à présent, les procédures de saisie des avoirs détenus dans des banques étrangères ne peuvent être décidées que par les autorités bancaires elles-mêmes.

SERGE MARTI

IRAN

De faux dollars fabriqués à Téhéran ?

Le gouvernement iranien, en coopération avec la Syrie, s'est engagé dans une vaste entreprise de contrefaçon de dollars, en vue d'alléger ses difficultés financières et de poursuivre sa guerre contre l'Occident, indique un rapport élaboré par un groupe républicain de la Chambre des représentants aux Etats-Unis.

Mettant à profit l'expérience acquise sous le régime du Chah en matière de fabrication de billets, le régime de Khomeiny a été en mesure de développer des techniques sophistiquées, qui ont permis d'imprimer de faux dollars presque parfaits, affirme ce rapport, en précisant que les faux billets sont d'abord « testés » localement au Proche-Orient, avant d'être passés en Europe, et en dernier lieu, aux Etats-Unis, grâce aux réseaux du Hezbollah (mouvement libanais pro-iranien).

Les faux billets suivraient deux filières : celle du blanchiment de l'argent de la drogue, et celle des anciennes républiques d'Asie centrale, où des pots-de-vin seraient accordés aux responsables, ajoute le document américain en indiquant que plusieurs milliards de dollars pourraient bientôt être ainsi mis en circulation, si ce n'est déjà fait.

Les Kurdes dénoncent de nouveau les agissements de Bagdad

Bien qu'il ne puisse plus contrôler directement la situation au nord du 36 parallèle, le régime irakien continue de sévir contre les populations kurdes, ont affirmé dimanche 13 septembre, des dirigeants du Kurdistan. Une voiture piégée avait explosé samedi à Dohouk, faisant au moins vingt-cinq blessés. Le ministre kurde de l'Intérieur, M. Rosch Nouri, a accusé Bagdad d'avoir « planifié une série d'attaques contre des objectifs dans le Kurdistan irakien ». De son côté, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan a accusé Bagdad d'avoir expulsé vers les régions tenues par l'opposition kurde, quelque trois cents familles soupçonnées d'avoir des liens avec cette dernière. Près de dix mille Kurdes auraient ainsi été contraints de quitter les régions sous contrôle gouvernemental en l'espace d'un an.

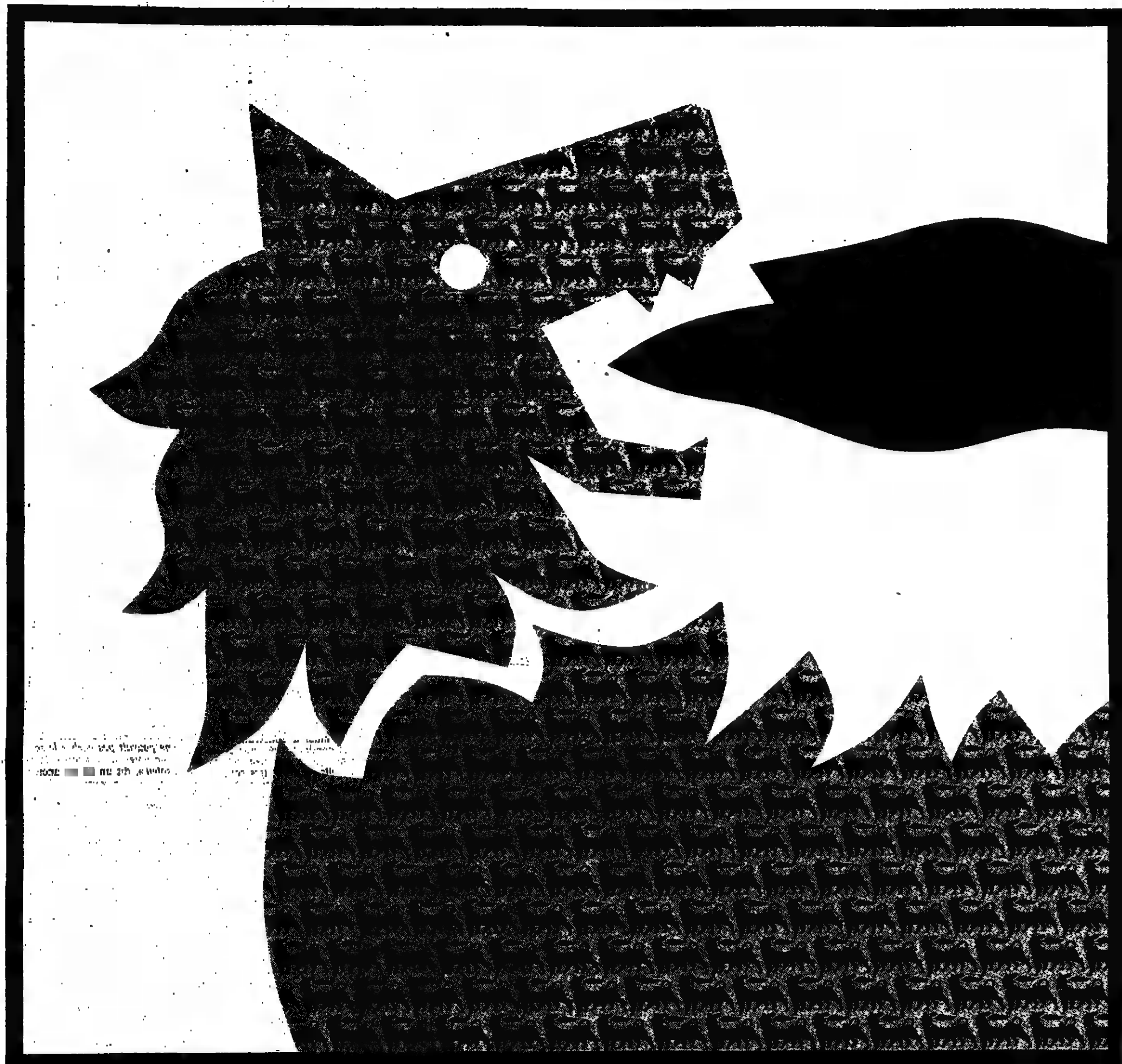
Alors que les formations de l'opposition chiite accusent elles aussi le gouvernement de Bagdad de régions situées au sud du 32 parallèle.

À un véritable blocus économique (le *Monde* du 12 septembre), les avions irakiens poursuivent de diminuer le nombre de leurs patrouilles - déjà réduit de moitié depuis la semaine dernière - si Bagdad continue de n'opposer aucune réaction à ces missions, a affirmé dimanche un officier supérieur américain, le général Michael Nelson. Le nombre de ces patrouilles était de « plus de cent » dans les jours qui ont suivi l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne au sud du 32 parallèle.

À Bagdad, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Amr Moussa, a rencontré dimanche son homologue irakien, M. Mohammed Saïd Al Sabah, pour la première fois depuis la crise du Golfe, nous signale notre correspondant Alexandre Bucciardi. L'Egypte a déjà exprimé son refus de toute partition de l'Irak. La rencontre paraît également dirigée contre l'Irak dont le Caire dénonce la politique « hégémonique » dans le Golfe. (AFP)

Dans le pétrole...
avoir six patte...

**Dans le pétrole, le gaz, la chimie et l'environnement,
avoir six pattes permet de prendre deux têtes d'avance.**



L'énergie globale.

Agip, **AgipPetroli**, **Snam**: énergie. **EniChem**: chimie. **Enirisorse**: métallurgie et activités minières "non oil". **Nuovo Pignone**, **Snamprogetti**, **Saipem**: mécanique, ingénierie ■ services. **Savio**: mécanique textile. **Terfin**: activités diverses. **Sofid**, **Eni Int. Holding B.V.**: financier. **Eniricerche**: recherche scientifique.

ASIE

THAÏLANDE

Les partis démocratiques l'emportent de justesse aux législatives

Les partis qui s'étaient opposés en mai, à Bangkok, au pouvoir militaire ont emporté, dimanche 13 septembre, M. Chuan Leekpai, dont le Parti démocrate est arrivé en tête, avec 79 élus sur 111, devant l'appel à former un gouvernement de coalition, en compagnie du Parti de la nouvelle aspiration (PNA) du général Chaovath Yongchaiyuth (51 élus), du Palang Dharma (M. Chamlong Srimuang (47 élus) et du Parti de la solidarité (41 élus). Le taux de participation au scrutin a été plus élevé que lors de la consultation du 22 mai (62 % contre 50 %).

BANGKOK

de notre correspondant

Le prochain gouvernement thaïlandais sera négocié lors de la conclusion des négociations de la semaine dernière, comme au lendemain des législatives du 13 mars. Le dimanche 13 septembre, en effet, ceux qui avaient manifesté leur mécontentement au pouvoir militaire en mai, et qui avaient alors soutenu le général Chuan Leekpai, ont obtenu une victoire.

Certes, une formation pro-militaire, le Chat Thai, arrive en deuxième position (77 élus) et le parti du Chat Pattana, de Choonhavan, le Chat Pattana, en place en troisième position (51 députés). Mais la percée des démocrates, qui n'avaient que 41 députés à la précédente Assemblée, est bien la conséquence d'un scrutin que les généraux au pouvoir ont voulu faire régresser de mai, mis à l'issue depuis, ne peuvent interpréter que comme un échec.

Le résultat tenu des traditions traditionnelles de la politique thaïlandaise.

La formation d'une coalition gouvernementale sous la direction de M. Chuan Leekpai, leader incontesté du mouvement de réformes, se présente plutôt bien. Le Palang Dharma, l'ancien PNA, a déjà annoncé qu'il participerait à un gouvernement de coalition. En outre, M. Chuan devrait disposer d'une latitude d'autant plus grande que le choix de M. Chamlong, ancien gouverneur de Bangkok, point de ralliement des manifestants de mai, et le général Chaovath, personnalité également respectée, de ne pas tenir à faire partie du prochain gouvernement.

Le général Chatichai a souhaité bon vent au mouvement démocratique, mais pour penser qu'il se bat pour une cause plus large que celle d'un parti. Le Chat Thai, le parti de l'Action sociale (77 députés) et le Chat Pattana (51 députés), M. Chuan devrait donc pouvoir s'appuyer sur une majorité, faible mais relativement solide, de 185 voix sur 360. Il pourrait bénéficier du soutien au départ, de l'appui des participants des députés de Chat Pattana ainsi que de celui de M. Chatichai, un parti formé par le président de l'ex-Assemblée.

M. Chuan Leekpai probable premier ministre

Au sein de la nouvelle majorité, un consensus s'est fait pour ne pas offrir de portefeuille à ceux qui, l'an dernier, ont été jugés « inhabilement riches » par une commission officielle à la suite de leur passage au pouvoir. Il semble également acquis que la percée de l'économie demeurera entre les mains de technocrates, ce qui devrait limiter les tentations de corruption.

Autrement dit, la répartition des ministères ne devrait pas être lieu de nouvelles empoignades publiques que celles qui avaient lieu après le 22 mai et qui avaient contribué à ébranler la

majorité pro-militaire de l'époque. Enfin M. Chuan est un homme pondéré, l'équipe aura sans doute à s'appuyer sur des passions, qui demeurent vives et de répondre aux préoccupations des milieux d'affaires.

Les résultats par régions montrent que les démocrates ont le soutien traditionnel d'un tiers plus en plus prospère, ont mordu sur l'électorat de M. Chamlong dans la capitale, y emportant neuf sièges. Le Palang Dharma n'enlève que six sièges sur 23 à Bangkok, mais qu'il en avait retiré 12 en 1990. Mais le PNA nationale, il progresse puisqu'il compte 47 députés, contre 41 dans la précédente Assemblée.

Les résultats soulignent également le recul du PNA (52 députés contre 67 en mars), la tenue meilleure que prévu du Chat Thai (77 députés contre 73, quatre de plus, en dépit de la défection de M. Chatichai), la percée moins forte que prévu du Chat Pattana (51 députés contre 41 en mars), dont certains sondages avaient fait le favori du scrutin.

Enterrant la victoire de M. Chuan, les nouvelles, notamment de réformes économiques, ont été accueillies avec une certaine réserve. L'empire, en effet, a peu de « anges » (l'ancienne opposition parlementaire anti-militaire) et beaucoup de « démons » (les tenants de l'ancien système). Mais le scrutin montre aussi que le « parrain » contrôlé encore les voix dans les provinces, ce qui explique que la démocratisation de la vie politique thaïlandaise est un chemin toujours semé d'embûches. La mission de M. Chuan n'est donc pas aisée : il lui faut, en effet, une majorité pour évincer que la nouvelle Assemblée ne de... inopérable.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CHINE

Washington lève son interdiction de vendre des composants spatiaux à Pékin

PÉKIN

de notre correspondant

Le département d'Etat américain a annoncé, dimanche 12 septembre, la levée d'une des principales sanctions affectant encore la Chine depuis de trois ans : l'interdiction de lui vendre des composants spatiaux ou des satellites. Washington avait dû prendre cette décision « il y a longtemps », à la suite d'un commentaire de la presse chinoise. Pour justifier leur décision, les responsables américains ont invoqué les « intérêts nationaux ».

Dans le cadre d'une politique plus énergique envers la Chine, les responsables américains ont décidé de lever la sanction. Ils ont également décidé de lever la sanction de l'interdiction de vendre des composants spatiaux ou des satellites. Washington avait dû prendre cette décision « il y a longtemps », à la suite d'un commentaire de la presse chinoise. Pour justifier leur décision, les responsables américains ont invoqué les « intérêts nationaux ».

La perspective de nouveaux lancements renforce la position de la Chine, qui a marché qu'elle s'efforce de conquérir, parfois en donnant à la presse une publicité que certains experts jugent abusive. Ainsi, lors du deuxième essai de lancement, le 14 mai, après un premier échec en mars, le satellite australien de télécommunications Optus B1, la propagande chinoise a affirmé que le tir avait

été effectué avec la même fusée, mais le départ aurait été initial, ment avorté. Pékin en tirait matière à vanter son système d'extinction des moteurs, en cas de problème, comme « un dispositif sans équivalent ». En fait, la fusée avait été rendue inutilisable par l'incendie des moteurs, et seules quelques pièces de l'engin d'origine ont pu être réutilisées dans le nouveau lanceur, assure-t-on de source compétente.

La levée des sanctions américaines intervient en pleine compétition entre Pékin et Washington pour attirer les investisseurs étrangers. Les nouvelles négociations s'engagent cette semaine à Pékin, il propose un différend commercial entre les deux pays. Aux États-Unis, les responsables de la Chine ont été très positifs, mais ils ne peuvent pas frapper de sanctions douanières une partie importante des exportations chinoises. Pékin a rétorqué en annonçant une liste similaire de produits américains importés.

Dans le domaine de la défense, sur la fourniture d'avions F-16 à Taiwan, le ciel sino-américain s'est encombré d'un nouveau nuage : un accord de coopération nucléaire civil signé entre la Chine et l'Iran, l'occasion de la visite à Pékin, la semaine passée, du président iranien Achéméni Rafsanjani. Washington a exprimé sa désapprobation de la vente d'un réacteur nucléaire chinois à ce pays. Pékin a jugé ces objections « arrogantes ».

FRANCIS DERON

■ CAMBODGE : M. Boutros-Ghali optimiste. - Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, a affirmé dimanche 13 septembre, lors de l'émission « L'heure de vérité » que le chef de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge), le japonais M. Akashi, avait obtenu « des résultats positifs » dans ses négociations avec les Khmers rouges lorsqu'il a rencontré Boris Yeltsin à Pailin, le 12 septembre au pays. M. Boutros-Ghali s'est, en particulier, déclaré certain que des accords de paix à Paris auront bien lieu en avril prochain, en dépit des

menaces que les Khmers rouges ont lancées de faire passer le processus. - (AFP, Reuters, UPI)

■ JAPON : manifestation d'extrême droite devant l'ambassade de Russie. - Des incidents opposés à l'ambassade de la police le dimanche 13 septembre devant l'ambassade de Russie à Tokyo. L'extrême droite avait convoqué des sympathisants après le précédent Boris Yeltsin avait annulé la visite qu'il devait faire au Japon le 13 septembre, alléguant l'intransigeance des autorités nippones sur la question des îles Kouriles. - (Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Une force d'interposition se déploie au sud de la capitale

Le premier contingent d'une force d'interposition de 10 000 hommes vient d'être déployé au sud de Kaboul, samedi 12 septembre, un officier supérieur des forces gouvernementales. Il est composé de combattants moudjahidins issus des provinces entourant la capitale, principalement des provinces du Sud-Est. Il s'interpose entre les troupes du commandant Ahmed Shah Massoud et les forces fondamentalistes du Hezb-e-Islami, présentes autour de Kaboul, singulièrement au sud.

La force provisoire d'interposition a été créée par le gouvernement pour mettre fin à la violence et à la libération des prisonniers politiques. Les différends peuvent être résolus « à tout moment », a-t-il estimé. M. Meyer a relevé que les deux parties étaient arrivées à tout près d'une solution sur ces questions, mais que l'insécurité politique et le caractère insurrectionnel de la campagne d'actions de masse devaient aussi faire l'objet de discussions.

Par ailleurs, le juge Richard Goodwin, dont l'impartialité est unanimement respectée, a annoncé, samedi, qu'il était chargé de l'enquête sur la disparition de Chirak. Enfin, une première équipe de dix-huit observateurs de l'ONU est arrivée, dimanche matin, à Jomahesburg. Ces observateurs ont été mandatés par le Conseil de sécurité pour étudier les moyens de mettre fin à la violence politique en Afrique du Sud. - (AFP, Reuters)

AFRIQUE DU SUD

Rencontre préparatoire au gouvernement et à l'ANC

Le ministre du développement constitutionnel, M. Roelf Meyer, et le secrétaire général du Congrès national africain (ANC), M. Cyril Ramaphosa, ont annoncé, dimanche 13 septembre, qu'ils allaient se rencontrer, lundi, pour préparer la réunion au sommet de la conférence de l'Etat, M. Frederik de Klerk, et le président de l'ANC, M. Nelson Mandela.

M. Ramaphosa a précisé qu'il n'y avait pas de rencontre entre M. Mandela et M. de Klerk si le

Selon l'état-major général des armées, trente-sept maquisards du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD) auraient été tués depuis le 7 septembre, au cours d'offensives « suicidaires » menées par les rebelles dans les régions de Yoboki, Gaggade et du lac Assal. Ces combats surviennent à quelques semaines des premières élections législatives pluralistes, prévues pour le 20 novembre. Le président Gouled, favorable à un pluralisme limité, a récemment appelé les rebelles à « déposer les armes » et critiqué le peu de résultats obtenus par la médiation française pour régler le conflit.

Dans un entretien publié par l'AFP, le président de Djibouti Hassan Gouled Aptidon a appelé les politiques à « se regrouper, pour éviter un effacement en de multiples formations ». La démocratie et le multipartisme sont devenus une réalité à Djibouti, a-t-il assuré, citant l'exemple des États-Unis et de la Grande-Bretagne, dotés d'un système bipartite dans lequel les « multiples sensibilités ont su se retrouver, sans que cela pose des problèmes particuliers ».

« Si l'opposition incarne réellement les aspirations du peuple, elle pourra montrer sa véritable représentativité lors des élections législatives, prévues le 20 novembre », a-t-il ajouté, regrettant au passage le mot d'ordre de boycottage prôné par l'opposition, lors du récent référendum constitutionnel. Pas question, en attendant le résultat de ces élections, de changer ou de renverser le gouvernement. La future équipe ministérielle reflètera « le verdict de la consultation populaire », a précisé le président.

Quant à l'ouverture de négociations directes avec les rebelles du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD), le président Gouled a indiqué qu'il n'y avait « rien de négatif », mais que celles-ci ne pourraient avoir lieu

gouvernement ne répondait pas aux exigences de l'ANC - mesures pour mettre fin à la violence et libération des prisonniers politiques. Les différends peuvent être résolus « à tout moment », a-t-il estimé. M. Meyer a relevé que les deux parties étaient arrivées à tout près d'une solution sur ces questions, mais que l'insécurité politique et le caractère insurrectionnel de la campagne d'actions de masse devaient aussi faire l'objet de discussions.

Par ailleurs, le juge Richard Goodwin, dont l'impartialité est unanimement respectée, a annoncé, samedi, qu'il était chargé de l'enquête sur la disparition de Chirak. Enfin, une première équipe de dix-huit observateurs de l'ONU est arrivée, dimanche matin, à Jomahesburg. Ces observateurs ont été mandatés par le Conseil de sécurité pour étudier les moyens de mettre fin à la violence politique en Afrique du Sud. - (AFP, Reuters)

Les combats dans le Sud-Est ont fait une cinquantaine de morts. Une cinquantaine de personnes ont été tuées dans le Sud-Est anatoien, entre le vendredi 11 et le dimanche 13 septembre, lors de l'offensive armée des forces de sécurité turques et des séparatistes du Parti des travailleurs kurdes (PKK, marxiste-léniniste). Selon un bilan officiel, trente rebelles, neuf militaires et deux civils ont été tués. Le PKK a déclaré dimanche un cessez-le-feu à la frontière avec l'Irak. Dans la nuit de vendredi à samedi, des combats ont déjà fait trois morts. Samedi, selon l'agence de presse semi-officielle Anatolie, trois civils ont été tués par dix blessés, dont un kurde. Les combats ont été interrompus, au cours de l'attaque par les forces du PKK d'une exploitation pétrolière. Des nouvelles incertaines portaient le bilan des violences dans le Sud-Est à quatre-vingt-dix-neuf en un mois. - (AFP, Reuters)

TURQUIE

Les combats dans le Sud-Est ont fait une cinquantaine de morts

Une cinquantaine de personnes ont été tuées dans le Sud-Est anatoien, entre le vendredi 11 et le dimanche 13 septembre, lors de l'offensive armée des forces de sécurité turques et des séparatistes du Parti des travailleurs kurdes (PKK, marxiste-léniniste). Selon un bilan officiel, trente rebelles, neuf militaires et deux civils ont été tués. Le PKK a déclaré dimanche un cessez-le-feu à la frontière avec l'Irak. Dans la nuit de vendredi à samedi, des combats ont déjà fait trois morts. Samedi, selon l'agence de presse semi-officielle Anatolie, trois civils ont été tués par dix blessés, dont un kurde. Les combats ont été interrompus, au cours de l'attaque par les forces du PKK d'une exploitation pétrolière. Des nouvelles incertaines portaient le bilan des violences dans le Sud-Est à quatre-vingt-dix-neuf en un mois. - (AFP, Reuters)

AFRIQUE

DJIBOUTI

Le président Gouled exprime ses griefs contre la France

« Que la France, c'est avec un océan de l'Etat n'a pas les armes. Le chef de l'Etat n'a pas hésité à menacer, à la situation dure, de recourir à la force militaire pour « restaurer l'unité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ».

S'agissant de la France, c'est avec un océan de l'Etat n'a pas les armes. Le chef de l'Etat n'a pas hésité à menacer, à la situation dure, de recourir à la force militaire pour « restaurer l'unité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ».

S'agissant de la France, c'est avec un océan de l'Etat n'a pas les armes. Le chef de l'Etat n'a pas hésité à menacer, à la situation dure, de recourir à la force militaire pour « restaurer l'unité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ».

S'agissant de la France, c'est avec un océan de l'Etat n'a pas les armes. Le chef de l'Etat n'a pas hésité à menacer, à la situation dure, de recourir à la force militaire pour « restaurer l'unité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ».

S'agissant de la France, c'est avec un océan de l'Etat n'a pas les armes. Le chef de l'Etat n'a pas hésité à menacer, à la situation dure, de recourir à la force militaire pour « restaurer l'unité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ».

S'agissant de la France, c'est avec un océan de l'Etat n'a pas les armes. Le chef de l'Etat n'a pas hésité à menacer, à la situation dure, de recourir à la force militaire pour « restaurer l'unité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ».

S'agissant de la France, c'est avec un océan de l'Etat n'a pas les armes. Le chef de l'Etat n'a pas hésité à menacer, à la situation dure, de recourir à la force militaire pour « restaurer l'unité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ».

S'agissant de la France, c'est avec un océan de l'Etat n'a pas les armes. Le chef de l'Etat n'a pas hésité à menacer, à la situation dure, de recourir à la force militaire pour « restaurer l'unité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ».

S'agissant de la France, c'est avec un océan de l'Etat n'a pas les armes. Le chef de l'Etat n'a pas hésité à menacer, à la situation dure, de recourir à la force militaire pour « restaurer l'unité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ».

S'agissant de la France, c'est avec un océan de l'Etat n'a pas les armes. Le chef de l'Etat n'a pas hésité à menacer, à la situation dure, de recourir à la force militaire pour « restaurer l'unité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ».

mesure où, a souligné le chef de l'Etat, « la rébellion bénéficie d'un soutien logistique important ». Sans aller jusqu'à demander le retrait de ces troupes, M. Gouled a estimé que leur présence dans les zones où sévit la rébellion portait le plus préjudice à sa vocation première.

Autre thème de réclamation à l'égard de la France : l'aide budgétaire insuffisante. Paris s'est vu reprocher, en 1991, du versement de l'aide budgétaire « normale » (23,5 millions de francs), selon la présidence djiboutienne et les « mêmes années d'attente » (notamment sur le versement de « 10 millions de francs »), destinés à « compenser les répercussions négatives » de la guerre du Golfe sur les finances djiboutiennes. Pis : alors que « tous les pays africains francophones ont bénéficié d'une assistance financière, pour leur permettre de mettre en place le processus de démocratisation », la République de Djibouti, elle, a été « bannie de cette aide ». - (AFP)

SOMALIE

La CEE prône une meilleure coordination de l'aide humanitaire

Les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis près de Hatfield, au nord de Londres, ont appelé, samedi 12 septembre, les factions somaliennes à engager des négociations, convaincus qu'un cessez-le-feu dans toutes les zones, ainsi que le déploiement de gardes armés des Nations unies en nombre suffisant, faciliteront le travail de l'assistance humanitaire, nous rapporte notre correspondant à Londres, Laurent Zecchini. Ces négociations doivent aussi viser à constituer une autorité légitime, qui reprendra le dialogue avec la communauté internationale.

La CEE, qui a fourni 185 000 tonnes d'aide alimentaire à la Somalie, en 1992, a reconnu l'insuffisance de ses efforts. Mais les Douze ont aussi prôné une meilleure coordination des secours.

« La CEE, qui a fourni 185 000 tonnes d'aide alimentaire à la Somalie, en 1992, a reconnu l'insuffisance de ses efforts. Mais les Douze ont aussi prôné une meilleure coordination des secours ».

« La CEE, qui a fourni 185 000 tonnes d'aide alimentaire à la Somalie, en 1992, a reconnu l'insuffisance de ses efforts. Mais les Douze ont aussi prôné une meilleure coordination des secours ».

« La CEE, qui a fourni 185 000 tonnes d'aide alimentaire à la Somalie, en 1992, a reconnu l'insuffisance de ses efforts. Mais les Douze ont aussi prôné une meilleure coordination des secours ».

« La CEE, qui a fourni 185 000 tonnes d'aide alimentaire à la Somalie, en 1992, a reconnu l'insuffisance de ses efforts. Mais les Douze ont aussi prôné une meilleure coordination des secours ».

dans « une situation malheureuse », comme on n'en a pas connue depuis longtemps et, malgré cela, l'acheminement de l'aide humanitaire fait l'objet d'un « travail acharné ».

Le pape Jean-Paul II a également « encouragé », dimanche, « toutes les initiatives pouvant favoriser un dialogue constructif, afin que les armes cessent de faire du mal à la population et que la reconstruction ».

« Le pape Jean-Paul II a également « encouragé », dimanche, « toutes les initiatives pouvant favoriser un dialogue constructif, afin que les armes cessent de faire du mal à la population et que la reconstruction ».

« Le pape Jean-Paul II a également « encouragé », dimanche, « toutes les initiatives pouvant favoriser un dialogue constructif, afin que les armes cessent de faire du mal à la population et que la reconstruction ».

« Le pape Jean-Paul II a également « encouragé », dimanche, « toutes les initiatives pouvant favoriser un dialogue constructif, afin que les armes cessent de faire du mal à la population et que la reconstruction ».

« Le pape Jean-Paul II a également « encouragé », dimanche, « toutes les initiatives pouvant favoriser un dialogue constructif, afin que les armes cessent de faire du mal à la population et que la reconstruction ».

THÉOLOGIE HISTORIQUE 82

A L'ÉPOQUE D'ATHÈNES

PHILOSOPHE CHRÉTIEN

par BERNARD FOUDERON

A LA RECHERCHE D'UN INCONNU

L'homme et son œuvre

195 FF 360 pages

BLANCHESSE

ÉDITIONS DE LA POÉSIE

هكذا من زلازل

AFRIQUE

DJIBOUTI

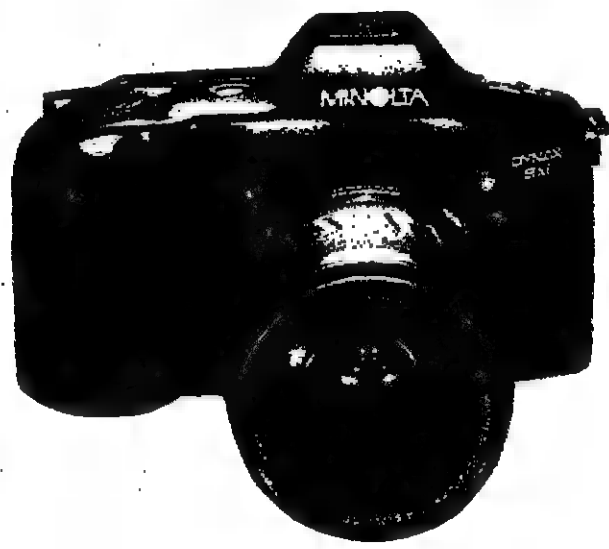
Président Gouled exprime ses regrets contre la France

Après le départ de la France, le président Gouled a exprimé ses regrets pour la France, qui a été le premier pays à reconnaître l'indépendance du Djibouti en 1977. Il a souligné que la France a été un partenaire fidèle et a exprimé sa confiance que les relations entre les deux pays continueront d'être bonnes.

La CEE propose une meilleure offre de l'Union européenne

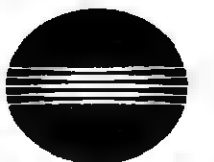
La Commission européenne a proposé une nouvelle offre de l'Union européenne, qui vise à améliorer les conditions de vie des citoyens. Cette offre comprend des mesures pour renforcer la coopération entre les États membres et pour promouvoir le développement économique.

Il arrive
que les Européens
soient
tous d'accord.



DYNAX 9xi
(1/12 000 sec.)

Elu appareil européen de l'année.

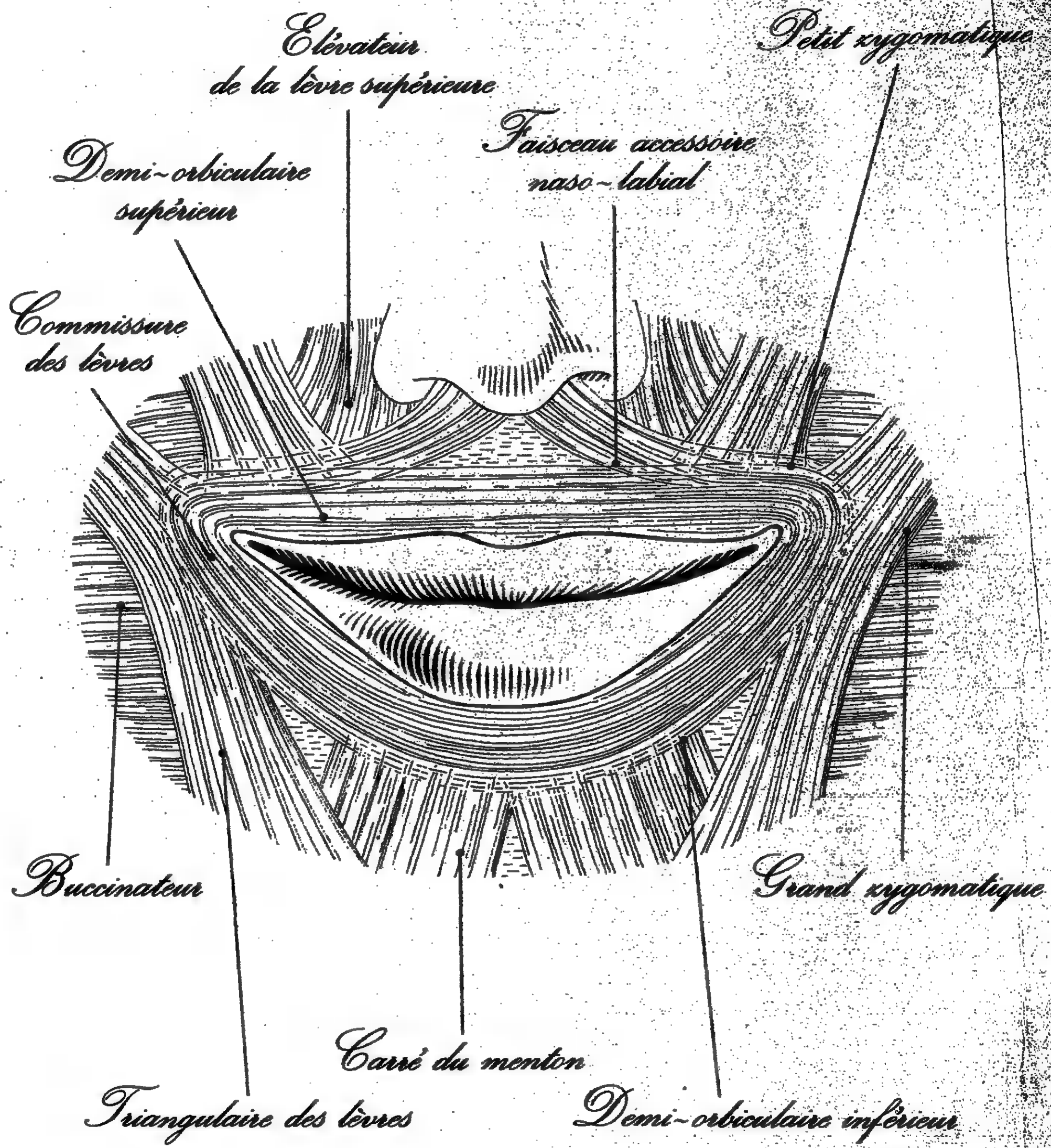


MINOLTA

ON N'A JAMAIS FAIT
DES PHOTOS COMME ÇA.

هكذا من الأصل

FRANCE TELECOM EQUIPEMENTS. RIEN EST JAMAIS



175
Léonard
Léonard

vergne

هكذا من لا أمل

• Le Monde • Mardi 15 septembre 1992 19

EQUIPEMENTS. N'EST JAMAIS SIMPLE PAR HASARD.



MÉDECINE

Un ophtalmologiste de Lyon suspend son activité

Une réglementation plus restrictive inquiète les praticiens de la greffe de cornée

Le professeur Luc Durand, chirurgien à l'hôpital Edouard-Herriot à Lyon, a suspendu depuis le 1^{er} septembre, faute de donneurs, toute greffe de cornée. C'est la conséquence de deux circulaires publiées les 6 juin et 31 juillet par M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé, à propos des prélèvements de globes oculaires destinés aux greffes de cornées.

LYON

de notre bureau régional

Le 14 mai, M. et M^{me} Tassinat déposaient une plainte contre X... auprès du procureur de la République d'Amiens (Somme), après avoir appris que le corps de leur fils, Christophe, décédé quelques mois plus tôt lors d'un accident, avait subi toute une série de prélèvements, dont l'enucléation de deux globes oculaires. Pour la mère, c'en était trop : « Les médecins cherchent à cacher certaines choses : on avait bien que ce serait demander à des parents (...) qu'il refusait. Quand nous parlions à Christophe, nous évoquions immédiatement son regard, source de vie et de tendresse », avait-elle écrit à M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé (le Monde du 17-18 mai).

Revirement du ministre de la Santé

« La suite de l'émotion créée par cette affaire, M. Kouchner n'a pas tardé à réagir. Dans une circulaire, en date du 3 juin, il enjoignait aux administrations d'hôpitaux de s'assurer qu'il n'y avait aucun prélèvement à bien été obtenu, soit par legs testamentaire du défunt, soit auprès des familles et des proches. » D'une certaine façon, ce n'était que le rappel de la réglementation en vigueur — la loi Lafay du 7 juillet 1949 (1) — dans le domaine précis du tissu de la cornée. Pas ou peu appliqué, ce texte n'a pas été abrogé par les dispositions de la loi Lafay du 22 juillet 1976, qui autorisent les prélèvements d'organes en l'absence d'opposition clairement exprimée.

Dans son service d'ophtalmologie de l'hôpital Edouard-Herriot, le professeur Luc Durand, qui pratique dix cent greffes par an auprès de patients français et étrangers, selon un planning échelonné entre trois et dix-huit mois, entrevoit rapidement les conséquences du rappel à l'ordre du ministre de la Santé, aussitôt répercuté par le directeur des Hospices civils de Lyon. « Demander une autorisation écrite aux familles aussitôt après un

acte, c'est s'exposer inévitablement à un refus. Toucher aux yeux d'un défunt renvoie à la force du regard vivant, à l'image de la mort et à sa représentation », explique-t-il.

Bien que portant sur une courte durée, les faits paraissent lui donner raison. « Sur douze demandes, nous avons enregistré dix refus », précise le professeur Durand qui, outre le préjudice subi par les patients en attente, s'inquiète de la « déontologie » des donneurs pour la recherche et l'enseignement.

L'argument semble avoir porté. Dans une seconde circulaire, « explicative et non rectificative », en date du 31 juillet, M. Kouchner considère cette fois qu'il convient de s'assurer auprès de la famille du défunt que celui-ci n'a pas fait connaître son opposition. Selon M. Durand, l'ambiguïté demeure et le revirement ministériel ne l'incite pas à revenir sur sa décision d'interrompre toute greffe depuis le 1^{er} septembre.

La solution à cette délicate question est attendue dans le projet de loi sur la bioéthique, qui ne comporte toutefois aucune disposition précise sur les cornées, que l'on envisage d'assimiler à des organes. Mais avant son examen par le Parlement, le ministre de la Santé paraît bien décidé à imposer le contact préalable entre les médecins et les familles. « Ils devront connaître la volonté du défunt ou de ses proches, pour éviter tout risque de dérapage », précise-t-on dans l'entourage de M. Kouchner, où ce dossier est jugé suffisamment « opaque », pour qu'un rapport ait été demandé à l'IGAS. C'est une façon de reconnaître l'existence d'anomalies dans la pratique, mais aussi de mettre les médecins face à leur responsabilité. Invoquant la nécessité de guérir des patients menacés de cécité, la plus grande majorité d'entre eux opèrent, il est vrai, « en douceur », sur la base de la loi Callavet, qui ne les concernait pas.

MICHEL DELBERGHE

(1) La « loi des yeux », prévue dans la loi Lafay, par laquelle les greffes de cornée à un établissement de santé ou à un établissement privé, a donné de bons résultats.

Progression de la maladie de la rétine. — Selon le dernier bilan arrêté le 8 septembre par le ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, l'épidémie de listériose qui sévit actuellement en France a entraîné la mort de 13 personnes et a provoqué 13 avortements. Contrairement aux prévisions, cette épidémie continue sa progression et touche maintenant 11 départements contre 53 en juillet (le Monde du 13 août).

JUSTICE

Le mouvement de protestation après l'évasion sanglante de Clairvaux

Près des trois quarts des établissements pénitentiaires bloqués par les surveillants

Le mouvement de protestation des surveillants de prison, déclenché vendredi 11 septembre à la suite de l'évasion sanglante de Clairvaux (Aube), s'est durci au cours du week-end. Selon la chancellerie, 130 établissements pénitentiaires sur 182 étaient bloqués, lundi 14 septembre, en fin de matinée, et les forces de l'ordre sont intervenues dans 53 établissements. Dans 45 d'entre eux, elles accomplissent quasiment tout le travail habituellement dévolu aux surveillants. Le gouvernement a également fait appel aux agents du contingent mais les cantonniers des tâches d'entretien qui ne les mettent pas en contact avec les détenus. Les policiers et gendarmes mobiles ont parfois été contraints de faire usage de la force pour

dégager les portes d'entrée des établissements bloqués par les surveillants.

Face à ce mouvement, la chancellerie, qui rappelle que les problèmes de sécurité des établissements pénitentiaires ont été étudiés avec les organisations syndicales lors des discussions du mois d'août, a choisi de former 170 lettres mises en demeure ont été adressées dimanche 13 septembre aux grévistes en vertu du statut spécial des surveillants, qui interdit l'exercice du droit de grève (lire aussi la page « Point », page 22). Une quarantaine d'exclusions temporaires de trois mois avaient déjà été prononcées lundi 14 dans la matinée.

Dès leur nomination, les quatre membres de la mission d'inspection chargée, vendredi

11 septembre, d'étudier les circonstances dans lesquelles les évasions et les mutineries de la semaine dernière se sont produites et les éventuels défauts d'organisation des systèmes de sécurité, se sont rendus à Clairvaux.

Composée de deux membres de l'Inspection générale de l'Administration (IGA), qui dépend du ministère de l'Intérieur, et de deux représentants de l'Inspection des services judiciaires (ISJ), qui dépend du ministère de la Justice, cette mission doit présenter des mesures d'urgence mercredi 16 septembre. L'entrevue de Marc Dormont, le surveillant tué lors de l'évasion de Clairvaux, devait avoir lieu lundi 14 septembre, à 14 heures, à Tilly (Aube).

« Cet après-midi avec les forces de l'ordre. C'est risqué, les détenus peuvent refuser de remonter en cellule, mais nous n'avons pas le choix : il y aura un mouvement collectif. » S'agit-il de ces problèmes de sécurité dans quelques prisons, les ministères et les forces principales sont tenus par les forces de l'ordre, qui ont pas l'intention d'accomplir ce travail.

Le renfort

des appels du contingent

La chancellerie se hâte également à la réprobation de certains directeurs régionaux et de chefs d'établissement. Concoctés les exigences du ministère et la nécessité de « tenir malgré tout la boutique », les directeurs se trouvent dans une situation difficile, obligés de gérer des établissements totalement dépourvus par le contingent. Afin de préserver l'avenir et d'éviter des réactions trop brutales chez les surveillants, certains traitent les pieds lorsqu'il s'agit de transporter les détenus en cellule. « La situation est explosive, souligne l'un d'eux. Il nous faut éviter les mutineries en chaîne, nous sommes obligés de composer avec les agents. Nous restons sur nos gardes après ce conflit. Il nous faut éviter de nous laisser aller quand tout cela sera terminé : il nous faut aussi préparer l'avenir. »

Lundi, dans la chancellerie, les estimations que 130 établissements sur 182, étaient touchés par le mouvement, mais les syndicats paraissent, eux, d'un blocage total dans plus de 120 prisons. Les forces de l'ordre assurent le travail des surveillants dans 52 établissements. L'armée, elle aussi, a été appelée en renfort, mais selon des critères précis : les appels du contingent assurent des tâches qui ne les mettent pas en contact avec les détenus, notamment la cuisine.

ANNE CHEMIN

Clairvaux la morte

Suite de la première page

Pour détenir cette prison mythique égarée entre Troyes et Chaumont, point n'est besoin de panacées indicibles. « La centrale », à la région ce que le mine était jadis aux cités minières, n'a rien, à l'exception de travail et de fièvre, le point de départ et d'arrivée, une usine comme une autre, belle et triste à la fois, qui fait vivre, plus ou moins directement, un millier de personnes. La présence d'une prison en cette paisible campagne relève de l'évidence « parce qu'elle a toujours été là », avec son air d'ennemie plus haut que la mairie de Ville-sous-la-Ferté, la commune de 1250 habitants dont dépend le hameau de Clairvaux. Oui, « la centrale » a « toujours été là », riche de ses cinq minidors pointés vers le ciel de Champagne comme autant de phares.

Depuis le 11 septembre, le pays des mines porte le deuil de l'un de ses fils, tué lors de l'évasion des huit détenus (le Monde du 13-14 septembre) : Marc Dormont, un père de famille âgé de quarante-deux ans, « le Marc » comme le surnommaient ses collègues. Un moment égaré par le bal des journalistes et des caméras, les 158 surveillants se retrouvent maintenant seuls devant l'entrée principale, où une affiche proclame : « Prison morte en souvenir de nos collègues Dormont Marc et Caron Francis » (1). Au-delà de ce porche, les CRS improvisent surveillants et distribuent les repas aux détenus d'un établissement scindé en deux

parties : la centrale proprement dite (longues peines) et le centre de détention (peines moyennes).

Promus porte-drapeau d'un mouvement national, les gardiens de Clairvaux n'en restent pas moins intrinsèquement sur leurs revendications « locales » : l'évacuation des 130 détenus par les CRS afin qu'ils puissent procéder eux-mêmes à la fouille complète de l'établissement ; cinq gardiens au minimum pour entrer à un surveillant de se trouver parfois seul avec quatre-vingts détenus ; la modernisation d'une partie de l'établissement (blindage des portes) et l'installation de matériel de détention plus sophistiqué. Par petits groupes, assis sur des chaises en bois ou sur les marches de la chapelle voisine, ils s'en prennent à « ceux de là-haut », à Paris, le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, et son directeur de l'Administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty.

« On se croirait revenu en 1971 »

Ils évoquent encore et toujours les failles qui, d'après eux, ont permis aux prisonniers de se procurer « sans aucune difficulté » des armes et des explosifs. Trop de visites ! Trop d'objets et venues de professeurs qui ne sont pas fouillés ! Trop de contacts avec les associations de soutien aux détenus, accusées de bien des maux ! Trop d'appels téléphoniques entre les prisonniers et l'extérieur ! Et pas assez de gardiens, selon eux, pour

surveiller l'ensemble. Ils affirment également avoir alerté la direction à plusieurs reprises depuis 1990 à propos de l'attitude suspecte de cinq des huit évadés — parmi les sept des « truands » de haut vol tels Michel Ghellam, trente-trois ans, Jimmy Segura, trente-deux ans, ou encore Francis Weis, trente-sept ans — qui étaient « toujours ensemble » et « préparaient leur coup ».

Selon M. Gérard Bernat, secrétaire de la section locale de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), majoritaire à Clairvaux avec 80 % des voix, le ministère lui-même aurait été averti après la découverte, cet été, de plusieurs lettres de contenu dans certaines cellules, mais Paris n'aurait pas jugé bon de donner des instructions pour dissoudre la bande.

Une évasion, deux morts (un gardien et un détenu), des larmes et des polémiques. « On se croirait revenu en 1971 », à l'époque de Bontemps et Buffet, résume un gardien en évoquant Roger Bontemps et Claude Buffet, ce duo qui prit en otage et assassina une infirmière et un gardien le 21 septembre 1971. Les deux hommes furent condamnés à mort et guillotins. Vingt et un ans après, Clairvaux croyait avoir oublié. Le hameau se laissait porter par le temps. Résigné mais plutôt heureux, il regardait passer la vie derrière les barreaux de sa triste renommée. Des pavillons de braves gens s'élevaient construits, ridicules et jardiés coquets. On célébrait le bon saint Bernard, fondateur de l'abbaye en 1115, et les habitants, catholiques, avaient d'attirer quelques touristes en ces lieux historiques.

Bien sûr, la centrale était là, qui somnait entre l'Aube et les collines voisines. Mais la faune paraissait assise, comme paralysée par la lourdeur des peines et la réputation de ces vieilles pierres. « On avait presque fini par oublier la prison », reconnaît M. Guy Deloisy, maire

(sans étiquette) de Ville-sous-la-Ferté depuis 1959. Il y avait bien eu, en 1974, d'importantes mutineries (deux morts parmi les détenus), puis divers incidents et évasions. Mais aucun surveillant n'avait été tué, pour la population, c'était bien là l'essentiel.

Les « Macs » et les visiteurs

Les gamins du coin, fils de mineurs ou de forgerons, avaient cessé de rêver des prisonniers, les « Macs » comme on les appelle depuis toujours ici sans trop savoir pourquoi. On avait fini par s'accommoder des « visiteurs », ces parents ou ces amis des détenus qui débarquent chaque jour en un défilé silencieux, de 14 h 30 à 17 heures. « Une voiture immatriculée hors du département, c'est à coup sûr un visiteur, notre touriste à nous », constate un habitant. Les vrais touristes, eux, filent à quelques kilomètres de là, en terre gaillarde, à Colombey-les-Deux-Églises.

La « mort du Marc » et l'évasion des huit détenus sont venues bouleverser la quiétude patiemment retrouvée. Déjà, les carreaux de passage sur la D 396 (la route nationale) ont été remplacés par des carreaux blancs pour une photo officielle devant la prison. Une grammaire de bagnard, deux mains jointes... Le « cliché des évadés » sera plus ou moins accablé par le vin rouge se boit en « chopines » — bouteilles de 33 cl — il se dit que Clairvaux, village prison, en a « repris pour vingt ans ».

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Francis Caron est le surveillant de la mission d'arrêt de Rouen (Seine-Maritime) tué par un détenu le 15 août dernier. Son mort avait déclenché un vaste mouvement de protestation des surveillants de prison.

RENDEZ-VOUS

Place de l'Enfant

AU C.N.T. LA DÉFENSE

LE 15 OCTOBRE 1992

MONSIEUR FRANÇOIS MITTERAND

Me Pierre BISTOCOVY

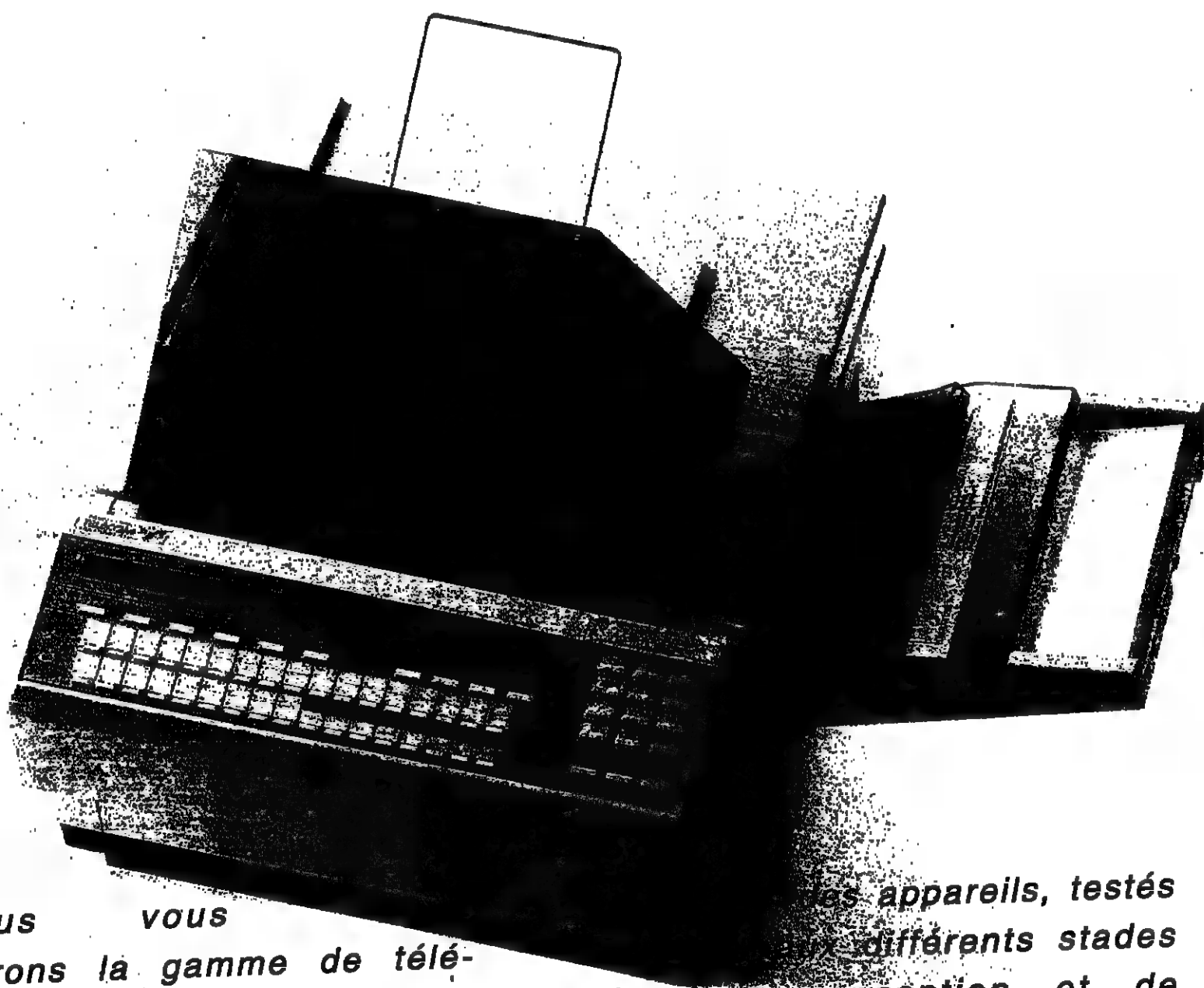
Me Jacques DELORS

Dans un monde qui bouge, préparez les enfants et les adolescents à vivre les mutations sociales, économiques et culturelles, combattez un peu d'échec scolaire. Si le rôle de l'école et la famille n'est pas à démentir, celui du Temps Libre est encore trop rarement reconnu. Pourtant, par les activités qu'il développe, les valeurs qu'il véhicule, le Temps Libre mène de plus en plus à la vie quotidienne de chacun. C'est pourquoi le C.N.T. a organisé, le 15 octobre 1992, une manifestation de grande envergure, au cours de laquelle 20 propositions au service de l'enfance et de la jeunesse.

renseignements : Fédération Nationale des Familiales
10-14 rue Talma - 75020 Paris
Tel : 44.64.21.00
Télécopieur : 44.64.21.33

RIEN N'EST JAMAIS SIMPLE PAR HASARD.

TELECOPIEURS FRANCE TELECOM EQUIPEMENTS :
PLUS NOTRE GAMME EST LARGE,
PLUS VOTRE CHOIX EST SIMPLE.



Nous vous offrons la gamme de télécopieurs la plus large du marché. Ainsi sommes-nous sûrs de vous conseiller le télécopieur qui correspond exactement à vos besoins. Et ce conseil s'appuie sur une sélection draconienne

des appareils, testés aux différents stades de leur conception et de leur fabrication. Ce n'est peut-être pas par hasard si cette année un télécopieur sur deux a été vendu sous la marque FRANCE TELECOM EQUIPEMENTS.

Les produits FRANCE TELECOM EQUIPEMENTS sont distribués par EGT, 113 Quai Aulagnier - 92666 Asnières Cedex - Tél : (1) 42 13 13

FRANCE
TELECOM
EQUIPEMENTS



POINT/PRISONS SOUS TENSION

Le poids des « longues peines »

La mise des prisons françaises fait apparaître au grand jour l'une des principales évolutions de ces dernières années : le développement des condamnations à de « longues peines », soit plus de dix ans de réclusion criminelle. Parmi les événements récents, les plus graves - la mutinerie de Moulins-Yzeure et l'évasion sanglante de Clairvaux - se sont en effet produits dans des maisons centrales, c'est-à-dire des établissements pénitentiaires réservés aux « longues peines ». Contrairement aux maisons d'arrêt, ces maisons centrales offrent un certain confort matériel : en général, les

détenus bénéficient de cellules individuelles, ils sont souvent libres de circuler, et ils peuvent bénéficier de cours ou d'activités culturelles et sportives. La « gestion » de ces longues peines reste cependant très difficile : leur date de libération est si lointaine que certains détenus acquiescent à peu le sentiment qu'ils n'ont rien à perdre. Certains accusent les tribunaux de « laxisme ». En fait, une étude sur les « longues peines » lancée en 1990 par l'administration pénitentiaire conclut à une « adhésion croissante des magistrats : les cours et tribunaux prononcent des peines de plus en

plus longues. En revanche, toujours selon cette étude, l'exécution de ces « longues peines » est restée relativement stable : les condamnés sortis de prison en 1989 ont purgé en moyenne 65,7 % de leur peine en détention, soit un chiffre comparable à celui des sortants de 1973 et 1982.

Pour les condamnés à perpétuité, la moyenne est de 17,2 ans passés en détention. Au cours des quinze dernières années, les libérations conditionnelles ont peu à peu décliné au profit des remises de peine (grâces, amnisties, réductions de peine accordées par le juge de l'application des peines).

Les tribunaux font preuve d'une sévérité croissante

Les condamnations à des peines de prison sont prononcées en nombre public, mais une fois les prétoires ouverts, les condamnés disparaissent aussi de notre mémoire. Combien de temps passent-ils en prison lorsqu'ils sont condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité ? Comment bénéficient-ils de libérations conditionnelles ou de réductions de peine ? Les grâces et les amnisties passent-elles à l'arrière-plan ? Toutes ces questions qui restent sans réponses alimentent rumeurs et clichés. Décryptage de l'opacité du système pénitentiaire et mécanique des peines prononcées par les cours et tribunaux.

Une étude récente menée par l'administration pénitentiaire (1) permet cependant de nous faire un certain nombre d'idées reçues. Menée au sein d'un groupe de travail sur les longues peines en mai 1990, cette enquête est née d'une interrogation : l'allongement constant, depuis vingt ans, du temps de détention est-il dû à une exécution plus rigoureuse des condamnations ?

Année de libérations conditionnelles

« De 1961 à 1991, le nombre de condamnés à de « longues peines » - les peines de plus de dix ans - a progressé de 83 % alors que le nombre de condamnés incarcérés a augmenté, lui, de 44 %, selon Alain M. Annie Kerssey, la démographe qui mène à l'origine de cette recherche. Nous voulions savoir si cet accroissement spectaculaire des longues peines trouvait une explication en aval - au rattachement des condamnations plus dures - ou en amont - au rattachement des libérations conditionnelles ou de réductions de peine plus faibles ».

Au cours de deux ans de travail, l'administration pénitentiaire dispose aujourd'hui d'une première réponse : l'augmentation du temps de détention n'est pas liée à la rareté des mesures de clémence, mais à la sévérité croissante des tribunaux. En vingt ans, malgré la stabilité de l'évolution des mentalités, l'exécution des peines est en effet restée relativement stable : les libérations conditionnelles et les réductions de peine représentaient en moyenne 34,3 % de la peine en 1989, contre 31,4 % en 1973 et 33,8 % en 1961. Les tribunaux alarmistes qui dénoncent depuis des années le « laxisme » des juges d'application des peines et de la chancellerie en ont donc pour leurs frais : aujourd'hui comme hier, les condamnés à une longue peine en purgent environ les deux tiers en prison.

Malgré cette stabilité, l'exécution des peines a subi en vingt ans un énorme changement : la part des libérations conditionnelles a reculé au profit des réductions de peine, qui comprennent les grâces, les amnisties et les remises de peine accordées par les juges de l'application des peines. Les libérations conditionnelles représentaient 22,2 % de la peine en 1973, contre 7,9 % en 1989 et 5,2 % en 1991. Dans la même période, les réductions de peine ont augmenté de prendre de l'importance : elles représentaient 9,2 % de la peine en 1973, contre 25,9 % en 1989 et 29,1 % en 1991. « Ces différences sont liées à l'évolution du cadre législatif », note M. Annie Kerssey. Les réductions de peine ont été instaurées en 1972 et développées en 1975, et, depuis, leur poids a continué de

s'accroître. Quant aux grâces et amnisties, elles ont été particulièrement nombreuses dans la période 80 ».

Une seconde évolution n'est pas à peu près aussi évidente au fil des chiffres de 1973 : faisaient apparaître une grande diversité dans la situation des condamnés, mais en 1989 font apparaître une

aujourd'hui, les condamnés qui purgent moins de 40 % ou plus de 80 % de leur peine sont extrêmement rares ».

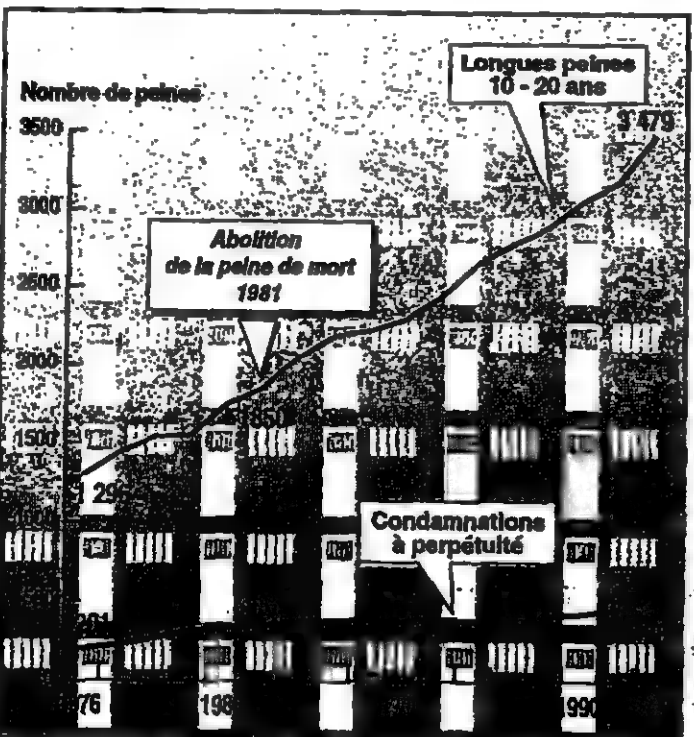
L'étude menée par l'administration pénitentiaire permet également de cerner avec précision le devenir des condamnés à perpétuité. Une fois incarcérés, ils attendent avec impatience le début de leur détention qui leur

temps de détention de ces condamnés est resté remarquablement stable : nous constatons exactement le même chiffre que l'enquête précédente ».

L'étude se penche enfin sur l'impact de la période de sûreté, dont le principe a souvent été discuté. En 1978, cette mesure empêchait le placement de bénéficiaires, pendant la première moitié de sa peine, des dispositions relatives au placement à l'extérieur, les permissions de sortir, la semi-liberté ou la libération conditionnelle. En fait, la loi de 1978 ne pèse quasiment pas sur la durée de la détention : en moyenne, les condamnés à des peines purgent des périodes de sûreté effectives de 65,2 % de leur condamnation en prison, contre 66,5 % pour les condamnés à perpétuité en simple, selon M. Annie Kerssey. Sans exception, les périodes de sûreté des condamnés à perpétuité affectent la première moitié de la peine. Or les libérations conditionnelles ne peuvent de toute façon pas intervenir avant la moitié de la peine ».

La loi de 1986, dont l'impact ne peut pas encore être mesuré du fait du recul, aura sans doute des conséquences moins restrictives, car elle limite les périodes de sûreté de trente ans. Le code pénal qui, entré en vigueur en 1993, a maintenu cette possibilité en la réservant aux crimes particulièrement odieux. L'application de ces nouvelles textes - surtout celui de 1986 - allongera sans doute considérablement les temps de détention.

(1) Annie Kerssey, « Le temps compté. Étude sur l'exécution des peines des condamnés à dix ans et plus libérés en 1989 », direction de l'administration pénitentiaire, service de la communication, des études et des relations internationales (SCERI, 247, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris). Travaux et documents n° 43, mars 1992. Cette recherche est fondée sur l'étude de 679 dossiers de détenus initialement condamnés à une peine de dix ans et plus libérés en 1989.



uniformisation croissante de l'exécution des peines. « Les condamnés situés dans la « moyenne », c'est-à-dire ceux qui purgent entre 60 % et 80 % de leur peine en détention, sont de plus en plus nombreux », souligne M. Kerssey. Ils représentaient 31,1 % du groupe en 1973, 48,7 % en 1989 et 52,8 % en 1990. Du coup, en vingt ans, les extrêmes se sont raréfiés :

former leur peine perpétuelle ou une peine « à temps » - le plus souvent de vingt ans. Ce qui intervient en moyenne au bout de 13,2 ans de détention. Au total, les condamnés à perpétuité purgent en moyenne 17,2 ans en prison. « Nous avons comparé ces résultats à une enquête sur les condamnés à perpétuité libérés de 1961 à 1984 », souligne M. Kerssey. Au cours de ces années, le

Le rôle du juge

« Il faut compter avec la vie »

Lorsque l'on évoque devant les peines rigides et les périodes de sûreté, on évoque aussi le temps de détention, Christine Peyrache frémisse. « Une condamnation, c'est la sanction d'un moment donné d'un acte donné, s'indigne-t-elle. Ensuite, il faut regarder vers la vie. Les peines changent, ils évoluent, ils bougent. J'ai vu des semi-libérés apprendre à lire et reprendre contact avec leur famille pendant leur détention. J'ai vu des jeunes brisés par leur condamnation émerger par la suite et qu'ils ont pu se reconstruire. Si la peine est incompressible, on ne peut rien leur demander, on ne peut pas valoriser, ni les aider à évoluer ».

Juge de l'application des peines depuis 1989, Christine Peyrache est la présidente de la maison d'arrêt d'Arras et du centre de détention de Valenciennes, dans le Nord. Elle accorde les permissions de sortir, elle leur donne accès à la bibliothèque, elle leur permet de travailler, elle leur permet de se marier. « Mais, attention, je ne suis pas un ordonnateur, précise-t-elle. Je suis toujours au cas par cas ».

Tous les ans, elle s'occupe des libérations de peine pour « bonne conduite », Christine Peyrache est l'une des plus

de ses collègues : elle mène le dossier disciplinaire du détenu et retient de dix jours en cas d'acte d'indiscipline grave. Pour l'octroi des réductions de peine liées aux « gages exceptionnels de réadaptation sociale », elle a mis en place un certain nombre de critères qui ont été affichés en détention afin que les détenus puissent en prendre connaissance. « Je tente de valoriser les comportements qui vont dans le sens de la réinsertion, raconte-t-elle. Mes critères, ce sont le travail, la sociabilité en détention et les efforts en faveur de la préparation de la sortie. Si le détenu travaille et qu'il est content de verser aux victimes les 10 % de son pécule qui sont obligatoires, je ne lui accorde pas toutes les réductions de peine exceptionnelles. Il le sait. Il connaît les règles du jeu ».

« Fixer les règles »

Pour les permissions de sortir, le travail est très différent. Christine Peyrache reçoit les détenus et discute avec eux du projet de sortie qui lui a été soumis. Chez qui le détenu sera-t-il hébergé ? Sera-t-il en contact avec les victimes ? Prévoit-il des démarches en matière de formation professionnelle ou d'emploi ?

« Mon travail, c'est de fixer des règles et de vérifier ensuite si elles ont été respectées, souligne-t-elle. Tout dépend du do-

leur, mais, en général, je prévois des pontons et je fixe certaines obligations. Au début, l'empêchement des peines condamnées pour inciter à retourner chez eux si leur fille est dans les parages. Puis à petit, si le détenu évolue, je lui permets de le rencontrer à nouveau à condition qu'il soit clairement d'accord, ce que je vérifie en demandant une enquête où elle est entendue seule. Il faut observer, surveiller, et préparer la sortie en douceur pour éviter les catastrophes ».

Lorsqu'ils sont arrivés à mi-peine, les détenus peuvent envisager une libération conditionnelle. Christine Peyrache est là, une fois de plus, pour examiner les dossiers avant de les transmettre à la chancellerie lorsque la condamnation est supérieure à trois ans. « Il faut les aider à construire le temps qui les sépare de leur sortie, conclut-elle. Il y a des hauts et des bas, mais nous sommes là pour installer des étapes et sauter le bon moment. Quand un détenu est en formation professionnelle, quand les permissions de sortie se passent bien et que l'on sent qu'il essaie de s'en sortir, il est sans doute temps de lui accorder une libération conditionnelle. Parfois, lorsque l'on manque une occasion, le détenu s'écroule et il faut parfois attendre des années avant qu'une telle situation se reproduise ».

Le sens des mots

« La libération conditionnelle. - Accordée aux détenus qui présentent des « gages sérieux de réadaptation sociale », la libération conditionnelle est à la fois un geste de clémence et une mesure de contrôle. Pendant cette période, le condamné est libre, mais il doit rendre des comptes à un comité de probation et d'assistance aux libérés qui suit pas à pas sa libération. Pour en bénéficier, le condamné doit avoir accompli la moitié de sa peine (les deux tiers en cas de récidive légale). Il constitue alors un dossier portant sur ses perspectives de réinsertion qui comprend notamment une attestation d'hébergement et un certificat de travail lui garantissant des revenus réguliers. La décision appartient au juge d'application des peines lorsque la sanction est inférieure à trois ans et au grand des accusés lorsque la sanction est supérieure à trois ans ».

« Les réductions de peine. - Introduit en 1972, le mécanisme des réductions de peine est très différent. Il s'agit d'un geste de clémence par le juge de l'application des peines de « bonne conduite » de bénéficiaire de trois mois de réduction de peine par an. Depuis 1973, ces réductions peuvent également être accordées lors de la remise d'un examen ou en cas de « gages exceptionnels de réadaptation sociale ». Ces réductions ne bénéficient pas aux condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité. En cas de « mauvaise conduite », elles peuvent être retirées dans l'année qui suit leur octroi par le juge de l'application des peines. Si le condamné commet un crime ou un délit pendant une permission de sortie, la juridiction peut en outre lui retirer les réductions de peine qui lui avaient été accordées ».

« Les grâces et amnisties. - Les grâces sont des réductions de peine exceptionnelles accordées par décret par le président de la République. Au fil des ans, les grâces collectives sont devenues un moyen de limiter la surpopulation carcérale et elles se sont multipliées : de telles mesures ont été accordées en 1965, 1988, 1989 et 1991. L'amnistie, qui est accordée par la loi, suit traditionnellement l'élection d'un président de la République ».

« Les centres de détention. - Ces centres, qui peuvent être régionaux ou nationaux, sont la peine prononcée et le reliquat de peine à subir, pour les condamnés qui présentent de meilleures perspectives de réinsertion. Y sont notamment affectés les condamnés les plus jeunes, ceux qui ont été condamnés pour la première fois et ceux dont le passé judiciaire est le moins chargé. Au 1^{er} janvier 1992, la France disposait de 679 centres de détention ».

« Les maisons centrales. - Elles accueillent les détenus les plus difficiles et les condamnés à de longues peines. La sécurité de ces établissements est renforcée et le nombre de surveillants par détenu est nettement plus élevé qu'en maison d'arrêt. Au 1^{er} janvier 1992, la France comptait 13 maisons centrales ».

« Les centres de semi-liberté. - Ils accueillent les condamnés admis au régime de semi-liberté - leurs peines sont inférieures à six mois - afin d'exercer une activité professionnelle, recevoir un enseignement ou une formation, ou subir des soins médicaux. Après cette activité, ils sont tenus de rejoindre le centre. En plus des 9 centres autonomes, 122 maisons d'arrêt disposent de quartiers particuliers réservés à l'exécution des peines sous le régime de la semi-liberté ».

Depuis 1958

Les surveillants sont soumis à un « statut spécial »

En raison des « devoirs exceptionnels » attachés à leur fonction, les surveillants de prison sont soumis, depuis une ordonnance du 6 août 1958, à un « statut spécial » qui leur interdit « toute cessation concertée de service » et « tout acte collectif d'indiscipline caractérisée ». « Ces faits, lorsqu'ils sont susceptibles de porter atteinte à l'ordre public, pourront être sanctionnés en dehors des garanties disciplinaires », précise ce texte élaboré à la suite de la crise qui avait secoué la prison de la Santé, en juillet 1957. Après plusieurs jours de conflit, les surveillants de la maison d'arrêt parisienne, qui demandaient la parité avec la police, avaient décidé de « déposer les clés », c'est-à-dire de quitter purement et simplement le quartier de détention. Livrés à eux-mêmes, les détenus s'étaient révoltés, secouant les locaux ».

Lettres de mise en demeure

Cette ordonnance a été complétée par deux décrets, en 1968 et 1977. Celui de 1977 précise que les surveillants doivent s'abstenir, qu'ils soient en service ou non, de « tout acte ou propos de nature à déconsidérer le corps auquel ils appartiennent ou à troubler l'ordre public ». Cette série de dispositions légales donnant au ministre de la justice ou, par délégation, au

directeur de l'administration pénitentiaire, le droit de prononcer des sanctions disciplinaires sans consulter le conseil de discipline. Il peut ainsi révoquer les fonctionnaires qui ont cessé d'exercer leur fonction sans motif légitime et qui n'ont pas défilé à l'ordre de reprendre leur service ou de rejoindre leur poste dans un délai fixé par la mise en demeure qui leur a été adressée. En octobre 1989, 309 surveillants de prison, impliqués dans un mouvement de protestation, avaient fait l'objet d'une mesure de révocation. Après des discussions avec les organisations syndicales et la reprise du travail, ces révocations avaient été annulées ».

Depuis le début de l'actuel mouvement, les syndicats de surveillants se gardent bien d'appeler clairement à la grève : ils se contentent de demander aux agents de « bloquer » les prisons. Dans la plupart des établissements, les surveillants se rendent donc à la prison à l'heure de leur prise de service, mais ils refusent de se rendre en détention et ils restent dans la cour d'honneur ou autour des bâtiments administratifs. L'administration centrale a demandé à certains directeurs d'établissement de lui transmettre les listes des agents qui devaient prendre leur service. C'est sur la base de ces listes que les premières lettres de mise en demeure ont été envoyées.

Cette page a été rédigée par Anne Chemin

هكذا عن الامم

LES IRREPARABLES DEGATS DE LA GUERRE EN BOSNIE-HERZEGOVINE - Pages 4 et 5

LE MONDE
diplomatique

Contenx entetements
du Fonds monetaire

LES ENJEUX D'UN REFERENDUM

L'Europe
et
les autres



INGERENCE HUMANITAIRE
OU «LOGIQUE DE DEMEMBREMENT»?

Alerte en Irak

La décision, le 24 août dernier, à l'initiative des Etats-Unis, de déclarer le sud de l'Irak zone d'exclusion aérienne... (Text continues with details of the UN Security Council resolution and the humanitarian situation in Iraq.)

Par FAWAZ N. TRABOLSI

M. SADDAM HUSSEIN ne semble pas avoir le cœur de... (Text continues with an analysis of the Iraqi situation and international reactions.)

SEPTEMBRE 1992

LA GUERRE POPULAIRE EN BOSNIE-HERZEGOVINE
par Paul-Marie de la Gorce. Des dégâts irréparables

LA PRESSE AMERICAINE ET LA CAMPAGNE ELECTORALE
par Serge Halimi. Elitisme et démagogie

LE NOUVEAU YEMEN SE TOURNE VERS L'OCCIDENT
par Micheline Paunet. Un pays réunifié et exsangue

LA REFORME DEMOCRATIQUE PIETINE EN AFRIQUE DU SUD
par Pierre Beaudet. Crise économique et montée des tensions

LES RUINEUX ENTETEMENTS DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
par Michel Chossudovsky. Un rouleau compresseur mondial

DU VIETNAM COMMUNISTE AU VIETNAM DES « CENT MAISONS »
par Nguyen-Duc Nhuan. Comment retrouver ses racines?

LA NOUVELLE EGLISE DU SILENCE
par Jacques Decornoy. L'autoritarisme du Vatican

BORDEAUX, VILLE OUVERTE AUX APPETITS DE PUISSANCE
par Philippe Baqué et Michel Rojo. Argent, urbanisme et démocratie

En vente chez votre marchand de journaux - 30 F

هكذا من لا يملك

CULTURE

CINÉMA

La mort d'Anthony Perkins

L'acteur américain, interprète de Hitchcock et de Welles, est décédé du sida le 12 septembre, à Los Angeles

L'histoire d'Anthony Perkins aura été marquée par ce signe funeste qui s'attache à certains comédiens qui, après avoir attendu le succès, font soudain un triomphe dans un rôle et se voient désormais « enfermés » dans ce personnage.

Né à New-York le 4 avril 1932, fils d'un acteur de théâtre, Perkins débute au cinéma en 1952 avec *The Actress*, de George Cukor, paroli chez Wylie (la Loi du Seigneur, 1956), chez Anthony Mann (*Du sang dans le désert*, 1957), chez *John Huston* (*Barbare contre le Pacifique*, 1958), Stanley Kramer (*le Dernier Riva*, 1959). Autant de rôles où son physique d'adolescent peu sûr lui le confie des emplois de « héros », dominé par Henry Fonda, Gary Cooper ou Sylvia Mangano.

Un solide second rôle

Psychose, d'Alfred Hitchcock (1960), lui vaudra une gloire internationale, avec le rôle de Norman Bates, ténacé du motel voyeur et meurtrier qui vit sous l'influence psychique de sa mère. Mais désormais, Norman Bates s'est emparé de l'image d'Anthony Perkins aussi complètement que sa maman avait son emprise sur Norman.

Pour lui échapper, Perkins inverse l'Atlantique, séduit Ingrid Bergman (*Allez-vous Brahms?*, 1961), puis *Melina Mercouri* (*Phaedra*, 1962), s'associe à la comédie (*Une ravissante idiote* de Molinaro avec Brigitte Bardot). Un seul rôle en scène lui offre un rôle de héros : celui de

celui de Bates : Orson Welles et son extraordinaire *Procès*, où Perkins est Joseph K., personnage « impossible » s'il en est, et qu'il parvient à rendre à la fois impressionnant et transparent. Tout de force commun du cinéaste et de l'acteur, mais de nature si « spéciale » qu'il ne sera ni à l'un ni à l'autre.

Avec une vingtaine de films durant les vingt années qui suivent, on ne saurait parler d'échec de la carrière de Perkins. Mais on se souvient de lui dans *Catch 22* de Mike Nichols, la *Décade prodigieuse* de Chabrol (aux côtés de Welles dans la direction d'un grand hitchockien...), *Juge au hors-la-loi* de John Huston, ou le *Crime de l'Orion* de Lumet, sa trajectoire est plutôt celle d'un solide second rôle bénéficiant de la vitesse acquise lors d'un passage-éclair : le star system. Son physique fragile et tourmenté, qui aurait trouvé de meilleurs emplois dans un cinéma plus intimiste, a été un handicap dans les grosses productions hollywoodiennes où européennes auxquelles il a participé.

Retour ambigu

En 1983, Anthony Perkins cède à Norman Bates, il interprète *Psychose 2*, dans un rôle ambigu de l'hôtelier fou mis en image par Richard Franklin : le film (et l'acteur) se préoccupent de jouer les souvenirs des spectateurs qu'ils en oublient de raconter l'histoire. Après un détour oubliable par *Le Juge* de *China* de Ken Russell, Anthony Perkins définitivement enfermé dans le rôle, réalise une *Psychose 3*, qui n'ajoute guère à sa gloire.

JEAN-MICHEL PRODON

La résistance avec le sourire

La rétrospective consacrée par la Cinémathèque française à Mario Camerini rend justice à un grand cinéaste de comédie

La comédie italienne a existé les âges du cinéma transalpin. A l'époque fasciste, elle s'est pour l'essentiel réfugiée dans un univers rêve, de romanesque à bon marché esquissant la réalité sociale, genre défini par l'étiquette « cinéma à téléphones blancs », en référence aux accessoires chics qui ornaient les intérieurs et les chambres à coucher de personnages stéréotypés. Dino Risì a tourné en 1976 une satire féroce de cet univers truqué, sortie en France sous le titre *La Carrière* d'une femme de chambre, traduction peu conforme au titre original qui était, justement, *Telefoni bianchi*. Les comédies de Mario Camerini n'avaient rien à voir avec ce cinéma-là.

Mario Camerini fête le 4 février 1992, deux jours avant son quatre-vingt-sixième anniversaire. Son œuvre, brillante et prolifique, surtout avant-guerre, était longtemps restée victime de jugements superficiels. On ne se hasarde plus, aujourd'hui, à la négliger, et la Cinémathèque française du 16 septembre au 14 octobre, achève de lui rendre la place qu'il mérite.

En 1932, lorsqu'on découvre au premier Festival de Venise *Les Hommes, quels mufles!*, Mario Camerini a trente-sept ans et est déjà en 1924. Cousin du cinéaste Augusto Genoa, qui, lui, tournait un peu partout en Europe avant de revenir servir l'idéologie du régime, Camerini, marqué par une expérience de la première guerre mondiale, est antifasciste. Discrètement, certes, mais avec une résistance à l'égard du régime d'alors.

Les Hommes, quels mufles! (au scénario duquel collabora Mario Soldati, qui sera souvent son collaborateur) est en présence d'un chauffeur et d'une maîtresse de parfumerie de Milan, dont il est tombé amoureux. Le chauffeur amène promener la vendeuse dans la voiture de son patron et se fait

passer pour un riche bourgeois. Son mensonge est bientôt découvert, et la fille refuse de continuer à le voir, bien qu'elle l'aime. Le jeune et séduisant acteur Vittorio De Sica chante *Parlami d'amore Mariù* (la vendeuse s'appelle Mariuccia), romance mise en musique par *Ennio* qui deviendra, en France, *le Châtaignier qui passe*.

Un style vil et poétique

Car la France a vu Mario Camerini, en le rapprochant, par son populisme, son goût des petites gens et sa façon vive et poétique de filmer, à notre *René Clair*. Que ces deux cinéastes soient en fait différents n'enlève rien à l'un ni à l'autre. Camerini filme en images naturelles, sans annoncer pour autant un réalisme qui naîtra d'autres circonstances. Et il donne, au-delà des malentendus amoureux, une tonalité grise à cet éternel mariageage dont l'homme se retrouve chômeur et où l'on devine la barrière qui sépare les classes sociales. On est loin de l'optimisme artificiel des films de téléphones blancs.

De la même veine relèvent *Daro un milione* (*Je donnerai un million*, 1935, sur un sujet de Cesare Zavattini), *Ma non è una cosa seria* (*Mais ce n'est pas une chose sérieuse*, 1936, d'après Pirandello), *Il signor Max* (*Monsieur Max*, 1937), *Il grande magazzino* (*Grande magasin*, 1939), comédies sur les impostures et l'hypocrisie morale, les *Uomini di grande* et de riches matérialistes d'une petite bourgeoisie d'origine prolétarienne, dans lesquelles Vittorio De Sica a pour partenaire Assia Noris, actrice qui a la vie du réalisateur (1).

Avec une ironie sans méchanceté, Camerini se défait de ses manies de ses personnages abusés par un système de hiérarchie sociale qu'il traite par le mépris. Les fonctionnaires fascistes, grise mine, cinéaste, mais sa notoriété en Europe et son rôle de messager. Une fois au moins, Camerini jette le masque. C'est en 1940, avec *Il cappello di tre*

punte (*le Tricorne*), adaptation d'un roman de Pedro de Alarcón situé à Naples au temps de la domination espagnole.

La jolie femme d'un meunier déjoue toutes les ruses du gouverneur ennemi, qui veut la séduire. Il est question d'un soulèvement populaire, du poids des impôts, de l'injustice sociale. Le film est présenté à Benito Mussolini avant son exploitation commerciale. Celui-ci, furieux, ordonne des coupures, et le visa de censure fait attendre jusqu'au début de 1935. Camerini manque d'être envoyé en résidence surveillée. S'il se tire de cette position difficile en acceptant de tourner, en 1936, *Il grande appello*, œuvre officielle de la présence italienne en Éthiopie, il se retire dans sa retraite suivie.

En 1940, *Una romantica avventura* (*Une aventure romantique*, avec Assia Noris et Gino Cervi) trace une délicieuse dentelle mélodramatique sur une histoire d'amour évoquant la fin du XIX^e siècle. En 1942, *Una donna* (*Une femme*) est un drame très libre, avec Assia Noris. Entre-temps, Camerini a réalisé une fidèle et somptueuse adaptation du roman d'Alessandro Manzoni dont on célèbre, en 1941, le centenaire de la publication : *Il promessi sposi* (*les fiancés*), sur deux amoureux du monde paysan que sépare

d'un gentilhomme, en Lombardie, au dix-septième siècle, la domination française.

Le talent qu'apporte Mario Came-

ri ni au film historique se retrouve, en 1947, dans *La figlia del capitano* (*la fille du capitaine*), d'après Pouchkine. La fin du fascisme, et dissipation des ambiguïtés, ne place pourtant pas Camerini au premier rang du cinéma libéré. Son film sur la fin de l'occupation allemande et la libération de Rome, *Due lettere anime* (*Deux lettres anonymes*, 1947), sera moins apprécié que *Rome, ouverture* de Rossellini. Mais la personnalité de Camerini ne s'était-elle pas exprimée complètement dans ces années 30, qu'on ne cessera pas de redécouvrir? Son métier, son savoir-faire, lui ont permis de réaliser quelques réussites, dont *Ulysse* de 1954 qui est bien autre qu'un simple péplum. Et le souvenir du passé italien.

JACQUES SICLIER

(1) *Les Hommes, quels mufles!* Mario Camerini a été élu à l'Académie des arts et des lettres en 1981. Ses œuvres originales sont tirées par Autant et Trévillat Productions dans une collection « Prestige du cinéma italien ».

► Du 16 septembre au 4 octobre, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 18^e. Tél. : 47-04-24-24.

présenté par
Yves Saint Laurent et C2RHS

ARTIS

3^e CYCLE DE COMMUNICATION et DÉVELOPPEMENT CULTURELS

étudiants (Bac + 4) et professionnels

Tél. : (16-1) 40-29-97-92



- a/ Sachant que la BNP est, en France, la première banque des entreprises;
- b/ Sachant qu'un PEA est un plan d'épargne en actions d'entreprises;

Quelle banque allez-vous choisir pour votre PEA ?

EQUATION, LE PEA BNP.

Pour savoir dans quelle banque choisir son PEA, il suffit d'avoir un esprit logique. Première banque en France des entreprises, la BNP répond à vos besoins en matière d'épargne. Renseignez-vous dans votre agence ou 3614 BNP.



TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER.

Les résultats

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Grand Prix d'Italie de Monza

La victoire d'Ayrton Senna

Une course de dupes

Vainqueur du Grand Prix d'Italie de formule 1 automobile, disputé dimanche 13 septembre à Monza, Ayrton Senna (McLaren Honda) a signé son troisième titre de champion du monde.

MONZA

de notre envoyé spécial

Après avoir annoncé sa retraite, Nigel Mansell a fait preuve de panache. Négligentant son statut de champion du monde, il a voulu tenter sa chance en tant que pilote amateur.

par le même vice-champion du monde. Prévenu par son stand, l'italien a pu dépasser Ayrton Senna pour la deuxième place, Nigel Mansell s'est imposé par la suite.

Les Williams Renault semblaient parties pour un nouveau doublé, mais Nigel Mansell, qui avait sagement sonné le retraite, a décidé de tenter sa chance en tant que pilote amateur.

(1) Nigel Mansell a remporté son premier succès en tant que pilote amateur.

La formule 1 en dérapage

L'annonce du retrait de Nigel Mansell après celui de Honda illustre le malaise grandissant dans cette discipline, touchée par la crise économique

MONZA

de notre envoyé spécial

Pour la quatrième fois de l'histoire de la formule 1, aucune voiture ne portera la saison prochaine le numéro 1. Trois jours après Honda, qui a choisi de suspendre ses activités dans cette discipline après six titres mondiaux consécutifs de 1987 à 1991 avec Williams puis McLaren, le pilote britannique Nigel Mansell, déjà assuré du titre en 1992, a annoncé, dimanche 13 septembre à Monza, juste avant le départ du Grand Prix d'Italie, qu'il avait décidé de mettre fin à sa carrière en formule 1.

Ces deux retraits liés directement ou indirectement, à la baisse de l'industrie automobile et aux révisions budgétaires qu'elle entraîne, accentuent un malaise déjà ressenti ces dernières semaines avec les procès intentés à la Fédération internationale de l'automobile (FIA) par l'Association des Pilotes de Formule 1 (ACO), organisateur des

trois grands championnats du monde, à la fois par le pétrolier Elf, par le constructeur Renault et par le fabricant japonais Toyota, qui renonce à poursuivre cette expérience, ou encore avec l'agence de presse américaine Formula 1, comme Williams ou Andrea Moda, qui n'ont pu terminer la saison.

Les premiers mois de l'année, l'intérêt du Grand Prix d'Italie, boudé par le public, qui ne pouvait espérer une victoire Ferrari, a permis à la discipline de se maintenir en coulisses. Les principaux pilotes, à l'exception de Nigel Mansell, ont continué à se battre jusqu'à la spectaculaire rupture des négociations entre Nigel Mansell et Frank Williams. Arrivé à Monza, le pilote britannique a été surpris de voir les transferts, le manager britannique a finalement perdu une partie importante pour avoir voulu pou-

ser trop loin son avantage. Les trois plus récents champions du monde, Nigel Mansell, Ayrton Senna et Alain Prost, s'engageaient leur saison 1993 qu'ils volaient d'une Williams Renault, une voiture susceptible, à leurs yeux, de leur permettre la conquête d'un nouveau titre. Une situation qui, pour l'écurie anglaise et le constructeur français, qui allaient pourtant perdre ce crédit à mesure des révélations sur les problèmes de la discipline.

Un le Grand Prix de Hongrie, le pilote britannique avait prévu de se retirer après avoir obtenu le titre. Mais, à la suite de la crise économique mondiale, il a décidé de rester en compétition. Il a affirmé être prêt à se sacrifier financièrement, à l'instar de Frank Williams, pour avoir le meilleur pilote du monde. Il a même dit qu'il était prêt à se sacrifier pour avoir le meilleur pilote du monde.

japonaises, qui avaient largement investi en formule 1 depuis quelques années, touchent aujourd'hui la plupart des pilotes. Les salaires, qui étaient élevés, ont baissé. Les pilotes, qui avaient connu une inflation indécise, semblent aujourd'hui les premiers à se plaindre. Nigel Mansell, qui se voyait proposer moins qu'il ne gagnait, a décidé de se retirer. « L'argent ne définit pas la passion », estime-t-il.

Personnage très entier, fonceur sur la piste comme dans la vie, mais incapable de masquer ses sentiments ou ses émotions, Nigel Mansell n'avait jamais paru si épuisé et désorienté qu'à Monza. Il a même dit qu'il a pu avoir un accès de rage. Il a même dit qu'il a pu avoir un accès de rage. Il a même dit qu'il a pu avoir un accès de rage.

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Edberg reçoit son salaire

Outre 2,5 millions de dollars (2,5 millions de dollars environ), la première place au classement mondial était en jeu de la finale des Internationaux de tennis des Etats-Unis, disputée dimanche 14 septembre à Flushing Meadow. C'est le champion 1991, Stefan Edberg, qui a réussi la bonne opération : le Suédois a battu en quatre manches le champion 1990, Pete Sampras. Pour gagner, Edberg a disputé un total vingt-huit sets depuis le début du tournoi. Il n'a fallu que la moitié de Monica Seles pour conserver elle aussi le titre.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Les Américains ont été persuadés qu'ils ont retrouvé la première puissance tennis du monde. Après les victoires de Jim Courier à Wimbledon, puis d'Andre Agassi à Flushing Meadow, ils estimaient que la quatrième levée du grand chelem, les Internationaux des Etats-Unis à Flushing Meadow, reviendrait logiquement à un des successeurs de John McEnroe et Jimmy Connors. Le sport est rarement logique. C'est un Suédois, Stefan Edberg, qui s'est imposé. Ce faisant, il a non seulement conservé le titre qu'il a perdu l'année dernière, mais il a aussi remporté la première place au classement mondial.

Ce résultat, après deux semaines de la rencontre Etats-Unis-Suède pour le compte des demi-finales de la Coupe Davis, dans la presse américaine, on s'est donc aussi employé à limiter la portée du succès de Stefan Edberg. La validité des calculs de l'ordinateur de l'Association des joueurs professionnels (ATP) a été mise en doute. Comment un joueur qui a remporté deux tournois du grand chelem, plus trois tournois ordinaires, pourrait-il être derrière un joueur qui n'a remporté qu'une épreuve du grand chelem et deux tournois ? La question mérite d'être posée. La polémique qu'elle soulève a été réglée d'object. La performance athlétique et psychologique de Stefan Edberg a été reconnue. La place, au moins momentanément, au-dessus du lot.

Un peu courtois le matin

Pour arriver en finale, le Suédois a dû passer par le tournoi de Flushing Meadow. La validité des calculs de l'ordinateur de l'Association des joueurs professionnels (ATP) a été mise en doute. Comment un joueur qui a remporté deux tournois du grand chelem, plus trois tournois ordinaires, pourrait-il être derrière un joueur qui n'a remporté qu'une épreuve du grand chelem et deux tournois ? La question mérite d'être posée. La polémique qu'elle soulève a été réglée d'object. La performance athlétique et psychologique de Stefan Edberg a été reconnue. La place, au moins momentanément, au-dessus du lot.

L'opéra de Monica

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Souvent les Américains confondent le tennis et la réfrigération. Au lieu d'une bonne fraîcheur réparatrice, c'est l'hiver qui règne en plein été à l'intérieur des habitations. La salle de repos des joueurs à Flushing Meadow n'est pas une exception. Les joueurs s'y sont retrouvés en 1992, mais ils n'ont pas pu jouer.

Les joueurs ont dû attendre jusqu'à 12 heures pour pouvoir jouer. Les joueurs ont dû attendre jusqu'à 12 heures pour pouvoir jouer. Les joueurs ont dû attendre jusqu'à 12 heures pour pouvoir jouer.

Les joueurs ont dû attendre jusqu'à 12 heures pour pouvoir jouer. Les joueurs ont dû attendre jusqu'à 12 heures pour pouvoir jouer. Les joueurs ont dû attendre jusqu'à 12 heures pour pouvoir jouer.

un total, Monica Seles a gagné dix heures et dix minutes sur son adversaire Pete Sampras. L'Américain, qui avait souffert de déshydratation lors de sa demi-finale contre Jim Courier, fut victime d'un sérieux « coup de barre » au milieu de la troisième manche. « Si ça se passe bien, ça sera pris pour une excuse. J'ai eu des chances, mais il a mieux joué que moi les points importants », a reconnu avec fair-play Sampras.

Amassés en moins de quatre ans, ces gains témoignent de l'extraordinaire domination de la jeune femme sur le tennis. Comme ce fut le cas avec Chris Evert, puis Martina Navratilova et Steffi Graf naguère, la Yougoslave semble avoir pris l'ascendant sur toutes ses rivales directes. Seule restriction qu'on peut apporter à cette domination : son jeu n'évolue pas. Sa puissance de frappe et sa vitesse de déplacement restent les seules atouts. Ni le service ni le jeu de fond n'ont progressé. Par pitié pour Monica Seles, dont la chanteuse Madonna est l'idole, passe beaucoup de temps à soigner son apparence. En douze mois, elle a changé cinq fois de couleur de cheveux. Quand on lui en fait la remarque, elle répond qu'elle aurait voulu être championne de patinage artistique. Monica Seles a fait du tennis parce qu'il n'y avait pas de patinoire à Novi-Sad, sa ville natale.

A. G.

Un sport civilisé

Stefan Edberg a reçu le chèque qui récompensait ses vingt-deux heures dix-huit minutes passées à trimer sur le court. Lors de sa victoire 1991, on avait salué « le retour de l'empereur ». C'était le par talent qui avait triomphé. Cette année, c'est le talent du joueur qui a triomphé. Jusqu'à l'année dernière, ses prestations à New-York avaient toujours été décevantes. La pire avait été son élimination au premier tour en 1989 alors qu'il était tête de série numéro un. L'atmosphère du tournoi ne lui convenait pas. Tout en reconnaissant son talent, on le disait trop fragile pour s'imposer dans l'antre de Connors. Il a fait doubler la preuve du contraire. A vingt-six ans, le voilà, athlète supérieur, technicien parfait, tacticien endurci, avec un soutien titre du grand chelem à son actif. Il dépasse ainsi Boris Becker (6) et se rapproche de John McEnroe (7). Ivan Lendl et Jimmy Connors (8).

Attendant-il le record de Bjorn Borg (11) ? Associé à l'entraîneur anglais, marié à l'ex-pilote de Formule 1, Stefan Edberg semble avoir pris l'ascendant sur toutes ses rivales directes. Seule restriction qu'on peut apporter à cette domination : son jeu n'évolue pas. Sa puissance de frappe et sa vitesse de déplacement restent les seules atouts. Ni le service ni le jeu de fond n'ont progressé. Par pitié pour Monica Seles, dont la chanteuse Madonna est l'idole, passe beaucoup de temps à soigner son apparence. En douze mois, elle a changé cinq fois de couleur de cheveux. Quand on lui en fait la remarque, elle répond qu'elle aurait voulu être championne de patinage artistique. Monica Seles a fait du tennis parce qu'il n'y avait pas de patinoire à Novi-Sad, sa ville natale.

ALAIN GIROUD

ALAIN GIROUD

ALAIN GIROUD

Une inflation indécise

Même s'il n'avait pu monnayer son premier titre comme l'espérait (entre 16 et 20 millions de dollars), Nigel Mansell était parvenu, avant le Grand Prix de Hongrie, à un accord avec Frank Williams pour le rachat de son équipe. A aucun moment il n'avait alors eu question de la vente de l'équipe d'Alain Prost, avec lequel le Britannique avait connu des problèmes de collaboration chez Ferrari en 1990. Trois jours plus tard, Frank Williams avait refusé de vendre son équipe pour 3,5 millions de dollars à la suite des démarches d'Ayrton Senna.

La crise économique mondiale et surtout les difficultés de l'exportation par les industries

Les résultats

AUTOMOBILISME	
GRAND PRIX D'ITALIE DE FORMULE 1	
1. Ayrton Senna (McLaren-Honda), 1 h 11 min 22 s 4.	2. Michael Schumacher (Benetton-Ford), 1 h 11 min 25 s 8.
3. Gerhard Berger (Ferrari), 1 h 11 min 26 s 4.	4. Nigel Mansell (Williams), 1 h 11 min 26 s 8.
5. Ivan Lendl (Williams), 1 h 11 min 27 s 4.	6. Andrea Moda (Benetton-Ford), 1 h 11 min 28 s 4.

CHAMPIONNAT DU MONDE DES PILOTES	
1. Nigel Mansell, 98 pts ; 2. Michael Schumacher, 47 ; 3. R. Patrese et A. Senna, 46 ; 4. G. Berger et M. Brundage, 27.	
CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONSTRUCTEURS	
1. Williams-Renault, 144 pts ; 2. Benetton-Ford, 74 ; 3. McLaren-Honda, 73 ; 4. Ferrari, 18.	

FOOTBALL	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
1. Paris-SG, 20 pts ; 2. Marseille, 17 ; 3. Nîmes, 16 ; 4. Monaco, 15 ; 5. Auxerre, 14 ; 6. Lens, 13 ; 7. St-Etienne, 12 ; 8. Nantes, 11 ; 9. Troyes, 10 ; 10. Sochaux, 9 ; 11. Valenciennes, 8 ; 12. Amiens, 7 ; 13. Metz, 6 ; 14. Reims, 5 ; 15. Caen, 4 ; 16. Toulon, 3 ; 17. Evry, 2 ; 18. Brest, 1 ; 19. Châteaubriant, 0 ; 20. Angoulême, 0.	

Classement. - 1. Paris-SG, 11 pts ;
Nantes et Marseille, 10 ; 4. Auxerre et
Lyon, 8 ; 6. Metz, Montpellier, Bordeaux,
Strasbourg et Sochaux, 7 ; 11. Saint-Etienne et
Toulouse, 6 ; 13. La Havre, 5 ; 14. Caen et Toulon, 4 ;
16. Lorient et Nîmes, 3 ; 19. Valenciennes, 2.

TENNIS

INTERNATIONAUX DES ÉTATS-UNIS

55: من الإجمالي

ÉCONOMIE

Le réaménagement monétaire au sein du SME

La baisse des taux directeurs allemands est accueillie avec soulagement en Europe et aux Etats-Unis

La décision de la Bundesbank d'abaisser ses taux directeurs, lundi 14 septembre, a été accueillie avec beaucoup de soulagement en Europe et aux Etats-Unis. Dès dimanche 13 septembre, le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, a déclaré « particulièrement satisfait », soulignant « l'avantage de continuer à pratiquer une coopération au sein des pays de la Communauté ». Le ministre français de l'Economie et des Finances, M. Michel Sapin, a déclaré que la baisse des taux allemands ouvre des perspectives « d'une importance considérable ».

La décision de la Bundesbank d'abaisser ses taux directeurs, lundi 14 septembre, a été accueillie avec beaucoup de soulagement en Europe et aux Etats-Unis. Dès dimanche 13 septembre, le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, a déclaré « particulièrement satisfait », soulignant « l'avantage de continuer à pratiquer une coopération au sein des pays de la Communauté ». Le ministre français de l'Economie et des Finances, M. Michel Sapin, a déclaré que la baisse des taux allemands ouvre des perspectives « d'une importance considérable ».

La Bundesbank vote Maastricht

Malgré leur réussite contre l'inflation, la France, le Benelux et la Grande-Bretagne, sont contraints de maintenir leur taux au-dessus des taux allemands sous peine de voir leur monnaie jugée à la baisse.

Par son souci purement allemand, la Bundesbank s'est mise à plus ni moins à bloquer la reprise mondiale. Mise devant sa responsabilité internationale, elle commençait à être sensible. C'est à la mi-juillet, les dix-sept membres de son conseil central, l'organe de décision, se réunissant quasiment que l'inflation allemande menaçait de plus belle. Ils prennent le soin de ne pas toucher au taux plancher, le Lombard, afin de ne pas obliger les partenaires européens à relever les leurs une nouvelle fois. Ils décident de relever le taux de l'escompte - porté à 8,75 % - ce qui, croient-ils, n'aura pas de répercussion internationale.

Une position très difficile

Les gouvernements ne veulent pas céder. Tout réajustement du SME serait interprété comme son effacement. A quelques jours du référendum français sur Maastricht, ce serait donner de l'âme au moulin des partisans du « non ».

En Allemagne même, les critiques se font grandissantes au fur et à mesure que le ralentissement économique se fait sentir. La contestation ne porte pas sur le principe du contrôle monétaire mais sur son application. La dernière hausse du taux de l'escompte de juillet est dénoncée comme mal venue par les syndicats, par les sociaux-démocrates et par un nombre impressionnant d'économistes. Le fond de la

La hausse observée depuis un an s'explique pour beaucoup par des causes « particulières et historiques »

La hausse observée depuis un an s'explique pour beaucoup par des causes « particulières et historiques » qui ne sont aucunement porteuses d'inflation future. Elles sont dans les pays d'Europe de l'est, report de crédits du long terme non comptés dans M3 sur le court terme comptés dans M3, etc. En outre, l'objectif visé pour M3 (de 3,5 à 5,5 % de hausse) doit être augmenté pour tenir compte du potentiel de l'Allemagne de l'est.

grand empirisme, même il vient de se passer une rupture dans la vision que l'on peut avoir de la Bundesbank et, au-delà, du fonctionnement de la future banque centrale européenne.

En Allemagne, les analyses d'influence politique sur les décisions monétaires sont en renfort. On va pour le 30 septembre plus aisément. Mais ensuite, la longue marche vers une monnaie unique est conflictuelle. A Francfort, la Bundesbank n'approuve jamais de telles pressions.

ERIC LE ROUCHER

Les nouveaux taux centraux

A la suite de la décision du 14 septembre, les nouveaux taux centraux du SME, les taux de référence des banques nationales sont les suivants :

Allemagne	1,83881 (contre 1,83824)
Belgique	42,0639 (contre 42,4032)
Deutschemark	2,03942 (contre 2,06586)
Couronne danoise	7,7921 (contre 7,84195)
Escudo espagnol	132,582 (contre 133,631)
Franc français	6,89509 (contre 6,89509)
Livre britannique	0,691328 (contre 0,72241)
Livre irlandaise	0,781276 (contre 0,787417)
Florin néerlandais	41,4463 (contre 42,4032)
Florin romain	3,37185 (contre 2,31843)
Escudo portugais	177,306 (contre 178,735)

BILLET

Fiat piégé

En décidant de confier à l'usine FSM de Tychy (sud de la Pologne) l'exclusivité de la fabrication du Cinquecento, sa nouvelle petite voiture, Fiat pensait avoir pris une longueur d'avance.

La Pologne présente en effet un avantage majeur pour un constructeur automobile : un coût de revient très bas. Sur le marché occidental que la légendaire Topolino, lancée en 1957 et constitue une base pour la conquête des nouveaux consommateurs de l'Europe de l'Est : 1 milliard de dollars avaient donc été investis.

Fiat a aujourd'hui un problème. Entamé le 22 juillet, le conflit social qui paralysait l'usine de Tychy a empêché la production de près de 10 000 Cinquecentos. L'usine dispose d'une alternative : reprendre la production de la petite Fiat, autrefois fabriquée depuis mars en Italie et depuis juillet en France, prendrait un an. L'élan de la Cinquecento, c'est 45 000 exemplaires par an vendus depuis mars en Italie et 1 000 en France depuis juillet, soit 46 000. Les stocks de pièces de rechange ne suffisent pas à s'allonger.

Certes, dimanche 13 septembre, la médiation de l'archevêque de Katowice a été acceptée par le comité de grève de l'usine de Tychy, occupée par quelque 2 300 de ses 7 000 salariés. En revanche, le ministre des finances polonais, M. Jerzy Ogiński, a fait savoir que l'Etat ne disposait pas des fonds nécessaires pour faire redémarrer l'usine lorsque la grève sera levée.

Au conflit social, s'ajoute un conflit financier. Outre le milliard de dollars (1 milliard de francs environ) investis par Fiat à Tychy, 100 millions de dollars d'argent frais, FSM, qui s'acquittera de la somme, n'a apporté que 30 millions, contraignant la Fiat de M. Giovanni Agnelli à avancer les 70 millions restants. Du coup, la création de la nouvelle entité juridique, prévue à 80 % par l'Etat et 20 % par l'Etat polonais, n'a toujours pas été formalisée.

Vue qui n'arrange pas les affaires de Fiat, qui ne peut fournir la demande du Cinquecento, mais doit parallèlement fournir des voitures au programme d'achat de la chambre technique de l'Italie pour soutenir la production excédentaire d'autres usines. La mésaventure de Tychy - la plus grosse erreur industrielle commise par la Pologne depuis la chute du communisme - est au-dessus des intérêts de l'Europe centrale.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le plan d'épargne en actions disponible dans les guichets

Le lancement officiel du plan d'épargne en actions (PEA), lundi 14 septembre, a été précédé d'une importante campagne publicitaire pour faire connaître ce produit de placement à long terme (le PEA du 2 septembre).

En dépit d'une conjoncture économique délicate, les banques espèrent profiter des avantages fiscaux du PEA et de la sophistication toujours plus grande de leurs produits (garantie des performances) pour faire revenir les épargnants vers les actions. Une tâche difficile alors que les SICAV monétaires ont toujours le favori des investisseurs.

Le PEA pourrait, selon les experts, drainer en Bourse de 15 à 20 milliards de francs.

Où sont passés les bons moments

Nous n'avons pas changé de nom,

BFCE

mais nous sommes la banque qui a le plus changé.

Nous sommes connus, reconnus, et pourtant nous avons de bonnes raisons de vouloir nous faire connaître mieux. Bien entendu, notre nom, Banque Française du Commerce Extérieur, dit à l'extérieur notre vocation de spécialistes du financement des échanges internationaux, mais il ne dit pas que nous sommes aujourd'hui une banque d'entreprise très active et très présente sur tous les métiers de la banque. La BFCE est une banque commerciale opérant sur le marché national et le marché international :

nos services financiers et nos services sont utilisés par plus de 5.000 entreprises françaises et étrangères parmi les plus exigeantes. La BFCE est une banque de marchés : nous maîtrisons et traitons tous les instruments de placement et de gestion des risques de taux et de change. La BFCE est une banque d'affaires : nous intervenons dans toutes les opérations de haut de bilan au service des desseins stratégiques des entreprises. Solidement implantée à l'étranger sur le territoire national (27 agences), dotée de systèmes de télétransmission performants, la BFCE met son expérience, sa conception du métier, la compétence de ses hommes au service d'un nombre croissant d'entreprises. Autant de raisons qui donnent envie de nous connaître autrement que par notre nom.

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

Les métiers de la banque, les valeurs de l'entreprise

ÉCONOMIE

A l'occasion de son congrès annuel

La réassurance se cherche un avenir

La réassurance mondiale, qui de tenir son congrès annuel à Monaco, vit une des plus graves crises de son histoire. Ce club fermé de 1 500 membres, et de ses assureurs, est victime à la d'une récession féroce sur les prix, d'un effondrement des marges de l'assurance-dommages, d'une recrudescence des catastrophes naturelles et enfin de l'apparition de nouveaux risques, notamment liés à la santé publique.

MONACO

de notre envoyé spécial

Le rendez-vous du petit monde de la réassurance, au début du mois de septembre à Monaco depuis 1956, s'est déroulé cette année dans une atmosphère particulière des révisions déclinantes et des fins d'époque. Les réceptions et les rencontres informelles, où se traitent les renouvellements de contrats, se sont bien poursuivies comme à l'accoutumée, mais courtiers et réassureurs hâtent cette fois pour survivre.

Car la réassurance est devenue au fil des années une activité peu rentable ou pas rentable du tout. Le retour sur capital avant impôts des

vingt plus grands réassureurs européens a fondu de 19 % en 1986 à 9 % en 1990. Une situation qui s'est aggravée en 1991 et ne devrait pas s'améliorer cette année.

Le plus célèbre et le plus prestigieux des réassureurs, le marché de Lloyd's, traverse, après trois cents ans d'existence, sa plus grave crise. Il a perdu, en deux ans, la somme colossale de 2,5 milliards de livres (4 milliards de francs). Le départ en juillet de son président, M. David Coleridge, victime aguerrie, n'assure pas la survie de l'institution. Elle est menacée dans ses fondements par la ruée de nombreux investisseurs particuliers ou « enameas », qui guettent leur fortune personnelle auprès de Lloyd's pour couvrir des risques de réassurance et d'assurance. Ils accusent le marché de malversations et d'incompétence.

Même le Lloyd's n'est pas un cas isolé. Secret de Polichinelle à Monaco, la plupart des compagnies anglaises de réassurance ont vu vendre et ne trouvent pas d'acheteurs. La filiale de réassurance du groupe suédois Skandia est également sur le marché, sans plus de succès. Ce qui amplifie encore un peu plus l'effet de récession sur les participants au « rendez-vous de septembre » de l'effondrement brutal de l'assurance-scandinave, avec notamment les opérations de placement des compagnies danoise Hjalms et norvégienne Uni-Storebrand.

Seul, en fait, M. Michel Albert, président des Assurances générales de

France (AGF) et grand actionnaire des réassureurs placés par l'Etat sous le patronage des AGF, a semblé plutôt serein. Il a même activé un remarquable succès dans le conflit qui l'opposait à la direction de la compagnie allemande AMB (Aachener und Münchener Beteiligungs). Avec aujourd'hui 25 % du capital et des droits de vote d'AMB, et un jour peut-être plus, il peut construire une alliance étroite avec le numéro deux de l'assurance allemande, notamment dans la réassurance.

Dans un environnement catastrophique, où certains parlent de faillites en cascade, la taille est un atout pour survivre. « Le fait est que les gagnants et les perdants ne se voient pas », prévient M. Paul Coombes, directeur du cabinet Mac Kinsey de Londres. M. Albert s'attend par ailleurs à « une poursuite du mouvement de concentration de la profession, conséquence directe de l'importance des pertes ».

Car la réassurance, qui est en fait le dernier maillon du partage des risques, subit sans pouvoir y échapper les pertes techniques des compagnies dans l'assurance-dommages. « Quand les assureurs français encaissent 100 de primes sur les risques industriels, ils perdent 50 », explique M. Pierre Florin, président de l'APSAD (Association des professionnels des assurances-dommages). Les réassureurs, qui absorbent environ 15 % des primes d'assurance non-vie perçues dans le monde (soit 500 milliards de francs), ne cessent de réclamer à cor et à cri des hausses de tarifs aux compagnies d'assurance. Et les défis chroniques sont encore plus préoccupants que les défis climatiques.

Succèsion de catastrophes

Car il leur faut faire face aussi à une succession de catastrophes naturelles coûteuses : cyclone Hugo, tremblement de terre de San-Francisco, explosion de la plate-forme pétrolière Piper-Alpha, naufrage de l'Exxon-Valdez et enfin le cyclone Andrew, qui a fait perdre à la compagnie américaine de réassurance, la firme pourrait approcher les 10 milliards de francs.

Petite fleur d'espoir avec la prise de conscience par les groupes de réassureurs et maintenant les grandes compagnies d'assurance, qui sont souvent leurs sociétés-mères, de la nécessité d'augmenter les primes. Les réassureurs se disent même prêts à accepter une diminution de leur activité en 1993, s'ils ne sont pas mieux rémunérés. La diminution des capacités d'absorption du marché mondial de la réassurance milite également dans le sens d'une hausse des tarifs. D'ailleurs, si le thème central des rendez-vous de septembre était, cette année, « la réassurance à la croisée des chemins », celui de 1993 concernera la juste tarification des garanties. Certains se demandent si ce n'est pas déjà trop tard.

ERIC LEBER

CARNET DU Monde

Mariages

M. H. ZAKARIAN
M. J. DUBOUR
M. A. KARAYAN

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

Le mariage a eu lieu le 10 septembre 1992, à 14 h 45, en l'église de la Madeleine.

Les témoins : M. et Mme. Les parents : M. et Mme.

« Le soir venu, il est dit » ses disciples : « Passons sur l'autre rive. » Marc. IV, 35.

Le Seigneur a appelé à sa quatrième-vingt-unième année

Elizabeth TERRENOIRE, née Gay.

A rejoindre dans la maison du Père son époux

Louis TERRENOIRE.

De la part de François et Dominique, Alain et Béatrice, Marie-Odile,

enfants, Stéphane et Catherine, Guillaume, Alexandre, Raphaël, Lau-

ren, Jean, Nicolas, Charlotte, Joanne, petits-enfants,

Marie Gay, Noany, et de la part de Marie-Josée Gay.

M. André Terrenoire S.J., ses frères, belles-sœurs, neveux, etc.

La cérémonie religieuse sera le mardi 15 septembre 1992, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Cassin, Paris-16, se paroisse.

L'inhumation aura lieu le même jour à 11 heures, dans le caveau de famille, à l'église (Orne).

Anniversaires

« Compagnie MAZURELLE nous a quittés le 15 septembre 1981.

La vie défilait sans lumière et un exemple pour ceux qui l'ont connu et aimé.

Il y a cinquante ans,

Lina et Jodelle VALACHS étaient arrivés au cours de la manifestation du 14 septembre 1942.

Avec plus de mille autres, ils ont quitté Drancy par le convoi n° 23 vers le camp de concentration de Auschwitz.

Leurs cendres sont tout récemment déposées au cimetière de la Vallée de la Seine.

Irène Savignon Valachs.

JACQUES CAUTIER

Pendentif « FLEUR » cristal argent et émail blanc 1 900 F

36, rue Jacob, 75006 PARIS. Tél. : 42-60-84-33.

une semaine en cachemire

Pour homme et femme, la plus vaste et la plus belle collection en pur cachemire à prix anti-crise

Veste grand luxe 3.490 F
Pull d'Écosse 1.750 F
Manteau 4.990 F
Écharpe 690 F

DAVID SHIFF
Club des Dix

13, RUE ROYALE PARIS 8^e (hôtel particulier dans la cour)

SC 015 RUE 1^{er} 02P 1201 EN L'AVE 5, RUE DES ARCHERS, LYO 024

GUY BROUTY

montpellier novembre 14èmes Journées Internationales

18-19 : COLLOQUE INTERNATIONAL le temps des alliances

20 novembre, 3 ateliers : Le développement des opportunités du marché international des services / L'EAD : vers une dérégulation de la formation / La recherche en droit des communications : bilan et perspectives

Contact : Pascale VIALIS 07 44 03 44 00 Fax : 07 44 03 44 00

Avec le soutien de la Fondation IDATE (Alcatel CIT, Alcatel NV, Bouygues, CDC, GSI, IRI, France, PSA, SFR, de France Télécom, du Conseil Général de l'Hérault, de Montpellier Languedoc-Roussillon Technopole et de la Région Languedoc-Roussillon.

IDATE institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe BP 4167, 34092 Montpellier cedex 5

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV DU GAN Société d'investissement à Capital Variable

RCS : PARIS 832 557 854

Les actionnaires de la SICAV INDUSTRIE FRANCAISE COURT TENUE sont informés de la modification suivante :

Commission de souscription : 0,50 %, dont part acquise à la SICAV :

Ces nouvelles dispositions entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1992.

gan L'ÉNERGIE DE TOUS LES PROJETS

ARCHES FINANCIERS

Second march

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 14 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 30[illegible]**COMPTANT** (selection)**SICAV** (sélection)

11/9

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Evolution	Recher net	VALEURS	Evolution	Recher net	VALEURS	Evolution	Recher net	
Obligations						Etrangères															
Emp. Ind. 0.95/70	101	0.28	CLM	668	.....	Pais Ordon.	189 50	.....	A.E.R.	835	830	Aedon	.....	.....	Peace Indus. Secur.	.....	.....	Praxair Oblig.	10706 71	.....	.....
10.20/95 20/95	104 06	0.81	CLM AM (R)	.....	.....	Parsons Invest.	280	.....	Alco Int. Sec.	412 10	.....	Aedon-gn	8877 98	8807 38	Peace Obligations	.....	.....	Pdew, Normal	111 77	.....	110 08
Emp. Ind. 12.25/94	100 28	11.40	Comptoir	820	.....	Payco Holdings	.....	.....	Alcan Aluminium	80 82	.....	Amalg	273398 98	273398 98	.....	446 88	.....	.....	.....	302 12 84	.....
10.25/95 ann 80	108 52	.....	Co Indemnity	500 00	.....	Profron (C)	345	.....	Alcan Bricks	225	.....	Amalg Secur.	7408 92	7408 92	Peace Regions	1143 94	1110 23	.....	.....	127 62	.....
OAT 10/5 52/90...	107 51	3.01	Co Laval	530 00	.....	Public	661	940	Adco	570	.....	Amalg Secur.	111 94	.....	Peace-Atlantic	28 14	38 14	.....	.....	677 30	884 81
OAT 10/5 52/90...	103 85	7.48	Crédit Ind. Ind.	130 125	.....	Recherches	117 80	.....	Adco Secur.	325	.....	Amalg Secur.	307 71	307 71	Peace-Cap	42 31	.....	.....	.....	182 25	.....
OAT 5.0/5 1/1989	101 76	8.10	Co Universal (C)	430 430	.....	Recher	145	223	Aesop	570	.....	Amalg Secur.	1080 20	1080 20	Peace-Comm	232 94	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
PTT 11.25 95	104 48	.....	Darby	880	.....	S.A.C.E.R.	223	223	Aesop Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	1571 89	1571 89	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	1328 86	1111 08
CFP 10.5/95 8/95	100 80	0.52	Degussa	1876	1760	S.A.F.A.A.	211	.....	Amco Paper Equip.	470	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
OAT 10.25/95 ann 80	100 80	0.52	Degussa Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Almaghreb Ind.	22000	22100	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 10 5 1978	98 38	91	Dell Bouch	540 540	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Ind.	94 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171 02	171 02	Peace-Comm	894 39	.....	.....	.....	8240 85	8188 08
CM 8/95 20/95	98 01	1.76	Desa Bouch Vellon	2310	.....	S.A.F.A.A.	211	.....	Alm. Pacif. Secur.	82 80	.....	Amalg Secur.	171								

Cote des Changes

Marché libre de l'or

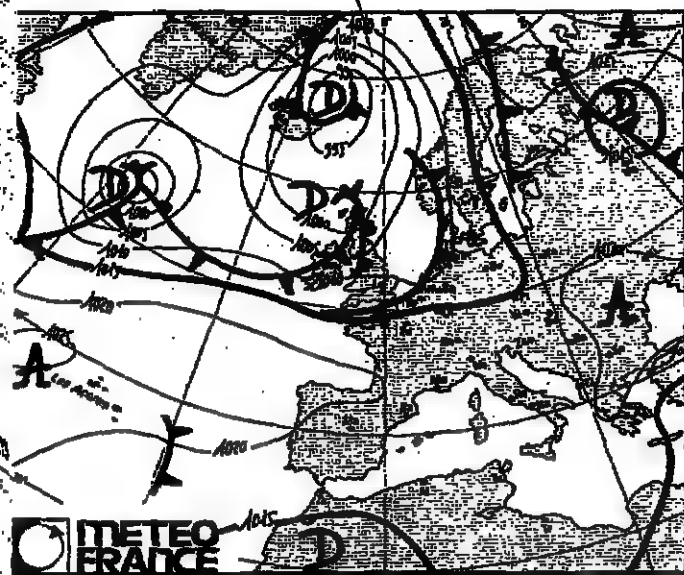
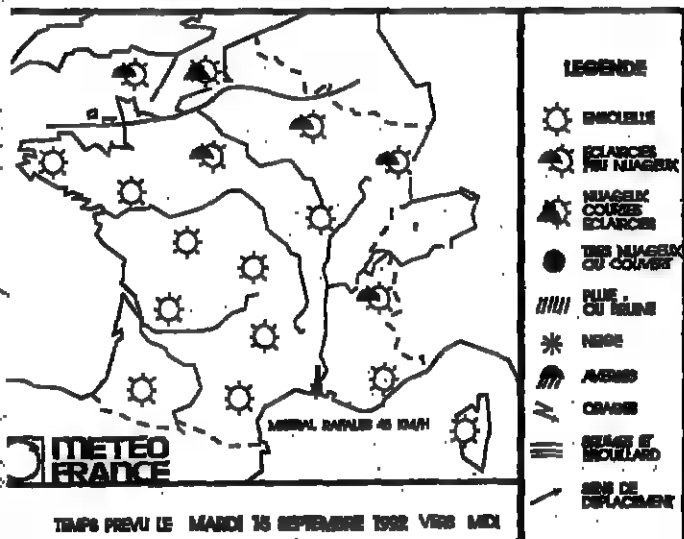
MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	COT.
	préc.	11/9	achat	vente			
Extr. Unif (1 usd.)	4 825	4 983	4 6	5 1			
Argentine (100 l.)	6 622	6 898					
Allemagne (100 m.)	340 820	340 400	328	340			
Autriche (100 s.)	15 110	15 110	29	19			
Pays-Bas (100 fl.)	302 420	301 840	291	311			
Italie (100 lire)	4 454	4 447					
Indonésie (100 rup.)	8 400	8 440					
Cheq. Brésille (1 l.)	9 804	9 804					
Grèce (100 drachmes)	2 738	2 738					
Indonésie (100 rup.)	8 400	8 440					
Suède (100 kron.)	83 190	83 090					
Norvège (100 kr.)	88 050	88 050					
Autriche (100 sch.)	89 424	89 570	48 7				
Espagne (100 pes.)	5 245	5 240					
Portugal (100 esc.)	3 950	3 953					
Canada (12 can.)	3 950	3 958					
Japon (100 yens)	3 915	3 956	3 7	8 3			
Or fin (100 en barres)	53350						
Or fin (en lingot)	53900						
Népoliton (2001)	318						
Pise F (10 v.)	369						
Pise Suisse (20 l.)	311						
Liné L (20 v.)	310						
Souverain	412						
Papier 20 dollars	1820						
Papier 10 dollars	910						
Papier 5 dollars	845						
Papier 50 pesos	2000						
Papier 10 florins	315						

City Draglines	400 10		Burgine Union	1201 23	Parbes Corporation	1469 08	1478 93	UAP Marine Term.	640 66	135 56
Lachère de Mécids	182	186	Engene Valeur	416 67	Parbes Opérations	118 66	113 82	UAP Premium Cat	10620 18	10428 09
Holcim	1050		Edi Cash capi	8514 26	Parbes Pénitence	548 09	524 40	U-Associations	1127 32	125 52
Paradis, Perle	360		Enlèves capi	590 83	Peuvaine Person.	226 76	11 11	U-Force	128 89	180 51
Quindoc	40		Euro Solidair	1003 54	Perleval	806 47	594 02	U-Group	968 91	952 14
Reunov N.V.	222 80	224 10	Euro Leades	987 57	Placement A	6435 96	1386 68	U-Growth	1307 40	1281 74
St-Gabriel-Embrasse	1804		Excalibur	1125 89	Placement B	7412 29	190 02	U-Habitat	1301 30	1260
S.E.P.R.	2050		Exp. Gen	491 47	Placement M	86722 93	66595 74	Union	241 81	241 81
S.A.L.T., General	0 61		Empor Novelle	614 31	Placement T	89 03	11	Unifac Account	1175	1148 34
S.P.R. soc. R	263		Fenwick	14788 72	Plénitude	132 10	11	Univas Obligations	1768 42	1725 29
S.P.R. w.o. R	1150		Flanco-gen	9376 92	Posta Crocotton	22273 03	11	Valorg	2098 64	2098 54
			France Garantie	262 61	Posta Genovex	67541 78	67541 76	Valvial	54833 81	54839 50

c : coupon détaché - o : offer - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché comine

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC

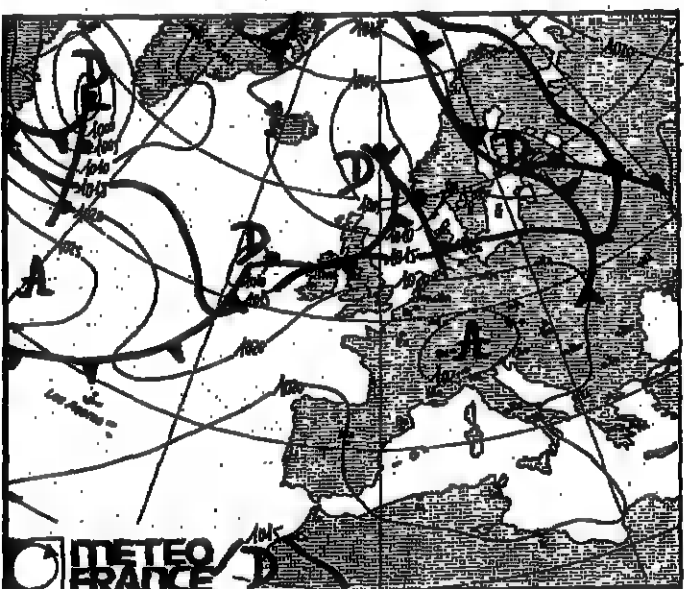
**PRÉVISIONS POUR LE 15 SEPTEMBRE 1982**

Mardi 16 : retour quasi-généralisé au soleil. Le soleil dominera sur la plupart des régions, après dissipation de quelques bancs de brume ou brouillard résidents au petit matin dans l'intérieur : sur les côtes de la Manche et les littoraux normands et bretons ; en Ardennes, dans le nord-est du Jura, le Massif central, les Pyrénées, les Alpes, les Vosges, le Jura, le Doubs, le Rhône, le Gard, le Languedoc, le Midi-Pyrénées, le Lot, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, le Gers, le Haut-Rhin, le Bas-Rhin, le Luxembourg, le Grand-Duché de Luxembourg, le Pays de Galles, le Nord, le Yorkshire, le Lancashire, le Cheshire, le Derbyshire, le Staffordshire, le Warwickshire, le Gloucestershire, le Wiltshire, le Dorset, le Devon, le Cornwall, le Somerset, le Bathurst, le Hampshire, le West Sussex, le East Sussex, le Kent, le Surrey, le Middlesex, le Greater London, le Essex, le Hertfordshire, le Bedfordshire, le Cambridgeshire, le Norfolk, le Suffolk, le Shropshire, le Herefordshire, le Worcestershire, le Oxfordshire, le Berkshire, le Buckinghamshire, le Northamptonshire, le Lincolnshire, le Nottinghamshire, le Leicestershire, le Rutland, le North Yorkshire, le South Yorkshire, le Cleveland, le Durham, le Northumberland, le Tyne and Wear, le Merseyside, le Lancashire, le Yorkshire, le Derbyshire, le Staffordshire, le Warwickshire, le Gloucestershire, le Wiltshire, le Dorset, le Devon, le Cornwall, le Somerset, le Bathurst, le Hampshire, le West Sussex, le East Sussex, le Kent, le Surrey, le Middlesex, le Greater London, le Essex, le Hertfordshire, le Bedfordshire, le Cambridgeshire, le Norfolk, le Suffolk, le Shropshire, le Herefordshire, le Worcestershire, le Oxfordshire, le Berkshire, le Buckinghamshire, le Northamptonshire, le Lincolnshire, le Nottinghamshire, le Leicestershire, le Rutland, le North Yorkshire, le South Yorkshire, le Cleveland, le Durham, le Northumberland, le Tyne and Wear, le Merseyside.

entre 9 et 12 sur la moitié sud, jusqu'à 17 degrés sur le littoral méditerranéen; quant aux maximaux, elles s'élèveront jusqu'à 23 degrés sur la moitié nord, entre 24 et 28 degrés sur la moitié sud.

Mérid et tramontane souffleront le matin jusqu'à 50 et 80 kilomètres à l'heure... puis faibliront progressivement... du midi; dans le Pas-de-Calais; le vent de sud-ouest est... l'après-midi, atteignant... kilomètres à l'heure en pointe; ailleurs, le vent sera faible ou modéré.

PRÉVISIONS POUR LE 16 SEPTEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
 Valeurs extrêmes relevées entre le 13-8-1992 à 18 heures TUC et le 14-8-1992 à 6 heures TUC le 14-8-91

[illegible]

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Dans un fauteuil...

S’l’on s’est entendu parler des Jeux paralympiques qu’on découvre en direct sur la télévision. Quelques secondes d’extraits de la cérémonie d’ouverture, quelques bribes au cours du week-end, et notamment un joli résumé de vingt minutes sur France 2, ont fait passer le cœur à l’après-midi tout tout. Pour le moment, les aveugles, les écopés, les amputés, les atteints au furet, on tir à l’arc ou au tennis en fauteuil roulant? Et puis quoi d’abord!

D’abord, qu’est-ce que ça

[illegible]

à juger d'après les images mentionnées, glanées aux prix d'un véritable stratagème de persévérance, ce n'est tout bonnement pas les images les plus portantes d'espérance que puisse produire le monde de la télévision. L'homme à Alberville, au sein d'un coquet à ventrite par son déguisement de jatte, avient les bosses sur leurs étranges pilons à turbot.

Une magie identique semble habiter Barcelone. Et on ne peut que constater la puissance symbolique de cette œuvre de relais, combinant un aveugle, un amputé et un infirme mortuorif, à l'instar d'un monde à ternis, on les voit par la fugitive.

images effrayantes de la puissance dix tout — qui rend le sport télégraphique — la tyrannie de l'incertitude, et du suspense, la beauté de la gestuelle, une telle combinaison dramatique de souffrance et de joie qui fait du dépassement de soi.

Accorder une large place aux danses paralympiques — à l'échelle bien entendu, pour un handicapé c'est trop tard — ne serait ni une bonne action ni une manière de se donner bonne conscience, mais le choix, simplement logique, du spectacle et de l'émotion.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter : ■ On peut voir : ■■ Ne pas manquer : ■■■ Chef-d'œuvre ■■■ classique.

Lundi 14 septembre

TF 1

20.45 Magazine : Si on se disait tout.
Présenté par Patrick Sabatier. Avec Michael Jackson, Vanessa Paradis, Alexandre Jirassat, Catherine Lara, Glenn Miller, Pauline Ester. Enquête : Lady Di et le prince Charles.

22.40 Magazine : Combien ça coûte ?
Présenté par Jean-Pierre Pernaut et Isabelle Quénin. Invité : Haroun Tazieff.

23.55 Magazine : F 1.

0.25 Magazine : Minuit sport.

0.5h Divertissement : Le Babès Show.

F2

20.50 Jeu : Fort Boyard.
Animé par Patrice Lefort et Pascal.

22.25 Cinéma : Le crime était presque parfait.
Un film de Alfred Hitchcock (1954).

0.10 Journal des courses, Journal et Météo.

0.30 Magazine : Le Cercle de minuit.
Présenté par Michel Field.

F3

20.45 Cinéma : Le Proviseur.
Un film américain de Christopher Cain (1987).

22.40 Campagne pour le référendum.

22.55 Journal et Météo.

23.10 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.

23.20 Magazine : Océaniques.
L'Atome et le Soleil : Max-Felipe Dumas et son pays, do Jean-Daniel Pollet.

Très beau portrait du grand poète provençal. Émission initialement programmée le 29 juin dernier (lire notre supplément daté du 29-30 juin).

0.35 Continentales. L'Eurojournal : l'info  

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Delicatessen. ■ ■ ■
Film réalisé de Jean-Pierre Jounet et Marc Caro (1991).

22.10 Flash d'informations.

22.10 Le Journal du cinéma (rediff.).

22.20 Cinéma : La Règle du jeu. ■ ■ ■ ■ ■
Film français de Jean Renoir (1939).

0.00 Musique : Guitar Legends
(2^e partie).

0.55 Cinéma : Les Frères Kray. ■ ■ ■
Film britannique de Peter Medak (1980).

M6

20.45 Cinéma : Nevada Smith. ■ ■ ■
Film américain de Henry Hathaway (1966).

23.00 Série : Médicins de nuit.

0.10 Magazine :
Culture rock.
Bob Marley.

0.35 Magazine : Jazz 8.
Présenté par Philippe  The-New 

ARTE

20.40 Cinéma :
Les Evadés de la nuit. ■ ■ ■
Film italien de Roberto Rossellini (1960).
Avec Giovanni Rattini, Renato Salvatori, Leo Genn.

22.50 Court métrage :
■ **L'Intérieur.**
D'Alain Jaubert et Jacques Fath.

23.00 Cinéma :
■ **Les Rendez-vous d'Anna...**
Film tiré du roman éponyme (1978).
Avec Jean-Pierre L  aud, Clément, Josy, Messeri, Jean-
Pierre C    .

FRANCE-CULTURE

21.30 Avignon 82. Les aventures du Fouad
Golfard, d'Olivier Py.

22.40 La Radio dans les yatzes.
L'actualité des arts plastiques.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Code.
Lieder de [] (jusqu'au [] septembre).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Li  ge) : Deux Grands
Mozarts pour la Chapelle royale, Mozart le
concertant, de Du Mont ; Deux Mozarts pour
solistes, deux chœurs et orchestre, de
Lully, par le Chœur et l'Orchestre du Col-
legium vocale de Gand, dir. Philippe Herrew  -
ghe ; sol. : Patricia Kewelle, Delphine Col-
let, soprano, Gilles Girard, haute-contre,
Simon Davies, ténor, Peter Kooy, basse.

22.00 Espace libre.

23.08 Ainal la nuit. Par Denise Behoua.

0.00 Dépêche-notes.

0.33 L'Heure bleue.

Mardi 15 septembre

TF 1.

15.25 Feuilletton : Hôpital central.
16.10 Série : Super Boy.
16.30 Club Dorothée.
Ricki ou la Belle Vie / Huit ça suffit / Clip / Jeux.
17.30 Série : Loin de ce monde.
17.50 Série : Fessé et les garçons.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilletton : Santa Barbara.
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Divertissement : Le Babôte Show ■ (à 0.20).
20.00 Journal et Météo.
20.40 Sport : Football (à 21.45).
21.00 Coupe d'Europe ■ l'UEFA : Cas-Réal Saragoça (Espagne) à 21.30, mi-temps et Tercé.
22.40 Les Films dans les salles.
22.50 Séries : Trois enfants dans le désordre.
Film français de Léo Jonannon (1988).
0.28 Journal et **Météo**.
0.30 Magazine : Le Club de Fenjeu.

F2

15.15 Variétés : La Chance aux chansons. Les trente ans de chanson de Lenny Escudé.
16.20 Jeu : Des **Amis** et des **Amis**.
16.45 Feuilletton : Beaumanoir.
17.10 Magazine : Giga.
Le Fils à la maison / Reportages / Quel de nul docteur ? / Reportages.
18.15 Série : Magnan. ■
19.10 Campagne pour le référendum.
19.30 Jeu : Quel le meilleur gagne plus.
19.45 Journal. Rallye Fête-Moscou-Pékin. Journal des ■■■■■ et Météo.
20.50 **Cinéma** :
Les Sept Mercenaires. ■ ■ ■
Film américain ■ John Sturges (1960).
23.00 Variétés : Michael Jackson. Les meilleurs moments de sa tournée Dangerous World Tour.
0.20 Journal et **Météo**.
0.35 Magazine : Le **Cinéma** de minuit.

F3

15.35 Série : La croisière s'annule.
20.00 Magazine : Zapper n'est pas jeu jouer.
17.55 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.55 Un livre, un jour.
Mon ami Darius Milhaud, d'Armand Lunel.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.35, le Journal de la région.
20.05 Jeu : Huguodéfie.

11.00 Divertissement : La Classe.
INC.
20.48 Série :
 Les Aventures de Tintin.
 Côté en stock, de Stéphane Barmeoon.
21.40 Magazine : Faut pas rêver.
 Présenté par Sylvain Augier, Porageul, Olla
 Tournade, de Julien Meille et Philippe Bigot.
 Angletarm : Blackpool's Follies, de Philip
 Priestley et Frédéric Dastot ; Scène : la villa
 du comtesse, de Daniel Barisani et Philippe
 Bigot.
22.38 Campagne pour le référendum.
22.50 Journal et Météo.
23.06 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.
23.20 Téléfilm : La Lune noire.
 de Jean-Louis Urbiz, avec Lydie Boah, Fernando
 Guillen.
0.40 Continentales. L'Eurojournal : l'info en
 v.o.

CANAL PLUS

19.10 Cinéma :
 Le Vaise des patins. ■ ■ ■
19.00 Film américain ■ ■ ■ Martin Scorsese (1985)
 Canaille pateluche.
 Don Coyote et les Indes Furies.
 En clair jusqu'à 20.35.
20.10 Ca cartoon.
 Présenté par ■ ■ ■ ■ ■ Peyr.
18.50 Le Top.
 Présenté par Yvan le Bolloch.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
 Présenté par ■ ■ ■ ■ ■ et ■ ■ ■ ■ ■ de
 Caumes.
20.30 Le Journal du cinéma.
 Présenté par ■ ■ ■ ■ ■.
20.35 Cinéma : Jour de tonnerre. ■
 Film américain ■ ■ ■ Tony ■ ■ ■ (1980).
22.15 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : Simple mort. ■
 Film français ■ ■ ■ ■ ■ Jolivet (1991).
23.45 Cinéma :
 Opération crapulose. ■
 Film américain d'Andrew ■ ■ ■ (1983)
 v.o.).
1.30 Cinéma :
 La Planète des vampires. ■
 Film italo-espagnol de Mario Bava (1965).

M6

14.25 Magazine :
 Destination musique.
17.15 Jeu : Zygopollé.
17.05 Série : Campus Show.
18.05 Série : Tonnerre mécanique.
19.00 Série : Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations.
 Météo.
20.40 Série : Madame ■ ■ ■ servie.

20.45 **Téléfilm** : Papy Joe.
De Jeffrey Melman.

22.30 **Cinéma** :
Commando suicide. □
Film ■■■■■ de Camillo Bazzoni (1969).
Magazine : Culture pub.

0.10

ARTE

17.00 **Documentaire** :
Rien ne sera plus
comme avant.
De ■■■■■ filmer et ■■■■■ Wingers
(rectif.).

19.00 **Documentaire** :
L'Art au Japon.
Extrait de la soirée thématique présentée
par Marcel Meyer, ■■■■■ le 14 juil.

19.30 **Documentaire** :
L'Opium du peuple.
De Frédéric Laffont.

20.30 **8 1/2 Journal**.

20.40 **Soirée thématique**.
Cosi fan tutte. Soirée proposée par le SEPT.

20.41 **Documentaire** :
Portrait de Peter Sellers.

20.50 **Opéra** :
Cosi fan tutte.
De Mozart, dir. Craig Smith. Mise en
scène : Peter Sellers.

FRANCE-CULTURE

21.30 ■■■■■ référendum.
Les Nuits magnétiques.
Le besoin de croire. 1. Approuver le
■ ■ ■ ■ ■.

■ ■ ■ ■ ■ jour et lendemain.
Avec Concata Condemi ■ ■ ■ ■ ■
concert.

0.50 **Musique** ■ Code.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 18 mars à Toulouse) :
Fantaisie et fugue pour orgue en ut mineur
BWV 637, Fantaisie BWV 713, Choral de
BWV 866, Choral BWV 610, Choral
BWV 753, Motet BWV 227 pour quintette
vocal et basse continue, de Bach : Paritta
pour orgue, ■ ■ ■ ■ ■, l'aitier : Fantaisie en fugue
pour orgue en ut mineur BWV 542, de
Bach, par ■ ■ ■ ■ ■, ■ ■ ■ ■ ■. Quinte-
tette vocal, dir. ■ ■ ■ ■ ■ Guiller (Dulphine
Anne-Maire Jacquelin, soprano ;
Jean-Louis Comoretto, alto ; Jopli Stutu-
■ ■ ■ ■ ■, ténor ; ■ ■ ■ ■ ■ Bindi, basse).

22.00 **Les Voix de la nuit**, Par Henri Gorsale,
Jarm, ■ ■ ■ ■ ■, ■ ■ ■ ■ ■.

23.09 **Ainsi la nuit**.

0.30 **Dépêche-notes**.

0.33 **L'Heure bleue**.

Ibn Arabi

Quelques heures insistent
dans le grand des Mille et une
de l'islam

**Les Illuminations de
La Mecque**

Le plus célèbre des mystiques
du monde, le grand maître
de la mystique islamique, le grand
saint d'Alger, le grand

**La vie merveilleuse
Djoud-Min l'Egypte**

Le plus grand des mystiques
du monde, le grand maître
de la mystique islamique, le grand
saint d'Alger, le grand

Le Chant de l'Arabe

Le plus grand des mystiques
du monde, le grand maître
de la mystique islamique, le grand
saint d'Alger, le grand

Les Souffles d'Arabie

Le plus grand des mystiques
du monde, le grand maître
de la mystique islamique, le grand
saint d'Alger, le grand

Sindbad

Le plus grand des mystiques
du monde, le grand maître
de la mystique islamique, le grand
saint d'Alger, le grand

par José Dore

L'impossible retour

British Airways, la boulimique

Redressée d'une main de fer avant d'être privatisée, la compagnie de Sir John King est devenue en dix ans le premier transporteur mondial, l'un des plus rentables et des plus ambitieux

British Airways négocie TAT (Transport aérien transatlantique), dernière compagnie française après Air France, l'achat d'une partie du capital de celle-ci. Une façon de parfaire sa toile d'araignée planétaire après avoir pris pied chez l'américain USAir et avoir créé Air Russia et Deutsche BA.

BITISH AIRWAYS est l'un des transporteurs les plus rentables au monde et le premier à mériter l'appellation de compagnie « mondiale ». Tant il en porte le crédit au compte de Margaret Thatcher, qui voulait, dès son arrivée au pouvoir, la privatiser. Ou bien rendre gloire à Lord King of Warminster, qui l'a obligée à le hussarder, à devenir dynamique, à devenir professionnelle, à devenir avisée.

John King fait partir une vingtaine de milliers de salariés, vend 50 avions et des immeubles londoniens, ferme 62 lignes non rentables et « vire » les notables de son conseil d'administration.

Car British Airways était bien malade en 1981 lorsque John King, patron de Boleck International et membre de l'aile droite du Parti conservateur, a pris la tête de la compagnie. La fusion de BEA et BOAC en 1974 avait donné une entreprise mal équilibrée, où les investissements et les lignes étaient motivés par des considérations de prestige ou par la raison d'État. Service déplorable, personnel pléthorique et direction défectueuse se conjuguèrent alors pour multiplier les pertes. C'est l'époque où British Airways (BA) est surnommée « Bloody Awful », comme dit « sacrément malade ».

TREIZE FOIS. Cette réputation permet à celui qui a été en 1981 Lord King de préparer et de réussir la privatisation à 100 % de la compagnie. En 1987, les excellents résultats de British Airways lui valent un référendum plébiscite boursier, car la valeur de la BA souscrite sur l'Etat empoche 1 milliard de francs.

Le vieux bouledogue n'a pas plus tôt rempli le rôle « politique » passé avec son premier ministre préféré qu'il se met à la tâche pour 1,4 milliard de francs sur le concurrent toujours, British Caledonian, qu'il licencie les deux tiers du personnel. Fort de la conviction que le transport aérien est une industrie planétaire, il se met à acheter des avions à crédit, à acheter des parts dans des compagnies étrangères, à acheter des parts dans des compagnies étrangères, à acheter des parts dans des compagnies étrangères.

Il a ses clients la planète tout entière, vieux d'Imperial Airways, ancêtre des compagnies britanniques. Une fois dirigée British Caledonian en 1987, Lord King et son second, Sir Colin Marshall, ont fait passer à tour United Airlines (avec 4,9 milliards de francs) en 1989; l'achat de l'île de Man et l'achat de l'île de Man en 1990; le belage de British Airways et Air New Zealand en 1991; le rachat de KLM en 1992. Malgré les difficultés, les tentatives de mariage sont courtes: British Airways et Air France, les deux avions de BA sont devenus deux en un.

Les 16 millions de passagers annuels se sont multipliés et dépassent le nombre de 25 millions. Ses bénéfices, qui étaient de 1,3 milliard de francs en 1991, ont atteint 1,3 milliard de francs en 1992. Les compagnies les plus rentables derrière Singapore Airlines et Cathay Pacific.

En annonçant le 21 juillet qu'elle achète pour 3,9 milliards de francs 44 % du capital et 21 % des droits de vote de USAir, la compagnie américaine de belle taille (55 millions de passagers et quatre cent trente-neuf appareils) mais en difficulté, British Airways devient le premier transporteur du monde devant les géants American et United Airlines et accède enfin au marché américain (le Monde du 23 juillet). Ce qui n'empêche pas les négociations pour reprendre TWA, proche de la faillite, de créer Air Russia - avec le russe Aeroflot - et BA, enfin de prendre langue avec le français TAT.

Sous-jacques. TAT cherche depuis toujours à s'imposer comme le sous-traitant indispensable des grandes compagnies. Son président, Michel Marchais, avait espéré que l'entrée d'Air France dans son capital réglerait ses problèmes de succession et pérenniserait son entreprise. La Commission de Bruxelles, grand pourfendeur des monopoles, ayant contraint Air France à se retirer et la crise économique lui ayant rappelé que les petits porteurs ne sont pas fragiles, Michel Marchais a cherché à trouver un grand partenaire qui pourrait reprendre jusqu'à 49 % de son capital. Il a mis en avant British Airways, American Airlines, SAS et JAL Nippon Airways. Peut-être vendra-t-on un jour des vols Bordeaux-Atlanta... via Londres.

La force de British Airways est dans la philosophie ultralibérale de ses dirigeants qui réclament à cor et à cri que les compagnies aériennes se battent à armes égales et cessent, donc, d'appartenir aux Etats.

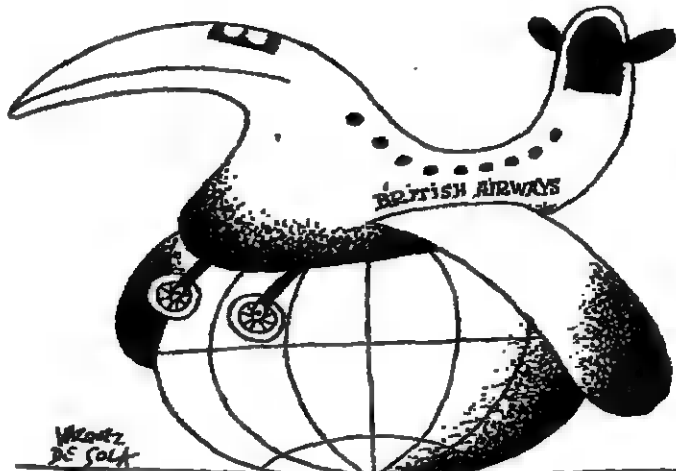
Pour parvenir à ses fins, le britannique dispose de quelques atouts dans sa manche. Tout d'abord, des salaires plus bas (de 10 % à 15 %) que ceux des compagnies continentales et une dépréciation du livre qui n'ont pas contribué à sa compétitivité. Ensuite, l'appui d'un gouvernement britannique favorable au renforcement du transporteur national et à la protection des assauts américains.

Pour être juste, il faut dire que Lord King n'a pas toujours eu à se féliciter de la politique du gouvernement britannique. Au printemps 1992, il a juré que sa compagnie ne verserait plus un penny au Parti conservateur, mais qu'il se fût de trafic aérien britannique par le gouvernement et un petit challenger, Virgin Atlan-

tie! Mais la force de British Airways est ailleurs. Elle est dans la philosophie ultralibérale de ses dirigeants, qui réclament à cor et à cri que les compagnies aériennes se battent à armes égales et, pour cela, qu'elles cessent d'appartenir aux Etats. Comme le dit Lord King, « dans notre métier, nul ne peut servir deux maîtres, le marché et le gouvernement. Le premier exige de la flexibilité pour suivre les variations de la demande. Le second prend son temps pour évaluer les problèmes et pour éliminer les tensions ».

Flexibilité. C'est la flexibilité, British Airways la cultive au maximum. Elle a été l'une des premières à annoncer quatre mille cinq cents licenciements au sortir de la guerre du Golfe. Elle n'a ni plus ni moins que desservir l'Irlande, port déficitaire. Imagine-t-on Air Inter suspendre ses vols vers la Corse? Elle a lancé en 1991 une gigantesque opération de promotion en offrant à la planète cinquante mille billets gratuits.

Le patron du sauveur, le transporteur a acquis une



redoutable. Freddie Laker, le père du « train à ciel » entre Londres et New-York, en fait quelque chose, lui qui a dû rendre en 1981 les armes après une guerre de prix meurtrière. British Airways suit son intérêt, pas l'intérêt public. La britannique: la compagnie n'a

jamais eu un Airbus, dont les avions sont pourtant fabriqués en Grande-Bretagne; elle a fait à y a un an que l'achat de l'île de Man. Royce, autre bijou de la Couronne, en préférant les avions de l'Américain Boeing, elle a eu l'échange du même au prix fort par celui-ci.

de la division réparation de moteurs, de médiocre réputation. Pour l'heure, cette agresseur ne semble pas avoir provoqué de retour. Tout au plus, l'usage intensif des Concorde pour des vols à la demande et quelques d'entretien ont valu au supersonique de perdre une partie de son gouvernement en vol par deux fois. La BA ne devient pas impunément l'une des entreprises vedettes des Britanniques. La de qualité, comme le Financial Times, mais l'autre aussi, font régulièrement l'éloge de quelques-unes de ses réussites. Elles ricanent des moeurs de tel dirigeant ou des affrontements entre Lord King et Sir Colin.

Car il existe une « gorge profonde », « étape » qui sépare les journalistes des petits et les grands du quartier général. British Airways à l'image de Buckingham Palace ou de la Maison Blanche? Lord King croit trop à la libre entreprise pour être d'accord.

Alain Faujas

Nous Visons Le Même Objectif.

par Serge TRIGANO

Directeur Général du Groupe Club Med S.A.



« Les entreprises d'aujourd'hui sont confrontées à un ensemble de problèmes nouveaux, liés à la vitesse d'évolution du monde économique. Pour y faire face, elles ont besoin de lieux de rencontre un peu magiques qui leur offrent la possibilité de se dépasser elles-mêmes. C'est ce que leur apporte le Club où nous appliquons à l'entreprise les principes qui ont fait le succès de nos villages: un état d'esprit qui n'existe nulle part ailleurs et un forfait sans mauvaises surprises.

Casser les barrières hiérarchiques, recréer un cadre exceptionnel avec unité de temps, de lieu et d'action, c'est ce que nous savons faire au Club: vous nous confiez des femmes et des hommes et, dans un laps de temps très court, on vous rend une équipe qui a renforcé sa passion pour son entreprise. Si nous réussissons à le faire, ce n'est pas seulement parce que nous sommes un peu des magiciens. Derrière tout cela il y a les quelques 30 000 personnes qui font le Club: des professionnels qui savent gérer, organiser, innover, s'adapter aux différents besoins.

Et il y a notre volonté, leur volonté d'excellence: aujourd'hui nous sommes cités en exemple pour avoir su créer et exporter un produit sans précédent, demain nous voulons être le leader mondial de ce nouveau métier qui est le « village au service de l'entreprise ».

Actuellement, 25 de nos villages sont équipés spécifiquement pour les affaires. Nous en créons d'autres et toutes nos équipes reçoivent une formation pour relever ce défi.

Autre atout du Club: le drapeau européen qui flotte désormais à côté du Trident. Il rappelle que tous nos villages ont déjà adopté l'esprit et les langues de l'Europe de demain. Voilà pourquoi nous sommes capables de recevoir aussi bien une société de taille moyenne qui souhaite un séminaire franco-français qu'un grand groupe de dimension internationale. A tous les entrepreneurs qui croient en leur avenir, je souhaite la bienvenue au Club Med Affaires.

Signature

Club Med Affaires
DESTINATION: L'EXCELLENCE

Pour tous renseignements envoyez votre carte au Club Med Affaires place de la Bourse 75008 PARIS CEDEX 02 ou téléphonez au (1) 42 96 44 44

Le « sida de la vigne » californienne

Les agronomes californiens ont encore du mal à identifier précisément la variété de puceron responsable de l'épidémie de phylloxéra et à trouver les meilleurs remèdes contre sa propagation

LOS ANGELES
correspondance

Un siècle après que le phylloxéra ravagé non seulement le vignoble européen mais aussi le vignoble californien, nombre de viticulteurs ont toujours aussi désespérés face à ce puceron jaune d'un demi-millimètre. Mille hectares ont été arrachés, brûlés. Le long de la route de Napa et Calistoga, les vigneronniers utilisent des boîtes de lait pour protéger les nouveaux plants.

C'est terrible, c'est une explosion. Le sol est devenu une dynamite, un professeur honoraire de l'université de Davis, Harold Olmo. L'homme, qui a enseigné l'œnologie pendant près de cinquante ans, a souvent pourtant d'avoir mis sa garde d'étudiants, futurs viticulteurs, contre les pieds de vigne AXR.1 (1). Harold Olmo retire de la bibliothèque l'ouvrage de L. Ravaz les Vignes américaines, porte-greffes et producteurs directs, publié à Montpellier en 1902. Et, en français, il lit : « Ce plant, dans un sol moins résistants au phylloxéra ».

Sur ce plant, qui a connu avant lui le vin d'autres rubes, comme vers l'or, les nou-

veaux producteurs de vin ont choisi le plant le plus productif et le plus facile à développer. Les pépiniéristes qui pouvaient satisfaire la demande avaient, eux aussi, été contraints de sélectionner le cep le plus pratique, l'AXR.1 aujourd'hui incriminé. Au moment où les prix du vin montaient, il était produit du raisin sans attendre.

Connus, les risques du phylloxéra étaient délibérément ignorés. Certains investisseurs dans la vallée de Napa étaient ceux-là mêmes qui achetaient par ailleurs des bons à haut risque : peu leur importait de subir le phylloxéra plusieurs années après s'ils obtenaient cinq ou six fois leur investissement, rappelle un des bourgeois de Napa.

GOLDEN BOYS Jay Corley fut l'un de ces golden boys qui, après avoir investi dans l'agriculture, rachetait et « remontait » des entreprises faillies - avait investi dans le vignoble, dans les années 70. En 1980, Thomas Jefferson, il créa dans la vallée de Napa le domaine Monticello, référence à la demeure virginienne du père fondateur. Ces plants de chardonnay et de pinot noir ont vite donné, grâce aux conseils du vigneron Walter Chavoor, un vin fruité, jeune, dont il a produit et



vendu 25 000 caisses par an. Aujourd'hui, comme les quelques deux cents producteurs de la vallée, il se trouve devant : « Il nous manque quatre ans d'expérience, explique-t-il. Une tradition s'était établie au début du siècle mais la prohibition entre 1919 et 1933 a créé une coupure pendant laquelle le savoir s'est perdu. Il a fallu recommencer à planter la vigne dans les années 60 et réapprendre ».

Walter Chavoor a été au point de greffe du français SO-4, résistant au phylloxéra, sur les plants AXR.1 malades. Si le greffage réussit, nombre de petits producteurs ont sauvés car ils ne devront pas arracher les plants.

Arrachage d'un verger (0,405 hectare), fumigation de la terre et plantation de nouveaux pieds de vigne reviennent à 20 000 dollars au total. L'investissement est lourd, mais pour un producteur « moyen » comme Jay Corley. Un petit viticulteur ne peut se permettre de perdre la moitié de la production de raisin pendant quatre ans. Il n'est pas rentable non plus de revenir aux cultures de pruniers ou de pêchers. Il est probable que les grands domaines de plus de 1 000 hectares, comme Mondavi ou LVMH (qui appartient à LVMH), sauront saisir cette occasion pour produire un vin naturel, les leçons de magazines découvrent la fumigation des terres contaminées à Napa. Des gazettes locales vont jusqu'à présenter le phylloxéra comme « le sida de la vigne ».

RECHERCHE Pour faire face à la crise du phylloxéra, le Chandon dispose de sa propre équipe de recherche qui travaille en collaboration avec l'université de Davis. Mais les œnologues restent incertains sur

le cep à adopter. « Nous avons besoin de quatre ans de travail pour savoir quel sera le meilleur pour remplacer l'AXR.1 », reconnaît l'un des chercheurs. D'ailleurs, comme l'ensemble des vignobles californiens, le département d'œnologie de Davis subit actuellement les effets des crises budgétaires.

Un siècle après la première crise de phylloxéra, il est clair que les scientifiques ne savent ni identifier avec certitude le type de puceron en cause, ni contenir sa propagation.

Les professeurs Wolpert et Andrew Walker, qui se concentraient jusqu'ici sur le développement d'un pied résistant à la fois au phylloxéra et aux virus qui nuisent aux vignobles californiens et français, ont dû se pencher sur un problème plus

urgent : rechercher, parmi les six ou sept variétés possibles, la mieux adaptée au sol californien.

La mise en évidence par l'entomologiste Jeffrey Granett d'un type B de phylloxéra, plus vorace que celui connu jusqu'ici, serait elle-même contestée par d'autres scientifiques. Un siècle après la première crise du phylloxéra, il est clair que les scientifiques ne savent ni identifier avec certitude le type de puceron en cause, ni contenir sa propagation. Un rapport d'un séminaire tenu récemment à Reno, en Nevada, montre les difficultés des choix futurs du « bon plant » : « La résistance au type B de phylloxéra est difficile à reconnaître, l'aptitude des plants à s'adapter aux conditions spécifiques du site est largement inconnue », écrit James Wolpert. « Nous ne sommes pas sûrs de la meilleure alternative à l'AXR.1 pour le vignoble californien », confirmait peu après Andrew Walker.

Si les ceps d'AXR.1 devaient être arrachés et brûlés, cela condamnerait 10 % des vignobles de Napa et Sonoma. Mais selon les estimations de Mokto, Kryta et Fischer, les vignobles devraient compenser la baisse de la production des prochaines années.

Les producteurs ont, pour le moment, deux soucis immédiats : empêcher les ligues antialcooliques, très puissantes aux États-Unis, de profiter de la faiblesse passagère du secteur viticole pour entraver encore son développement, et éviter que le vin californien, ne soit considéré comme « malade » et rejeté par une clientèle à la recherche d'un produit de qualité qui ne puisse survivre à la concurrence. Au moment où le mode est de produire un vin naturel, les leçons de magazines découvrent la fumigation des terres contaminées à Napa. Des gazettes locales vont jusqu'à présenter le phylloxéra comme « le sida de la vigne ».

Régis Navarre

(1) Voir l'article de François Renaud dans le Monde du 25 juin.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cash Leader

A propos de compte « rémunéré », M. Dubreuil fut devancé par son consultant financier : « Entre nous, qu'est-ce qu'un bon taux s'il est grignoté par les divers frais de gestion... ? »



Choisir le meilleur compte « rémunéré » n'est pas facile : au-delà des taux affichés, il faut tenir compte des divers frais, jours de valeurs, etc. Aussi variés que variables. Legal & General facilite aujourd'hui votre choix : en ouvrant un Cash Leader, vous bénéficiez d'une rentabilité.

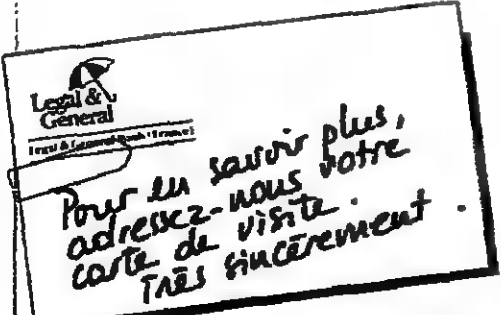
Taux de rémunération réelle Les OPCVM à la base des comptes « rémunérés » réalisent à peu près le même résultat : celui du marché monétaire (environ 9,49 % en 1991). Les taux sont donc moins élevés après prélèvement des frais de gestion : ceux-ci, souvent variables,

peuvent s'élever jusqu'à 10 ou 4 % chez certains. La rémunération réelle chute donc après la prise en compte des frais de fonctionnement et de gestion.

Avec Cash Leader, les frais de gestion sont limités aux 0,8 % de la Sicav Sécurité-Taux. Et il n'y a aucun frais de fonctionnement, droit d'entrée ou de sortie, ni jours de valeur. Le résultat net de Sécurité-Taux a été de 8,92 % en 1991 et de 9,35 % (annualisé) de janvier à mai 1992.

Une seule contrepartie à ces conditions exceptionnelles, le seuil minimum de Cash Leader est de 100.000 F. Comparez !

Legal & General (France) est filiale du groupe Legal & General (créé en 1836, implanté en France depuis 1854), l'un des groupes britanniques dans la diffusion et la gestion de produits financiers, de fonds, retraite et d'assurance-vie (190 milliards de francs de gestion dans le monde).



Votre consultant financier privé

Legal & General Bank (France), 56, rue de la Victoire, 75009 Paris, Tél. (1) 48 35 72

Le nouveau fléau

Suite de la page 36

Certains analystes, la crise du phylloxéra, le Chandon dispose de sa propre équipe de recherche qui travaille en collaboration avec l'université de Davis. Mais les œnologues restent incertains sur

le cep à adopter. « Nous avons besoin de quatre ans de travail pour savoir quel sera le meilleur pour remplacer l'AXR.1 », reconnaît l'un des chercheurs. D'ailleurs, comme l'ensemble des vignobles californiens, le département d'œnologie de Davis subit actuellement les effets des crises budgétaires.

EXAGÉRÉ Toutefois, John Frederickson, président de Gornberg & Frederickson Associates, un consultant de San Francisco, spécialiste du marché vinicole, a écrit à contre-courant de la plupart des commentaires : « Les chiffres relatifs aux conséquences du phylloxéra et aux dommages que subissent les producteurs californiens ont été exagérés. Certaines vignes qui vont être arrachées à cause du phylloxéra l'auraient été de toute façon car

elles ont plus de vingt ans d'âge, relève-t-il. De plus, nous avons connu cinq années de très bonne récolte et, donc, de bons revenus. Et 1991 sera une année de récolte décevante, ce qui devrait consolider la situation financière des entreprises viticoles ».

Pour lui, les difficultés auxquelles se débattent actuellement certaines entreprises liées au vignoble californien sont à mettre sur le même rang que « les problèmes que vivent la banque, l'informatique ou les compagnies aériennes ».

Une chose est sûre. Les grands domaines des cépages californiens - à commencer par les vins français - ne doivent pas trop tabler sur les bénéfices de la Californie pour développer leurs exportations vers les États-Unis. Les investisseurs du vin californien, beaucoup plus que les autres, ont un parasite d'un cep à l'autre.

CONTRE-PERFORMANCE Sur les cinq premiers mois de 1992, nous avons constaté une augmentation de 15 % du volume et de 22 % en valeur des exportations de vins français vers les États-Unis, qui ont atteint 2,8 milliards d'hectolitres sur cette période. Mais cette hausse est plutôt à mettre au compte des contre-performances de 1991, dues en partie à la guerre du Golfe, qu'à une véritable envolée des ventes. Ainsi, Sylvain Péfau-Dort, président de Food & Wine from France (Sopex), l'actuelle boîte du dollar pénalisant les exportations de vins français vers les États-Unis, il est encore trop tôt pour savoir si nous allons assister à un début de transfert de consommation après les événements liés au phylloxéra.

Pour l'instant, ce sont plutôt

les vins californiens, surtout les rouges, qui ont tiré profit d'une actualité plutôt à insérer dans la rubrique médicale : un rapport de France sur les bienfaits d'une consommation modérée de vin pour lutter contre les maladies de cœur, diffusé en novembre 1991 à l'occasion de l'émission hebdomadaire « 60 Minutes », sur l'une des principales chaînes de télévision américaines, qui a entraîné un boom des ventes en supermarchés. Le seul véritable danger qui menace - actuellement - les producteurs de Napa et de Sonoma est de voir les informations sur le phylloxéra « monter » à la une des grands quotidiens, et influencer négativement le comportement des consommateurs. Le mal n'est pas si limité et californien. « Mais rien de dit qu'il ne va pas s'étendre ailleurs », admet Thomas Matthews, l'un des éditeurs en chef de Wine Spectator.

Plus préoccupante est la mise en garde formulée par les autorités d'Oregon aux producteurs de vins de l'État : « Nous avons constaté dès 1990 la présence de phylloxéra dans la région. Le parasite a déjà entraîné des dégâts sur six différents vignobles répartis dans les comtés de l'Oregon », explique Bruce Pokersmew, l'un des responsables du département de l'Agriculture de Salem, la capitale de cet État, qui ne produit, il est vrai, que 7 000 tonnes de raisin par an. « Nous avons mis en place un dispositif d'alerte. Pour l'instant, il n'y a pas de véritable danger, explique-t-il, mais il est clair que la maladie, en provenance de Californie, est venue jusqu'ici. Le phylloxéra se promène. Sans tenir compte des frontières naturelles ».

Serge Marti

PAPETERIE

Des papillons par millions

Inventé par hasard en 1974, le Post-it a conquis la planète. Les petits papiers jaunes autocollants, répandus partout, ont fait la carrière de leur inventeur et la promotion de la société productrice

De quelle grâce, celle du Saint-Esprit ou celle de l'ennui, Art Fry, l'ingénieur inventeur du Post-it, a-t-il été frappé lors de ce sermon dominical ? C'est en effet dans la cathédrale de Saint-Paul, Minnesota, que jaillit en 1974 l'idée du ce papillon jaune autocollant qui aujourd'hui peuple notre univers. Art Fry chante dans la chorale et s'agace des bouts de papier qui marquent ses pages puis, en tombant, se perdent.

Il se souvient alors de cette colle que lui a présentée quelques années auparavant Spencer Silver, comme lui chercheur dans les laboratoires de la Bell Telephone Company (marque de Scotch). C'est en recherchant une colle forte qu'accidentellement Spencer Silver découvre le contraire, une colle à faible pouvoir adhésif. En l'associant au papier, Art Fry pourrait certainement coller et décoller à volonté ses marque-pages et, pourquoi pas, les utiliser d'autres fins.

Mais l'idée s'avère plus simple que sa réalisation. Art Fry consacrera près de deux ans du temps dévolu à ses recherches personnelles pour mettre au point un prototype. Principale difficulté : obtenir un bloc d'une épaisseur minime, alors qu'une partie est encollée et l'autre pas. Fort de son invention, Art Fry n'imagine pas

qu'elle sera reçue avec le plus grand scepticisme par la direction du marketing. Pourquoi payer un bloc de papier plus cher alors qu'il suffit de griffonner des notes sur des feuilles volantes, lui répond-on en substance ?

PROTOTYPES • Déçu mais tenace, Art Fry continue de croire en son idée. Artisanale, il met au point des prototypes qu'il distribue aux secrétaires et aux dirigeants de 3M. Bientôt on vient en file indienne lui demander s'il ne resterait pas de ces petits blocs... La démonstration est convaincante : c'est en utilisant le Post-it que le besoin se crée.

Enfin convaincu, 3M lance en 1980 aux Etats-Unis le nouveau produit, lancé comme « classique » qui se solda rapidement par un cuisant échec. La direction reprend alors à son compte la méthode qui a permis à Art Fry d'imposer son produit à l'intérieur de l'entreprise : entre 1980 et 1987, elle met à profit son réseau de distribution pour les papillons jaunes dans les chaînes hôtelières, les congrès, les locations de voitures, etc. Campagnes publicitaires à l'appui, le taux de notoriété s'envole. En 1988, 3M lance le Post-it en Europe, où Post-it avait été lancé en 1981. Et

ainsi que le Post-it devient le produit commercial et industriel le plus populaire de la décennie.

Aujourd'hui, la firme vend pour 1 milliard de francs de Post-it dans le monde, soit 3 % de son chiffre d'affaires global. Mais le Post-it est surtout un formidable vecteur de promotion de l'entreprise. Symbole de l'innovation et de l'astuce, il est le parfait porte-drapeau d'une société qui fait à la recherche et qui s'est fixé comme objectif de réaliser au moins 25 % de ce chiffre d'affaires sur des produits datant de moins de cinq ans.

Les retombées du succès de Post-it pour l'entreprise ne

s'arrêtent pas là. Le produit « littéralement relancé l'activité papeterie » de 3M (un tiers du total) en lui permettant de mieux s'implanter dans les réseaux de distribution. Et voilà le ruban de papier collant Scotch, la colle et autres produits de la firme éclairés d'un jour nouveau face à la concurrence.

APPLICATIONS • Le Post-it, comme le papier collant Scotch, est brillant précurseur, inventé en 1930 par la même société, prendre le chemin de l'anonymat et se noyer dans une myriade de produits concurrents ? Pour l'instant, la concurrence est faible. 3M détient

encore 95 % du marché, le reste venant d'Extrême-Orient ou d'Europe. Si l'entreprise n'a déposé aucun brevet pour le Post-it, c'est parce qu'elle croit plus à une stratégie de volume, en investissements massifs consacrés aux machines de production et enfin en la fabrication.

Et elle continue de prendre l'avance en travaillant sur de multiples applications du Post-it : du papier peint, l'affichage enduit de colle « Post-it », la colle repositionnable, etc. C'est Art Fry lui-même, promu au plus haut rang de la firme, qui pilote les projets de

développement de son produit. Désormais mondialement connu, il assume parallèlement le rôle de porte-parole de l'entreprise.

Art Fry est un homme heureux, humble père d'un produit universel : alors qu'il n'était pas un inventeur d'aucune tradition, le Post-it a séduit les consommateurs de toute la planète, au point qu'il prend parfois des formes plus allongées pour, comme au Japon, se prêter mieux à une écriture cursive. Ainsi, le monde industriel est désormais peuplé de papillons jaunes, porteurs d'une idée universelle : parer à l'angoisse de l'oubli.

Anne-Laurence Fitte

La richesse perdue de Potosi

Montagne-fourmilière, où s'acharnent des milliers de mineurs, la mine de Potosi, signalant, sur les parois, le destin tragique de beaucoup d'êtres humains. La raréfaction, dès le dix-neuvième siècle, du minerai d'argent exploitable, surtout, plus récemment, l'effondrement des cours de l'étain, qui avait progressivement pris le relais à partir du dix-huitième siècle, ne permettent pourtant plus de rêver.

D'autant moins que l'entreprise minière d'Etat, la COMIBOL, qui prit à l'automne 1973 la place des magnats de l'étain, est en pleine déconfiture. Dès 1980, elle employait à Potosi avant son démantèlement à la fin de 1986, elle n'a gardé que dix-huit. Les travailleurs licenciés, après avoir bien souvent « flambé » leurs indemnités, se retrouvent à leur compte ou ont formé des coopératives, qui dorénavant 60 % de l'exploitation de la montagne. Mais ils n'en sont pas plus riches. « Ils vivent au jour le jour », dit Johnny E. Delgado, président de MINTEC, une firme de consultants spécialisés.

Ainsi Umberto Higonosa, qui, dans le tunnel baptisé « Kunka », travaille avec une douzaine d'autres compagnons pour extraire dix tonnes de minerai à très faible teneur en métal. Leur production sera vendue en fin de journée 250 bolivianos (environ 35 F) ce qui leur permettra tout juste de survivre. « Pour nous, ça n'a changé depuis de longues années », dit-il. Simplement l'énergie électrique a remplacé l'huile pour l'éclairage de nos lampes.

SANS CASQUE • « Ils travaillent effectivement dans les mêmes conditions qu'autrefois », assure l'ingénieur Juan Mendez, qui assiste quelques-unes de ces coopératives dans le cadre d'une donation étrangère. Mais le plus inquiétant, sans la moindre sécurité, qu'il s'agisse de casques ou de simples gants. Les machines modernes, perceuses, compresseurs, leur font aussi défaut quand elles sont hors d'usage.

Une multitude de petites boutiques vendent des accessoires le long des rues. Bottes de caoutchouc, bâtons de dynamite, corbeilles s'y trouvent. Les mineurs les plus pauvres n'en

franchissent pourtant l'entrée que pour acheter des feuilles de coca, dont ils confectionneront des « boulettes » qui leur permettront de tenir à l'extérieur des tunnels sans boire ni manger.

Entre-temps, Potosi est devenue une ville-musée. Mais son inscription dans le « patrimoine de l'humanité » par l'UNESCO, en décembre 1987, ne peut calmer la nostalgie de Victor Villanueva, un mineur qui a passé vingt-cinq ans de sa vie au cœur de la montagne : « Après tant de honte et de richesses, on ne rencontre plus ici que l'oubli et la misère, dit-il. La ville ne survit que grâce au tourisme, et les autres sont abandonnés à leur triste sort ».

MYTHE • Tout le monde n'est pas cependant logé à la même enseigne. Certaines coopératives ont réussi à la COMIBOL des richesses ou plus accessibles. Les richesses du Cerro Rico, pourtant, sur une flanc pendant des siècles d'exploitation minière, font naître le bonheur de la plus importante compagnie minière privée du pays, la COMSUL, qui a installé une de ses filiales à quelques kilomètres de la célèbre montagne.

Employant une soixantaine de personnes, elle traite ces « cailloux » à raison de 950 tonnes par jour. « Grâce à un procédé américain et à une installation performante », explique le directeur de l'usine, Luis Segomía Gutierrez. L'entreprise a acquis aussi les reliquats des coopératives, qui charient les norias de camions : une longue rue de la COMIBOL, évaluée à sept millions de bolivianos.

Denis Hautin-Guiraut

Le futur n'existe pas encore, mais rien ne vous empêche d'y aller.

Pour visiter le futur, il y a la machine à voyager dans le temps. Maintenant il y a Apple Expo, accessible en RER, métro, bus ou simple particulier.

En effet, au cœur d'Apple Expo, l'Espace Nouvelles Technologies vous présentera la visiophonie, les technologies multimédia, les télécommunications et différentes manières dont vous utiliserez votre ordinateur en l'an 2000 (ce sera la surprise). A l'occasion, Apple Expo accueillera un invité de marque : Michael Spindler, Président d'Apple



Computer Inc., qui animera une conférence exceptionnelle sur l'ordinateur de demain, le vendredi 11 septembre à 11 heures. Parmi les stands de l'Espace Jeux, l'Espace Musique et les nouveaux services Apple ; nouveaux produits avec le nouveau Powerbook, le nouveau Quadra, tout est vraiment nouveau sauf le CNIT qui est toujours à la même place.

Par ailleurs vous retrouverez avec plaisir les traditions d'Apple (applications, éducation, développeurs...) ainsi que ceux des exposants : revendeurs agréés Apple, éditeurs de logiciels, etc. Puisque vous êtes là jusqu'à la fin, vous méritez bien une petite récompense. Voilà qu'en apportant votre billet à Apple Expo, vous pourrez y entrer gratuitement. Aller dans le futur pour O.F. c'est tout même une belle économie et une grande réussite.



Apple Expo - CNIT/La Défense - du 16 au 19 septembre de 10h à 19h - 3614 Apple

PERSPECTIVES



PRÉ : LA GUERRE DANS MERCI

La grande braderie

La course au cash guide désormais toute l'industrie. L'argent est cher. Trop précieux en tout cas pour être immobilisé dans des stocks. Conséquence : en cette période de faible demande et de concurrence accrue, la peur de l'inventaire entraîne une dégringolade des prix

BENTLEY s'est construit un nouveau véhicule de bat. Une puissante berline de luxe, baptisée Brooklands, parée de détails inaltérables qui donnent un savoir haut de gamme à l'un des plus fidèles serveurs du chic automobile anglais. Des odeurs de moleskine, des cuir piqués à la main, un tableau de bord tout de bois verni. Seule innovation autorisée : le prix. Le groupe Rolls-Royce, propriétaire de la marque, a décidé de proposer un nouveau modèle pour 91 000 livres (environ 900 000 francs). Un « cadeau » à cette époque qui jusqu'ici ne passait pas en dessous de la barre du million de francs. Et une petite révolution dans les pratiques commerciales de la firme, contrainte de

Bentley «solde». Airbus, de son côté, étrangle ses prix. Pour arracher à United Airlines un contrat géant portant sur la fourniture d'une centaine d'A-320, et damer ainsi le pion à son grand rival Boeing, le consortium aéronautique européen a dû, en outre, dans le milieu, négocier un plus serré et concéder des rabais d'une ampleur rare.

Et Bentley annonce pour janvier 1993 des réductions de 10 à 15 % des étiquettes sur tous les

modèles de sa gamme. La firme de Trévise, dans l'agressivité commerciale, se répute à l'incontestable. L'industrie semble aujourd'hui convertie à cette « guerre des étiquettes ». Dans le verre, les résines de plastique, l'acier, les machines dites de biens intermédiaires, les produits se négocient au plus bas. Dans les machines-outils, les équipements professionnels, les prix catalogues sont autant de plafonds sans commune mesure avec les tarifs réellement appliqués. Quant aux équipements électroniques et autres postes de télévision, leur prix, à l'instar des spécialistes, enregistre des baisses de l'ordre de 40 % sur un an.

EXERCICE PÉRILEUX Cette pression à la baisse, la plupart des industriels l'attribuent à l'angoisse du stock. Tous ont les yeux rivés sur leur marche de vente. Et surtout sur le fameux point mort, ce volume de production au-delà duquel une usine tourne à perte. Car tout le dilemme est là : la demande existe, mais de façon limitée. Dans de nombreux secteurs, elle est trop faible, en tout cas, pour permettre aux équipements en place de fonctionner au régime optimal. Fermer des installations, ajuster brutalement ses capacités à

l'état actuel du marché, c'est se priver d'une force de frappe qui, cruellement défaille quand l'activité redémarrera. Les maintiens, c'est une exploitation qui flirte avec la limite de la rentabilité. Un exercice périlleux qui se joue sur une ligne financière solide quand l'accès aux capitaux est limité pour cause de marchés boursiers en baisse et de coût du crédit élevé.

« Mais le marché des plastiques », explique-t-on dans un grand chimiste français, « l'activité a été particulièrement forte de 1989 à 1991. A l'époque, les capacités ont été programmées. Elles sont aujourd'hui opérationnelles, mais le marché a chuté. Les prix coûtent cher. Il n'y a pas de discipline de marché. Résultat : les prix dégringolent ».

Le kilo de PVC, qui se négocie à 5,30 à 7 francs, est une qualité constante. Il y a deux ans, le vendait-on à 12 francs. Le kilo de polyéthylène, à ce niveau de prix, la même installation d'aujourd'hui, ne peut fonctionner qu'à moitié rendement.

Savoir apprivoiser le cycle est un impératif dans les industries de biens intermédiaires, services qui amplifient les moindres à-coups de la conjoncture. Néanmoins, dans

on le voit, la direction des études économiques de Saint-Gobain, les mouvements de prix actuels semblent beaucoup plus prononcés, et se révèlent plus difficilement réversibles. « Nous sommes sur une onde de choc des prix de 1 % à 2 % en termes réels, compte tenu des gains de productivité. Ces gains ont été entrecoupés de plongées, au bas de cycle. Reste que là où l'on faisait -1 % ou -2 %, il faut faire maintenant -4 % ».

La conjoncture se caractérise par une période de ralentissement de l'activité. La disparition des marchés industriels de la fin des années 80, qui aujourd'hui seules restent, la mondialisation des marchés, figure rétrospectivement la fin des années 80, fait aujourd'hui seulement pleinement sentir ses effets. Dans le monde plat, il y a dix ans, la peine, l'anglais Pilkington à Saint-Gobain se disputait le marché européen. La perspective du marché unique a attiré depuis des américains, PPG et Guardian, et le japonais Asahi.

COMPÉTITION Conséquence : les surproductions relatives, en ralentissant l'activité, apparaissent plus vite. Et leurs effets sont plus largement diffusés. Cette après compétition se poursuit encore stimulée par l'arrivée à maturité de certains secteurs

Dans l'électronique grand public, par exemple. De Sony à Philips en passant par Matsushita et Thomson Consumer Electronics, tous les industriels ont la recherche du produit miracle qui, à l'image du walkman ou du magnétoscope au début des années 80, du micro-ordinateur durant les années 90, leur ont emboîté le pas. Les géants ont dû réagir. En juin dernier, le groupe Compaq révisait du tout au tout sa stratégie. Et sortait un nouveau micro, en baissant de 30 % ses prix. Le pari s'est révélé payant. Les usines du constructeur fonctionnent désormais vingt-quatre heures sur vingt-quatre. IBM, Apple ont dû suivre. La bataille du discount fait rage.

Maturité de certains produits « de pointe », surproductions relatives, stratégies commerciales agressives, la course à la baisse des prix. La convergence des dégringolades est réelle. Les marges sont comprimées à l'extrême. Une fois n'est pas coutume, l'acheteur fait la loi. Dans l'industrie mais aussi dans les services - transports aériens ou routiers, loisirs, immobilier, etc. - et dans l'immobilier. Il ne s'agit plus d'isolés mais d'un mouvement de fond. Le conflit localisé, la guerre de prix devient une bataille générale.

La micro-informatique est actuellement le même phénomène. Les entreprises ont pour la plupart acquis leur équipement. La course à la puissance ne convainc plus les acheteurs, sauf si elle permet d'apporter de réels gains de productivité en automatisant l'usage de tel ou tel logiciel. Conséquence : le classique ordinateur compatible IBM est devenu un produit banal, à l'image d'une calculatrice ou d'une machine à écrire. Il ne justifie plus des surcoûts. Pour l'avoir trop longtemps ignoré, les marchés de l'industrie, IBM et autres Compaq se sont fait débordés par des concurrents coréens ou taiwanais, sans prétention technologique, assemblant

des modules standard et vendant à des prix extrêmement peu élevés. Introduisant de nouveaux modes de distribution (la vente par correspondance), des PME situées aux quatre coins des Etats-Unis leur ont emboîté le pas. Les géants ont dû réagir. En juin dernier, le groupe Compaq révisait du tout au tout sa stratégie. Et sortait un nouveau micro, en baissant de 30 % ses prix. Le pari s'est révélé payant. Les usines du constructeur fonctionnent désormais vingt-quatre heures sur vingt-quatre. IBM, Apple ont dû suivre. La bataille du discount fait rage.

Maturité de certains produits « de pointe », surproductions relatives, stratégies commerciales agressives, la course à la baisse des prix. La convergence des dégringolades est réelle. Les marges sont comprimées à l'extrême. Une fois n'est pas coutume, l'acheteur fait la loi. Dans l'industrie mais aussi dans les services - transports aériens ou routiers, loisirs, immobilier, etc. - et dans l'immobilier. Il ne s'agit plus d'isolés mais d'un mouvement de fond. Le conflit localisé, la guerre de prix devient une bataille générale.

Caroline Monnot

Cieux impitoyables

La guerre aérienne que se livrent les compagnies américaines depuis le printemps a été des plus brutales. Accusées de tout les crimes, les transporteurs qui se sont placés sous la protection de la loi sur les faillites (le chapitre 11) ont tenté de faire de grandes manœuvres pour dégrader la trésorerie. TWA, Continental Airlines, American Airlines, s'y sont livrés comme Eastern, Pan Am, Midway avant qu'ils ne disparaissent.

Mais cette année, l'offensive est venue des « majors ». American Airlines a commencé par simplifier début avril ses vols sur l'axe New-York-Los Angeles, en est venu à quatre, avec une fréquence vertigineuse du prix du billet (- 20 % à - 50 % pour la première classe). Delta Airlines et Delta Airlines, les deux autres grands, n'ont pas hésité à signer des tarifs.

Les autres compagnies ne pouvaient pas rester en arrière. TWA a été plus loin en offrant des prix inférieurs de plus de 20 % à ceux de ses concurrents. American Airlines et US Air ont réagi. Le pas. Northwest, en proie pourtant à de sérieuses difficultés, a fait le grand saut le 27 mai : ses tarifs ont été réduits de 10 à 20 % sur la plupart des lignes.

Northwest, encore plus, a même osé jusqu'à publier des coupons dans les journaux. Une manœuvre sur simple présentation. Là encore, l'initiative a été reprise par le groupe Air France s'indignant : « TWA a prévu d'augmenter ses capacités de 54 % sur la France et de 31 % sur l'Europe l'hiver prochain. Etrange ambition pour une entreprise qui devrait avoir déposé son bilan depuis longtemps et qui ne survit que par un traitement thérapeutique ».

Mais nombre de compagnies ne se résignent pas à la guerre fratricide qu'elles ont engagée. Certaines, parmi celles placées sous la protection du chapitre 11, n'y survivront peut-être pas. Le jeu des « majors » à l'équilibre des forces sera vraisemblablement compromis.

Martine Laronche

Symptômes de déflation

Et si le ralentissement de l'inflation se transformait en une spirale à la baisse ?
Le spectre de la grande crise des années 30 n'est pas si lointain...

DÉFLATION, l'ennemi. Entre les deux mots une unique syllabe, et un monde d'histoire économique. Le premier fait peur, réveillant d'un coup tous les vœux fantômes de l'entre-deux-guerres. La déflation est la « grande crise » et ses cohortes de chômeurs, ses faillites à la chaîne, les surplus de café brûlés à pleines locomotives, John Steinbeck, Laval, et la montée du fascisme. On l'avait presque oublié.

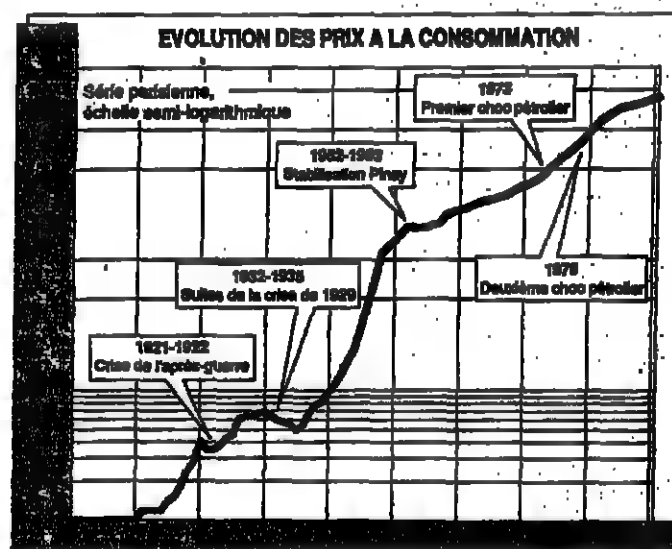
Le second est contraire rassure. Après plusieurs décennies de lutte contre l'inflation, le ralentissement bienvenu des prix est aujourd'hui synonyme de succès. Récompense de la rigueur et condition sine qua non de la compétitivité internationale d'un pays, la désinflation figure au palmarès de Pierre Bérégovoy, et qui songerait à s'en plaindre ?

Mais qui parle-t-on de déflation ? Le « ralentissement » de la hausse s'accentue au point de provoquer de franches baisses de prix ? Beau sujet d'empoignade pour les experts, qui avaient fini par rayer le mot déflation du vocabulaire courant - entre les manuels d'économie - et ne savent plus très bien aujourd'hui à quoi l'associer : à une baisse de la masse monétaire ? A une dépréciation des actifs ? A une spirale à la baisse entraînant, comme en 1929, les prix et la production ?

La certitude : la baisse des prix n'est pas la déflation, au moins tant qu'elle ne se généralise pas. C'est l'exception de quelques secteurs mensuels, l'évolution de l'indice général des prix, dans les grands pays industrialisés, n'est pas jusqu'ici tombée en dessous de zéro ; au premier semestre de 1992, les prix à la production de la zone OCDE ont progressé encore de 1,8 %. En France, le dernier point de vente vertueux connaît encore une inflation d'environ 3 % au rythme mensuel.

BONNE NOUVELLE Rien de dramatique jusqu'ici, au moins pour le consommateur, et pour l'industrie. Les gouvernements, les guerres de prix, plutôt une bonne nouvelle. Elles témoignent avant tout d'une exacerbation de la concurrence, libérée par la dérégulation des années 80.

Une évolution bénéfique, du moins tant que la croissance per-



se. Car c'est là que le bit blesse : la reprise tant attendue ne se manifeste pas assez vite, ou pas, si la stagnation se mue en récession, la spirale tant redoutée pour alors s'entrouvrir, la chute des prix et de la production s'enchaînent de façon cumulative pour provoquer la fin de la crise. Avec un grand C.

Retour à 1929, non sans quelques frissons. La baisse des prix avait partout été le symptôme le plus précoce du malaise, touchant d'abord les secteurs les plus fragiles : matières premières, notamment agricoles, et le milieu des années 20, puis biens de consommation (textile, cuir), et transports (chemin de fer).

En France, les prix de gros commencent à diminuer en 1926, même si l'indice des prix de détail (il est vrai mal apprécié à l'époque) ne montre de baisse que quatre ans plus tard. Detail important : alors que les prix de gros avaient chuté de 28 % et le coût de la vie de 10 %, l'opinion publique ne s'en aperçoit pas, et continue jusqu'en 1931 et au-delà de fustiger « la vie chère ».

On est encore très loin de ces excès. Le recul actuel est loin d'atteindre l'ampleur des chutes de prix constatées avant ou après 1929. Mais les prix ne sont qu'un symptôme, un indicateur. Il faut regarder de près l'origine du mouvement, et constater qu'aujourd'hui comme hier de puissants facteurs déflationnistes sont à

l'œuvre. D'abord le dégonflement de la « bulle spéculative » des années 80, qui, comme les excès des années folles, portait en germe sa chute. Même si le phénomène est moins violent, la baisse de la valeur des actifs, qu'il s'agisse de la Bourse ou de l'immobilier, traîne comme alors son cortège évocateur de faillites et de scandales.

Second facteur : les surcapacités. Car si la concurrence libérée fait désormais baisser les prix dans les secteurs les plus fragiles, alors qu'elle se contentait jusqu'à de freiner leur évolution, c'est que les conditions du marché le permettent.

La crise de 1929 a été assimilée à une crise de surproduction. Elle découla en effet pour une bonne part d'un décalage entre le développement rapide de la « production de masse » et celui, insuffisant, de la consommation. De 1929 à 1932, le pouvoir d'achat des paysans et des ouvriers avait subi une baisse relative, qui en dépit de l'essor du crédit limitait leur appétit pour les automobiles, la « TSE », et autres appareils ménagers.

Aujourd'hui, le mot « surproduction » est, lui aussi, passé de mode. On parle de surcapacité. Mais elle est palpable dans toutes les économies occidentales, notamment dans les secteurs où la « révolution informatique » a dopé la productivité (électronique, services, transports, etc.). Car, en face, la demande s'écroule. Depuis plus d'un

an les consommateurs, qui avaient longtemps soutenu l'activité en s'endettant, sont devenus frileux, inquiets, entre autres, de la hausse du dollar. Partout, même aux Etats-Unis où les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, les réductions à la fois leurs dépenses et leurs emprunts, comme en témoignent le ralentissement général de la distribution de crédit.

MOYENS D'ACTION Troisième facteur poussant à l'enclenchement d'un cycle déflationniste : l'inquiétude engorgement des circuits financiers internationaux, qui bloque la reprise, et le désordre croissant. La chute brutale du dollar n'est-elle pas assimilable pour les autres pays à une réévaluation forcée, par nature comme l'avait été en 1931 la dévaluation de la livre britannique, alors monnaie de compte internationale ?

En France, le parallèle. La situation actuelle n'est pas comparable à celle précédant la grande crise, en ce sens que parce que les gouvernements ont aujourd'hui à leur disposition plus de moyens d'action que jadis sur la conjoncture et ont appris à coordonner leurs actions. Mais des économistes, de plus en plus nombreux, s'inquiètent des conséquences de la poursuite obstinée de la « désinflation », même « compétitive » (1). L'exemple de la Suède, qui réunit tous les éléments d'une crise grave, est, à ce titre, parlant.

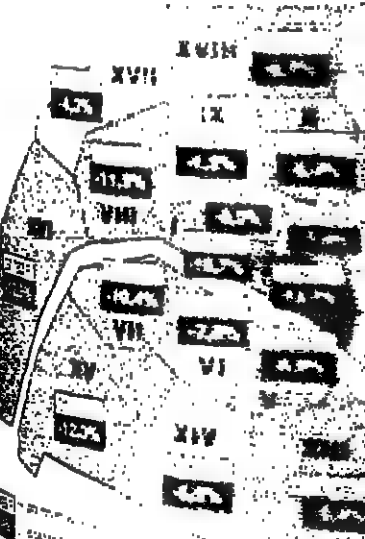
La direction des études économiques du Crédit lyonnais s'alarme ainsi récemment de la montée d'une nouvelle « mode » chez les responsables des politiques économiques : l'inflation zéro. En visant cet objectif, les banques centrales des pays développés risquent d'aller au-delà et de précipiter l'économie mondiale dans la franchise déflation, estime la banque. Une inquiétude partagée par Anton Brender, directeur des études de la Compagnie paritaire de récompte : « L'éclatement de la concurrence aurait permis une croissance plus forte sans inflation. Mais une série d'échecs financiers s'opposent à la relance. C'est une énorme chance qu'on rate ».

Véronique Maurus

(1) Lire « La guerre de prix dans les pays riches », par Israël Izaialevitch (Le Monde du 4 septembre 1992).

Logement parisien la douche écossaise

Prix moyens du m² des appartements vendus libres



Le prix de l'immobilier à Paris a connu une forte hausse jusqu'à 1989, suivie d'une chute brutale, puis d'une reprise et d'une nouvelle hausse jusqu'à 1992. Cette évolution est due à la dévaluation de la livre britannique, alors monnaie de compte internationale. En France, le parallèle. La situation actuelle n'est pas comparable à celle précédant la grande crise, en ce sens que parce que les gouvernements ont aujourd'hui à leur disposition plus de moyens d'action que jadis sur la conjoncture et ont appris à coordonner leurs actions. Mais des économistes, de plus en plus nombreux, s'inquiètent des conséquences de la poursuite obstinée de la « désinflation », même « compétitive » (1). L'exemple de la Suède, qui réunit tous les éléments d'une crise grave, est, à ce titre, parlant.

هكذا من زلازل

L'ECONOMIE

PERSPECTIVES

PRIX : LA GUERRE SANS MERCÉ

Londres à l'encan

Avec la crise, les prix des appartements londoniens se sont effondrés. Les acheteurs deviennent exigeants, mais les emprunteurs ne paient plus et les banques imposent une foule de garanties



LONDRES correspondance

« J'ai qu'il vous faut, deux pas à Notting Hill Gate, le coin des rêves. » Martin, l'agent immobilier, affirme avoir trouvé la perle rare : « Deux chambres à coucher, une salle de bains, une grande cuisine-salle à manger, un salon... »

Un prix raisonnable : un propriétaire ouvert à toutes propositions sérieuses. Vu l'état du marché, l'intermédiaire a l'habitude de répéter à longueur de journée cette formule. Il a payé cela, 13, Pembridge Villas, une délicieuse avenue dans le quartier de London W11, festonnée de maisons à colonnes, aux motifs sympathiques. La plus sympathique qu'il ait connue la Grande-Bretagne depuis la deuxième guerre mondiale s'étale sur le trottoir, comme l'atteste une succession de panneaux « To sell » (à vendre), « To let » (à louer).

marasme économique, en particulier le secteur du bâtiment. Notre interlocuteur refuse de dire depuis combien de temps son duplex est à vendre.

Comme semble loin le temps des prix atteignant des sommets inaccessibles, semble

« Quand la valeur de base chute aussi brutalement, il n'y a plus qu'une chose qui compte : la situation géographique. »

ment sans espoir : « L'ère de la spéculation a cessé. Les comportements doivent changer. Un logement doit devenir un endroit où l'on veut habiter, pas un placement rémunérateur. On ne peut le vendre que si on a des obligations ou des actions. »

Il faut passer un certain temps en compagnie de notre homme pour remarquer cet imperceptible désespoir. Les acheteurs n'ont que l'embarras du choix. Le retournement conjoncturel permet à l'acheteur malin de compliquer singulièrement la tâche du propriétaire, en multipliant les exigences.

Le lave-linge, la cuisinière, le lave-vaisselle sont désormais toujours inclus dans le prix de vente. Le frigo ? « Je ne le laisse pas. » Jadis, un négociant achetait, Moquette, rideaux, lampes, « spots » lumineux, tout cela est compris, soupire-t-il. Les plantes et le mobilier de jardin sur la ter-

rain. L'œil peut jauger la chute aussi brutalement, il n'y a plus qu'une chose qui compte : la situation géographique. Le cheval des emplacements mal desservis par les transports en commun et les zones de développement comme les Docklands, dit Martin. Pour certains quartiers les plus prestigieux, Mayfair, Knightsbridge, Chelsea, où les cadres étrangers de passage veulent un logement, résistent mieux aux aléas de l'économie.

OBSTACLES • Après avoir consulté un conseiller financier spécialisé, le prix offert par Keith, après un premier refus, celui-ci s'inclinera. Mais à fran-

chir deux obstacles de marque : le financement et l'expertise. Les banques exigent désormais une foule de garanties et les robinets de crédit se sont fermés : le montant des prêts ne peut excéder deux fois et demi le revenu annuel de l'emprunteur.

Une situation marquée par la montée en flèche du chômage et des faillites personnelles, les établissements de la City méfient particulièrement les travailleurs indépendants et les petits entrepreneurs, choyés à l'époque du « boom ». Jadis, on octroyait des prêts à 100 %. De nos jours, des arrhes couvrent un tiers de la valeur des biens offerts.

Signe des temps, les milieux financiers proposent désormais des taux fixes à côté des taux variables, pour permettre aux candidats propriétaires de se prémunir contre des hausses éventuelles de loyer. Les ex-

tises, elles, sous-évaluent volontiers la valeur de la propriété pour permettre à la caisse hypothécaire de refuser d'octroyer toute la somme demandée par l'acheteur. Pour le 13, Pembridge Villas, la somme s'élève à 3 %.

Ajoutons que, depuis le 1^{er} août, le droit de timbre sur les transactions immobilières a été rétabli, atteignant 1 % de la valeur de l'opération.

Martin a les épaules : « Les établissements de prêt nous font chaque fois le même jeu : à force de vouloir se protéger, ils défendent leurs intérêts au risque que les estimations deviennent ridicules. Pour moi, le marché ne peut que reprendre. D'ailleurs, mon agence a vendu une vingtaine de propriétés rien qu'en le mois dernier. » Simple bonjour à somme. Et les journaux qui font une montagne de la crise de l'immobilier...

Marc Roche

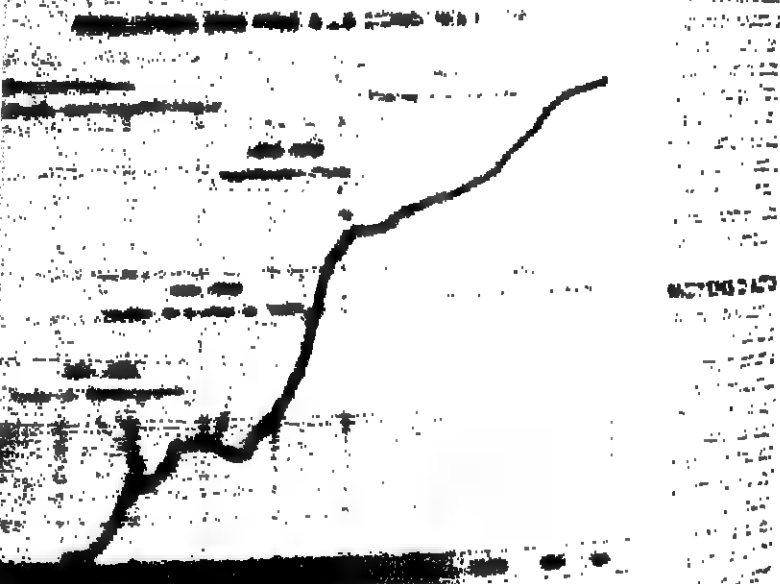
Monnaie

Trop près de la période de la...

Monnaie... trop près de la période de la... cas... dégringolade...

ômes de déflation

en une semaine à la fin...

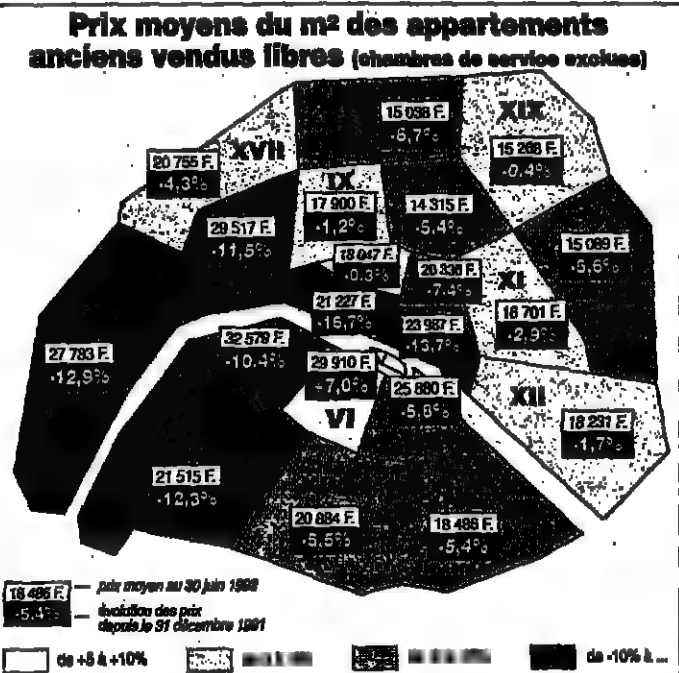


Le retour de béton n'a pas été aussi fort à Paris qu'à Londres ou Tokyo. La baisse de l'immobilier, annulée depuis un an par les Cassandres, est bel et bien là : dans la capitale, le recul des prix des appartements est de 7,7 % en moyenne depuis le début de l'année, ce qui met le mètre carré à 20 308 francs. La baisse a été au deuxième trimestre : - 4,8 % contre - 3 % pour le premier.

L'analyse par quartiers est des plus intéressantes. D'abord, l'écart entre les quartiers les plus chers et ceux meilleur marché se réduit. Le recul des prix est en effet moins marqué dans les arrondissements les moins chers, tandis que ceux qui avaient « flambé » s'essouffent. Une rationalisation dans la baisse s'esquisse : grosso modo, l'immobilier parisien (le plus cher) affiche les baisses les plus fortes (supérieures à 10 %), suivies de peu par le sud de Paris (- 5 à - 10 %).

Mais, le plus frappant, c'est le gel des transactions, la glaciation faudrait-il dire. Au cours des six premiers mois de 1992, on n'en a dénombré que 13 278 : presque la moitié du chiffre atteint deux ans plus tôt (21 010). Pour l'ensemble de l'année en cours, les notaires en prévoient environ 23 000 pour Paris intra muros, à comparer avec les 42 575 de 1987. Et septembre est, apparemment, catastrophique : « Les opérateurs attendent peut-être le référendum », espère un professionnel qui s'inquiète des effets dévastateurs qu'aurait un « non » au traité de Maastricht. Mais le « oui » ne serait pourtant pas la planche de salut : dans cette hypothèse, le redémarrage serait léger, le vrai rendez-vous politique étant les législatives de mars 1993.

Logement parisien : la douche écossaise



Le retour de béton n'a pas été aussi fort à Paris qu'à Londres ou Tokyo. La baisse de l'immobilier, annulée depuis un an par les Cassandres, est bel et bien là : dans la capitale, le recul des prix des appartements est de 7,7 % en moyenne depuis le début de l'année, ce qui met le mètre carré à 20 308 francs. La baisse a été au deuxième trimestre : - 4,8 % contre - 3 % pour le premier.

L'analyse par quartiers est des plus intéressantes. D'abord, l'écart entre les quartiers les plus chers et ceux meilleur marché se réduit. Le recul des prix est en effet moins marqué dans les arrondissements les moins chers, tandis que ceux qui avaient « flambé » s'essouffent. Une rationalisation dans la baisse s'esquisse : grosso modo, l'immobilier parisien (le plus cher) affiche les baisses les plus fortes (supérieures à 10 %), suivies de peu par le sud de Paris (- 5 à - 10 %).

Mais, le plus frappant, c'est le gel des transactions, la glaciation faudrait-il dire. Au cours des six premiers mois de 1992, on n'en a dénombré que 13 278 : presque la moitié du chiffre atteint deux ans plus tôt (21 010). Pour l'ensemble de l'année en cours, les notaires en prévoient environ 23 000 pour Paris intra muros, à comparer avec les 42 575 de 1987. Et septembre est, apparemment, catastrophique : « Les opérateurs attendent peut-être le référendum », espère un professionnel qui s'inquiète des effets dévastateurs qu'aurait un « non » au traité de Maastricht. Mais le « oui » ne serait pourtant pas la planche de salut : dans cette hypothèse, le redémarrage serait léger, le vrai rendez-vous politique étant les législatives de mars 1993.



Nous sommes exigeants, vous aussi.

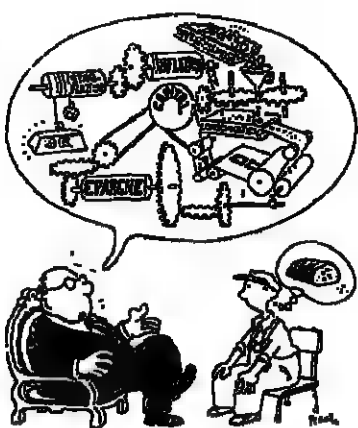
■ Nippon Airways a été choisie par 34 millions de voyageurs, c'est parce que nous occupons de chaque passager individuellement. Une fois à bord, vous en serez convaincu. Notre flotte de long-courriers est l'une des plus modernes au monde, un service de première classe l'accueil et le confort exceptionnels sont le fruit de 51 ans d'expérience et de la tradition. Le plus grand intérieur au Japon, avec 500 vols par jour vers plus de 30 destinations, en connexion avec Nippon International, 14 villes dans 14 pays. C'est ainsi que nous avons forgé notre réputation de N°1 au Japon. ■ 8^{ème} compagnie mondiale. ANA, nous répondons à vos exigences.



JAPAN'S BEST TO THE WORLD

■ partir du 26 sept., 5 vols directs Paris-Tokyo par semaine. ■ ANA Europe (sous réserve d'approbation gouvernementale). All Nippon Airways, 91 rue de Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. (1) 44 31 44 31, ou agence voyages.

Les banques centrales



La politique monétaire commune occupe dans le traité de Maastricht cinq articles sur quelque 250, et trois protocoles sur dix-huit. Et pourtant, le débat en France s'est focalisé en grande partie sur la future banque centrale européenne et son statut d'indépendance à l'égard des pouvoirs politiques. Sur ce sujet technique, un court le risque de l'approximation, voire de l'inexactitude. Il n'est pas inutile, à ce stade, de rappeler pour les non-spécialistes ce qu'est une banque centrale, quelles sont ses fonctions dans la gestion économique d'un pays, la situation actuelle dans l'Europe communautaire et les innovations contenues dans le traité sur l'Union européenne.

Constatation préliminaire : les banques centrales sont une création relativement récente, postérieure à la constitution des Etats modernes. La première d'entre elles fut la Riksbank de Suède, créée en 1668, suivie en 1694 par la Bank of England. Mais ces établissements privés, n'avaient rien de grand-chose à voir avec les banques centrales actuelles. Celles-ci ont vu le jour au XIX^e siècle mais leurs statuts ont été profondément remaniés au XX^e siècle. Si pratiquement tous les pays du monde ont aujourd'hui leur banque centrale, il y a entre ces établissements des différences non négligeables, résultant de l'histoire monétaire et politique : certaines appartiennent exclusivement à l'Etat (France, Allemagne, Angleterre, Pays-Bas), d'autres ont des actionnaires institutionnels ou privés (Belgique, Japon), d'autres ont la propriété des banques (le système de réserve fédérale américain). Leur degré d'autonomie est très variable : une extrême, la Banque du Japon placée « sous la surveillance du ministère des finances » ; à l'autre, la Deutsche Bundesbank indépendante à l'égard des instructions du gouvernement fédéral. Les missions des banques centrales ont beaucoup évolué selon les besoins et les expériences des différents pays. Il est à noter que leur statut est partout défini par la loi et non par un traité supérieur, du type Constitution ou traité international.

Dossier établi par
Sophie Gherardi

Quelles sont leurs missions ?

On peut définir simplement la mission de la banque centrale : assurer qu'il y ait de l'argent en circulation et que l'argent mérite la confiance du public. Tous ses métiers découlent de là. La banque centrale est appelée « institut d'émission » : elle a le monopole de l'émission des billets de banque, dont elle crée ou sous-traite l'impression. En France, la Banque de France s'occupe de la distribution sur l'ensemble du territoire de toute la monnaie métallique (pièces et fiduciatres (billets)).

Dans une économie moderne, les bil-

« Notre peuple, qui a une expérience de l'inflation presque inégalée, ne fait, à juste titre, une idée particulièrement haute du deutchemerk de la Bundesbank. On ne peut pas exclure qu'au malaise actuel succède l'indignation à mesure que l'année 1999 se rapprochera et que les Allemands redoutent la fin du deutchemerk. »

Hansjörg Hafele,
(ancien député au Bundestag
et ministre du ministre
des finances allemand),
le 31 janvier 1992
dans Handelsblatt.

opérations d'émission, comme les chèques ou virements. Chaque fois qu'un individu est lié à un particulier, à une entreprise ou à une collectivité publique, cela correspond à de la monnaie monétaire. Or, pour que l'économie marche bien, il faut qu'il y ait juste assez de monnaie : s'il en manque, l'activité s'étiole ; s'il y en a trop, c'est l'inflation. La banque centrale établit donc des objectifs de croissance de la masse monétaire.

La valeur de la monnaie dépend de l'offre et de la demande. La banque centrale gère les réserves d'or et de devises sur lesquelles est basée la monnaie. A l'extérieur, elle « intervient » sur le marché des changes, pour défendre le cours justifié souhaitable de la monnaie nationale. A l'intérieur, elle joue le rôle de « banque des banques » et de « banque de l'Etat ». Là encore, la difficulté consiste à fournir assez de liquidités - cela pas trop - à l'Etat, dépensier par nature, et aux établissements de crédit, via l'escompte et le marché monétaire. La Banque, avec le Trésor, fixe le taux d'intérêt directeur : c'est la politique monétaire. Par ailleurs, la plupart des banques centrales ont été amenées à contrôler le système bancaire et financier en établissant des règles « prudentielles » (établissant un rapport entre les avoirs de banques et ce qu'elles peuvent prêter), et

Quels sont leurs moyens ?

Les banques centrales ont vu leurs moyens s'élargir au développement de l'économie financière. L'impression industrielle des billets n'en est que l'aspect anecdotique. Plus importante est la mise en œuvre de la politique monétaire.

La banque centrale doit assurer la « liquidité » de l'économie, en refinançant les banques tout en évitant une création excessive de monnaie. Dans les années récentes, la dérégulation financière a conduit à privilégier les mécanismes de marché, au détriment des procédures de contrôle quantitatif (encadrement du crédit, sélectivité...). C'est en intervenant sur le marché monétaire qu'elle s'engage à créer la monnaie : la Banque centrale contrôle le taux d'intérêt à court terme, détermine le principal instrument de politique monétaire.

Mais la liberté d'action des banques centrales est limitée dans une économie ouverte : la politique monétaire interne est étroitement liée à la politique de change. Les capitaux internationaux se placent sur une monnaie en fonction de deux critères : la confiance qu'ils ont dans le pays et le taux d'intérêt qu'ils reçoivent en investissant. La Banque centrale doit donc intervenir pour relancer l'économie, ou à l'inverse la freiner, sans freiner l'inflation : elle affecte immédiatement le cours de change, non seulement de la monnaie nationale, mais des autres par ricochet. Ces mécanismes expliquent pourquoi, depuis que le monde vit sous un régime de changes flottants (1971), les grands pays se sont mis en permanence sur les questions de politique monétaire. La coopération est particulièrement étroite entre les banques centrales des pays membres du système monétaire européen (SME), qui maintiennent entre eux depuis 1979 des taux de change fluctuant dans des marges étroites (avec des réajustements de parité lorsqu'ils sont nécessaires).

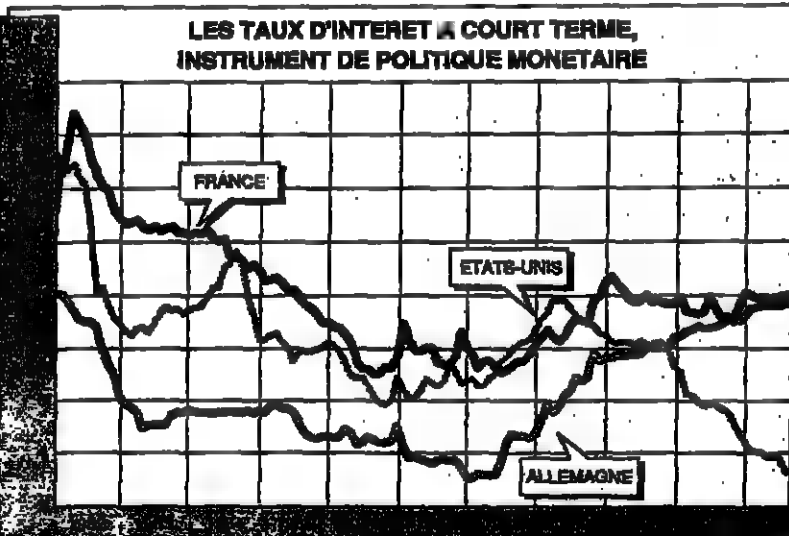
Les banques centrales, elles-mêmes, de la monnaie, des stocks d'or et de devises et trésorerie publique, ont une tradition de rigueur. Elles disposent aussi de statistiques financières. Aussi la parole d'un gouverneur, quel que soit le statut de la Banque dans les faits, est toujours lourde.

De qui dépendent-elles ?

Les pouvoirs sont délégués, et toujours tentés de « faire marcher la planche à billets », c'est-à-dire d'émettre de la monnaie pour financer leurs besoins de trésorerie (ce qui, en augmentation de la richesse produite, se traduit par une dévaluation du signe monétaire). C'était vrai sous les rois, c'est tout aussi vrai des régimes modernes. Voilà pourquoi les banques centrales ont dû batailler pour conquérir un droit de regard sur la politique monétaire. Le degré d'autonomie des banques centrales dépend de l'histoire de chaque pays. La Banque de France, après l'effondrement des assignats de la Révolution, a joui d'une large indépendance jusqu'au Front populaire, qui entreprit sa reprise en main (pour casser le pouvoir des « familles » actionnaires de la Banque), préfixe la nationalisation du 2 décembre 1936. Ces dernières années, de nombreuses voix se sont élevées pour réclamer une indépendance statutaire de la Banque de France (proposition de loi Pasqua).

En Angleterre, la politique monétaire relève du Trésor, pour la bonne raison que la démocratie anglaise ne peut envisager d'attribuer un tel pouvoir à une institution non responsable devant le Parlement. En Italie, la Banque a conquis une large autonomie plus en plus grande, et fait figure aujourd'hui de rempart contre l'irresponsabilité financière des gouvernements.

En Allemagne, l'indépendance de la Bundesbank, inscrite dans ses statuts de 1957, est élevée au rang de mythe : le pays a connu après chacune des deux dernières guerres des hyperinflation catastrophiques qui ont conduit à des mauvais souvenirs. Toutefois, en Allemagne aussi, la politique peut l'emporter en dernière analyse. La Bundesbank, en 1990, était contre l'union monétaire immédiate entre les deux Allemagnes ; le gouvernement Kohl passa outre. Elle s'était prononcée pour une conversion de 1 mark de l'Est pour 2 ou 3 marks de l'Ouest, le taux choisi fut de 1 pour 1. Quelques mois plus tard, le gouverneur de la Bundesbank, Karl-Otto Poehl, démissionna. Ce qui n'a pas empêché le gouvernement de passer de tout son poids pour que le traité de Maastricht inscrive sur blanc l'indépendance de la BCE et de toutes les banques centrales nationales.



Les banques centrales influencent les taux d'intérêt en fonction des objectifs de la politique monétaire. Pour lutter contre l'inflation ou défendre le cours de la monnaie nationale, elles les poussent à la hausse. Pour stimuler l'activité économique, elles les orientent à la baisse. Le graphique permet de comparer sur dix ans l'évolution des taux courts des Etats-Unis, de la France et de l'Allemagne.

Que prévoit le traité de Maastricht ?

La création d'une monnaie unique au plus tard le 1^{er} janvier 1999, prévue dans le traité, a des conséquences considérables sur le fonctionnement des banques centrales européennes. Elles continueront d'exister, mais seront regroupées dans le système européen des banques centrales (SEBC), cotif d'une institution supranationale, la Banque centrale européenne (BCE). Cette dernière deviendra le titulaire du pouvoir d'émission monétaire et aura la haute main sur la gestion des réserves de change.

La BCE sera dotée d'un directoire de six membres, nommés pour huit ans (non renouvelables) par les gouvernements, et d'un conseil des gouverneurs, qui comprendra les membres du directoire plus les gouverneurs des banques centrales des pays qui auront accepté le passage à la troisième phase de l'UEM (union économique et monétaire). Les décisions seront

« La Banque de France est l'institution qui, dans le cadre de la politique économique et financière, reçoit de l'Etat la mission générale de veiller sur la monnaie et le crédit. A ce titre, elle veille au bon fonctionnement du système bancaire. »

Loi du 3 janvier 1973
sur la Banque de France,
article 1^{er}.

prises à la majorité simple, sauf pour la gestion du capital et des réserves de la Banque, qui en le vote des gouverneurs sera prise à la majorité qualifiée (pondération égale à la part de chaque pays dans le capital de la BCE, qui sera fonction pour moitié de la population et pour moitié du PIB).

Trois dispositions au moins constituent un changement important par rapport à la pratique de la Banque de France ou de certains autres instituts européens. L'article 104 interdit explicitement à la BCE ou à toute banque centrale nationale d'accorder des crédits aux collectivités publiques... donc au Trésor. L'article 105 stipule que « l'objectif principal du SEBC est de maintenir la stabilité des prix » (aux Etats-Unis, par exemple, le plein emploi est le premier objectif assigné à la FED). Enfin, et c'est l'un des points les plus importants, en France, l'article III du statut de la BCE, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des Etats membres ou de tout autre organisme.

L'entière indépendance de la BCE n'est contrebalancée que par l'article 109 B, qui prévoit d'une part que le président du conseil et un membre de la Commission européenne peuvent participer, sans voix délibérative, aux réunions du conseil des gouverneurs de la BCE, et d'autre part que cette dernière adresse chaque année un rapport aux instances communautaires sur ses activités, le Parlement pouvant « tenir un débat général sur cette base ».

Quant aux banques centrales nationales, elles perdent leurs prérogatives de politique monétaire, devenant en fait des « agences » du SEBC et se conformant aux instructions de la BCE, qu'elles contribuent toutefois à élaborer.

BIBLIOGRAPHIE

Il y a peu d'ouvrages à jour sur les banques centrales. Pour une information synthétique, on peut se reporter à deux ouvrages récents publiés par la direction générale des études de la Banque de France :

« La Banque de France. Son histoire, son organisation, son rôle, 1991, 36 pages (disponible gratuitement). »
« Organisation et fonctions de quelques grandes banques centrales, 1992, 208 pages, 40 francs. »
S'adresser au service de l'information de la Banque de France, 43 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1^{er} (entre 11 heures et 17 heures). Par correspondance, à la même adresse, joindre le règlement par chèque à l'ordre de Banque de France Publications.

ALLEMAGNE

RÉGION ■ L'Europe
Rue vers l'O

Le traité de Maastricht...
La Banque de France...
Le système monétaire européen...
La BCE...
Le directoire...
Le conseil des gouverneurs...
Le statut de la BCE...
L'indépendance de la BCE...
Le rôle de la BCE...
Le rapport annuel...
Le débat général...
Les prérogatives de la BCE...
Les agences du SEBC...
Les instructions de la BCE...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...
Le débat général sur les banques centrales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le statut des banques centrales nationales...
Le rôle des banques centrales nationales...
Le rapport annuel des banques centrales nationales...

سكزا من لاجل

L'ECONOMIE

CONJONCTURE

Centrales

Quel avenir pour les centrales nucléaires ?

Les centrales nucléaires sont-elles condamnées ? C'est la question que se posent les responsables de l'énergie nucléaire en Europe. Les centrales nucléaires ont été accusées d'être dangereuses, de polluer l'environnement, de coûter trop cher. Mais elles ont aussi des avantages : elles ne produisent pas de gaz à effet de serre, elles sont sûres, elles sont efficaces. Les responsables de l'énergie nucléaire en Europe veulent montrer que les centrales nucléaires sont une solution viable pour l'avenir de l'énergie.

Que prévoit le traité de Maastricht ?

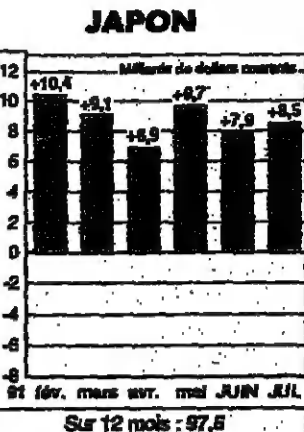
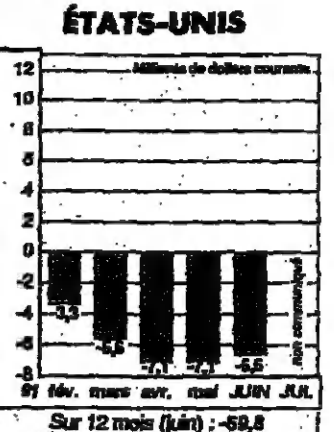
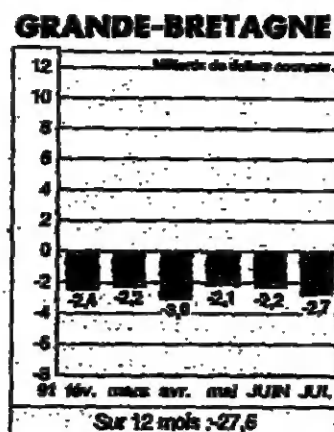
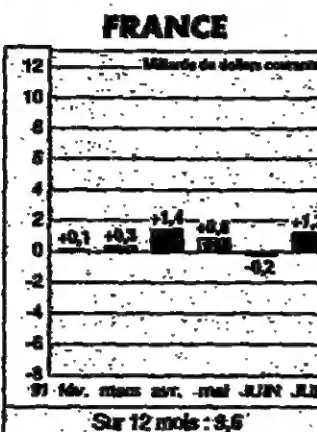
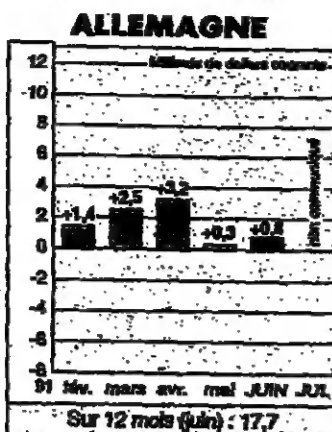
Le traité de Maastricht prévoit une union économique et monétaire plus étroite entre les pays de la Communauté européenne. Cela signifie que les pays de la Communauté européenne devront adopter une monnaie unique, le euro, et que les politiques économiques et monétaires devront être coordonnées plus étroitement.

Les centrales nucléaires

Les centrales nucléaires

Les centrales nucléaires

« MARCHÉ unique » en Europe, ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) en Amérique du Nord, ASEAN (Association des pays du Sud-Est asiatique, en anglais) en Asie du Sud-Est. L'accélération donnée à l'achèvement de vastes zones de libre-échange devrait entraîner d'importantes modifications des relations commerciales internationales d'ici à la fin de la décennie. La polarisation géographique des échanges qui découle nécessairement de l'abolition des tarifs douaniers et de la libéralisation des mouvements de capitaux à l'intérieur de ces zones est-elle de nature à stimuler à terme l'économie mondiale ? Deux précautions politiques paraissent aujourd'hui nécessaires pour s'assurer des bénéfices que pourrait apporter ce nouvel environnement.



Solides commerciaux exportations moins importations, en données CVS (FOB-FOB) pour tous les pays, sauf le Japon, (FOB-CAF) en dollars. Sources nationales.

RÉGION • L'Europe de l'Est
Ruée vers l'Ouest

Dans la crise économique qui sévit en Europe orientale (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie) depuis 1990, les exportations vers les pays occidentaux et principalement vers l'Europe des Douze constituent un des rares soutiens à l'activité : c'est sur leur dynamisme que reposent les espoirs de reprise, alors que les ressorts internes se dérobent.

Après avoir déjà fortement progressé en 1991, les ventes de cette région à la Communauté européenne ont soutenu une croissance rapide au premier trimestre 1992 : celles de la Tchécoslovaquie en particulier ont augmenté de 48 % sur 1991 et de 56 % sur les trois premiers mois de cette année ; celles de la Bulgarie successivement de 24 % et 18 % ; celles de la Hongrie de 20 % et 15 % ; le rythme est plus lent pour la Pologne (+ 16 % en 1991 et + 9 % au premier trimestre 1992) mais cela fait suite à un bond des exportations en 1990. Seule la Roumanie ne parvient pas à préserver son secteur exportateur d'un effondrement général et ses ventes ont chuté de 8 % et 18 % successivement.

Cette expansion commerciale est largement orientée vers le marché allemand. Toutefois si Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, au début de 1992, font avec l'Allemagne plus de la moitié de leurs ventes à la CEE (avec un maximum de 63 % pour la Tchécoslovaquie), cette part est plus faible pour la Roumanie (45 %), pour la Bulgarie (35 %). La réorientation allemande a conduit de façon sensible à cet élargissement : les « nouveaux clients » (l'ex-RDA) atteignent en 1991 un dixième des ventes de la Tchécoslovaquie et de la Pologne à l'Allemagne. Mais les premiers mois de 1992 ont été marqués par la progression des ventes à l'Italie qui est le deuxième débouché de chacun de ces pays dans l'Europe des Douze.

Les pays de la Communauté européenne jouent donc un rôle central dans le redéploiement des échanges des pays d'Europe de l'Est. En 1991, ils ont reçu les trois quarts des exportations de la zone vers l'OCDE : de 69 % pour la Pologne et la Roumanie, l'ALLEMAGNE garde un poids important dans les exportations hongroises vers l'Ouest (23 %) grâce aux liens avec l'Autriche, mais régresse dans les exportations tchécoslovaques (de 23 % à 18 % de 1990 à 1991) sous l'effet de l'attraction allemande.

Les relations institutionnelles avec la Communauté sont donc un enjeu majeur pour l'Europe orientale. La Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie ont conclu depuis décembre 1991 des accords d'association avec la CEE qui prévoient une libéralisation progressive (achevée en 1997) de leur accès au marché communautaire. Des accords analogues sont en négociation avec la Bulgarie et

la Roumanie. Mais la libéralisation ne touche pas les produits que l'on trouve aux premiers rangs des ventes des cinq pays à la Communauté : produits sidérurgiques, agricoles, vêtements.

Au premier trimestre 1992, ces trois catégories de produits font un quart des ventes de la Tchécoslovaquie à l'Europe des Douze, plus de 40 % pour la Roumanie, un tiers environ pour les autres pays. Les exportations des pays d'Europe orientale sont donc vulnérables aux obstacles non tarifaires à l'entrée dans la CEE : l'explosion des ventes de produits sidérurgiques tchécoslovaques dans les premiers mois de 1990 a ainsi provoqué des mesures de restriction de la part de la RFA, de la France et de l'Italie. Cette structure implique aussi de forts risques de concurrence entre ces pays sur le marché européen, et dans certains cas (vêtements, cuir, meubles), la concurrence de pays du Sud. Une amorce de changements structurels se manifeste cependant par le renforcement de certains secteurs d'exportation plus « porteurs » comme les automobiles (Tchécoslovaquie) ou le matériel électrique (Hongrie, Tchécoslovaquie).

Les gains sur les marchés occidentaux n'ont pas suffi à compenser la chute des ventes de l'Europe orientale à l'ex-URSS (une baisse de 60 % l'an dernier, estime-t-on). Surtout, le marché occidental n'a pu être un substitut aux ventes à l'URSS pour des industries nationales essentielles comme la construction mécanique. La renaissance des anciens courants d'échanges se heurte à la fois aux problèmes d'organisation, à la récession économique et à la pénurie de devises dans la CEE.

Le rétrécissement de ce débouché constitue une contrainte majeure pour des pays comme la Hongrie et la Tchécoslovaquie qui, du fait de leurs besoins en énergie et matières premières, demeurent très dépendants des importations en provenance de la CEE. Au premier trimestre de cette année, la Tchécoslovaquie se procurait dans cette zone 40 % de ses importations totales, entraînant un important déficit commercial avec elle. La relance des relations commerciales entre pays d'Europe orientale bute, quant à elle, sur l'absence de véritable volonté politique et le projet de zone de libre-échange entre la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, pitoyable.

En un an, les pays d'Europe orientale ont réussi à dégrader leurs échanges extérieurs des contraintes imposées depuis plus de quarante ans par le COMECON. Cette « normalisation » les met sur la voie d'une intégration économique à l'Europe, même si les gains remarquables qu'ils ont réalisés sur ces marchés depuis deux ans sont encore fragiles et inégaux.

Françoise Lemoine
CEPII

INDICATEUR • Le commerce extérieur
Avatars du libre-échange

La première consiste à freiner les tentations protectionnistes régionales inspirées par la constitution d'« espaces » économiques aux richesses assez diversifiées pour assurer une satisfaction presque totale des besoins internes des blocs. La seconde consiste à atténuer l'exacerbation des conflits commerciaux entre les principales puissances industrielles.

Celles-ci devant s'octroyer dès aujourd'hui des positions stratégiques à l'échelle mondiale pour éviter de perdre, hors de leurs frontières, ce qu'elles gagneront à l'intérieur, se livrent actuellement une guerre sans merci, dont les effets sont aussi particulièrement dommageables au commerce international.

Ces dérives tendent donc à transformer des projets initialement libéralisateurs en un ensemble de mesures renforçant les barrières régionales aux dépens de la dynamique des échanges mondiaux. Par ailleurs, l'exclusion des pays du Sud de ces différentes zones émanant de pôles industriels pourrait être un nouveau facteur de dégradation de l'environnement international.



Rejoindre par les autres pays est-européens dans sa démarche réformatrice, la Hongrie est contrainte d'accélérer le pas pour conserver son image de précurseur, dans un contexte économique peu favorable. Pour conserver le soutien occidental sollicité par d'autres, elle met en effet un point d'honneur à ne pas rétrograder les remboursements de sa dette extérieure. Pour faire face à ses échéances, elle doit donc, d'une part, dégrader des excédents (commerce, tourisme), d'autre part, emprunter sur le marché international des capitaux.

Les succès économiques qu'elle enregistre se traduisent par le maintien début 1992 d'un flux d'investissements directs comparable à celui de 1991, portant les stocks à 2,8 milliards de dollars fin mai. Les investisseurs apportent à l'économie hongroise un capital qui constitue le meilleur vecteur de l'essor du secteur privé et des privatisations.

La balance commerciale en 1992 devrait, selon les prévisions officielles, être proche de l'équilibre, du fait de la croissance des exportations (+ 16,5 %) - meilleur accès au marché européen à la suite des accords d'association et reprise des ventes à l'Est - et de la baisse des importations liées à la récession (- 6 %). Mais le maintien des ventes à l'étranger pourrait buter sur une baisse durable de la production. En effet, la chute de la production industrielle (- 19 %) et du commerce de détail (- 8 à - 12 %) au premier semestre

donnent à penser que les prévisions optimistes de croissance du produit intérieur brut pour 1992 ne seront pas vérifiées. La crise économique se prolonge et son coût social augmente : 10 % de la population active étaient au chômage en juin.

La Hongrie a récemment dû renégocier avec le FMI le montant du déficit (actuellement 6 % du PIB) qui peut être acceptable sans suspension des prêts. Du côté des dépenses difficilement compressibles, on compte le soutien à des secteurs en difficulté (la sidérurgie, par exemple). Certaines entreprises étant fortement endettées, choisir de les contraindre systématiquement à la faillite mettrait en danger une part encore plus importante de la production, par réaction en chaîne.

Du côté des recettes (au premier semestre, 11 % de moins que prévu), le surplus issu des privatisations ne compense pas la faiblesse des prélèvements fiscaux, liée aux difficultés de recouvrement et à l'atonie économique. Le déficit budgétaire est pour l'instant financé par l'émission de bons du trésor, possible du fait de l'évolution encore favorable de l'épargne (+ 3 %).

Après la mauvaise année 1991, une stabilisation de l'activité était attendue pour 1992 et une reprise début 1993. Mais les perspectives restent pour le moins incertaines.

Dominique Pianelli
CEPII

SECTEUR • La publicité

Marasme persistant

La publicité va mal. Après 1991, que d'années parmi les plus sombres de l'histoire de ce secteur. 1992 ne se présente pas sous de meilleurs auspices. La reprise se fait toujours attendre. A tel point que le président du groupe britannique Pearson, qui publie le réputé *Financial Times* et *les Echos*, a pu pronostiquer que la récession durerait jusqu'à 1994 (*le Monde* du 8 septembre).

Signe tangible de cette crise, le premier groupe publicitaire mondial, le britannique WPP, dont l'endettement avait atteint presque cinq milliards de francs, n'a pu le réduire, et échapper à la mise sous administration judiciaire réclamée par ses créanciers, que par une recapitalisation, souscrite pour l'essentiel par des banques. Le second groupe leader du marché, le britannique Saatchi and Saatchi a apparemment mieux vécu l'année 1992, puisqu'il affichait des bénéfices à la fin du premier semestre - pour la première fois depuis dix-huit mois. Mais ce résultat est l'aboutissement d'une restructuration qui s'est soldée par la suppression de milliers d'emplois et la cession de plusieurs filiales, notamment de conseils, dont l'activité était devenue cruellement déficitaire.

Ultime dignotant : le marché publicitaire japonais, deuxième marché mondial, n'a cru que de 3 % l'an dernier et les experts s'accordent pour estimer qu'il dépassera 1 %. Le groupe Dentsu, première agence japonaise et cinquième groupe mondial, a vu pour la première fois depuis des années son bénéfice chuter de 8 % durant l'année fiscale 1991-1992 et n'espère pas pouvoir rompre avec cette spirale négative pour l'exercice en cours.

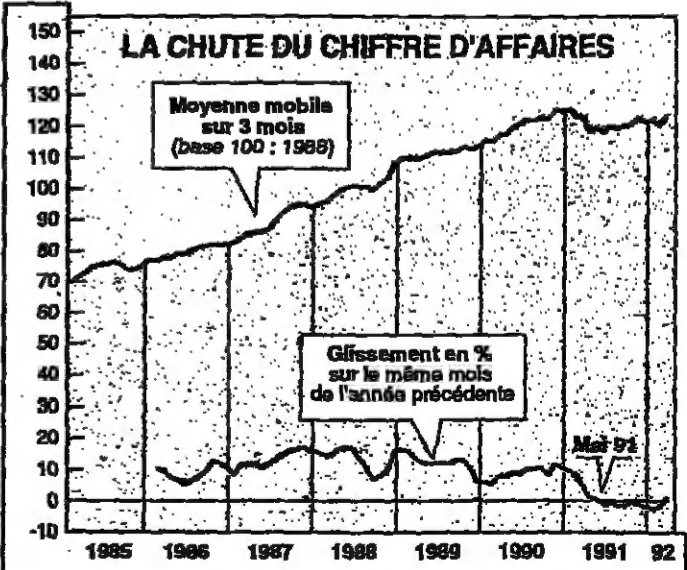
La France n'est pas mieux lotie. La croissance du marché publicitaire y est aussi interrompue. En 1991, selon la SECODIP, les investissements publicitaires ont progressé de 0,2 % seulement par rapport à 1990 : cette légère hausse a surtout profité à la télévision, et dans une moindre mesure, à l'affichage. Pour 1992,

les experts prévoient toujours une croissance de l'ordre de 3 %, ce qui serait un progrès par rapport à « l'année noire » 1991, mais reste très loin de la croissance à deux chiffres des années 80.

Les agences s'adaptent à la crise, tandis que certains médias font le gros dos. Car tous les médias ne sont pas logés à la même enseigne. Toujours selon la SECODIP, les investissements publicitaires à la télévision ont ainsi augmenté de 10,2 % pendant le premier semestre 1992, ce qui a surtout bénéficié à M6, Canal Plus et TF1. La radio a connu une progression de 12,2 %. Le cinéma sur écran, écarté par agences et annonceurs pendant les années 80, connaît un regain de faveur déjà amorcé l'an dernier, puisque ses gains publicitaires se sont accrus de plus de 18 % entre janvier et mai 1992.

La victime principale de la récession reste la presse écrite. Selon la SECODIP, la chute de recettes publicitaires qu'a subi la presse quotidienne nationale en 1991 - 16,9 % de baisse - ne se redresse pas avec cette ampleur en 1992 mais la reprise n'est toujours pas au rendez-vous et les petites annonces continuent à plonger (moins 30 % en moyenne). Ainsi, les quotidiens nationaux voient leur pagination publicitaire baisser de 4 % en moyenne, tandis que les magazines enregistrent une chute de 7 %. Les chiffres de l'Institut Nielsen confirment cette tendance à la baisse de la presse écrite. Sur un marché qui progresse de 3,1 % entre janvier et avril 1992, Nielsen note que les investissements publicitaires dans la presse écrite baissent de 3,1 %, tandis qu'ils augmentent de 8,4 % dans les autres médias. Il n'est pas certain que le projet de loi du ministre de l'économie et des finances, Michel Sapin, qui vise à établir des relations commerciales transparentes entre annonceurs et médias, suffise à redonner du souffle à un marché atone sur le plan international et national.

Yves-Marie Labé



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.

LIVRES

Faire l'Europe ou périr

Dans la course à la domination économique mondiale le Vieux Continent a l'avenir devant lui, estime Lester Thurow. Une thèse sympathique mais peu étayée

LA MAISON EUROPE de Lester Thurow traduit de l'américain par Jacques Fontaine Calmann-Lévy, 300 pages, 150 F.

L'OUVRAGE de Lester Thurow ne saurait manquer, en France au moins, d'attirer l'attention. Voilà un livre qui arrive sur les tables de nos libraires en ce mois référendaire, dont le titre met l'Europe en vedette... et où l'on n'évoque pourtant jamais la bonne ville de Maastricht ! La raison en est assez simple : la Maison Europe ne parle pas de traité (...), parce que c'est d'abord un livre sur l'économie mondiale et que Lester Thurow s'adresse à ses concitoyens américains plutôt qu'aux lecteurs du Vieux Continent. De ce point de vue, sa démarche est claire et efficace. Il brosse un tableau de la concurrence économique mondiale, puis montre que trois puissances sont aujourd'hui dans la course : les États-Unis, l'Europe et le Japon - et analyse les forces et les faiblesses de chacune. Il ne reste plus qu'à conclure : si les États-Unis ne veulent pas rester sur la touche, l'économie et plus généralement la société américaine doivent changer.

Il n'y aurait pas là de quoi mobiliser notre intérêt n'était une brillante idée qui donne son titre au livre et fait son originalité. Prenant à contre-pied la mode des années passées, Thurow fait de l'Europe, et non plus du Japon, le grand favori de la course engagée. Avec, il est vrai, des arguments qui n'emportent pas la conviction que des plus convaincus. Pour lui, l'un des atouts maîtres de l'Europe - prise de sa pointe atlantique jusqu'au disant Oural - est l'éducation de sa population. Un capital humain d'autant plus précieux qu'il est fait d'une combinaison étonnante

riche de talents variés et complémentaires. La capacité industrielle allemande, la force des Républiques de l'ex-URSS dans les sciences dures, le génie financier anglais, le sens du design des Français et des Italiens... s'y trouvent quasi miraculeusement réunis. N'a-t-on pas là une combinaison forcément gagnante, pronostique Thurow.

L'évidence pourrait pourtant être trompeuse. Le problème crucial n'est-il pas justement d'arriver à faire que ce mélange, aujourd'hui plus détonnant, fournisse effectivement demain l'énergie nécessaire au progrès ? Malheureusement, la démonstration tourne alors court : l'atout le plus décisif de la maison Europe, selon Lester Thurow, résulte... de l'importance des dangers auxquels elle est confrontée. L'Europe sera dynamique et audacieuse... parce que sans dynamisme ni audace, elle périra. « Au fond, les Européens vont faire ce qu'il faut, non parce qu'ils sont particulièrement intelligents et perspicaces, mais simplement parce qu'ils n'ont pas le choix. Pour empêcher les Polonais et autres Européens de l'Est de déferler sur Paris, Londres et Francfort, les Occidentaux feront ce que la stratégie leur commande de faire. »

RÉTRO • Difficile de ne pas vouloir croire à cette conclusion... même si notre auteur ne nous dit rien de plus sur ce qui pourrait faire qu'il en aille bien ainsi. Car ses développements les plus intéressants portent sur la vulnérabilité de la société américaine. D'où son plaidoyer pour un volontarisme qui seul permettrait de tirer l'Amérique de l'impasse. Mais ce plaidoyer s'appuie sur des analyses qui, de ce côté-ci de l'Atlantique au moins, ont déjà été largement débattues depuis deux décennies.

L'importance d'une meilleure

coordination entre les « locomotives » de l'économie mondiale, les avantages de l'organisation du capitalisme allemand ou japonais sur le « modèle anglo-saxon », le rôle clé de l'éducation et des infrastructures, tout défile y compris la nécessité de maîtriser l'électronique... et l'industrie de la machine-outil.

Domage aussi, outre ce côté « rétro », qu'un tel survol soit émaillé de propos d'un simplisme désarmant. La Russie manque de téléphones, explique-t-on, parce que l'économie planifiée implique une circulation d'informations bien moindre que l'économie de marché. N'est-ce pas un peu court ? La « main invisible » d'Adam Smith est-elle née armée d'un téléphone ? Et comment soutenir que les déséquilibres commerciaux sont aujourd'hui d'un niveau jamais connu, alors qu'ils sont sans commune mesure avec ceux observés pendant les décennies précédant la première guerre mondiale ? Qui, en France, pourra lire sans étonnement que nous disposons d'une industrie florissante de la machine textile ?

On le voit, ce livre, par ailleurs copieux, laissera souvent le lecteur sur sa faim. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas que l'on y trouve peut-être l'un des arguments les plus forts en faveur du traité de Maastricht. « Pour la maison Europe, le conseil que l'on donnait à Macbeth prend toute sa valeur : qu'il faut faire ce qu'il faut, alors ce serait bien de le faire vite ». Et comment ne pas trouver sympathique qu'un universitaire américain - au demeurant, l'une des figures de proue de l'intelligence économique - prédise que le XXI^e siècle sera celui de l'Europe ? Demander seulement qu'il ait jugé prudent d'ajouter : « Cela n'est pas garanti ».

Anton Brender

CHRONIQUE • par Paul Fabra

Déflation et capital

Il y a trente mois que sont apparus les premiers signes d'une récession. Les gouvernements et leurs conseillers ont passé la première année à nier l'existence, la deuxième à annoncer qu'elle était terminée ou allait se terminer. D'insignes erreurs de prévision ont été commises, amplifiées par un optimisme officiel de commande. Etant donné la généralisation du mal et sa persistance, l'absence de tout diagnostic crédible ajoute au malaise ambiant.

Les aspects les plus visibles du rebondissement de la crise ont toutefois produit un déclic dans l'opinion. L'analyse de cette dernière en est arrivée à coller de plus près à la réalité que celle des professionnels. L'expérience a, au cours des dernières années, réappris deux choses aux agents économiques de toutes catégories, chefs d'entreprise, banquiers mais aussi ménages, modestes ou aisés. La première est que l'inflation n'est pas seulement, comme on a voulu le leur faire croire, un phénomène qui concerne le panier de la ménagère. La ménagère ne s'intéresse pas seulement au prix des articles qu'elle remplit son panier. Elle est sensible, en particulier, au coût des logements. Si elle s'est lourdement endettée, il y a quelques années, pour acquiescer un appartement au prix fort, elle sait que les mensualités n'ont pas diminué même si la valeur marchande de ses quatre murs a probablement baissé de 30 % ou de 40 %.

Bref, le phénomène appelé justement « inflation des actifs », immobiliers notamment, a touché beaucoup de gens. Du même coup, M^{me} et M. Tout-le-Monde ont fait une autre (re)découverte : le propre de l'inflation, surtout si elle est violente, c'est de déboucher un jour sur la déflation.

Les deux phénomènes sont aussi étroitement liés l'un à l'autre que les deux faces d'une même pièce de monnaie. De cela, tous les « experts » ne sont pas encore convaincus. Ils restent prisonniers d'un courant de pensée apparu au milieu des années 30. Son trait caractéristique est d'avoir appelé « insuffisance de la demande » la triste et classique déflation. Le mot même avait été banni du vocabulaire des économistes, comme pour mieux exorciser la chose.

Une façon correcte mais sommaire de présenter la situation actuelle est de mettre l'accent sur les excès du crédit qui se produisent pendant la période antérieure (voir notre chronique « La reprise n'est pas pour demain », le Monde du 12 juin). Par sa soudaineté et son ampleur, la reprise des années 1987 à 1990 avait surpris. Comme elle arrangeait les affaires non seulement de ceux qui en font, mais aussi des gouvernements (rappelez-vous la fameuse « manne fiscale »), tous se mirent à croire à sa vigueur. La CNPF, qui n'en rate jamais une, voyait s'ouvrir devant lui « dix ans de prospérité ininterrompue ». Du coup, la gauche lui était devenue presque sympathique.

Quant aux experts, nationaux et internationaux (OCDE, FMI, etc.), ils dissertaient volontiers sur la vigueur de la reprise, s'abstenant de se demander si elle n'était pas dopée par l'abandon de quelques règles élémentaires de prudence de la part des financiers. Il n'en reste pas moins qu'en ayant dit « crise de surendettement » résultant d'une politique de crédit trop facilement accordée, on n'a fait qu'effleurer le sujet. Bien que juste dans ses grandes lignes, l'explication toute faite que suggère cette analyse risque de masquer l'essentiel du processus. Précisons qu'en faisant allusion au « comportement » de la ménagère on n'a pas voulu le montrer du doigt. Ce qui a semé le germe des désordres futurs, c'est la légèreté des banquiers, prompts, par exemple, à avancer aux promoteurs jusqu'à 100 % du prix de vente attendu des appartements à construire. Des professionnels avisés n'auraient pas dépassé 60 %.

Il ne suffit pas de dire que nous commençons à payer les dérangements de la décennie précédente pour jeter la lumière sur ce qui a suivi. Certes, le scénario classique s'est déroulé presque au pied de la lettre. Les prêteurs, échaudés par le non-recouvrement d'un montant croissant de créances, refusent leurs concours ; ils ne renouvellent pas les crédits en cours. Les débiteurs se découvrent à court de liquidités pour faire face à leurs dépenses. Pour s'en procurer, ils réduisent sauvagement ces dépenses, ils licencient. Si ce n'est pas suffisant, ils sont acculés à mettre en vente les actifs au plus mauvais moment : quand il n'y a plus d'acheteurs. La baisse appelle la baisse.

Cependant, d'autres éléments doivent être pris en compte. Le surendettement généralisé

implicite, du fait même de cette généralisation, une certaine compensation. Parce que la dette publique s'est considérablement gonflée depuis cinq ans - y compris en France, où elle est passée de quelque 900 milliards de francs en 1987 à quelque 1500 milliards cette année - en même temps que progressait rapidement l'endettement des entreprises et des particuliers, on voit parfois certains commentateurs additionner les deux chiffres. Ainsi donneraient-ils une expression statistique impressionnante à l'« économie d'endettement ». Cela n'a pas de sens.

Augmentation de la dette publique ne signifie pas autre chose qu'accumulation des créances du public sur l'Etat. Il faudrait les soustraire des dettes et non les ajouter ! Si on se tient à un raisonnement purement formel, on doit, plus généralement, conclure qu'a priori l'accroissement de l'endettement, qu'il soit public ou privé, ne change rien aux grandeurs macro-économiques.

Dans tous les cas, il s'agit d'un transfert entre personnes privées, l'Etat dominant sa garantie dans le premier cas et pas dans l'autre. Les intérêts touchés par un porteur d'obligations du Trésor sont payés par les contribuables : la garantie de l'Etat résulte, en dernière analyse, du fait que ce dernier a le pouvoir de lever des impôts. Le revenu national n'est ni accru ni diminué si un débiteur met la clef sous la porte pour échapper aux poursuites de son créancier. Celui-ci est injustement appauvri, celui-là injustement enrichi. Si les ententes au



NICOLAS GUILBERT

droit se multiplient, le bon fonctionnement de l'économie finira par s'en ressentir, mais pas tout de suite. Par un biais, cependant, une explosion de crédit comme celle qui a eu lieu dans la deuxième moitié des années 80 peut avoir des effets très négatifs sur la marche subéquentes de l'économie. Ce qui explique peut-être le mieux le comportement décalé et parfois des banquiers, c'est qu'ils ont presque tous pratiqué en même temps massivement au Mexique, pour retirer paisiblement comme un seul homme (leurs billes), c'est l'extrême difficulté d'un calcul de rentabilité. Là est peut-être le talon d'Achille du capitalisme. Combien il paraît plus facile

de financer des opérations hautement spéculatives ! Rien de plus excitant en effet qu'un marché porteur. L'accélération de la hausse des prix donne l'illusion que le mouvement ne s'arrêtera pas. Depuis vingt ans, se sont succédés, au gré de la conjoncture, des engouements hautement lucratifs - jusqu'au plongeon final. Au début des années 70, c'étaient les « superpétroliers » (bénéfice de la première année d'exploitation : 100 % du coût de construction), l'immobilier professionnel ; un peu plus tard, derrière le pétrole, mais sans les pétroliers ; puis le nouveau immobilier, etc. Chaque fois, les banquiers prisaient-ils sans risque, tant les premiers résultats étaient mirobolants.

Tout cela s'est traduit par un gaspillage énorme de capital. Devant un chancier abandonné, des immeubles entiers remplis de bureaux vides, des barrages surdimensionnés, il faut penser aux hommes et aux femmes qui auraient trouvé un emploi si les capitaux engagés dans ces faux investissements avaient été plus judicieusement utilisés, ou mieux canalisés. Il est très difficile de chiffrer cette irréversible déperdition des ressources, mais on dispose de quelques points de repère. Quand une dépense de 100 a été engagée et que le prix de l'actif correspondant est tombé à 60, tout se passe comme si le marché avait ramené la valeur de cet actif au niveau compatible avec une rentabilité suffisante. Mais, entre-temps, 40 % du capital aurait été volatilisés. Cette perte n'affecte pas seulement le patrimoine des agents économiques directement concernés. Le stock de capital à la disposition de la société tout entière aura été amputé d'autant. Les gouvernements ont la prescience qu'il existe là un problème majeur. C'est pourquoi leur grand thème est l'« insuffisance de l'épargne ». Ils feraient mieux de parler de la destruction de capital aggravée par le déficit budgétaire.

Les plus graves erreurs de prévisions - et de diagnostic - viennent du fait que les données de la comptabilité nationale (le PIB, etc.) sont établies sur l'hypothèse implicite de l'« intangibilité » du stock de capital. La raison en est tout simplement que les comptes nationaux n'appréhendent que les flux (de revenus, de dépenses, de la production courante). Or ce sont probablement les variations de ressources en capital qui jouent le rôle déterminant pour expliquer les retournements de conjoncture.

LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LA SANTÉ FINANCIÈRE DE VOTRE PROCHAIN PROSPECT, PARTENAIRE OU EMPLOYEUR.



Une visite commerciale coûte cher. Alors il faut bien la préparer, bien savoir qui est votre prospect, quelle est sa taille, sa surface financière, son dynamisme, ses dirigeants.

Sur votre minitel, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés, nom du gérant, du PDG, des membres du Conseil d'Administration,
- bilans et comptes annuels (SA et SARL),
- chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net),
- Renseignements sur les défaillances d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements.

Vous pouvez aussi commander les extraits Kbis.

les copies de bilans, les états de privilèges, les engagements en crédit-bail, les recours sans vous dérangier et les payer par Carte Bancaire.

Que votre prochain rendez-vous soit avec un prospect, un éventuel partenaire ou un futur employeur, préparez-le bien en consultant le 36.29.11.11 pour déjà découvrir votre interlocuteur. Vous gagnerez du temps et de l'argent.

36 29 11 11
INFOGREFFE

La source de l'information sur les Entreprises

GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE
1, quai de Corse 75181 PARIS CEDEX 04
Tél. (1) 43.29.06.75

سكزا من لامل

L'ECONOMIE

OPINIONS

Le débat sur le traité de Maastricht

Le technocrate, le politique et la banque centrale

Une banque centrale indépendante et gérée par des « technocrates » n'est pas forcément synonyme d'austérité et de chômage. C'est au contraire un des secrets du « miracle » allemand

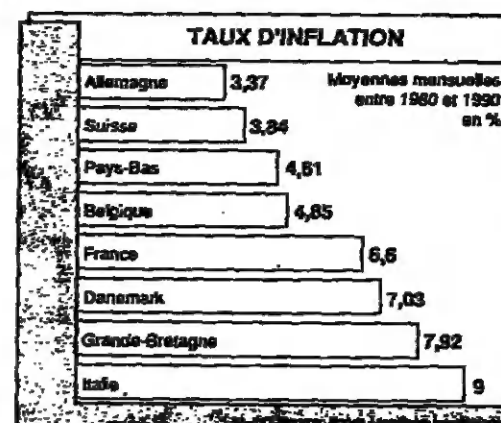
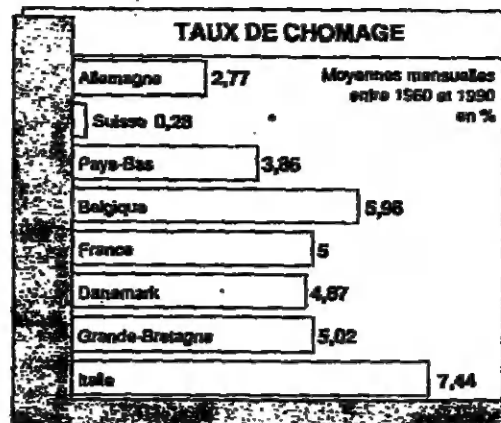
par CHARLES WYPLOSZ (*)

Au grand jeu de massacre qui, naturellement, accompagne toute campagne électorale, la nuance n'est pas de mise. Le référendum sur Maastricht a remis au goût du jour les vituperations contre les technocrates, ces usurpateurs anonymes du pouvoir politique qui agissent à l'abri des sanctions électorales. Outre ce que ces exhortations à la vindicte populaire ont d'angélique — quel ministre dans quel pays avancé ne s'appuie pas pour l'essentiel de ses actions sur son staff de technocrates? —, elles mélangent tout, les administrations nationales, Bruxelles et ses 13 500 bureaucrates (à peine la taille d'un petit ministère, à propos), et la Banque centrale européenne. Or, s'il est un domaine où le politique a fait plus de ravages que le technocrate, c'est bien la banque centrale.

Confier le monnaie aux politiques est, depuis toujours et sous tous les cieux, le plus sûr moyen de fabriquer de l'inflation, sans aucun avantage en retour. Comment en douter vraiment, en France, là où le complexe à l'égard de l'Allemagne est le plus développé? Il faudra bien un jour aller au fond des choses et comprendre ce qui se cache derrière le miracle allemand. Les Allemands bourreaux de travail à la motivation sans faille? Avec 1 820 heures ouvrées en 1987, contre 1 540 heures pour la France la différence est des plus modestes.

Le mythe allemand

Une meilleure performance en termes de croissance? Au contraire, c'est la France qui a fait mieux : de 1960 à 1990 son taux de croissance moyen par tête est de 3,1 % contre 2,7 % pour l'Allemagne. Une insolente série d'excédents externes alors que la France court après ses déficits? Si l'on prend la bonne mesure des déséquilibres externes, le compte courant, on constate que l'Allemagne, tout comme la France, a connu des périodes d'excédents suivies de déficits. Certes, les excédents sont plus fréquents en Allemagne, mais la France avait tout de même accumulé en 1987



dés excédents pour un montant égal à 6,2 % de son PIB, tout à fait honorable en comparaison des 15,8 % de l'Allemagne.

Le mythe allemand repose sur un point essentiel : l'indépendance de sa banque centrale. Les dirigeants de la Bundesbank se sont consacrés à lutter contre l'inflation. Ils y sont parvenus avec éclat comme le montre la figure ci-dessous. Les technocrates ont fait mieux que les politiques et, d'ailleurs, en Allemagne, où le respect pour la banque centrale est considérable, on parle plutôt d'experts ou de techniciens, l'indépendance étant déjà un gage de respectabilité. La marque de ce succès, c'est la santé du mark, monnaie forte par excellence.

On aimerait bien, pour la morale, que tant de bienfaits aient leur prix, par exemple en termes de chômage. La figure montre aussi une nette tendance, en Europe, à ce que les pays à bas taux d'inflation soient aussi ceux où le chômage est le plus faible. Simple coïncidence? Pas du tout. C'est en Suisse, en Allemagne et aux Pays-Bas que les banques centrales sont le mieux protégées du pouvoir politique, alors qu'en France, en Grande-Bretagne et en Italie les banques centrales sont soumises à l'autorité du gouvernement. Or, un jour ou l'autre, tout gouvernement voit ses déficits budgétaires se creuser, parfois pour la bonne cause. La tentation est alors grande de préférer la facilité, tellement dis-

crète et indolore, de la planche à billets à l'effort, nécessairement impopulaire, de lever de nouveaux impôts. Que s'approchent des échéances électorales, et seuls des politiques d'une rare trêpe sauront résister à la tentation redoutable qui s'offre à eux s'ils contrôlent l'émission monétaire. C'est ainsi que sont nées toutes les inflations.

Et cela va loin. Même si chaque électeur préfère un faible taux d'inflation, aucun salarié n'est prêt à laisser son salaire prendre du retard, et aucun chef d'entreprise ne laisse longtemps ses prix en dessous de ceux de la concurrence. Lorsque l'opinion publique suspecte ses hommes politiques d'être flexibles sur le plan de l'inflation, rares sont ceux qui sont prêts à faire preuve de modération quand il s'agit de négocier des salaires ou de fixer des prix de vente. On préfère le coup de pouce vers le haut, car on sait qu'un ou deux mauvais sondages au bon moment suffiront pour que s'accomplissent bien des miracles monétaires.

Qu'un technocrate indépendant des sanctions politiques soit responsable de la banque centrale, et l'on sait qu'il ne tolérera pas de dérapage inflationniste. Alors cesse la petite jeu série qui consiste à faire monter les coûts et les prix. Le fond du miracle allemand, c'est ça. Et comme les statuts de la Banque centrale européenne sont directement calqués sur ceux de la Bundesbank, c'est aussi ça l'avantage décisif qu'apportera le traité de Maastricht : plus de main basse politique sur la banque centrale, et donc pas d'inflation, un écu fort, et moins de chômage à terme.

(*) Professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et à l'INSEAD.

LOIS ET DÉCRETS

SCIENCES-PO
FORMATION
Diplôme de formation continue

FINANCE D'ENTREPRISE

- Formation approfondie à la finance moderne pour des cadres financiers expérimentés
- Cycle réparti sur 2 ans : 20 journées de formation par an
- Investissement professionnel validé par un diplôme de P.E.P. de Paris

Informations : Georges VERGNE, Service de Formation Continue
Tél : 45 49 51 18 - 45 49 50 97

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
215, Bd St Germain 75007 Paris
Tél : 42 22 80 79

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vous annonce la parution de ses nouvelles études sectorielles :

- La filière de l'habillement dans la CEE
- La distribution spécialisée en Europe
- Les acteurs de la distribution spécialisée en Europe
- La distribution des produits de la parfumerie
- Le matériel médico-chirurgical dans le monde
- La filière micro-électronique dans le monde : les semi-conducteurs au cœur des mutations technologiques
- Les holdings à caractères industriels
- Les stratégies et résultats financiers des grands groupes japonais
- L'électronique dans les équipements automobiles en Europe
- Le financement des véhicules industriels
- Le financement de la bureautique et de la téléphonie d'entreprise
- L'affacturage
- La fonction de gros dans les biens de consommation
- Céréales et oléoprotéagineux : le mouvement coopératif dans un environnement en mutation

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contactez : EUROSTAF
60-62, rue d'Hauteville, 75010 Paris. Tél. : 47.70.22.55 - Fax : 47.70.11.93

OFFRE EXCEPTIONNELLE

DE LA PRUDENCE
A L'AUDACE,
4 PLACEMENTS SELON
VOTRE TEMPÉRAMENT.

Chacun de ces placements bénéficie d'une protection du capital et d'une performance indexée sur la Bourse.

LION PERFORMANCE RENDEMENT
garanti au terme de 8 ans*
100% du capital
+ 4,5% l'an de revenu capitalisé
+ 60% de la hausse de la Bourse
+ une exonération d'impôt sur le revenu, sur les gains réalisés.

LION PERFORMANCE PLUS
garanti au terme de 8 ans*
100% du capital
+ 120% de la hausse de la Bourse
+ une exonération d'impôt sur le revenu, sur les gains réalisés.

LION PERFORMANCE INDICE
ce FCP garanti au terme de 5 ans*
100% du capital
+ 100% de la hausse de la Bourse
+ une exonération d'impôt sur le revenu, sur les gains réalisés, dans le cadre d'un PEA.

LION PERFORMANCE AUDACE
ce FCP offre au terme de 5 ans*
75% du capital
+ 150% de la hausse de la Bourse
+ une exonération d'impôt sur le revenu, sur les gains réalisés, dans le cadre d'un PEA.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE QUI

Les souscriptions sont limitées en montant et dans le temps.
Renseignez-vous vite dans nos agences.

*La protection du capital et les performances s'appliquent au capital investi, hors frais et droit d'entrée.
La hausse de la Bourse est mesurée par l'évolution de l'indice CAC 40.



*** toutes offres en option. Tarif au 24/08/92.

* SIPS : Side Impact Protection System : Protection en cas de choc latéral.
 ** Delta link : Nouvelle suspension arrière à effet autodirectionnel.

VOLVO